

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME XCVI

1929-1930

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 2188. — Pologne et Roumanie :	
Convention relative à l'échange des actes et documents des ci-devant autorités militaires austro-hongroises. Signée à Varsovie, le 29 novembre 1928	15
N° 2189. — Estonie et Hongrie :	
Convention de commerce et de navigation, avec protocole final. Signés à Tallinn, le 29 avril 1929	23
N° 2190. — Union économique belgo-luxembourgeoise et France :	
Arrangement additionnel à l'Accord commercial du 23 février 1928, avec un protocole et des déclarations annexes. Signés à Paris, le 28 mars 1929... ..	41
N° 2191. — Finlande et Hongrie :	
Traité de conciliation et d'arbitrage. Signé à Budapest, le 12 décembre 1928... ..	67
N° 2192. — Finlande et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :	
Echange de notes comportant un accord commercial provisoire. Berlin, le 29 janvier 1929	76
N° 2193. — Finlande et Union des Républiques soviétistes socialistes :	
Convention concernant la surveillance douanière dans le golfe de Finlande, avec protocole de clôture et protocole. Signés à Moscou, le 13 avril 1929... ..	93
N° 2194. — Estonie, Finlande et Suède :	
Arrangement sur le service téléphonique entre l'Estonie et la Suède par l'intermédiaire de la Finlande. Signé à Tallinn, le 18 mars 1929, à Stockholm, le 14 juin 1929, et à Helsinki, le 30 août 1929	117

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME XCVI

1929-1930

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS

	Page
No. 2188. — Poland and Roumania:	
Convention regarding the Exchange of Acts and Documents of the former Austro-Hungarian Military Authorities. Signed at Warsaw, November 29, 1928	15
No. 2189. — Estonia and Hungary:	
Convention of Commerce and Navigation, with Final Protocol. Signed at Tallinn, April 29, 1929	23
No. 2190. — Economic Union of Belgium and Luxemburg and France:	
Additional Arrangement to the Commercial Agreement of February 23, 1928, with a Protocol and Annexed Declarations. Signed at Paris, March 28, 1929	41
No. 2191. — Finland and Hungary:	
Treaty of Conciliation and Arbitration. Signed at Budapest, December 12, 1928 ...	67
No. 2192. — Finland and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes:	
Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Berlin, January 29, 1929	76
No. 2193. — Finland and Union of Soviet Socialist Republics:	
Convention regarding Customs Supervision in the Gulf of Finland, with Final Protocol and Protocol. Signed at Moscow, April 13, 1929	93
No. 2194. — Estonia, Finland and Sweden:	
Agreement regarding Telephone Service between Estonia and Sweden through the intermediary of Finland. Signed at Tallinn, March 18, 1929, at Stockholm, June 14, 1929, and at Helsinki, August 30, 1929	117

	Pages
N° 2195. — Danemark, Estonie, Finlande et Suède:	
Arrangement concernant le service téléphonique entre le Danemark et l'Estonie par l'intermédiaire des câbles sous-marins Danemark-Suède, Suède-Finlande et Finlande-Estonie et des voies de communication établies sur les territoires de la Finlande et de la Suède. Signé à Tallinn, le 17 à Copenhague, le 29 juillet à Stockholm, le 3, et à Helsinki, le 30 août 1929	129
N° 2196. — Canada et Japon:	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'exemption de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime. Ottawa, le 21 septembre 1929	143
N° 2197. — Canada et Pays-Bas:	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'exemption de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime. Ottawa, le 23 septembre 1929	151
N° 2198. — Canada et Grèce:	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'exemption de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime. Londres, le 30 septembre 1929	159
N° 2199. — Etats-Unis d'Amérique et Canada:	
Echange de notes comportant un accord en vue de remplacer par une inspection quarantenaire unique la double inspection actuellement pratiquée dans certaines zones. Ottawa, les 10 et 23 octobre 1929	167
N° 2200. — Etats-Unis d'Amérique et Hongrie:	
Traité d'arbitrage. Signé à Washington le 26 janvier 1929... ..	173
 ANNEXE XXIV. — Présentations à l'enregistrement, adhésions, signatures, ratifications postérieurement échangées, etc.	
N° 16. — Protocole additionnel à la Convention internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, en date du 13 novembre 1908. Signé à Berne, le 20 mars 1914.	
<i>Ratification</i>	180
N° 170. — Protocole de signature concernant le statut de la Cour permanente de Justice internationale visé par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Genève, le 16 décembre 1920.	
Disposition facultative	180
<i>Signature</i>	180
<i>Ratifications</i>	181
N° 171. — Convention et Statut sur la liberté du transit. Barcelone, le 20 avril 1921.	
<i>Ratifications</i>	181

	Page
No. 2195. — Denmark, Estonia, Finland and Sweden:	
Agreement regarding Telephone Service between Denmark and Estonia through the intermediary of the Submarine Cables. Denmark-Sweden, Sweden-Finland and Finland-Estonia, and of the Lines of Communication established on Finnish and Swedish Territories. Signed at Tallinn, July 17, at Copenhagen, July 29, at Stockholm, August 3, and at Helsinki, August 30, 1929	129
No. 2196. — Canada and Japan:	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the Exemption from Income Tax of Profits accruing from the Business of Shipping. Ottawa, September 21, 1929...	143
No. 2197. — Canada and the Netherlands:	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the Exemption from Income Tax of Profits accruing from the Business of Shipping. Ottawa, September 23, 1929 ...	151
No. 2198. — Canada and Greece:	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the Exemption from Income Tax of Profits accruing from the Business of Shipping. London, September 30, 1929 ...	159
No. 2199. — United States of America and Canada:	
Exchange of Notes constituting an Agreement in regard to the Substitution of a Single Quarantine Inspection for the Dual Inspection at present conducted in certain Areas. Ottawa, October 10 and 23, 1929	167
No. 2200. — United States of America and Hungary:	
Treaty of Arbitration. Signed at Washington, January 26, 1929	173
ANNEX XXIV. — Presentations for Registration, Accessions, Signatures, Ratifications subsequently exchanged, etc.	
No. 16. — Additional Protocol to the International Copyright Convention of November 13, 1908. Signed at Berne, March 20, 1914.	
<i>Ratification</i>	180
No. 170. — Protocol of Signature relating to the Statute of the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations. Geneva, December 16, 1920.	
Optional Clause	180
Signature	180
Ratifications	181
No. 171. — Convention and Statute on Freedom of Transit. Barcelona, April 20, 1921.	
<i>Ratifications</i>	181

	Pages
N° 172. — Convention et Statut sur le régime des voies navigables d'intérêt international. Barcelone, le 20 avril 1921.	
<i>Ratification</i>	182
N° 173. — Protocole additionnel à la Convention sur le régime des voies navigables d'intérêt international. Barcelone, le 20 avril 1921.	
<i>Adhésion</i>	182
N° 174. — Déclaration portant reconnaissance du droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime. Barcelone, le 20 avril 1921.	
<i>Ratification</i>	183
N° 383. — Echange de notes entre les Gouvernements roumain et suédois pour le règlement provisoire des relations commerciales entre les deux pays. Bucarest, les 11 novembre et 18 décembre 1922.	
Echange de notes portant dénonciation de l'accord ci-dessus à partir du 1 ^{er} mai 1930. Bucarest, les 22-27 février 1930	183
Echange de notes laissant en suspens les effets de la dénonciation ci-dessus pour une période de deux mois à partir du 1 ^{er} mai 1930. Stockholm, les 22 et 25 avril 1930... ..	185
N° 425. — Echange de notes entre les Gouvernements danois et roumain comportant un arrangement provisoire sur la base de la clause de la nation la plus favorisée dans leurs relations commerciales. Copenhague, les 19 avril et 8 mai 1923.	
Echange de notes portant dénonciation de l'accord ci-dessus à partir du 1 ^{er} mai 1930. Stockholm les 22-25 février 1930	187
Echange de notes laissant en suspens les effets de la dénonciation ci-dessus pour une période de deux mois à partir du 1 ^{er} mai 1930. Stockholm, le 22 avril et Copenhague, le 25 avril 1930	189
N° 678. — Protocole relatif aux clauses d'arbitrage. Signé à Genève, le 24 septembre 1923.	
<i>Signature</i>	190
N° 685. — Convention internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, ouverte à la signature à Genève, du 12 septembre 1923 au 31 mars 1924.	
<i>Ratification</i>	191
N° 1129. — Convention et Statut sur le régime international des voies ferrées et protocole de signature. Signés à Genève, le 9 décembre 1923.	
<i>Ratification</i>	191
N° 1371. — Convention provisoire concernant la navigation aérienne entre les Pays-Bas et la Pologne. Signée à La Haye, le 4 novembre 1925.	
<i>Dénonciation</i>	192
N° 1414. — Convention relative à l'esclavage. Signée à Genève, le 25 septembre 1926.	
<i>Ratification</i>	192

	Page
No. 172. — Convention and Statute on the Régime of Navigable Waterways of International Concern. Barcelona, April 20, 1921.	
<i>Ratification</i>	182
No. 173. — Additional Protocol to the Convention on the Régime of Navigable Waterways of International Concern. Barcelona, April 20, 1921.	
<i>Accession</i>	182
No. 174. — Declaration recognising the Right to a Flag of States having no Sea Coast. Barcelona, April 20, 1921.	
<i>Ratification</i>	183
No. 383. — Exchange of Notes between the Roumanian and Swedish Governments, concerning the Provisional Regulation of Commercial Relations between the two Countries. Bucharest, November 11 and December 18, 1922.	
Exchange of Notes bearing denunciation of the above Agreement as from May 1st, 1930. Bucharest, February 22-27, 1930	183
Exchange of Notes suspending the effects of the above Denunciation for a period of two months from May 1st, 1930. Stockholm, April 22 and 25, 1930	185
No. 425. — Exchange of Notes between the Danish and Roumanian Governments constituting a Provisional Arrangement as regards their Commercial Relations on the Basis of the most-favoured-nation System. Copenhagen, April 19 and May 8, 1923.	
Exchange of Notes bearing denunciation of the above Agreement as from May 1st, 1930. Stockholm, February 22-25, 1930... ..	187
Exchange of Notes suspending the effects of the above denunciation for a period of two months from May 1st, 1930. Stockholm April 22 and Copenhagen, April 25, 1930	189
No. 678. — Protocol on Arbitration Clauses. Signed at Geneva, September 24, 1923.	
<i>Signature</i>	190
No. 685. — International Convention for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications, Open for Signature at Geneva, from September 12, 1923, to March 31, 1924.	
<i>Ratification</i>	191
No. 1129. — Convention and Statute on the International Régime of Railways and Protocol of Signature. Signed at Geneva, December 9, 1923.	
<i>Ratification</i>	191
No. 1371. — Provisional Convention regarding Aerial Navigation between the Netherlands and Poland. Signed at The Hague, November 4, 1925.	
<i>Denunciation</i>	192
No. 1414. — Slavery Convention. Signed at Geneva, September 25, 1926.	
<i>Ratification</i>	192

N° 1425. — Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et la Grèce et déclaration y annexée. Signés à Londres, le 16 juillet 1926.	
Echanges de notes relatif à l'adhésion de la Trinité et Tobago au traité ci-dessus. Athènes, les 11 et 21 février 1930	192
N° 1512. — Accord entre la Grande-Bretagne et Mascate prolongeant pour une nouvelle période d'un an, à partir du 11 février 1927, le Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 19 mars 1891. Signé à Mascate, le 11 février 1927.	
Echange de notes prorogeant pour une nouvelle période d'un an à partir du 11 février 1929, le traité du 19 mars 1891 susmentionné. Mascate, le 11 février 1929	194
N° 1517. — Convention complémentaire au Traité de commerce et de navigation du 3 avril 1911 entre la Grande-Bretagne et le Japon. Signée à Londres, le 30 juillet 1925.	
Echange de notes relatif à l'application de la convention ci-dessus à certaines colonies et à certains protectorats britanniques. Tokio, les 7 juin-20 juillet 1929	197
N° 1528. — Convention provisoire concernant la navigation aérienne entre les Pays-Bas et le Danemark. Signée à La Haye, le 23 juillet 1926.	
<i>Dénonciation</i>	200
N° 1539. — Convention relative au jaugeage des bateaux de navigation intérieure. Signée à Paris, le 27 novembre 1925.	
<i>Ratification</i>	201
N° 1546. — Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et la Hongrie. Signé à Londres, le 23 juillet 1926.	
Echange de notes relatif à l'application du traité ci-dessus à la Palestine. Budapest, les 9 juillet-17 septembre 1929	201
N° 1554. — Accord entre la République de Pologne et la République tchécoslovaque sur la navigation aérienne. Signé à Prague, le 15 avril 1926.	
<i>Dénonciation</i>	204
N° 1845. — Convention internationale de l'Opium, adoptée par la Deuxième Conférence de l'Opium (Société des Nations). Signée à Genève, le 19 février 1925.	
<i>Ratification</i>	204
Protocole, Genève, 19 février 1925	204
<i>Adhésion</i>	204
N° 1905. — Convention radiotélégraphique internationale. Signée à Washington, le 25 novembre 1927.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	205
N° 2096. — Convention pour l'exécution des sentences arbitrales étrangères. Signée à Genève, le 26 septembre 1927.	
<i>Signature</i>	205

	Page
No. 1425. — Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Greece, and Accompanying Declaration. Signed at London, July 16, 1926.	
Exchanges of Notes recording the Accession of Trinidad and Tobago to the above Treaty. Athens, February 11 and 21, 1930	192
No. 1512. — Agreement between Great Britain and Maskat renewing for a further period of one year from February 11, 1927, the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of March 19, 1891. Signed at Maskat, February 11, 1927.	
Exchange of Notes renewing for a further period of one year, from February 11, 1929, the above Treaty of March 19, 1891. Maskat, February 11, 1929	194
No. 1517. — Supplementary Convention to the Treaty of Commerce and Navigation of April 3, 1911, between Great Britain and Japan. Signed at London, July 30, 1925.	
Exchange of Notes relating to the application of the above Convention to certain British Colonies and Protectorates. Tokio, June 7-July 20, 1929	197
No. 1528. — Provisional Convention between the Netherlands and Denmark concerning Aerial Navigation. Signed at The Hague, July 23, 1926.	
<i>Denunciation</i>	200
No. 1539. — Convention regarding the Measurement of Vessels employed in Inland Navigation. Signed at Paris, November 27, 1925.	
<i>Ratification</i>	201
No. 1546. — Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Hungary. Signed at London, July 23, 1926.	
Exchange of Notes relating to the application of the above Treaty to Palestine. Budapest, July 9-September 17, 1929	201
No. 1554. — Agreement between the Republic of Poland and the Czechoslovak Republic on Aerial Navigation. Signed at Prague, April 15, 1926.	
<i>Denunciation</i>	204
No. 1845. — International Opium Convention, adopted by the Second Opium Conference (League of Nations). Signed at Geneva, February 19, 1925.	
<i>Ratification</i>	204
<i>Protocol, Geneva, February 19, 1925</i>	204
<i>Accession</i>	204
No. 1905. — International Radiotelegraph Convention. Signed at Washington, November 25, 1927.	
<i>Presentation for Registration</i>	205
No. 2096. — Convention on the Execution of Foreign Arbitral Awards. Signed at Geneva, September 26, 1927.	
<i>Signature</i>	205

	Pages
N° 2201. — Etats-Unis d'Amérique et Hongrie :	
Traité de conciliation. Signé à Washington, le 26 janvier 1929... ..	207
N° 2202. — Norvège et Tchécoslovaquie :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'abrogation du visa obligatoire des passeports entre les deux pays. Oslo, les 27 septembre et 11 octobre 1929	213
N° 2203. — Suède et Turquie :	
Echange de notes comportant un accord pour le règlement provisoire des relations commerciales entre les deux pays, à partir du 6 novembre 1929, en attendant la mise en vigueur du Traité de commerce et de navigation signé le 29 septembre 1929. Ankara, le 19 octobre 1929	221
N° 2204. — Lettonie et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.	
Traité de commerce et de navigation, avec protocole de signature. Signés à Belgrade, le 18 octobre 1928	229
N° 2205. — Finlande et Turquie :	
Traité de commerce et de navigation, avec protocole de signature. Signés à Ankara, le 12 août 1929	239
N° 2206. — Allemagne et Suisse :	
Arrangement additionnel au Traité de commerce du 14 juillet 1926, signé à Berne, le 23 avril 1929, et échange de notes y relatif de la même date	257
N° 2207. — Portugal et Suisse :	
Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage. Signé à Berne, le 17 octobre 1928	287
N° 2208. — Etats-Unis d'Amérique et Tchécoslovaquie :	
Traité de naturalisation. Signé à Prague, le 16 juillet 1928	301
N° 2209. — Roumanie et Tchécoslovaquie :	
Protocole concernant la prolongation du Traité d'alliance conclu le 23 avril 1921. Signé à Belgrade, le 21 mai 1929	307
N° 2210. — Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et Tchécoslovaquie :	
Acte général de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire. Signé à Belgrade, le 21 mai 1929	311
N° 2211. — Hongrie et Lithuanie :	
Convention de commerce et de navigation, avec protocole final. Signés à Budapest, le 16 mai 1929	333

	Page
No. 2201. — United States of America and Hungary :	
Treaty of Conciliation. Signed at Washington, January 26, 1929	207
No. 2202. — Norway and Czechoslovakia :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the Abolition of Compulsory Passport Visas between the two Countries. Oslo, September 27, and October 11, 1929 ...	213
No. 2203. — Sweden and Turkey :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the Provisional Settlement of the Commercial Relations between the two Countries, as from November 6, 1929, until the entry into force of the Treaty of Commerce and Navigation. Signed on September 29, 1929. Ankara, October 19, 1929	221
No. 2204. — Latvia and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :	
Treaty of Commerce and Navigation with Protocol of Signature. Signed at Belgrade, October 18, 1928	229
No. 2205. — Finland and Turkey :	
Treaty of Commerce and Navigation, with Protocol of Signature. Signed at Ankara, August 12, 1929	239
No. 2206. — Germany and Switzerland :	
Additional Agreement to the Treaty of Commerce of July 14, 1926, signed at Berne, April 23, 1929, and Exchange of Notes relating thereto of the same date	257
No. 2207. — Portugal and Switzerland :	
Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration. Signed at Berne, October 17, 1928	287
No. 2208. — United States of America and Czechoslovakia :	
Naturalisation Treaty. Signed at Prague, July 16, 1928	301
No. 2209. — Roumania and Czechoslovakia :	
Protocol concerning the Prolongation of the Treaty of Alliance concluded on April 23, 1921. Signed at Belgrade, May 21, 1929	307
No. 2210. — Roumania, Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, and Czechoslovakia :	
General Act of Conciliation, Arbitration and Judicial Settlement. Signed at Belgrade, May 21, 1929	311
No. 2211. — Hungary and Lithuania :	
Convention of Commerce and Navigation, with Final Protocol. Signed at Budapest, May 16, 1929	333

	Pages
N° 2212. — Finlande et Union des Républiques soviétistes socialistes :	
Protocole relatif à certaines modifications de la Convention du 18 juin 1924, concernant l'échange postal entre les deux pays, et protocole supplémentaire. Signés à Helsinki, le 7 octobre 1929	349
N° 2213. — Égypte et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :	
Echange de notes comportant un arrangement commercial provisoire. Le Caire, les 12 et 15 mai 1927	367
N° 2214. — Autriche et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :	
Traité concernant les actes de procédure, avec protocole final. Signés à Belgrade, le 1 ^{er} mai 1928	373
N° 2215. — Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et Tchécoslovaquie :	
Accord concernant l'interdiction des revendications en justice des créances et dettes en anciennes couronnes austro-hongroises, nées avant le 26 février 1919, en tant que la monnaie est contestable. Signé à Prague, le 29 septembre 1928	421
ERRATA	427

	Page
No. 2212. — Finland and Union of Soviet Socialist Republics :	
Protocol regarding certain Modifications of the Convention of June 18, 1924, concerning Postal Exchange between the two Countries, and Additional Protocol. Signed at Helsinki, October 7, 1929	349
No. 2213. — Egypt and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :	
Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Cairo, May 12 and 15, 1927	367
No. 2214. — Austria and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :	
Treaty regarding Legal Proceedings, with Final Protocol. Signed at Belgrade, May 1, 1928	373
No. 2215. — Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, and Czechoslovakia :	
Agreement concerning the Prohibition of Legal Proceedings in respect of Claims and Debts in former Austro-Hungarian Crowns which arose before February 26, 1919, where the Currency is contestable. Signed at Prague, September 29, 1928... ..	421
ERRATA	427

N° 2188.

POLOGNE ET ROUMANIE

Convention relative à l'échange des actes et documents des ci-devant autorités militaires austro-hongroises. Signée à Varsovie, le 29 novembre 1928.

POLAND AND ROUMANIA

Convention regarding the Exchange of Acts and Documents of the former Austro-Hungarian Military Authorities. Signed at Warsaw, November 29, 1928.

N° 2188. — CONVENTION¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ET LE ROYAUME DE ROUMANIE RELATIVE À L'ÉCHANGE DES ACTES ET DOCUMENTS DES CI-DEVANT AUTORITÉS MILITAIRES AUSTRO-HONGROISES. SIGNÉE A VARSOVIE, LE 29 NOVEMBRE 1928.

Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 8 novembre 1929.

Conformément aux termes de l'article 6 de la Convention conclue à Rome, le 6 avril 1922, entre la République de Pologne, l'Autriche, la Hongrie, l'Italie, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la République tchécoslovaque, les plénipotentiaires des Gouvernements de la République de Pologne et du Royaume de Roumanie sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement les catégories suivantes des actes et documents concernant soit les ressortissants, soit les territoires des deux États contractants et provenant des anciens offices et autorités militaires austro-hongrois, qui avaient leur résidence sur la partie du territoire de l'ancienne Monarchie austro-hongroise, appartenant actuellement à la République de Pologne ou au Royaume de Roumanie, ainsi que de celles qui ont été transférées au cours de la guerre sur le territoire de l'une des Parties contractantes :

I. DOCUMENTS PERSONNELS.

- a) Les livrets d'immatriculation généraux et de section des officiers et des soldats ;
- b) Tableaux d'aptitude ;
- c) Fiches d'hôpital ;
- d) Parères médicaux et certificats de médecin ;
- e) Documents de revision ;
- f) Actes de décès ;
- g) Actes des veuves et des orphelins des officiers et des soldats ;
- h) Livrets d'invalides ;
- i) Actes des tribunaux militaires de garnison et des conseils de guerre ;
- k) Fiches contenant des renseignements de toute espèce ;
- l) Actes d'engagements volontaires ;
- m) Actes de mise à la réforme, avec leurs annexes ;
- n) Extraits des feuilles concernant les punitions disciplinaires ;
- o) Dossiers des unités sédentaires et des cadres qui ont été déplacés de leur territoire de recrutement.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 26 juillet 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2188. — CONVENTION² BETWEEN THE POLISH REPUBLIC AND THE KINGDOM OF ROUMANIA REGARDING THE EXCHANGE OF ACTS AND DOCUMENTS OF THE FORMER AUSTRO-HUNGARIAN MILITARY AUTHORITIES. SIGNED AT WARSAW, NOVEMBER 29, 1928.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place November 8, 1929.

In accordance with the terms of Article 6 of the Convention concluded at Rome on April 6, 1922, between the Polish Republic, Austria, Hungary, Italy, Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, and the Czechoslovak Republic, the Plenipotentiaries of the Governments of the Polish Republic and the Kingdom of Roumania have agreed on the following provisions :

Article I.

The Contracting Parties undertake to hand over to each other the following categories of acts and documents relating either to the nationals or to the territories of the two Contracting States and originally belonging to the former Austro-Hungarian military departments and authorities which had their seat in that part of the territory of the former Austro-Hungarian Monarchy now belonging to the Polish Republic or to the Kingdom of Roumania, together with those categories of acts which were transferred during the war to the territory of one of the Contracting Parties :

I. PERSONAL DOCUMENTS.

- (a) General and departmental index-cards for officers and men ;
- (b) Documents giving particulars as to qualifications ;
- (c) Hospital registers ;
- (d) Medical reports and medical certificates ;
- (e) Documents relating to the medical examination of recruits ;
- (f) Death certificates ;
- (g) Records of the wives and orphans of officers and men ;
- (h) Disabled men's booklets.
- (i) Records of garrison courts and field courts-martial ;
- (k) Index-cards containing information of any kind ;
- (l) Records of voluntary engagements ;
- (m) Records concerning discharge, with annexes thereto ;
- (n) Extracts from records relating to disciplinary punishment ;
- (o) Records of non-mobile units and of formations transferred from their recruitment depôt.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, July 26, 1929.

II. DOCUMENTS MATÉRIELS, PLANS ET PROJETS DE CASERNES ET DE BATIMENTS MILITAIRES, AINSI QUE LES ACTES RELATIFS AUX CONTRATS DE L'ACHAT ET DU FERMAGE.

Article 2.

Toutes les annexes aux actes et documents énumérés à l'article premier, telles que : actes de naissance, certificats d'études, certificats de nationalité, etc., seront également restituées.

Les documents intéressant en même temps chacune des Parties contractantes resteront en possession de l'Etat qui les détient ; l'autre Partie en recevra une copie.

L'Etat qui reçoit la copie d'un tel document pourra demander dans un délai de huit semaines que la copie soit comparée avec l'original.

Article 3.

Des actes des anciennes autorités militaires austro-hongroises, mentionnés à l'article premier de cette convention, ne doivent être restitués réciproquement que ceux qui se rapportent à la période à partir du 1^{er} janvier 1900 jusqu'au 30 octobre 1918.

Article 4.

La nationalité sera reconnue conformément au principe de « l'indigénat » (*pertinenza*) établi d'après le Traité de Paix signé à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919.

Article 5.

Les deux Parties contractantes s'engagent à se fournir réciproquement les listes des actes et documents destinés à être échangés dans les six mois suivants à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention.

Tous les frais découlant de ce fait seront à la charge de la Partie, sur le territoire de laquelle se trouvent ces pièces.

Article 6.

Les deux Parties contractantes s'engagent réciproquement à réunir, au cours des trois mois après l'échange des listes des actes et documents, les pièces y spécifiées et en préparer la restitution.

La Partie contractante, à laquelle ces pièces sont destinées, s'engage à les accepter au cours des trois mois suivants.

Si l'autre Partie n'accepte pas les matériaux rassemblés de cette façon, ils seront à nouveau inclus dans les registres de l'office donné, et les frais occasionnés par un nouveau triage incomberont à la Partie destinataire des documents.

Article 7.

Le terme de l'exécution définitive de l'échange des documents non compris dans la liste transmise, trouvés ou réclamés postérieurement, etc., expire le 1^{er} janvier 1940. Aucune question résultant de la présente convention ne pourra être réglée après ce terme. Avant le 1^{er} janvier 1940, aucune catégorie desdits actes et documents ne pourra être, à l'insu ou sans le consentement de l'autre Partie, exclue, inventoriée ou détruite.

II. DOCUMENTS CONCERNING PROPERTY, PLANS AND DRAWINGS OF BARRACKS AND MILITARY BUILDINGS, TOGETHER WITH DEEDS RELATING TO CONTRACTS OF PURCHASE AND LEASE.

Article 2.

All annexes to the acts and documents mentioned in Article 1, such as birth certificates, school certificates, certificates of national origin, etc., shall also be restored.

Documents which are of importance to both Contracting Parties shall be kept by the State in whose possession they are, the other Party being furnished with a copy.

The State receiving a copy of such a document may, within a period of eight weeks, apply for the copy to be compared with the original.

Article 3.

Only such acts of the former Austro-Hungarian military authorities mentioned in Article 1 of this Convention as refer to the period between January 1, 1900 and October 30, 1918, shall be reciprocally restored.

Article 4.

Recognition of nationality shall be based on the principle of the right of citizenship (*pertinenza*) laid down in the Treaty of Peace signed at St. Germain-en-Laye on September 10, 1919.

Article 5.

Both Contracting Parties undertake to furnish one another with lists of the acts and documents intended to be exchanged within the six months following on the entry into force of the present Convention.

All expenditure incurred in this connection shall be borne by the Party in whose territory these documents are.

Article 6.

Both Contracting Parties reciprocally undertake, within three months after exchanging lists of the acts and documents, to collect the documents therein mentioned and make arrangements for their restitution.

The Contracting Party for which these documents are intended agrees to take delivery of them during the three months following.

Should the other Party not take delivery of the material thus collected, it shall be reincorporated in the archives of the department in question, and the expenditure incurred in consequence of any new selection shall be borne by the Party for which the documents are intended.

Article 7.

The date for final completion of the exchange of documents not included in the list sent, but found or claimed subsequently, etc., shall expire on January 1, 1940. No matter arising out of the present Convention may be dealt with after this date. Prior to January 1, 1940, no category of the said acts and documents may be removed, included in an inventory or destroyed without the knowledge or consent of the other Party.

Article 8.

Les frais de transport des actes et documents destinés à être échangés, incombent à la Partie destinataire. Le transport desdits actes et documents est exempt des taxes douanières.

Article 9.

Les Parties contractantes s'engagent à se fournir réciproquement les listes des militaires tués ou décédés à la suite des opérations de guerre, des prisonniers de guerre morts en captivité et qui ont été enterrés sur les territoires respectifs des Parties contractantes, de même que toutes les indications relatives aux tombes, prévues par les alinéas 1 et 2 de l'article 172 du Traité de Paix, signé à Saint-Germain-en-Laye. Ces listes seront communiquées réciproquement dans un délai de deux ans à partir de la date de la mise en vigueur de la présente convention.

Article 10.

En vue de la mise à exécution de la présente convention les autorités militaires supérieures des deux Parties contractantes auront la faculté d'établir entre elles les rapports directs.

Article 11.

La présente convention sera ratifiée et entrera en vigueur après son approbation par les gouvernements respectifs, ce qui sera dûment constaté par un échange des notes.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Varsovie en deux exemplaires, le 29 novembre 1928.

(Signé) Tadeusz JACKOWSKI.

(Signé) DAVILA.

Article 8.

The cost of transporting acts and documents for exchange shall be borne by the Party taking delivery of them. Transport of such acts and documents is exempt from Customs duty.

Article 9.

The Contracting Parties agree to furnish one another with lists of soldiers who were killed or who died as a result of military operations and of prisoners of war who died in captivity and were buried in the respective territories of the Contracting Parties, as well as with all the information regarding graves provided for in Article 172, paragraphs 1 and 2, of the Treaty of Peace signed at St. Germain-en-Laye. These lists shall be reciprocally communicated within two years from the date of the entry into force of the present Convention.

Article 10.

With a view to executing the present Convention, the higher military authorities of both Contracting Parties shall be entitled to communicate with one another direct.

Article 11.

The present Convention shall be ratified and shall come into force on being approved by the respective Governments, which shall be duly certified by an exchange of notes.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Warsaw in two copies on November 29, 1928.

(Signed) Tadeusz JACKOWSKI.

(Signed) DAVILA.

N° 2189.

ESTONIE ET HONGRIE

Convention de commerce et de navigation, avec protocole final. Signés à Tallinn, le 29 avril 1929.

ESTONIA AND HUNGARY

Convention of Commerce and Navigation, with Final Protocol. Signed at Tallinn, April 29, 1929.

N° 2189. — CONVENTION¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE
L'ESTONIE ET LA HONGRIE. SIGNÉE A TALLINN, LE 29 AVRIL
1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 10 novembre 1929.

LE CHEF DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE, désireux de resserrer les liens d'amitié et de favoriser les relations économiques entre les deux pays, ont résolu de conclure une convention de commerce et de navigation et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CHEF DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

M. Jaan LATTIK, ministre des Affaires étrangères ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

M. Michel JUNGERTH, chargé d'Affaires de Hongrie en Estonie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les ressortissants des Parties contractantes auront le droit, dans les mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, sous réserve des dispositions législatives du pays en question, de se rendre librement sur le territoire de l'autre Partie contractante, de s'y établir, de se livrer au commerce, à l'industrie, au travail manuel et à toute autre industrie, d'y acquérir des biens meubles et immeubles par voie d'héritage, de don, de legs, d'achat, d'échange, ou par toute autre voie légale et de posséder, détenir et aliéner ces biens.

Chacune des Parties contractantes s'engage à ne pas exiger des ressortissants de l'autre Partie le paiement d'impôts, taxes ou contributions de toute nature plus élevés ou autres que ceux qui sont ou pourront être ultérieurement exigés de ses propres nationaux ou des ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 2.

Les Hautes Parties contractantes déclarent reconnaître mutuellement aux sociétés anonymes et à toutes les compagnies et autres associations commerciales, industrielles, financières et d'assurance, constituées suivant les lois particulières à l'un des deux pays, le libre et facile accès auprès des tribunaux de l'autre pays, sans autre condition que de se conformer aux lois de ce pays.

Lesdites sociétés anonymes, compagnies et associations de chacune des Hautes Parties contractantes pourront, si les lois et règlements de l'autre pays ne s'y opposent et sous réserve de

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 26 octobre 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2189. — CONVENTION ² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN ESTONIA AND HUNGARY. SIGNED AT TALLINN, APRIL 29, 1929.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place November 10, 1929.

THE HEAD OF THE REPUBLIC OF ESTONIA and HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY, being desirous of strengthening the ties of friendship and encouraging economic relations between the two countries, have resolved to conclude a Convention of Commerce and Navigation and have for that purposes appointed as their Plenipotentiaries :

THE HEAD OF THE REPUBLIC OF ESTONIA :

M. Jaan LATTIK, Minister for Foreign Affairs ;

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

M. Michel JUNGERTH, Hungarian Chargé d'Affaires in Estonia ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following Articles :

Article 1.

The nationals of either Contracting Party shall have the right, upon the same conditions as nationals of the most favoured nation and subject to the laws of the country concerned, to proceed freely to the territory of the other Contracting Party, to establish themselves therein, to engage in trade, industry, manual labour or any other occupation, to acquire movable and immovable property by inheritance, gift, bequest, purchase, exchange or in any other lawful manner and to own, hold and dispose of such property.

Each of the Contracting Parties undertakes not to levy upon nationals of the other Party any taxes, dues or contributions whatsoever, higher or other than those which are or may in future be levied upon its own nationals or upon nationals of the most favoured nation.

Article 2.

The High Contracting Parties mutually agree that joint-stock companies and all commercial, industrial, financial and insurance companies or other associations constituted according to the special laws of one of the two countries shall have free and unhindered access to the courts of the other country, subject only to the condition that they observe the laws of the country in question.

The said joint-stock and other companies and associations of each of the High Contracting Parties may, if the laws and regulations of the other country allow and provided they comply with

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Budapest, October 26, 1929.

l'accomplissement de toutes formalités prévues par ces lois et règlements, exercer leur activité sur le territoire de ce dernier pays et s'y établir ; elles y jouiront, au point de vue de l'établissement, du traitement réservé aux sociétés anonymes, compagnies et associations de la nation la plus favorisée.

La disposition précédente n'aura aucune influence sur la question de savoir si une telle société, compagnie ou association, établie dans l'un des deux pays, aura ou n'aura pas le droit de faire du commerce ou d'exploiter une industrie ou d'exercer son activité dans l'autre, un tel droit restant toujours subordonné aux lois et ordonnances en vigueur dans le pays respectif.

Dans tous les cas, les sociétés, compagnies et associations de chacun des deux pays ne seront pas soumises dans l'autre pays à des droits, taxes, impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou qui seront perçus sur les sociétés, compagnies et associations de ce dernier pays, étant entendu, en outre, que des droits, taxes et impôts ne pourront être assis que sur la part de l'actif social se trouvant effectivement dans le pays où ils sont perçus et sur les seules opérations qui y sont faites ou qui y sont contrôlées.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, d'une protection et d'une sécurité constantes et complètes pour leur personne et leurs propriétés et ils auront un accès libre et facile auprès des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, des emprunts forcés et de tout service militaire, dans quelque catégorie de la force armée que ce soit, ainsi que de toute contribution imposée en compensation du service militaire et, d'autre part, ils ne seront empêchés d'aucune façon de remplir leur devoir militaire dans leur propre pays.

Ils ne seront, de plus, astreints en temps de paix et en temps de guerre qu'aux prestations et réquisitions militaires imposées aux nationaux et toujours dans la même mesure et d'après le même principe, mais néanmoins seulement contre compensation ou indemnité.

Ils seront également exempts de toute fonction officielle obligatoire d'ordre judiciaire, administratif ou municipal, à l'exemption de l'obligation d'accepter la tutelle sur leurs nationaux.

Article 5.

Les négociants, les fabricants et autres commerçants ressortissants de l'une des Parties contractantes qui prouvent, sur la présentation d'un certificat de légitimation commerciale délivré par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils sont autorisés à y exercer leur commerce ou leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et les impôts prévus par les lois, auront le droit, en se soumettant aux règlements en vigueur dans les deux pays, de faire soit personnellement, soit par des voyageurs à leur service, des achats dans le territoire de l'autre Partie contractante, chez des négociants ou producteurs, ou dans les locaux de vente publique. Ils pourront même sur des modèles et échantillons, prendre des commandes chez les négociants ou autres personnes qui, pour leur commerce ou leur industrie, utilisent des marchandises analogues à celles offertes.

Si l'une des Parties contractantes perçoit des taxes ou patentes spéciales, l'autre pourra adopter des mesures analogues de manière à rétablir la réciprocité.

Les voyageurs de commerce estoniens et hongrois munis d'un certificat de légitimation conforme au modèle annexé au présent traité (Annexe A), auront le droit réciproque d'introduire en qualité de voyageurs de commerce des échantillons ou modèles, mais non des marchandises.

Les deux gouvernements se désigneront les autorités qualifiées pour délivrer les certificats de légitimation, ainsi que les dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans leurs opérations.

all the formalities required by these laws and regulations, carry on their activities in the territory of the latter country and establish themselves therein ; they shall, from the point of view of establishment, enjoy the treatment reserved for the joint-stock and other companies and associations of the most favoured nation.

The above provision shall not affect the question whether any such company or association established in one of the two countries shall or shall not be entitled to trade, pursue an industry or carry on its activities in the other country, such right always remaining subject to the laws and decrees in force in the country in question.

In any case, the companies and associations of either country shall not be subject in the other country to charges, dues or taxes of any description whatsoever other or higher than those which are or may in future be levied on the companies and associations of the latter country, it being understood moreover that charges, dues and taxes may only be assessed on that part of the company's assets which are actually situated in the country in which they are levied and only on such transactions as take place or are registered in that country.

Article 3.

Nationals of either High Contracting Party shall, in the territory of the other Party, enjoy constant and complete protection and security for their persons and property, and they shall have free and unhindered access to the courts of justice for the purpose both of claiming and of defending their rights.

Article 4.

Nationals of either Contracting Party shall be exempt in the territory of the other from forced loans and from all military service in any branch whatsoever of the armed forces, and from all taxes in lieu of military service ; nor shall they be in any way prevented from discharging their military duties in their own country.

Further, they shall not be subject either in peace or war to any military contributions and requisitions except those imposed on nationals of the country ; these shall, in all cases, be imposed to the same extent and upon the same principles, but always subject to compensation or indemnity.

They shall likewise be exempt from all compulsory official duties of a judicial, administrative, or municipal nature, except the obligation to undertake the guardianship of their fellow countrymen.

Article 5.

Merchants, manufacturers and other traders, being nationals of one Contracting Party, who can produce a trading identity card issued by the competent authorities of their country, showing that they are authorised to carry on their trade or industry in that country, and that they pay therein the dues and taxes required by law, shall be entitled, provided that they observe the regulations in force in both countries, to effect purchases in the territory of the other Contracting Party, either personally or through travellers in their employ, from merchants or producers or in places of public sale. They may accept orders, even by means of models and samples, from merchants or other persons who make use, in their trade or industry, of goods similar to those offered.

If either Contracting Party should impose special dues or trading licence fees, the other Party shall be entitled to adopt similar measures in order to re-establish reciprocity.

Estonian and Hungarian commercial travellers holding trading identity cards in conformity with the specimen subjoined to the present Treaty (Annex A) shall be reciprocally entitled, as commercial travellers, to import samples or models, but not goods.

The two Governments shall communicate to each other the names of the authorities qualified to issue trading identity cards, and the regulations which commercial travellers must observe in transacting their business.

Les objets passibles d'un droit de douane ou de toute autre taxe similaire qui seront importés comme échantillons ou modèles par les voyageurs de commerce seront de part et d'autre admis en franchise de droits de douane ou d'autres taxes d'entrée et de sortie ou autres, à la condition que ces objets soient réexportés dans le délai réglementaire et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse, quel que soit du reste le bureau de douane par lequel ils passent à leur sortie, pourvu que ce bureau soit compétent d'après les lois et règlements en vigueur dans le pays.

Les restrictions d'importation et d'exportation en vigueur dans les deux pays ne sont pas modifiées par les dispositions ci-dessus.

La réexportation des échantillons ou modèles devra être garantie à leur entrée dans les deux pays, soit par le dépôt du montant des droits applicables, soit par tout autre procédé approuvé par les autorités compétentes du pays d'entrée.

Si les échantillons ou modèles sont présentés avant l'expiration du délai réglementaire à un bureau de douane compétent pour être réexportés, ce bureau devra vérifier si les articles présentés sont bien ceux pour lesquels a été délivré le permis d'entrée en franchise. S'il n'y a aucun doute à cet égard, le bureau constatera la réexportation et restituera le montant des droits déposés.

S'il est établi que les échantillons ou modèles n'ont pas été réexportés avant l'expiration du délai réglementaire, le montant des droits sera acquis au fisc.

Outre les marques qui sont apposées officiellement dans le pays d'exportation, pour identifier les échantillons ou modèles, les fonctionnaires des douanes du pays d'importation auront le droit d'exiger l'apposition de marques supplémentaires, si cela leur semble nécessaire.

Il ne sera perçu par l'Etat aucune taxe ou redevance pour l'apposition de ces marques.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux colporteurs ou autres marchands ambulants, non plus qu'à la prise de commandes chez des personnes n'exerçant ni commerce ni industrie.

Article 6.

Dans le cas où l'une des Parties contractantes établirait des prohibitions ou restrictions quant à l'importation ou l'exportation de marchandises, elle accordera à l'autre Partie le même traitement qui a été accordé ou sera accordé ultérieurement aux marchandises importées de, ou exportées vers un tiers pays quelconque.

Toute abrogation ou tout adoucissement d'une prohibition ou des restrictions d'importation et d'exportation qui est ou sera accordé, même à titre temporaire, par une des Parties contractantes en faveur d'une tierce Puissance s'appliquera immédiatement et sans réserve aux marchandises identiques ou similaires en provenance, ou à destination du territoire de l'autre Etat.

Les dispositions de cet article ne seront pas applicables lorsque l'établissement ou le maintien d'une prohibition d'importation ou d'exportation, ou de restrictions concernant l'importation ou l'exportation des marchandises :

1° Viseront la sûreté publique du pays ou seront jugés nécessaires par l'Etat intéressé en raison de l'état de guerre ;

2° Constitueront des mesures sanitaires ou de prophylaxie contre les épizooties et les épiphyties ;

3° Viseront des semences qu'on a lieu de croire impropres dans le pays d'importation, en raison de leur origine ;

4° Viseront les marchandises faisant l'objet d'un monopole d'état.

Article 7.

Dans le cas où l'une des Parties contractantes ferait dépendre l'importation ou l'exportation de certaines marchandises de prix ou de conditions d'achats ou de vente contrôlés par le gouvernement ou par tout organisme autorisé par lui, les conditions générales applicables à l'autre Partie seront les plus favorables qui sont ou pourront être appliquées à toute Puissance tierce.

Articles liable to Customs duty or any other similar tax which are imported as samples or models by commercial travellers shall be admitted by each country free of all Customs duties or other import and export taxes, etc., provided that the said articles are re-exported within the regulation period and that the articles imported and re-exported are clearly identified ; the above clause is irrespective of the Customs office through which they are exported, provided always that such office is competent under the laws and regulations in force in the country.

The above provisions shall not affect the import and export restrictions which are in force in the two countries.

The re-exportation of samples or models must be guaranteed, on their entry into either country, by the deposit of the amount of the duties chargeable or by any other means approved by the competent authorities of the importing country.

If the samples or models are presented for re-exportation before the expiry of the regulation period to a Customs office which is competent to deal with them, the said office shall satisfy itself that the articles presented are the same as those for which the permit granting exemption from import duty was issued. If there is no doubt on this point, the office shall register the goods as re-exported and shall refund the amount of the duties deposited.

If it is found that the samples or models have not been re-exported before the expiration of the regulation period, the amount of the duties shall accrue to the Treasury.

The Customs officials of the importing country may, if they think fit, affix supplementary marks in addition to those officially affixed in the exporting country, to identify the samples or models.

No charges or dues shall be imposed by the State for affixing these marks.

The above provisions shall not apply to hawkers or other itinerant traders, or to the soliciting of orders from persons who are not engaged in trade or industry.

Article 6.

Should either Contracting Party establish prohibitions or restrictions on the import or export of goods, it shall grant to the other Party the same treatment as has been or may subsequently be granted to goods imported from or exported to any third country.

If any import or export prohibition or restriction has been, or shall hereafter be, removed or relaxed, even temporarily, by either Contracting Party in favour of a third Power, the benefits of such removal or relaxation shall be extended immediately and unconditionally to the same or similar goods coming from or consigned to the territory of the other State.

The provisions of this Article shall not apply to import or export prohibitions or restrictions imposed or maintained. :

(1) For the public security of the country or when considered necessary by the country concerned owing to a state of war ;

(2) As sanitary measures or measures for the prevention of epizooties and epiphytes ;

(3) On seeds which, in view of their origin, may reasonably be considered unsuitable in the importing country ;

(4) On goods which constitute a State monopoly.

Article 7.

Should either Contracting Party make the importation or exportation of certain goods dependent upon prices or conditions of purchase or sale controlled by the Government or by any organisation authorised by the Government, the general conditions applicable to the other Party shall be the most favourable conditions that are or may hereafter be applied to any third Power.

Article 8.

En ce qui concerne les droits et taxes à l'importation, ainsi que toutes surtaxes, coefficients ou majorations y afférents qui sont ou seront perçus à l'importation des marchandises, les deux Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement, sans réserve et automatiquement, toute faveur, réduction ou exonération qu'elles ont accordées ou accorderont à toute tierce Puissance.

De même les Parties contractantes se garantissent mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les droits ainsi que toutes les taxes perçues à l'exportation, quels qu'en soient le nom ou l'espèce.

Chacune des Parties contractantes garantit à l'autre le traitement de la nation la plus favorisée en tout ce qui concerne l'accomplissement des formalités de douane.

Article 9.

Pour tout ce qui concerne les taxes de consommation, de production, de transaction, de monopole et d'accise, et toutes les autres taxes intérieures, les marchandises qui proviennent ou sont importées de l'un des deux pays, doivent jouir dans l'autre pays d'un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux marchandises du pays le plus favorisé.

Article 10.

En ce qui concerne le transit à travers leurs territoires, les deux Parties contractantes appliqueront réciproquement dans leurs relations les dispositions de la Convention et du Statut sur la liberté du transit, signé à Barcelone le 20 avril 1921.¹

Article 11.

Les marchandises de toute origine, traversant en transit l'un des deux pays, destinées à, ou expédiées de l'autre pays, ne seront soumises dans le pays de transit à aucun droit ou taxe de douane d'importation ou d'exportation, à aucune contribution de cette nature ni à aucun droit intérieur autres que les taxes exclusivement destinées à couvrir les frais du contrôle et de l'administration du transit.

Les marchandises de toute origine, traversant en transit l'un des deux pays, qu'elles soient ou non emmagasinées dans des ports francs, entrepôts de douane, magasins de transit ou autres établissements douaniers, doivent, à l'importation dans l'autre pays, jouir, en ce qui concerne les droits et autres taxes, ainsi qu'à tous autres égards, d'un traitement au moins aussi favorable que celui dont elles jouiraient si elles étaient importées directement du pays d'origine.

Article 12.

Les produits naturels ou fabriqués de l'une des Parties contractantes jouiront à tous égards, pour les transports par chemin de fer dans les territoires de l'autre Partie, — toutes conditions étant égales d'ailleurs, — du même traitement que les produits similaires nationaux ou ceux de la nation la plus favorisée dans la même direction et sur la même ligne.

Le même principe sera applicable aux autres transports publics en tant que ces derniers sont administrés par l'Etat.

¹ Vol. VII, page 11; vol. XI, page 406; vol. XV, page 304; vol. XIX, page 278; vol. XXIV, page 154; vol. XXXI, page 244; vol. XXXV, page 298; vol. XXXIX, page 166; vol. LIX, page 344; vol. LXIX, page 70; vol. LXXXIII, page 373; et vol. XCII, page 363, de ce recueil.

Article 8.

As regards import duties and charges and any additional charges, coefficients or increases in connection therewith which are or may hereafter be levied on the importation of goods, the two Contracting Parties undertake to grant to each other, without reservation and automatically, any privilege, reduction or exemption which they have granted or may hereafter grant to any third Power.

Similarly, the Contracting Parties guarantee to each other most-favoured-nation treatment as regards duties and all charges levied on exportation, irrespective of their kind or denomination.

Each of the Contracting Parties guarantees to the other most-favoured-nation treatment in all matters connected with the fulfilment of Customs formalities.

Article 9.

In all matters relating to taxes on consumption, production, transactions, monopolies and excise, and all other internal taxes, goods originating in or imported from either country shall enjoy in the other country treatment as favourable as that granted to the goods of the most favoured nation.

Article 10.

As regards transit through their territories, the two Contracting Parties agree to apply reciprocally, in their relations, the provisions of the Convention and Statute on the Freedom of Transit, signed at Barcelona on April 20, 1921¹.

Article 11.

Goods of any origin conveyed in transit across one of the two countries, being consigned to or despatched from the other country, shall not be subject in the country of transit to any Customs import or export duty or tax or any similar impost or to any internal duty other than the charges levied solely to cover the cost of supervision and transit formalities.

Goods of any origin conveyed in transit across one of the two countries, whether warehoused or not in free ports, bonded stores, transit warehouses or other Customs establishments, shall enjoy, on importation into the other country, treatment at least as favourable, in regard to duties and other charges and in all other respects, as they would enjoy if they were imported direct from the country of origin.

Article 12.

Natural or manufactured products of either Contracting Party shall enjoy the same treatment in all respects, as regards railway transport in the territory of the other Party — all the conditions being the same — as the like products of the latter country or those of the most favoured nation consigned in the same direction and on the same lines.

The same principle shall apply to other public transportation if managed by the State.

¹ Vol. VII, page 11; Vol. XI, page 406; Vol. XV, page 304; Vol. XIX, page 278; Vol. XXIV, page 154; Vol. XXXI, page 244; Vol. XXXV, page 298; Vol. XXXIX, page 166; Vol. LIX, page 344; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXXIII, page 373; and Vol. XCII, page 363, of this Series.

Article 13.

Pour réserver aux produits originaires de leurs pays respectifs le bénéfice des dispositions ci-dessus et pour éviter toute irrégularité par transport détourné, les Parties contractantes pourront exiger que les produits et marchandises importés sur leur territoire soient accompagnés de certificats d'origine. Il est entendu que les deux gouvernements s'inspireront à cet égard du principe de la réciprocité.

Les Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée quant à la forme et au contenu, ainsi qu'à l'emploi de ces certificats.

Article 14.

Chacune des Parties contractantes s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir les produits naturels ou fabriqués originaires de l'autre Partie contractante contre toute concurrence déloyale dans les transactions commerciales, à réprimer et à prohiber par la saisie et par toutes autres sanctions appropriées, l'importation, l'entreposage et l'exportation, ainsi que la fabrication, la vente et la mise en vente à l'intérieur, de tous les produits portant, sur eux-mêmes ou sur leur conditionnement immédiat ou sur l'emballage extérieur, des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques comportant directement ou indirectement de fausses indications sur l'origine, l'espèce, la nature ou les qualités spécifiques de ces produits ou marchandises.

Article 15.

Dans les ports et les eaux territoriales des deux pays, les navires estoniens et ceux de la Hongrie, leurs équipages, passagers et cargaisons jouiront du traitement accordé à ceux de la nation la plus favorisée, tant en ce qui concerne les taxes générales ou spéciales qu'en ce qui concerne le classement des navires, les facilités pour leur chargement et déchargement, et généralement pour toutes les formalités et dispositions auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages, passagers et cargaisons.

Les certificats de jauge des navires de mer délivrés par l'une des Parties contractantes seront acceptés par l'autre Partie, si les mesures de jauge ont été faites d'après le système Moorsom.

Article 16.

Les deux Parties contractantes s'accorderont réciproquement le droit de nommer des représentants consulaires dans tous les ports, villes et places de l'autre Partie où les représentants consulaires d'un tiers pays quelconque sont admis.

Après avoir reçu l'exéquatour du Gouvernement du pays de leur résidence, les représentants consulaires de chacune des Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre de tous les privilèges et exemptions et de la même compétence qui sont ou pourront être accordés aux représentants consulaires d'une tierce Puissance. Cependant, ces privilèges, exemptions et compétences ne seront pas accordés aux représentants consulaires d'un des deux pays dans l'autre dans une plus grande étendue que celle accordée aux représentants consulaires de l'autre dans le premier.

Article 17.

Ne seront pas censés déroger au principe du traitement de la nation la plus favorisée, qui est la base du présent traité, les franchises, immunités et privilèges mentionnés ci-après, savoir :

a) Les privilèges qui ont été ou seraient accordés à des Etats limitrophes en vue de faciliter le trafic local dans une zone qui ne peut excéder quinze kilomètres en profondeur de chaque côté de la frontière commune.

Article 13.

In order to reserve the benefits of the above provisions for products originating in their respective countries and to prevent irregularities through the transport of goods by circuitous routes, the Contracting Parties may require that products and goods imported into their territories be accompanied by certificates of origin. It is understood that the two Governments will, in this respect, be guided by the principle of reciprocity.

The Contracting Parties guarantee to each other most-favoured-nation treatment as regards the form, contents and employment of these certificates.

Article 14.

Each of the Contracting Parties undertakes to adopt all the necessary measures to protect natural or manufactured products originating in the territory of the other Contracting Party from any form of unfair competition in commercial transactions, to repress and prohibit by seizures and all other appropriate remedies the importation, warehousing, exportation, manufacture, sale or offering for sale within its territory of all products bearing upon themselves or their usual get-up or wrappings any marks, names, devices or descriptions whatsoever which are calculated to convey directly or indirectly a false indication of the origin, type, nature or special characteristics of such products or goods.

Article 15.

In the ports and territorial waters of both countries, Estonian and Hungarian vessels, their crews, passengers and cargoes, shall enjoy most-favoured-nation treatment as regards both general and special dues and the classification of the vessels, facilities for their loading and unloading and, in general, for all formalities and measures to which merchant vessels, their crews, passengers and cargoes may be subject.

The tonnage measurement certificates of seagoing vessels issued by either Contracting Party shall be accepted by the other Party if the measurements have been carried out according to the Moorsom system.

Article 16.

The two Contracting Parties grant each other the right to appoint consular representatives in all ports, towns and places in the territory of the other Party to which the consular representatives of any third country are admitted.

When they have received the exequatur from the Government of the country in which they reside, the consular representatives of each Contracting Party shall enjoy in the territory of the other all the privileges, immunities, and powers, which are or may in future be granted to the consular representatives of any third Power. Nevertheless, the privileges, immunities and powers thus granted to the consular representatives of either country in the territory of the other shall not be more extensive than those granted to the consular representatives of the latter country in the territory of the former.

Article 17.

The following exemptions, immunities and privileges shall not be regarded as inconsistent with the principle of most-favoured-nation treatment, on which the present Treaty is based :

- (a) Privileges which have been or may in future be accorded to adjacent States with a view to facilitating local traffic in a zone which may not exceed fifteen kilometres in depth on either side of the common frontier ;

b) Les privilèges qui ont été ou qui seraient consentis par une des Hautes Parties contractantes à un Etat tiers en vertu d'une union douanière ou économique déjà existante ou qui serait conclue dans l'avenir.

c) Les franchises, immunités et privilèges que l'Estonie reconnaîtra à un des Etats Baltes (Finlande, Lettonie et Lithuanie), en raison d'accords particuliers. Il en est de même en ce qui concerne les privilèges que l'Estonie pourrait accorder à l'Union des Républiques socialistes soviétistes, en vertu de conventions ou d'accords douaniers spéciaux.

Toutefois, il est entendu que la Hongrie bénéficiera immédiatement des mêmes avantages au cas où ils auraient été accordés par l'Estonie à un tiers Etat non cité ci-dessus.

Article 18.

Les différends entre les deux Hautes Parties contractantes sur l'application et l'interprétation du présent traité seront tranchés par un tribunal arbitral mixte. Le tribunal arbitral sera constitué « ad hoc » et devra comprendre un nombre égal de représentants des deux Parties. Si ces représentants ne parvenaient pas à se mettre d'accord, ils feront appel à un tiers-arbitre neutre dont la désignation sera éventuellement demandée au président de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 19.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Budapest, aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications. A cette date elle se substituera au Traité de commerce du 19 octobre 1922 pour rester en vigueur jusqu'à l'expiration du délai de trois mois à partir du jour de sa dénonciation par une des Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Tallinn, en double exemplaire, le vingt-neuf avril mil neuf cent vingt-neuf.

J. LATTIK.

M. JUNGERTH.

(b) Privileges which have been or may in future be accorded by either High Contracting Party to a third State in virtue of a Customs or economic union already in existence or which may be concluded in future ;

(c) Exemptions, immunities and privileges which Estonia may grant to any of the Baltic States (Finland, Latvia and Lithuania) under special agreements. This also applies to privileges which Estonia may accord to the Union of Socialist Soviet Republics under special Customs conventions or agreements.

It is, however, understood that Hungary shall immediately receive the same benefits if these benefits are granted by Estonia to any third State not mentioned above.

Article 18.

Disputes between the two High Contracting Parties regarding the application and interpretation of the present Treaty shall be settled by a mixed arbitral tribunal. The arbitral tribunal shall be constituted *ad hoc* and shall consist of an equal number of representatives of the two Parties. If these representatives are unable to agree, they shall appeal to a neutral umpire whom the President of the Permanent Court of International Justice will, if necessary, be asked to appoint.

Article 19.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Budapest as soon as possible.

It shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications. On that date it shall replace the Commercial Treaty of October 19, 1922, and shall remain in force until the expiration of a period of three months from the date on which it is denounced by either Contracting Party.

In faith whereof the Plenipotentiaries, duly authorised for this purpose, have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Tallinn, in duplicate, on April twenty-nine, one thousand nine hundred and twenty-nine.

J. LATTIK.

M. JUNGERTH.

ANNEXE A

.. (Modèle)

NOM DE L'ÉTAT.

(Autorité de délivrance).

CARTE DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEURS DE COMMERCE

Valable pendant douze mois à compter de la date de délivrance.

Bon pour N° de la carte:

Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte, M.....
 né... à demeurant à.....
 rue N° possède
 à
 sous la raison de commerce
 (ou) est commis voyageur au service { de la maison
 des maisons
 à
 qui { possède
 possèdent
 sous la raison de commerce

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes dans les pays susvisés et de faire des achats pour la (les) maison(s) dont il s'agit, il est certifié que ladite (lesdites) maison(s) est (sont) autorisée(s) à pratiquer son (leurs) industrie(s) et son (leurs) commerce(s) à et y paie(nt) les contributions légales à cet effet.

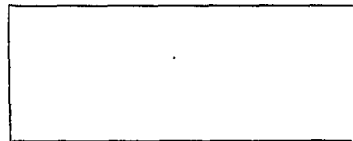
....., le 19....

Signature du chef de la (des) maison(s)

.....

Signalement du porteur :

Age
 Taille
 Cheveux
 Signes particuliers



Signature du porteur :

.....

ANNEX A.

(Specimen)

NAME OF STATE

(Issuing Office)

IDENTITY CARD FOR COMMERCIAL TRAVELLERS.

Valid for twelve months including the day of issue.

Good for No. of identity card

It is hereby certified that the bearer of this card M.....
born at living at
No. Street
is the owner of
at
trading under the name
(or) is a commercial traveller employed by { the firm of
the firms of
at
wich { possesses
possess
trading under the name.....

The bearer of this card intends to solicit orders in the above-mentioned countries and to make purchases for the firm(s) referred to. It is hereby certified that the said firm(s) is (are) authorised to carry out its (their) business and trade at..... and that it pays (they pay) the taxes, as provided by law, for that purpose.

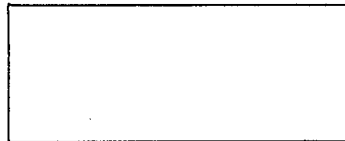
..... the 19...

Signature of the head of the firm(s).

.....

Description of the bearer.

Age
Height
Hair
Special Marks



Signature of the bearer

.....

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la Convention de commerce et de navigation, conclue en date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes qui font partie intégrante de la convention :

Ad Article premier.

Les dispositions de l'alinéa premier de l'article premier ne doivent point porter préjudice aux lois, ordonnances et prescriptions spéciales en matière de commerce, d'industrie, de police et de sûreté générale qui sont ou seront en vigueur dans les territoires des Parties contractantes et applicables à tous les étrangers en général.

Ad Article 3.

Il est entendu que les dispositions de l'article 3 selon lesquelles les ressortissants des deux Parties contractantes auront le droit d'ester en justice devant les tribunaux, ne s'appliquent pas à l'assistance judiciaire gratuite, à la dispense de la caution « judicatum solvi », à l'administration de la succession mobilière et à la situation des créanciers en cas de faillite, étant donné que ces matières seront réglées sur la base de la réciprocité ou par un traité spécial concernant l'assistance judiciaire.

Ad Articles premier et 4.

Les Parties contractantes s'engagent à procéder le plus tôt possible à la conclusion d'une convention en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts directs et au sujet de l'évasion fiscale, ainsi que des emprunts forcés.

Le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les deux Parties contractantes sans autre ratification spéciale, par le seul fait des ratifications de la convention à laquelle il se rapporte, a été dressé en double expédition.

Fait à Tallinn, le vingt-neuf avril mil neuf cent vingt-neuf.

M. JUNGERTH.
J. LATTIK.

FINAL PROTOCOL.

On proceeding to sign the Convention of Commerce and Navigation concluded this day, the undersigned Plenipotentiaries have made the following declarations, which shall form an integral part of the Convention :

Ad Article 1.

The provisions of the first paragraph of Article 1 shall not affect the laws, decrees and special rules regarding trade, industry, police and general security which are in force or may come into force in the territories of the Contracting Parties and are applicable to all foreigners alike.

Ad Article 3.

It is understood that the provisions of Article 3, whereby nationals of the two Contracting Parties are entitled to appear in Court shall not apply to free legal aid, exemption from security for costs (*cautio judicatum solvi*), the administration of the movable estate of deceased persons and the position of creditors in bankruptcy, seeing that these questions will be settled on a basis of reciprocity or in a special treaty concerning free legal aid.

Ad Articles 1 and 4.

The Contracting Parties undertake to proceed as soon as possible to the conclusion of a Convention for the avoidance of double taxation in the matter of direct taxes and with regard to tax evasion and forced loans.

The present Protocol, which shall be held to have been approved and confirmed by the two Contracting Parties without other special ratification by the mere fact of the ratification of the Convention to which it relates has been drawn up in duplicate.

Done at Tallinn, April the twenty-ninth, one thousand nine hundred and twenty-nine.

M. JUNGERTH.
J. LATTIK.

N° 2190.

**UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE
ET FRANCE**

**Arrangement additionnel à l'Accord
commercial du 23 février 1928,
avec un protocole et des déclara-
tions annexes. Signés à Paris, le
28 mars 1929.**

**ECONOMIC UNION OF
BELGIUM AND LUXEMBURG
AND FRANCE**

**Additional Arrangement to the Com-
mercial Agreement of February
23, 1928, with a Protocol and
Annexed Declarations. Signed at
Paris, March 28, 1929.**

N^o 2190. — ARRANGEMENT ADDITIONNEL¹ A L'ACCORD COMMERCIAL²
DU 23 FÉVRIER 1928 ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-
LUXEMBOURGEOISE ET LA FRANCE. SIGNÉ A PARIS, LE 28 MARS
1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 11 novembre 1929.

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS et L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE, animés du même désir d'assurer à l'Accord commercial du 23 février 1928 son plein effet et soucieux de préciser le régime de la navigation entre les deux pays, comme aussi d'étendre dans la mesure du possible à leurs colonies et possessions d'outre-mer le bénéfice des avantages qu'ils se sont réciproquement consentis, ont décidé de compléter ledit accord par les dispositions ci-après :

Article premier.

Les produits repris à la liste *A* seront dédouanés à leur importation sur le territoire douanier français, conformément aux classifications douanières mentionnées à ladite liste.

Article 2.

Le Gouvernement français s'engage à prendre les mesures nécessaires pour assurer aux produits repris à la liste *B* la tarification douanière qui y est prévue.

Article 3.

Les produits repris à la liste *C* seront dédouanés à leur importation sur le territoire de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, conformément aux classifications douanières mentionnées à ladite liste.

Article 4.

L'Union économique belgo-luxembourgeoise envisage de ramener, par voie autonome, les droits afférents aux produits repris à la liste *D*, aux taux qui figurent à ladite liste.

¹ Entré en vigueur le 15 avril 1929.

² Vol. LXXII, page 61, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2190. — ADDITIONAL ARRANGEMENT² TO THE COMMERCIAL AGREEMENT³ OF FEBRUARY 23, 1928, BETWEEN THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG AND FRANCE. SIGNED AT PARIS, MARCH 28, 1929.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Arrangement took place November 11, 1929.

THE FRENCH GOVERNMENT and THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG, being equally desirous of ensuring that the Commercial Agreement of February 23, 1928, shall have full effect, and of defining the régime governing navigation between the two countries and extending to their colonies and oversea possessions, as far as possible, the benefit of the advantages which they have accorded to each other, have decided to supplement the said Agreement by the following provisions :

Article 1.

The products enumerated in list *A* shall, on importation into French Customs territory, be cleared through the Customs in accordance with the Customs classifications set forth in that list.

Article 2.

The French Government agrees to take the necessary steps to ensure that the products enumerated in list *B* shall be accorded the Customs tariff rates therein provided.

Article 3.

The products enumerated in list *C* shall, on importation into the territory of the Economic Union of Belgium and Luxemburg, be cleared through the Customs in accordance with the Customs classifications set forth in that list.

Article 4.

The Economic Union of Belgium and Luxemburg intends, in regard to the duties on the products enumerated in list *D*, to restore the rates given in that list.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force April 15, 1929.

³ Vol. LXXII, page 61, of this Series.

Article 5.

Pour toutes les questions relatives au transit international, les Hautes Parties contractantes appliqueront dans leurs relations réciproques les dispositions de la Convention¹ et du Statut de Barcelone du 20 avril 1921.

Article 6.

Pour toutes questions relatives au régime international des voies ferrées, les Hautes Parties contractantes appliqueront dans leurs relations réciproques les dispositions de la Convention et du Statut sur le régime international des voies ferrées² établis à Genève, le 9 décembre 1923.

Article 7.

Sous réserve des dispositions complémentaires qui suivent, les Hautes Parties contractantes appliqueront dans leurs relations réciproques les dispositions de la Convention et du Statut de Genève du 9 décembre 1923 sur le régime international des ports maritimes³, y compris ses annexes et protocole.

Article 8.

Les navires qui, selon les lois et règlements français, justifient de la nationalité française et les navires qui, selon les lois et règlements belges ou luxembourgeois, justifient de la nationalité belge ou luxembourgeoise seront considérés comme étant respectivement de nationalité française, ou belge ou luxembourgeoise.

Article 9.

Les navires de chacune des Hautes Parties contractantes pourront se rendre dans un ou plusieurs ports de l'autre, soit pour y débarquer tout ou partie de leurs cargaisons, marchandises et passagers en provenance de l'étranger, soit pour y embarquer tout ou partie de leurs cargaisons, marchandises et passagers à destination de l'étranger.

Article 10.

En ce qui concerne le cabotage, le remorquage et le pilotage, les Hautes Parties contractantes s'accorderont réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 11.

Sont exceptés des dispositions du présent arrangement relatives à la navigation maritime :

1^o Les avantages particuliers dont les produits de la pêche nationale sont ou pourraient être l'objet ;

¹ Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373 ; et vol. XCII, page 363, de ce recueil.

² Vol. XLVII, page 55 ; vol. L, page 180 ; vol. LIX, page 383 ; vol. LXIII, page 417 ; vol. LXIX, page 92 ; vol. LXXXVIII, page 472 ; vol. LXXXIII, page 403 ; vol. LXXXVIII, page 336 ; et vol. XCII, page 381, de ce recueil.

³ Vol. LVIII, page 285 ; vol. LXIX, page 102 ; vol. LXXII, page 485 ; et vol. LXXXIII, page 416, de ce recueil.

Article 5.

In all questions relating to international transit, the High Contracting Parties shall, in their mutual relations, apply the provisions of the Convention and Statute¹ of Barcelona of April 20, 1921.

Article 6.

In all questions relating to the international régime of railways, the High Contracting Parties shall, in their mutual relations, apply the provisions of the Convention and Statute² on the International Régime of Railways drawn up at Geneva on December 9, 1923.

Article 7.

Subject to the supplementary provisions given below, the High Contracting Parties shall, in their mutual relations, apply the provisions of the Convention and Statute of Geneva, dated December 9, 1923, on the International Régime of Maritime Ports³, including the Annexes and Protocol thereof.

Article 8.

Vessels which, according to the French laws and regulations, are entitled to French nationality, and vessels which, according to the Belgian or Luxemburg laws and regulations, are entitled to Belgian or Luxemburg nationality, shall be deemed to be of French or of Belgian or Luxemburg nationality respectively.

Article 9.

The vessels of either of the High Contracting Parties may proceed to one or more ports of the other, either to disembark there all or part of their cargoes or goods or passengers coming from abroad, or to take on board there all or part of their cargoes of goods or passengers proceeding abroad.

Article 10.

As regards coasting trade, tug services and pilotage, the High Contracting Parties shall grant each other most-favoured-nation treatment.

Article 11.

The provisions of the present Arrangement relating to maritime navigation shall not apply to:

- (1) Any special advantages which are or may in future be granted to the products of the national fisheries;

¹ Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 406, Vol. XV, page 304 ; Vol. XIX, page 278 ; Vol. XXIV, page 154 ; Vol. XXXI, page 244 ; Vol. XXXV, page 298 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; and vol. XCII, page 363, of this Series.

² Vol. XLVII, page 55 ; Vol. L, page 180 ; Vol. LIX, page 383 ; Vol. LXIII, page 417 ; Vol. LXIX, page 92 ; Vol. LXXVIII, page 472 ; Vol. LXXXIII, page 403 ; Vol. LXXXVIII, page 336 ; and vol. XCII, page 381, of this Series.

³ Vol. LVIII, page 285 ; Vol. LXIX, page 102 ; Vol. LXXII, page 485 ; and Vol. LXXXIII, page 416, of this Series.

2° Les avantages particuliers dont les produits en provenance ou à destination des protectorats français de l'Afrique du Nord sont ou pourraient être l'objet ;

3° Les avantages que chacune des Hautes Parties contractantes accorde ou pourrait accorder à ses ressortissants en vue de favoriser le développement de sa marine marchande à titre, soit de primes ou subventions pour la construction ou l'acquisition des navires de commerce, soit de primes ou encouragements quelconques à la marine marchande.

Article 12.

Les permis de navigation délivrés aux navires de mer par les autorités compétentes des Hautes Parties contractantes seront reconnus réciproquement, conformément à l'entente intervenue le 5 avril 1922.

Il en sera de même des certificats de jaugeage délivrés aux navires de mer conformément à l'entente intervenue le 19 octobre 1904.

Article 13.

Dans les ports de la Belgique, les capitaines des navires de commerce français, et réciproquement dans les ports français, les capitaines des navires de commerce de la Belgique, dont les équipages ne seraient plus au complet par suite de maladies ou d'autres causes, pourront, en se conformant aux lois et règlements de police locaux, engager les marins nécessaires à la continuation du voyage, étant entendu que l'engagement, toujours librement consenti par le marin, sera conclu en conformité de la loi du pavillon du navire.

Article 14.

Les entreprises de navigation de l'une des Parties contractantes effectuant le transport des émigrants jouiront, dans l'autre pays, du même traitement à tous égards que les entreprises de navigation nationales.

Cette égalité de traitement accordée sous condition de réciprocité vise, notamment, la réglementation applicable aux agences des entreprises de navigation, à leurs navires, au traitement des passagers et émigrants, quelles qu'en soient la provenance et la destination, aux formalités administratives, sanitaires et de police, aux conditions, prix et délais de transport, ainsi qu'aux droits et taxes de toute nature.

Les passagers et émigrants transitant sur le territoire de l'une des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie, pour s'y embarquer, ou en provenance de ce dernier après y avoir débarqué, jouiront, à tous égards, du même traitement que les passagers et émigrants embarquant ou débarquant dans un port du territoire traversé.

Article 15.

Il sera loisible à tout navire de l'une des Hautes Parties contractantes qui y aura été contraint par le mauvais temps ou par un cas de force majeure, de se réfugier dans un port de l'autre Partie, de s'y réparer, de s'y procurer tous les approvisionnements nécessaires et de reprendre la mer sans avoir à payer d'autres droits ou taxes que ceux qui, dans les mêmes circonstances, sont perçus sur les navires nationaux.

Au cas cependant où le capitaine d'un navire qui se serait réfugié dans un port dans les circonstances prévues au paragraphe précédent se trouverait dans la nécessité de vendre une partie de sa cargaison afin de couvrir ses frais, il serait tenu de se conformer aux règlements et tarifs locaux.

(2) Any special advantages which are or may in future be granted to products coming from or sent to the French protectorates of North Africa ;

(3) Any advantages which either of the High Contracting Parties grants or may in future grant to its nationals with a view to promoting the development of its mercantile marine, either in the form of bounties or subsidies for the construction or acquisition of merchant ships, or in the form of bounties or any methods of encouraging the development of the mercantile marine.

Article 12.

Navigation permits issued to seagoing vessels by the competent authorities of the High Contracting Parties shall be reciprocally recognised in accordance with the Agreement concluded on April 5, 1922.

The same provision shall apply to tonnage measurement certificates issued to seagoing vessels under the Agreement concluded on October 19, 1904.

Article 13.

In Belgian ports, masters of French merchant ships, and in French ports, masters of Belgian merchant ships, whose crews are incomplete as the result of illness or other causes may, if they comply with the local police laws and regulations, engage the seamen necessary for the continuation of the voyage, provided that the engagement — which must be freely entered into by the seamen concerned — is concluded in accordance with the law of the flag which the ship flies.

Article 14.

Shipping concerns of either of the Contracting Parties carrying emigrants shall, in the country of the other Party, be accorded in every respect the same treatment as shipping concerns of that country.

This equality of treatment, granted subject to reciprocity, shall refer in particular to the rules applicable to the agencies of shipping concerns, their vessels, the treatment of passengers and emigrants whatever their place of origin or destination, administrative, health and police formalities, transport conditions and prices and length of time required for transport, and duties and charges of all kinds.

Passengers and emigrants proceeding in transit through the territory of either of the Contracting parties to the territory of the other Party in order to embark on board ship there, or coming from the territory of such Party after having disembarked there, shall be accorded in every respect the same treatment as passengers and emigrants embarking or disembarking at a port of the territory through which they pass.

Article 15.

Any vessel of either of the High Contracting Parties may, if compelled by stress of weather or by *vis major*, take refuge in a port of the other Party, undergo repair there, obtain all necessary supplies there and put to sea again, without having to pay any duties or charges other than those leviable in the same circumstances on national vessels.

If, however, the master of a vessel which has taken refuge in a port in the circumstances referred to in the previous paragraph is compelled to sell part of his cargo in order to cover his expenses, he shall be bound to conform to the local regulations and tariffs.

Article 16.

Si un navire battant pavillon de l'une des Hautes Parties contractantes vient à échouer ou à faire naufrage sur les côtes de l'autre Pays, les autorités locales devront veiller à ce qu'il puisse recevoir secours et assistance et devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et la conservation des objets qui pourront être sauvés. Elles informeront immédiatement l'autorité consulaire compétente la plus rapprochée. Les autorités consulaires respectives pourront prêter assistance à leurs nationaux.

L'intervention des autorités locales ne donnera lieu, à cet égard, à la perception de frais d'aucune sorte, sauf, toutefois, ceux que nécessiteront les opérations de sauvetage ainsi que la conservation des objets sauvés et ceux auxquels seraient soumis en pareil cas les navires nationaux.

Le navire ou ses débris, y compris les machines, agrès, appareils, meubles, accessoires de toute nature et documents sauvés du naufrage, seront remis au propriétaire ou à son représentant dûment autorisé, s'il en fait la demande dans les délais prévus par la loi locale. Il en sera de même des marchandises sauvées. En cas de vente, le produit en sera versé au dit propriétaire, déduction faite des frais.

L'autorité consulaire de celle des Hautes Parties contractantes à laquelle ressortissent les propriétaires pourra, à défaut de ceux-ci, requérir la remise des objets sauvés ou de leur produit en cas de vente.

Les marchandises et objets de toute nature qui auront été sauvés du naufrage ne seront assujettis à aucun droit de douane, à moins qu'ils ne soient admis à la consommation intérieure.

Article 17.

Les bateaux de l'une des Hautes Parties contractantes et leurs équipages et cargaisons bénéficieront, dans les eaux intérieures de l'autre Partie contractante, ainsi que dans ses ports intérieurs ouverts au trafic, du même traitement que les bateaux, équipages et cargaisons de la nation la plus favorisée.

En ce qui concerne toutes redevances et taxes afférentes à la navigation intérieure, aucune des Hautes Parties contractantes ne traitera, sur ses voies d'eau intérieures ou dans ses ports intérieurs ouverts au trafic, les bateaux des autres Parties, leurs équipages et cargaisons moins favorablement que ses propres bateaux, équipages et cargaisons ou que ceux de la nation la plus favorisée.

Les dispositions prévues aux deux alinéas précédents ne s'appliquent pas aux opérations de transport effectuées entre deux ports d'un même réseau intérieur national.

Tous les bateaux qui, d'après les législations belge ou luxembourgeoise, sont reconnus comme bateaux belges ou luxembourgeois, et tous les bateaux qui, d'après la législation française, sont reconnus comme bateaux français, sont considérés comme bateaux des Hautes Parties contractantes.

Article 18.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de l'Union économique belgo-luxembourgeoise seront admis dans les colonies, possessions et protectorats de la France au bénéfice du traitement de la nation la plus favorisée.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance du Congo belge et du territoire du Ruanda-Urundi seront admis sur le territoire douanier français, ainsi que dans les colonies, possessions et protectorats de la France au bénéfice du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 19.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance du territoire douanier français seront admis au Congo belge au bénéfice du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 16.

If a vessel flying the flag of either of the High Contracting Parties is stranded or wrecked on the coasts of the country of the other Party, the local authorities shall take steps to ensure that it receives succour and assistance and shall adopt all measures necessary for the protection of any persons rescued and the preservation of any objects salvaged. They shall immediately inform the nearest competent consular authority. The respective consular authorities may accord assistance to their own nationals.

No charge shall be made for the action of the local authorities in such cases, except for the measures necessitated by the salvage operations and the preservation of the objects salvaged and any charges which national vessels would be required to pay in similar circumstances.

The vessel or the remains thereof, including engines, gear, fittings, furniture, accessories of any kind and documents salvaged from the wreck, shall be handed over to the owner or his duly authorised representative, if he so requests within the periods provided by the local law. The same provision shall apply to salvaged goods. If such articles or goods are sold, the proceeds of the sale shall be paid to the said owner after deduction of costs.

The consular authority of the High Contracting Party of which the owner is a national may, in the absence of the latter, apply for the objects salvaged, or, if they are sold, the proceeds of the sale, to be handed over to it.

Goods and objects of any kind which have been salvaged from the wreck shall not be subject to any Customs duty unless they are to be consumed within the country itself.

Article 17.

The vessels of either of the High Contracting Parties and their crews and cargoes shall, on the inland waterways of the other Contracting Party and in its inland ports open to traffic, be accorded the same treatment as the vessels, crews and cargoes of the most favoured nation.

As regards all dues and charges relating to inland navigation, none of the High Contracting Parties shall accord to vessels of the other Parties or their cargoes or crews, on its inland waterways or in its inland ports open to traffic, treatment less favourable than that granted to its own vessels, crews and cargoes, or than that granted to the most favoured nation.

The provisions laid down in the last two paragraphs shall not apply to transport operations effected between two ports on the same inland waterway system of the home country.

All vessels which, according to Belgian or Luxemburg law, are recognised to be Belgian or Luxemburg vessels, and all vessels which, according to French law, are recognised to be French vessels, shall be deemed to be vessels of the High Contracting Parties.

Article 18.

Natural or manufactured products originating in and coming from the Economic Union of Belgium and Luxemburg shall on entering the French colonies, possessions, or protectorates be accorded most-favoured-nation treatment.

Natural or manufactured products originating in and coming from the Belgian Congo or the territory of Ruanda-Urundi shall on entering French Customs territory or the French colonies, possessions or protectorates be accorded most-favoured-nation treatment.

Article 19.

Natural or manufactured products originating in and coming from French Customs territory shall on entering the Belgian Congo be accorded most-favoured-nation treatment.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance des colonies, possessions, protectorats et territoires sous mandat de la France bénéficieront, sur le territoire de l'Union économique belgo-luxembourgeoise ainsi qu'au Congo belge, du traitement accordé à la nation la plus favorisée.

Article 20.

L'octroi de la clause de la nation la plus favorisée n'autorise pas l'Union belgo-luxembourgeoise à réclamer le bénéfice des avantages préférentiels que la France accorde ou accorderait, sur son territoire douanier, aux colonies, protectorats et pays sous mandat français, ou que les colonies, protectorats et pays sous mandat français accordent ou accorderaient à la France, aux colonies, protectorats et pays sous mandat français.

De même, l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée n'autorise pas la France à réclamer le bénéfice des avantages préférentiels que l'Union belgo-luxembourgeoise accorde ou accorderait sur son territoire douanier, au Congo belge et au territoire du Ruanda-Urundi.

Article 21.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour se tenir informées de tous les projets concernant la normalisation, sur leurs territoires respectifs, des types et séries industriels, et se déclarent prêtes à favoriser de tout leur pouvoir les ententes qui pourraient s'établir à ce sujet entre les industries intéressées.

Article 22.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à entrer en négociation, dans le plus bref délai, pour conclure une convention destinée à faciliter, dans toute la mesure du possible, le trafic réciproque du bétail, tout en assurant la sauvegarde de leurs intérêts vitaux en la matière.

Article 23.

Le présent arrangement sera ratifié.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour le mettre en application provisoire dès le 8 avril 1929.

Toutefois, les dispositions prévues aux articles 2 et 4 n'entreront en vigueur que dix jours après l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Bruxelles.

Fait à Paris, en triple exemplaire, le 28 mars 1929.

BRIAND.

BONNEFOUS.

GAIFFIER D'HESTROY.

Natural or manufactured products originating in and coming from the French colonies, possessions or protectorates or from territories under French mandate, shall be accorded most-favoured-nation treatment in the territory of the Economic Union of Belgium and Luxemburg and in the Belgian Congo.

Article 20.

The granting of the most-favoured-nation clause shall not entitle the Belgo-Luxemburg Union to claim the benefit of any preferential advantages which France accords or may accord in her Customs territory to the French colonies and protectorates and to countries under French mandate or which the French colonies or protectorates grant or may grant to France and to the French colonies and protectorates and to countries under French mandate.

Similarly, the granting of the most-favoured-nation clause shall not entitle France to claim the benefit of any preferential advantages which the Belgo-Luxemburg Union grants or may grant in its Customs territory to the Belgian Congo and the territory of Ruanda-Urundi.

Article 21.

The High Contracting Parties agree to keep each other informed of any schemes regarding the standardisation in their respective territories of industrial types or series, and declare that they are prepared to promote by all the means in their power any agreements which may be reached on this subject between the industries concerned.

Article 22.

The High Contracting Parties undertake to open negotiations as soon as possible for the conclusion of a convention designed to facilitate as far as possible the trade in livestock between their respective countries, while at the same time safeguarding their vital interests in the matter.

Article 23.

The present Arrangement shall be ratified.

The High Contracting Parties agree to take all the measures necessary to apply the present Arrangement provisionally as from April 8, 1929.

The provisions laid down in Articles 2 and 4, however, shall not come into force until ten days after the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Brussels.

Done in triplicate at Paris on March 28, 1929.

BRIAND.

BONNEFOUS.

GAIFFIER D'HESTROY.

LISTE A.

Numéro du tarif	Désignation des marchandises
ad n° 461 B.	Le papier sulfurisé, en bobines ou en format, quelle qu'en soit la dimension suit, le régime du papier sulfurisé repris sous le n° 461 B du tarif des douanes.
ad n° 512bis A.	Les pompes à vapeur comportant un ou deux pistons suivent le régime des pompes, selon l'espèce, reprises sous le n° 512bis A du tarif des douanes.
ad n° 525bis C.	Filtres-presses en fer et acier pour l'industrie céramique : les filtres-presses en et acier pour l'industrie céramique sont admis au régime des appareils de levage, balances, bascules et presses non tarifées ailleurs (n° 525bis C du tarif des douanes).
ad n° 567 et 567bis	Le régime applicable aux tubes en fer ou en acier doublés d'un tube de carton dits tubes Bergmann ou similaires est fixé comme suit :
Le tube en fer ou en acier, qu'il soit ou non plombé, zingué, cuivré ou étamé, est . .	à bords simplement rapprochés, ou repliés et sertis { Régime des tubes en fer doublés (n° 567).
	par simple rapprochement ou par recouvrement. { Régime des tubes en fer doublés (n° 567).
	soudé { à la soudure au cuivre (tubes brasés) ou à la soudure autogène { les parois de ce tube ayant moins de 2 ^m /m d'épaisseur ¹ { Régime des tubes en fer emboutis ou sans soudure selon les classes (n° 567bis).
	autres { Régime des tubes en fer doublés (n° 567).
sans soudure ou emboutis ¹ { Régime des tubes en fer emboutis ou sans soudure (n° 567bis).	
ad n° 573	Ouvrages en cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain : Clochettes et sonnettes de table ou potence, mortiers et pilons, heurtoirs, porte-parapluies, cache-pots, jardinières, bacs et chargeurs à bois et à charbon, paniers à papier, cruches, lampes, flambeaux, candélabres et bougeoirs, Christs, saints, bénitiers, coffrets autres que reliquaires ou que ceux constituant manifestement des articles d'orfèvrerie, en cuivre coulé, estampé ou matricé. } Régime du n° 573 C du tarif des douanes.
ad n° 620 A.	Les feuilles en caoutchouc non vulcanisé, même teintées ou colorées par l'adjonction d'une ou plusieurs matières colorantes incorporées dans la masse en toute proportion suivent le régime des feuilles en caoutchouc pur non vulcanisé (n° 620 A du tarif des douanes).
ad n° 630bis	Les objets et ouvrages en ébène (gomme copal additionnée d'huile cuite, de vieux papiers et de matières minérales) sont admissibles au régime des ouvrages en écume de mer fausse, en copal, etc. (n° 630bis du tarif des douanes).

¹ Dans ce cas, pour déterminer le diamètre intérieur et l'épaisseur de paroi, les dimensions sont relevées sur le tube en fer ou en acier lui-même.

LIST A.

Tariff No.	Designation of Goods													
ad No. 461 B	Sulphurised paper, in reels or in format, of whatever dimensions, is classed under "paper, sulphurised" in No. 461 B of the Customs tariff.													
ad No. 512bis A	"Rotary" steam pumps, with one or two pistons, are classed under "pumps, according to type" in No. 512 bis A of the Customs tariff.													
ad No. 525bis C.	Filter-presses of iron or steel for the pottery industry : filter-presses of iron or steel for the pottery industry are classed under "lifting apparatus, balances, scales and presses not classified under another tariff" (No. 525 bis C of the Customs tariff).													
ad 567 and 567 bis	<p>The régime applicable to iron or steel tubes lined with a cardboard tube, called Bergmann tubes, or similar tubes, is as follows :</p> <table border="0" style="margin-left: 40px;"> <tr> <td rowspan="5" style="vertical-align: middle;">Tube of iron or steel whether or not coated with lead, zinc, copper, or tin.</td> <td rowspan="5" style="vertical-align: middle;">weld- ed</td> <td rowspan="4" style="vertical-align: middle;">{</td> <td style="padding-left: 10px;">with edges simply buttjoined or folded and joined by setting.</td> <td style="padding-left: 10px;">{ Régime of doubled tubes (No. 567).</td> </tr> <tr> <td style="padding-left: 10px;">by simple butt-welding or lap-welding.</td> <td style="padding-left: 10px;">{ Régime of doubled tubes (No. 567).</td> </tr> <tr> <td style="padding-left: 10px;">copper-welded (brazed tubes) or by autogenous welding</td> <td style="padding-left: 10px;">{ the walls of the tube being less than 2 mm. in thickness¹.</td> </tr> <tr> <td style="padding-left: 10px;">other</td> <td style="padding-left: 10px;">{ Régime of seamless or unwelded iron tubes, according to class (No. 567bis).</td> </tr> <tr> <td style="padding-left: 10px;">unwelded or seamless¹</td> <td style="padding-left: 10px;">{ Régime of seamless or unwelded tubes (No. 567bis).</td> </tr> </table>	Tube of iron or steel whether or not coated with lead, zinc, copper, or tin.	weld- ed	{	with edges simply buttjoined or folded and joined by setting.	{ Régime of doubled tubes (No. 567).	by simple butt-welding or lap-welding.	{ Régime of doubled tubes (No. 567).	copper-welded (brazed tubes) or by autogenous welding	{ the walls of the tube being less than 2 mm. in thickness ¹ .	other	{ Régime of seamless or unwelded iron tubes, according to class (No. 567bis).	unwelded or seamless ¹	{ Régime of seamless or unwelded tubes (No. 567bis).
Tube of iron or steel whether or not coated with lead, zinc, copper, or tin.	weld- ed				{	with edges simply buttjoined or folded and joined by setting.	{ Régime of doubled tubes (No. 567).							
						by simple butt-welding or lap-welding.	{ Régime of doubled tubes (No. 567).							
						copper-welded (brazed tubes) or by autogenous welding	{ the walls of the tube being less than 2 mm. in thickness ¹ .							
				other		{ Régime of seamless or unwelded iron tubes, according to class (No. 567bis).								
		unwelded or seamless ¹	{ Régime of seamless or unwelded tubes (No. 567bis).											
ad No. 573	<p>Wares of copper, pure or alloyed with zinc or tin :</p> <p>Hand-bells and bells mounted on stands, pestles and mortars, door-knockers, umbrella-stands, flower-pot covers, flower-stands, coal and wood boxes and scuttles, paper trays, pitchers, lamps, candlesticks, candelabra and taper stands, crucifixes, images of saints, holy-water vessels, cashets (other than reliquaries and cashets which clearly are goldsmiths' wares) in cast, stamped or moulded copper.</p> <p style="text-align: right;">} Régime of (No. 573 C of the Customs tariff.</p>													
ad No. 620 A.	<p>Sheets of indiarubber not vulcanised, whether or not dyed or coloured by the addition of one or more colouring matters incorporated in the material itself, in any proportion, are classed as "sheets of indiarubber, pure, not vulcanised" (No. 620 A of the Customs tariff).</p>													
Ad No 630bis	<p>Articles and wares of "ebena" (gum-copal to which boiled oil, old paper and mineral substances have been added), are classed under "Articles of imitation meerschaum or of copal, etc." (No. 630bis of the Customs tariff).</p>													

¹ In this case, in order to determine the internal diameter and thickness of the wall, the dimensions are taken from the iron or steel tube itself.

LISTE B

Numéros du tarif	Désignation des marchandises	Droits
ex 558 ex 568	Traverses métalliques pour chemin de fer à voie normale (d°)	30,—
ex 633	Articles de ménage et tous articles en fer, acier ou tôle noire non dénommés : Emaillés, unis, même dégradés, granités (100 kg.) Liège aggloméré ouvré : Fin pour applications spéciales, pesant, par mètre cube, plus de 500 kg. ; contenant plus de 20 % de magnésie ou de matières minérales (descentes de bain, plaques brutes utilisées dans la construction, coquilles calorifuges (100 kg.)	155,— 100,—

LISTE C

Numéros du tarif	Désignation des marchandises
ad. n° 264	Les vins préparés à l'aide de substances médicamenteuses, ne titrant pas plus de 21 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac à la température de 15 degrés centigrades, et importés en bouteilles ayant au moins une contenance de 50 centilitres, sont admis sous la position n° 264.
ad. n° 543 A 2	Par tissus à dessins en relief visés au renvoi (2) 3°, page 79 du tarif, on entend les tissus présentant des dessins, motifs ou effets accusant un relief quelconque sur le fond du tissu. Cette catégorie ne comprend toutefois pas les façonnés ordinaires à dessins, motifs ou effets obtenus par le simple jeu de la chaîne et de la trame, sans emploi d'éléments de renforcement du relief de ces dessins, de ces motifs ou de ces effets.
ad. n° 782-783	Sont admis librement : a) Les albums contenant des échantillons de tissus, de papier, de toiles cirées, de fils, de matières plastiques, de boutons, etc., même lorsque ces albums portent des indications imprimées ou manuscrites se rapportant au prix, à la dénomination, au numéro des objets ; b) Les catalogues expédiés isolément à la condition que les droits à percevoir ne dépassent pas deux francs.
ad. n° 933	Les cadres en fer forgé, importés vides, c'est-à-dire, sans l'objet (glace, dessin, image, etc.), qu'ils doivent contenir, sont admissibles sous la position n° 933.

LIST B.

Tariff Nos.	Designation of Goods	Duty
ex 558 ex 568	Metal sleepers for standard-gauge railways (d ^o)	30.—
	Household wares and all articles of iron steel or black sheet-iron, not otherwise specified :	
	Enamelled, with surface plain, graded or granited (100 kg.)	155.—
ex 633	Cork, agglomerated, worked :	
	Fine, for special purposes, weighing more than 500 kg. per cubic metre ; containing more than 20 % of magnesia or mineral sub- stances (for bath mats, crude sheets used in house-building, cork heatproof covers) (100 kg.)	100.—

LIST C.

Tariff Nos.	Designation of Goods
ad No. 264	Wines prepared with medicinal substances not testing more than 21° by the Gay-Lussac alcoholimeter at a temperature of 15° C, and imported in bottles containing not less than 50 centilitres, are classed under No. 264.
ad No. 543 A 2	The term "fabrics with designs in relief" referred to in footnote 2 (3), on page 79 of the tariff applies to fabrics having designs, motifs or effects which in any way stand out in relief from the substance of the fabric. This category does not, however, include ordinary figured fabrics with designs, motifs or effects obtained solely by means of the warp and weft without the use of elements heightening the relief of the design, motif or effect.
ad No. 782-783	The following are admitted free : a) Albums containing samples of fabrics, paper, waxed cloth, thread, plastic substances, buttons, etc. whether or not such albums contain printed or written matter relating to the price, name or series number of the articles ; b) Single copies of catalogues, provided that the duty leviable does not exceed two francs.
ad No. 933	Frames of wrought iron, imported empty, i.e., without the article (glass, design, picture, etc.) which they are to contain, are classed under No. 933.

LISTE D

Numéros du tarif belge	Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits applicables
903 H	Scies à ruban sans fin	100 kg.	300,—
955	Objets d'ornement, d'ameublement de bureau ou de fantaisie en cuivre, etc.	»	1,120,—
ex 1018	Articles de ménage, etc., objets d'ornement, d'ameublement, etc. :		
	a) En métaux communs, dorés ou argentés :		
	1° Cuillers et fourchettes de table ; louches . .	»	2.100,—
	Autres :		
	b) Non dénommés	»	2.400,—
ex 1025 B	Ventilateurs de 500 à 5,000 kg.	»	120,—

PROTOCOLE

Au moment de signer l'arrangement en date de ce jour, le Gouvernement français et les Gouvernements belge et luxembourgeois est décidé de préciser au présent protocole le régime de certaines marchandises : d'une part, à l'entrée sur le territoire douanier français : d'autre part, à l'entrée sur le territoire douanier de l'Union économique belgo-luxembourgeoise :

A. — A L'ENTRÉE SUR LE TERRITOIRE DOUANIER FRANÇAIS.

I. Le Gouvernement français accordera, sous réserve de réciprocité, le bénéfice de l'admission temporaire ou de la consignation des droits et taxes exigibles aux films documentaires ou éducatifs pour lesquels il sera produit un certificat du Ministère de l'Instruction publique attestant qu'ils sont exclusivement destinés à être projetés dans des Etablissements d'enseignement.

II. Le Gouvernement français, sous réserve de réciprocité, appliquera aux œuvres d'artistes importées en vue d'expositions publiques ou particulières, ou de toute autre destination, le régime ci-après :

1^o Régime général. — Œuvres soumises à la fois à la taxe de luxe et à un droit de douane.

Les œuvres d'art pourront être placées sous le régime de l'admission temporaire sur demande motivée des intéressés.

2^o Peintures importées par leur auteur.

Les peintures importées par leur auteur et accompagnées par lui seront admises en exemption de taxe d'importation sur la production d'un certificat des autorités locales attestant l'origine de ces dernières ainsi que le titre auquel les détient la personne qui les importe.

Les peintures n'accompagnant pas l'auteur, mais envoyées par lui en France, ne seront soumises, sous réserve de la production d'un certificat des autorités locales, qu'à la taxe de 2 %, si l'expédition n'a pas pour origine un acte commercial et est bien le fait exclusif de l'auteur.

LIST D.

No. in Belgian Tariff	Designation of Goods	Unit of tax	Duty applicable
903 H	Endless band saws	100 kg.	Fr. 300.—
955	Articles for ornamentation, for furnishing or for offices, and fancy goods, of copper, etc.	»	1,120.—
ex 1018	Domestic articles, etc; articles for ornamentation, furnishing, etc: (a) Of base metals, gilt or silvered: (1) Table spoons and forks; soup ladles	»	2,100.—
	(2) Other: B. Not specified	»	2,400.—
ex 1,025 B	Ventilators weighing from 500 to 5000 kg.	»	120.—

PROTOCOL.

At the time of signing the Arrangement of to-day's date, the French Government and the Belgian and Luxemburg Governments have decided to define, in the present Protocol, the régime of certain goods on entry into French Customs territory and into the Customs territory of the Economic Union of Belgium and Luxemburg respectively.

A. ON ENTRY INTO FRENCH CUSTOMS TERRITORY.

I. The French Government will, subject to reciprocity, grant the benefit of temporary importation or deposit of the duties and taxes chargeable for informational or educational films, if a certificate from the Ministry of Education is produced attesting that such films are intended solely to be shown at educational establishments;

II. The French Government will, subject to reciprocity, apply to works of art imported for public or private exhibitions or for any other purpose the following régime:

(1) *General régime. — Works subject both to the luxury tax and to Customs duty.*

Works of art may be placed under the régime of temporary importation at the request of the parties concerned, the reasons for the request being stated.

(2) *Paintings imported by the artist.*

Paintings imported by the artist himself and entering the country with him will be admitted free of import duty on production of a certificate from the local authorities attesting the origin of the paintings and the importer's right to possession of them.

Paintings which are not brought into France by the artist himself but are sent there by him shall, provided a certificate from the local authorities is produced, be subject only to a tax of 2% if they were despatched not for commercial purposes and by the artist alone.

Par acte commercial, il faut entendre exclusivement toute vente préalable à l'envoi. Quant au certificat prévu, il peut émaner soit des autorités communales, soit d'une société de beaux-arts agréée par le ministère compétent.

3° Peintures importées en vue d'expositions.

Les peintures destinées à des expositions internationales, constituées sous le régime de l'entrepôt réel de douane, sont admises sans formalité ni consignation spéciale si elles sont expédiées directement sur le local d'exposition. Les œuvres expédiées par leur auteur en vue d'autres expositions, qu'elles soient publiques ou privées, seront admises en suspension de la taxe d'importation si elles sont accompagnées de documents justifiant leur origine et leur destination ; à l'entrée, l'importateur devra souscrire une submission cautionnée garantissant le paiement de la taxe de 2 % ou devra consigner cette taxe.

III. Le Gouvernement français admet que soient désormais admissibles en exemption de droits les publications périodiques industrielles ou autres dans lesquelles les annonces ne dépassent pas les deux tiers de l'importance de l'ouvrage.

IV. Les conditions de dédouanement des marchandises énumérées ci-après sont précisées ainsi qu'il suit :

a) Les presses à balles de paille, foin, fourrage, etc., à bras, à commandes par levier, crémaillère, etc., les presses mécaniques à balles, suivent le régime des presses reprises sous le N° 525 *bis*, C, du tarif des douanes ;

b) Les broyeur pour semences oléagineuses, les cuiseurs pour fruits de palme, les chauffoirs pour semences oléagineuses, les dépulpeurs pour fruits de palme, sont à dédouaner sous le N° 525 *octiès*, C (régime des appareils non dénommés), sous réserve qu'il ne s'agit pas, pour les cuiseurs et pour les chauffoirs, d'appareils fonctionnant à l'électricité ;

c) Les vannes à vent froid pour hauts fourneaux, les vannes à vent chaud pour hauts fourneaux, les vannes à gaz, suivent le régime du N° 535 *bis*, A (appareils accessoires servant à régler l'écoulement des fluides, etc.) ;

d) Les presses à teintures pharmaceutiques (non hydrauliques) sont à dédouaner sous le N° 525 *bis*, C ;

e) Les concasseurs pour noix de palme et pour tous les fruits à coques suivent le régime des appareils non dénommés (N° 525 *octiès*, C) ;

f) Peaux pigmentées : le régime actuel des peaux de l'espèce est celui des peaux corroyées autres teintées (N° 476 *ter*), à condition qu'il ne s'agisse pas de peaux dorées, argentées ou autrement métallisées, ni de peaux nacrées ou irisées traitées à l'essence d'Orient, lesquelles sont passibles des droits des peaux vernies (N° 476 *bis*) ;

g) Cuves à laitier : Les poches ou cuves destinées au transport du laitier, entièrement brutes de moulage, ne comportant pas de mécanisme de renversement, sont admises au droit de cuves de grandes dimensions en fonte moulée, non tournées ni polies pour usages industriels (ouvrages en fonte moulée, N° 553 du tarif des douanes).

V. Les ouvrages d'or et de platine, d'argent et de vermeil, même enrichis de pierres ou de perles, importés temporairement par les voyageurs de commerce comme échantillons ou modèles, peuvent être admis au bénéfice de la consignation ou de la garantie des droits, sans égard à la valeur unitaire de chaque objet. Ils doivent être soumis au contrôle du service de la Garantie. Le droit de marque perçu provisoirement est remboursé au moment de la réexportation.

VI. Le bénéfice du régime de l'exportation temporaire actuellement limité aux sacs dont l'origine française n'est pas douteuse sera étendu aux sacs d'origine belge ou luxembourgeoise nationalisés par le paiement des droits, lorsqu'ils sont destinés à être réimportés pleins de ciment, de chaux ou de plâtre ;

The term "commercial purpose" applies exclusively to sale before despatch. The certificate provided for may be issued either by the municipal authorities or by a fine arts society approved by the competent Ministry.

(3) *Paintings imported for exhibition.*

Paintings intended to be shown at international exhibitions organised in accordance with the bonded warehouse régime shall be admitted without special formality or deposit if they are sent direct to the premises of the exhibition. If works are sent by the artist for other exhibitions, whether public or private, payment of the import tax shall be suspended if they are accompanied by documentary evidence of their origin and destination; on entry, the importer must sign a bond with security, guaranteeing payment of the tax of 2%, or must deposit the amount of the tax.

III. The French Government agrees that in future industrial or other periodical publications in which the advertisements do not exceed two-thirds of the space of the publication shall be admitted free of duty.

IV. The conditions governing the Customs clearance of the goods enumerated below are as follows :

(a) Hand, lever, rack and other presses for making bales of straw, hay, fodder, etc. mechanical bale presses are dutiable as " presses " in No. 525 *bis C* of the Customs tariff ;

(b) Crushers for oil seeds, cookers for palm fruits, heating ovens for oil seeds, and palm fruit pulpers, are dutiable under No. 525 *octies C* (" Appliances not specified "), provided that in the case of cookers and heating ovens the appliance is not operated by electricity.

(c) Cold air and hot air valves for blast furnaces, and gas taps, are dutiable under No. 535 *bis A* (" Accessory appliances for regulating the flow of liquids, etc. ").

(d) Pharmaceutical dye or colouring presses (not hydraulic) are dutiable under No. 525 *bis C*.

(e) Crushers for palm nuts and for all shell fruits are classed under " Appliances not specified ", No. 525 *octies C*.

(f) Skins and hides treated with pigment : the existing régime applicable to these skins and hides is that for " skins and hides prepared, other, dyed " (No. 476 *ter*) except skins and hides gilt, silvered or coated with other metal, or treated with " essence d'Orient " oil so as to resemble mother-of-pearl or acquire an iridescent lustre, such articles being dutiable as patent leather (No. 476 *bis*).

(g) Dross and slag buckets ; ledles or buckets for carrying slag, rough cast, without tipping apparatus, are dutiable as " vats of large size, for industrial purposes, of moulded cast iron, not turned or polished " (" Articles of moulded cast iron ", No. 553 of the Customs tariff).

V. Wares of gold and platinum, silver and silver-gilt, whether decorated with stones or pearls or not, imported temporarily by commercial travellers as samples or models, may be admitted on deposit of the duty or of security therefor, irrespective of the unit value of each article. They must be subject to inspection by the Guarantee Service. The stamp duty levied provisionally will be refunded on exportation ;

VI. The benefit of the temporary export régime at present confined to sacks which are proved to be of French origin will be extended to sacks of Belgium or Luxemburg origin which have been nationalised by payment of duty, if they are intended to be reimported filled with cement, lime or plaster.

VII. En ce qui concerne l'application de la taxe de statistique sur pneumatiques pour automobiles, le Gouvernement français :

1^o Confirme que sur les pneumatiques transportés à nu, la taxe est perçue à la tonne ;

2^o Admet que, pour les pneumatiques entourés de papier ou d'autres matières, soit considéré comme un seul colis tout groupement ou fardeau de cinq unités réunies au moyen de liens en fils métalliques ou textiles, sous réserve que chaque groupement ou fardeau ainsi constitué soit effectué *bona fide*, selon les usages commerciaux et que, notamment, il soit adressé au même destinataire effectif.

B. — A L'ENTRÉE SUR LE TERRITOIRE DOUANIER DE L'UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE.

I. Le régime des vins français titrant plus de 12 degrés et admissibles au droit de 135 francs l'hectolitre est précisé ainsi qu'il suit :

En vertu des dispositions en vigueur, peuvent être admis au taux précité les vins titrant plus de 12 degrés et pas plus de 15 degrés, originaires et en provenance de France, qui ont droit à une appellation d'origine et qui sont accompagnés d'une pièce délivrée par les autorités françaises à ce habilitées, constatant que ces vins ont droit à ladite appellation en vertu de la législation française et qu'ils ne sont pas vinés.

A l'égard des vins accompagnés de pareil certificat et dont l'identité est nettement établie par cette pièce, les agents vérificateurs, à moins qu'ils ne soupçonnent des manœuvres frauduleuses, sont provisoirement dispensés de procéder au contrôle de la richesse alcoolique.

Les agents du Service des vérifications appliquent sans aucun doute les prescriptions qui précèdent ; cependant, leur attention sera de nouveau attirée sur ce point.

D'autre part, la Délégation belgo-luxembourgeoise admet que les dispositions prérappelées s'appliquent également aux vins des départements algériens qui ont droit à une appellation d'origine, pour autant qu'ils sont accompagnés du certificat dont question ci-dessus. Des instructions dans ce sens seront données au Service dès que sera dressée la liste de ces appellations d'origine.

II. Le Gouvernement belge appliquera le régime ci-après pour la perception de la taxe spéciale de consommation sur les vins mousseux :

1^o En ce qui concerne la taxe spéciale de consommation sur les vins mousseux, les intéressés ont la faculté, s'ils préfèrent que la perception ne soit pas opérée par le moyen de bandelettes fiscales apposées sur les récipients, d'indiquer dans leur déclaration, pour servir de base à la liquidation de la taxe, une valeur en concordance avec le prix de vente au détail de la marchandise.

2^o Est réputée en concordance avec le prix de vente au détail :

a) Pour les vins qui sont livrés à des particuliers, la valeur normale de la marchandise, avec inclusion de tous frais et droits.

b) Pour les vins qui sont livrés à des personnes autres que des particuliers, la valeur normale de la marchandise avec inclusion de tous frais et droits majorés ensuite forfaitairement de 15 %.

3^o Toutefois, compte tenu de ce que le barème en vigueur pour la perception par le moyen de bandelettes fiscales comprend, au palier le plus élevé, les prix de 50 francs pour les bouteilles entières (51 centilitres à 1 litre) et de 25 francs pour les demi-bouteilles et quarts de bouteilles (50 centilitres ou moins), ces mêmes sommes, dans le système défini au chiffre 1, représentent aussi les valeurs maxima à retenir pour le calcul de la taxe spéciale.

III. Le Gouvernement belge continuera à admettre au régime des vins les mistelles ou moûts de raisins frais dont on a empêché la fermentation naturelle par addition d'alcool ;

VII. As regards the application of the statistical tax on pneumatic tyres for motor vehicles, the French Government :

(1) Confirms the agreement that the tax will be levied per ton on pneumatic tyres despatched without covering ;

(2) Agrees that in the case of pneumatic tyres covered with paper or other materials a bundle or parcel of five tyres fastened together by metal or textile thread shall be regarded as a single package, provided that every bundle or parcel is so made up *bona fide* according to the trade practice and is genuinely addressed to a single consignee.

B. ON ENTRY INTO THE CUSTOMS TERRITORY OF THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG.

I. The régime applicable to French wines testing more than 12 degrees and dutiable at the rate of 135 francs per hectolitre is as follows :

Under the provisions in force the above-mentioned rate is applicable to wines testing more than 12 and not more than 15 degrees, originating in and coming from France, entitled to an appellation of origin and accompanied by a document issued by the proper French authorities certifying that the wines are entitled to the said appellation under French law and that no alcohol has been added to them.

In the case of wines accompanied by such a certificate clearly establishing their identity, the testing officials shall be provisionally dispensed from testing the alcoholic content, unless they suspect an attempt at fraud.

The Testing Service officials undoubtedly apply the above provisions at present, but their attention will again be drawn to this point.

Further, the Belgo-Luxemburg Delegation agrees that the provisions referred to above are also to apply to wines from the Algerian Departments which are entitled to an appellation of origin if they are accompanied by the above-mentioned certificate. Instructions to that effect will be given to the Service as soon as the list of these appellations of origin has been prepared.

II. The Belgium Government will apply the following régime in levying the special consumption tax on sparkling wines :

(1) As regards the special consumption tax on sparkling wines, the persons concerned may, if they prefer the tax not to be levied by the affixing of fiscal paper seals on the containers, declare as a basis for payment of the tax a value corresponding to the retail sale price of the goods.

(2) The following shall be deemed to be "corresponding to the retail sale price" :

(a) For wines sent to private individuals, the normal value of the goods inclusive of all costs and duties ;

(b) For wines sent to persons other than private individuals, the normal value of the goods inclusive of all costs and duties plus a general increase of 15 %.

(3) As however, in the existing scale of duties leviable by means of fiscal paper seals, the highest rate is 50 francs for whole bottles (51 centilitres - 1 litre) and 25 francs for half quarter bottles (50 centilitres or less), these amounts will also represent the maximum values to be reckoned in calculating the special tax as under No. 1 above.

III. The Belgium Government will continue to allow the régime applicable to wines to be applied to "mistelles" or must of fresh grapes the natural fermentation of which has been prevented by the addition of alcohol.

IV. Le Gouvernement belge rappellera aux agents du Service de vérification que l'estimation des produits imposés *ad valorem* doit être basée, le cas échéant, sur des comparaisons entre marchandises de même nature et de même qualité, c'est-à-dire qu'il y a lieu de tenir compte des causes de dépréciation telles que : moindre résistance de la matière première, défauts de fabrication, dépareillage non intentionnel, forme ou couleur surannées, etc.

V. Le régime des articles de propagande touristique est précisé ainsi qu'il suit :

La grande généralité des articles de librairie destinés à la propagande touristique sont exempts de toute taxe de douane. On peut citer à cet égard : les guides et livrets-guides de toute espèce qui n'ont pas un caractère de réclame particulière ; les indicateurs de chemins de fer, de tramways et de paquebots ; les publications, brochures, opuscules sur les pays, régions, villes, congrès, conférences, etc., ayant un intérêt général. Aucune distinction n'est faite suivant que ces livres, brochures ou publications contiennent ou non des illustrations et des annonces commerciales. Il n'est tenu compte des annonces que si leur importance est telle que le caractère de propagande touristique des brochures en serait dénaturé.

Sont également admis en franchise de droits, les cartes géographiques, marines ou célestes de toute espèce, avec ou sans index alphabétique, avec ou sans vues de villes, de monuments, ainsi que les plans de villes. Il en est de même des cartes géographiques publiées par des compagnies de chemins de fer ou de navigation, dans lesquelles les lignes exploitées par ces compagnies ressortent d'une manière spéciale, ainsi que des affiches comportant une carte ou des horaires, ou encore celles expédiées en très petites quantités à des offices de tourisme ou de voyage.

L'administration donnera à l'énumération qui précède une interprétation très large ;

VI. Les pelleteries confectionnées constituant des objets d'habillement (toques, écharpes, pèlerines, manchons, manteaux, etc.) et les collections de peaux en assortiments pour la confection d'objets de pelleterie, importées par des maisons françaises ou par leurs représentants, pourront, à l'avenir, bénéficier du régime spécial prévu pour les échantillons de commerce.

DÉCLARATIONS ANNEXES

1. Les deux délégations, après avoir entendu les explications des représentants de la maïserie belge et de la maïserie française, ont reconnu que la solution des difficultés tarifaires signalées serait grandement facilitée si pouvait intervenir une entente entre les industries des deux pays. Elles déclarent que leurs gouvernements respectifs seraient prêts à examiner avec bienveillance toutes solutions qui leur seraient proposées par les intéressés des deux pays, notamment en ce qui concerne un ajustement des tarifs douaniers.

2. La Délégation belgo-luxembourgeoise a demandé que les échantillons-type de farine déposés dans les bureaux frontière français fussent révisés. Après avoir entendu un exposé des Experts belges, les deux délégations ont reconnu que, en raison de son caractère technique et de sa complexité, la question ainsi soulevée dépassait le cadre de la négociation engagée.

Toutefois, les services compétents français étudieront, aussi rapidement que possible et dans un esprit bienveillant, les réclamations et les desiderata contenus dans le mémoire présenté sur la question par l'Association générale des Meuniers belges.

3. La Commission spécialement constituée auprès de l'Office National des Combustibles liquides sera appelée à statuer à bref délai, sur la demande de la Délégation belgo-luxembourgeoise, relative à la modification des caractéristiques fixées par l'article premier du décret du 29 juillet 1928 en ce qui concerne les huiles lourdes épurées dites *water white*, de manière à prévenir toutes contestations portant sur le degré de coloration ou sur l'appréciation de la saveur et de l'odeur que doivent présenter les huiles techniques pour être admissibles au tarif des huiles lourdes ordinaires.

4. Pour permettre aux industries belges et luxembourgeoise du cuir d'exécuter en France leurs contrats en cours, le Gouvernement français accepte de différer la date d'application du

IV. The Belgium Government will remind the officials of the Testing Service that assessments in the case of products taxable *ad valorem* must where necessary be based upon comparisons between goods of the same nature and quality, *i.e.*, allowance must be made for depreciation due to causes such as the liability of the raw material to deterioration, defects of manufacture, unintentional misfits, out-of-date form or colour, etc.

V. The régime applicable to articles of tourist propaganda is as follows :

The large majority of publications intended for tourist propaganda are exempt from all Customs duties. Such publications include guides and guidebooks of all kinds which are not in themselves in the nature of advertisements ; railway, tramway and steamboat timetables ; publications, brochures and pamphlets on countries, regions, towns, congresses, conferences, etc. of general interest. No distinction is made as to whether such books, pamphlets or publications contain illustrations or trade advertisements or not. No account is taken of advertisements unless they are so prominent as to destroy the propagandist nature of the pamphlet.

Exemption from import duty will also be allowed in the case of maps, marine charts and astronomical charts of all kinds, with or without alphabetical index, with or without views of towns or monuments, and also maps of towns. The same provision will apply to maps published by railway or shipping companies specially marking the lines operated by them and posters containing a map or timetables, or posters sent in small quantities to tourist offices or travel agencies.

The authorities will give a very wide interpretation to the above list.

VI. Manufactured peltry consisting of articles of personal wear (toques, furs, pelerines, muffs, cloaks, etc.) and assortments of skins for the manufacture of articles of peltry, imported by French firms or their representatives, may in future be accorded the special régime applicable to commercial samples.

ANNEXED DECLARATIONS.

1. The two Delegations, after having heard the explanatory statements given by the representatives of the Belgian and French maize industries, recognise that the settlement of the tariff difficulties referred to would be greatly facilitated if an agreement could be reached between the industries of the two countries. They declare that their respective Governments would be prepared to give sympathetic consideration to any settlement proposed to them by the interested parties of the two countries, particularly as regards the adjustment of Customs tariffs.

2. The Belgo-Luxemburg Delegation has requested that the samples of flour kept at French frontier offices should be revised. After hearing a statement by the Belgian experts, the two Delegations recognise that, on account of its technical character and its complexity, the question thus raised lies outside the scope of the negotiations which have been instituted.

The French competent services, however, will as quickly as possible give sympathetic consideration to the claims and desiderata set forth in the memorandum on the question submitted by the General Association of Belgian Millers.

3. The Committee specially appointed at the National Liquid Fuel Office will be asked to report at an early date, at the request of the Belgo-Luxemburg Delegation, on the modification of the characteristics laid down in Article 1 of the Decree of July 29, 1928, regarding the refined heavy oils termed " water-white ", so as to prevent any disputes as to the degree of colouration or as to the flavour and odour which technical oils must possess in order to be dutiable at ordinary heavy oil rates.

4. In order to enable the Belgian and Luxemburg leather industries to execute their current contracts in France, the French Government agrees to postpone the date on which the classification

classement des trépointes en cuir sous le N^o 478 du tarif des douanes ; ce classement fera l'objet d'une publication au *Journal officiel* dans la forme habituelle et n'entrera en vigueur qu'un mois après.

5. Le Gouvernement du roi recommandera au Conseil supérieur de l'Hygiène les raisons invoquées par le Gouvernement français pour obtenir, dans un délai aussi rapproché que possible, que soit relevé de 40 à 75 milligrammes la limite maxima d'anhydride sulfureux libre autorisée dans le commerce en gros et en demi-gros, en ce qui concerne les vins non destinés à la consommation immédiate.

6. Le Gouvernement du roi donnera des instructions à la Commission des Vins et Vins de fruits chargée de la revision de l'arrêté du 28 novembre 1899 sur le commerce des vins et boissons vineuses pour qu'elle étudie dans un esprit bienveillant la demande française relative à l'obligation de mettre en vente les vins mousseux avec une inscription indiquant le procédé de fabrication (méthode champenoise, méthode en vase clos, méthode par gazéification). Cette Commission sera invitée à rendre son avis dans un délai de trois mois à dater de la mise en vigueur de l'arrangement.

La Délégation française ayant signalé d'une manière toute particulière, au cours des pourparlers, la question des « vins de fruits », le Gouvernement du roi donnera de nouvelles instructions à la même Commission, la priant, en présence du grand intérêt qu'attache le Gouvernement français à une prompte et équitable solution des desiderata que fait naître l'industrie des « vins de fruits », de rendre également son avis sur ce point dans les trois mois, de façon à permettre au Gouvernement belge de prendre ensuite toutes décisions utiles.

7. Le Gouvernement belge, ayant pris connaissance de la décision du Comité consultatif français des Arts et Manufactures, relative au classement des fils de « néo-laines », se déclare prêt à demander que les services techniques du Ministère royal des finances procèdent à une nouvelle étude de cette question, au vu des échantillons qui lui seront fournis par l'administration française.

8. Le Gouvernement royal fera toutes recommandations utiles aux services intéressés pour que le dédouanement des fruits et primeurs d'origine française, et notamment des cerises, soit effectué avec toute la célérité désirable.

De son côté, le Gouvernement belge insiste pour que le Gouvernement français attire l'attention des exportateurs sur l'utilité de faire accompagner les envois de cerises fraîches du certificat réglementaire émanant des services phytopathologiques français.

of leather welts under No. 478 of the Customs Tariff comes into force. Notice of this classification will be published in the *Journal officiel* in the usual way, and the classification will not come into force until a month later.

5. The Royal Belgian Government will submit to the Supreme Health Board for favourable consideration the grounds advanced by the French Government for raising the maximum quantity of free sulphurous anhydride allowed in the wholesale and part-wholesale trade as soon as possible from 40 to 75 milligrammes in respect of wines not intended for immediate consumption.

6. The Royal Belgian Government will instruct the Committee on Wines and Fruit Wines appointed to revise the Decree of November 28, 1899, regarding the trade in wines and vinous beverages, to give sympathetic consideration to the French request that sparkling wines placed on sale must bear an inscription indicating the process of manufacture (champagne method, dry distillation method, method of charging with gas). The Committee will be instructed to give its opinion within three months from the date of the entry into force of the present Arrangement.

The French Delegation having drawn particular attention to the question of "fruit wines" during the negotiations, the Royal Belgian Government will give fresh instructions to the same Committee requesting it, in view of the great importance attached by the French Government to a prompt and equitable settlement in regard to the desiderata put forward by the "fruit wine" industry, to give its opinion on this point also within three months, in order to enable the Belgian Government thereupon to take any decisions it may think desirable.

7. The Belgian Government, having noted the decision of the French Advisory Committee on Arts and Manufactures regarding the classification of "neo-laine" yarn, declares that it is prepared to request the technical departments of the Royal Ministry of Finance to make a fresh study of this question, taking into consideration samples to be supplied to it by the French Administration.

8. The Royal Belgian Government will make all desirable recommendations to the departments concerned in order to enable the Customs clearance of fruit and early vegetables of French origin, more particularly cherries, to be effected with all desirable speed.

The Belgian Government, for its part, urges the French Government to draw the attention of exporters to the desirability of sending with consignments of fresh cherries the proper certificate issued by the French Phytopathological Services.

N° 2191.

FINLANDE ET HONGRIE

Traité de conciliation et d'arbitrage.

Signé à Budapest, le 12 décembre 1928.

FINLAND AND HUNGARY

Treaty of Conciliation and Arbitra-

tion. Signed at Budapest, December 12, 1928.

N° 2191. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE ENTRE LA FINLANDE ET LA HONGRIE. SIGNÉ A BUDAPEST, LE 12 DÉCEMBRE 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande et le ministre résident, chef de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 12 novembre 1929.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent la Finlande et la Hongrie et de résoudre autant que possible par voie de conciliation ou d'arbitrage les différends qui viendraient à s'élever entre les deux pays, ont résolu de conclure à cet effet un traité et ont désigné leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

Monsieur le Dr Emile SETÄLÄ, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ; et

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

Monsieur Louis WALKO, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir pris connaissance de leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à une procédure de conciliation et, le cas échéant, à une procédure d'arbitrage les différends, de quelque nature qu'ils soient, qui s'élèveraient entre elles et n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable.

Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions, en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 2.

Lorsqu'il s'agit d'un différend qui, aux termes de la législation intérieure d'une des Parties contractantes, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, la Partie défenderesse peut s'opposer à ce qu'il soit soumis à une procédure de conciliation ou d'arbitrage avant qu'un

¹ Entré en vigueur le 19 août 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2191. — TREATY ² OF CONCILIATION AND ARBITRATION
BETWEEN FINLAND AND HUNGARY. SIGNED AT BUDAPEST,
DECEMBER 12, 1928.

French official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs and the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place November 12, 1929.

THE PRESIDENT OF THE FINNISH REPUBLIC and HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY being desirous of strengthening the ties of friendship between Finland and Hungary and of deciding as far as possible by way of conciliation or arbitration any disputes which may arise between the two countries, have resolved to conclude a treaty for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE FINNISH REPUBLIC :

Dr. Emil SETÄLÄ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ; and

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

M. Louis WALKO, Minister for Foreign Affairs ,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The High Contracting Parties undertake to submit to a procedure of conciliation and, if necessary to a procedure of arbitration, all disputes of any nature whatever which may arise between them and which it may not have been possible to settle within a reasonable time by diplomacy.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down by other conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those conventions.

Article 2.

In the case of a dispute which, according to the municipal law of one of the Contracting Parties, comes within the jurisdiction of that Party's Courts, the defendant Party may object to submitting such disputes to a procedure of conciliation or arbitration until a final judgment has been given by

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force August 19, 1929.

jugement définitif ait été rendu par l'autorité judiciaire compétente. La demande de conciliation doit, dans ces cas, être formée une année, au plus tard, à compter de ce jugement.

Article 3.

La conciliation sera confiée à une commission de conciliation composée de trois membres, qui seront désignés dans chaque cas particulier, comme il suit, savoir : les Hautes Parties contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront d'un commun accord le président de la commission parmi les ressortissants de tierces Puissances.

Si, dans un délai de trois mois, à compter du jour où l'une des Hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention de recourir à la procédure de conciliation, la nomination du commissaire de la Partie adverse ou la désignation du président de la commission, d'un commun accord par les Hautes Parties contractantes n'est pas intervenue, le président de la Confédération suisse sera prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 4.

La commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Hautes Parties contractantes, agissant d'un commun accord, ou, à défaut, par l'une ou l'autre Partie. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 5.

La commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête, ou autrement, et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal consistant, suivant les cas, soit que les Parties se soient arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 6.

A moins de stipulation spéciale contraire, la commission de conciliation réglera elle-même sa procédure, qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Commissions internationales d'Enquête) de la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux¹.

Article 7.

La commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Hautes Parties contractantes, au lieu désigné par son président.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

the competent judicial authority. In these cases the request for conciliation procedure must be made within one year at latest from the date of such judgment.

Article 3.

Conciliation shall be entrusted to a Conciliation Commission consisting of three members, who shall be appointed in each particular case as follows: each of the High Contracting Parties shall nominate one Commissioner from among its own nationals, and the two Parties jointly shall designate the President of the Commission from among the nationals of some third Power.

If within three months of the date on which one of the High Contracting Parties has notified the other of its intention to resort to the procedure of conciliation, the appointment of the Commissioner of the other Party or the designation of the President of the Commission jointly by the High Contracting Parties has not been made, the President of the Swiss Confederation shall be requested to make the necessary appointments.

Article 4.

The Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to the President by the two Parties acting in agreement, or, in the absence of such agreement, by one or other of the Parties. The request shall contain a summary account of the subject of the dispute, followed by an invitation to the Commission to take all measures likely to bring about conciliation.

If the request emanates from only one of the Parties, notification thereof shall be made without delay by that Party to the other Party.

Article 5.

The task of the Conciliation Commission shall be to elucidate the questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of an enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which it deems appropriate and lay down a period within which they are to make their decision.

At the close of its proceedings, the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement and, if need be, the terms of the agreement, or that they have been unable to reach an agreement.

The proceedings of the Commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the date on which the dispute was brought before the Commission.

Article 6.

Failing any special provision to the contrary, the Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which must in all cases provide for the hearing of both Parties. In regard to enquiries, the Commission, unless it unanimously decides otherwise, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes¹.

Article 7.

The Conciliation Commission shall meet, in the absence of agreement between the High Contracting Parties to the contrary, at a place selected by its President.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 8.

Les travaux de la commission de conciliation ne seront publiés qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Hautes Parties contractantes.

Article 9.

Les Parties seront représentées auprès de la commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître, avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 10.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la commission de conciliation seront prises à la majorité des voix.

Article 11.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation, à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 12.

A défaut de conciliation, chacune des Hautes Parties contractantes pourra demander que le litige soit soumis à l'arbitrage, à la condition qu'il s'agisse d'un différend d'ordre juridique.

Article 13.

Les Hautes Parties contractantes établiront, dans chaque cas particulier, un compromis spécial déterminant nettement l'objet du différend, la composition et les compétences particulières du tribunal, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre elles.

Le compromis sera établi par échange de notes entre les Gouvernements des Parties contractantes.

Article 14.

Sauf convention contraire, la procédure arbitrale sera réglée par les articles 51 à 85 de la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 15.

Les dispositions prévues par l'article 12 du présent traité ne portent pas atteinte à la faculté de soumettre un différend d'ordre juridique, par voie de compromis, à la Cour permanente de Justice internationale, dans les conditions et suivant la procédure prévues par son Statut ¹.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; ol. XXVII page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 et vol. XCII, page 362, de ce recueil.

Article 8.

The proceedings of the Conciliation Commission shall not be public, except when a decision to that effect has been taken by the Commission with the consent of the High Contracting Parties.

Article 9.

The Parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents, whose duty it shall be to act as intermediaries between the Parties and the Commission. They may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and they may request that all persons whose evidence appears to be useful should be heard.

The Commission, on its side, shall be entitled to demand verbal explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think useful to summon, with the consent of their Government.

Article 10.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote.

Article 11.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the proceedings of the Conciliation Commission, and particularly to supply it to the greatest possible extent with all useful documents and information, and to employ the means at their disposal to enable it to proceed, in their territory and in accordance with their laws, to the summoning and hearing of witnesses or experts, and to visit the localities in question.

Article 12.

Should conciliation prove impossible, either of the High Contracting Parties may request that the dispute shall be submitted to arbitration, provided it is of a legal nature.

Article 13.

In each particular case, the High Contracting Parties shall conclude a special agreement, clearly defining the subject of the dispute, the composition and special powers of the Tribunal, and any other conditions upon which they have agreed.

The special agreement shall be constituted by an exchange of Notes between the Governments of the Contracting Parties.

Article 14.

In the absence of any agreement to the contrary, the arbitration procedure shall be governed by Articles 51 to 85 of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 15.

The provisions of Article 12 of the present Treaty shall not in any way restrict the right of submitting a dispute of a legal nature, by means of a special agreement, to the Permanent Court of International Justice under the conditions and according to the procedure laid down in the Statute¹ of the Court.

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304; Vol. XXIV, page 152; Vol. XXVII, page 416; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; and Vol. XCII, page 362, of this Series.

Article 16.

Si le compromis prévu par l'article 13, resp. 15, n'est pas établi dans les six mois qui suivront la notification d'une demande d'arbitrage, chacune des Parties pourra déférer, par voie de simple requête, le différend à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 17.

La sentence rendue par le tribunal sera exécutée de bonne foi par les Parties.

Article 18.

Les Hautes Parties contractantes s'abstiendront, durant le cours de la procédure de conciliation ou d'arbitrage, de toute action ou mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation des propositions de la commission de conciliation ou sur l'exécution de la sentence.

Article 19.

Chaque Partie supportera ses propres frais et une part égale des frais de la procédure de conciliation et d'arbitrage.

Article 20.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent traité seront, sauf convention contraire, soumises directement à l'arbitrage.

Article 21.

Le présent traité sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Helsinki aussitôt que faire se pourra.

Le traité est conclu pour une durée de dix années à compter de l'échange des ratifications. S'il n'est pas dénoncé une année au moins avant l'expiration de ce terme, il demeure en vigueur pour une nouvelle période de dix années, et ainsi de suite.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité.

Fait à Budapest, le 12 décembre 1928.

(L. S.) E. N. SETÄLÄ.

(L. S.) Louis WALKO.

Article 16.

If the special agreement referred to in Articles 13 and 15 has not been concluded within the six months following the notification of a request for arbitration, either of the Parties may, by a simple application, bring the dispute before the Permanent Court of International Justice.

Article 17.

The award rendered by the Tribunal shall be loyally carried out by both Parties.

Article 18.

The High Contracting Parties undertake to abstain, during the course of conciliation or arbitration proceedings, from all action or measures likely to prejudice the acceptance of the proposals of the Conciliation Commission, or the execution of the award.

Article 19.

Each Party shall bear its own costs and one half of the costs of the conciliation or arbitration proceedings.

Article 20.

Any disputes which may arise as to the interpretation or execution of the present Treaty shall, in the absence of any agreement to the contrary, be submitted direct to arbitration.

Article 21.

The present Treaty shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at Helsingfors as soon as possible. The Treaty shall remain in force for ten years from the date of the exchange of ratifications. Unless denounced at least one year before the expiration of this period, it shall remain in force for a further period of ten years, and similarly thereafter.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Budapest, December 12, 1928.

(L. S.) E. N. SETÄLÄ.

(L. S.) LOUIS WALKO.

N° 2192.

**FINLANDE
ET ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES**

Echange de notes comportant un
accord commercial provisoire. Ber-
lin, le 29 janvier 1929.

**FINLAND AND
KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES**

Exchange of Notes constituting a
Provisional Commercial Agree-
ment. Berlin, January 29, 1929.

N^o 2192. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT FINLANDAIS ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE. BERLIN, LE 29 JANVIER 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande et le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie à la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 12 novembre 1929.

I.

BERLIN, le 29 janvier 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Les négociations qu'ont poursuivies le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES en vue de régler, par un accord commercial provisoire, les relations économiques entre la Finlande et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, ayant abouti à un accord, j'ai l'honneur, au nom et d'ordre de mon gouvernement, de marquer, par la présente communication, la conclusion dudit accord dont je prie Votre Excellence de vouloir bien trouver le texte reproduit ci-dessous :

Article premier.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Finlande.

Les Parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le commerce réciproque des deux pays par des prohibitions quelconques à l'importation ou à l'exportation.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles soient appliquées à tous les pays se trouvant dans les conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants, où les exceptions :

- 1^o Visent la sûreté publique du pays ou sont jugées par l'Etat respectif, nécessaires en raison de l'état de guerre ;
- 2^o Seront des mesures sanitaires ou de prophylaxie contre les épizooties et les épi-phyties ;
- 3^o Viseront des semences qu'on a lieu de croire impropres dans le pays d'importation, en raison de leur origine ;
- 4^o Seront faites par égard aux monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir ;

¹ Entré en vigueur le 14 septembre 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2192. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE FINNISH GOVERNMENT AND THE GOVERNMENT OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. BERLIN, JANUARY 29, 1929.

French official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs and the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place November 12, 1929.

I.

BERLIN, *January 29, 1929.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

The negotiations conducted between the GOVERNMENT OF THE FINNISH REPUBLIC and the GOVERNMENT OF THE SERB-CROAT-SLOVENE KINGDOM with a view to settling, by a provisional commercial Agreement, the economic relations between Finland and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes having resulted in agreement, I have the honour, on behalf and by the order of my Government, to record herewith the conclusion of the said Agreement, the text of which reads as follows :

Article 1.

There shall be full and entire freedom of commerce between the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Finland.

The Contracting Parties undertake not to impede trade between the two countries by any import or export prohibitions.

Exceptions to this rule may be made, provided they apply to all countries in identical circumstances, but only in the following cases, where the exceptions :

- (1) Concern the public safety of the country or are deemed by the State in question essential owing to a state of war ;
- (2) Constitute measures of public health or of protection against diseases of animals or plants ;
- (3) Concern seeds which, in view of their origin, may reasonably be considered unsuitable in the importing country ;
- (4) Are made in respect of Government monopolies which already exist or which may be established in the future ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force September 14, 1929.

5° Seront faites en vue d'appliquer à des marchandises étrangères des prohibitions ou restrictions arrêtées par la législation intérieure à l'égard de la production, de la vente, du transport ou de la consommation, à l'intérieur, des marchandises indigènes de même espèce.

Article 2.

Les marchandises originaires ou en provenance du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes énumérées dans la liste A ci-annexée, importées dans les territoires de la Finlande, destinées soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, et les marchandises originaires ou en provenance de la Finlande, énumérées dans la liste B ci-annexée, importées dans les territoires du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, destinées soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, seront soumises au même traitement et ne seront passibles de droits de douane, surtaxes, impôts, taxes ou d'autres charges, ni plus élevés ni autres que ceux auxquels sont soumises les mêmes marchandises de la nation la plus favorisée sous ce rapport.

Le traitement de la nation la plus favorisée se rapporte au montant, à la garantie et à la perception des droits d'importation et autres droits, ainsi qu'aux formalités douanières et à leurs applications, aux procédés d'examen et d'analyse de marchandises, aux conditions de paiement des droits de douane et autres droits, à la classification des marchandises et à l'interprétation des tarifs de douane.

Le traitement de la nation la plus favorisée ne s'applique pas :

1° Aux faveurs spéciales qui ont été ou seront accordées aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontière ;

2° Aux faveurs spéciales qui ont été ou seront accordées à un Etat tiers en vertu d'une union douanière.

Ne seront considérés contraires au principe de la nation la plus favorisée les privilèges accordés ou qui pourront être accordés par la Finlande aux Etats voisins soit en ce qui concerne la navigation en mer Baltique et ses ports, soit en ce qui concerne les préférences données à l'Estonie dans le but de conserver le trafic traditionnel avec ce pays, aussi peu que les avantages accordés ou qui pourront être accordés à la Russie en ce qui concerne la pêche et la chasse aux phoques dans les territoires finlandais de l'Océan glacial arctique.

Article 3.

Au point de vue du traitement des voyageurs de commerce, les Parties contractantes appliqueront intégralement le principe de la nation la plus favorisée.

Article 4.

Les Parties contractantes appliqueront mutuellement le principe de la nation la plus favorisée aux bateaux et leurs charges, arrivant dans le port des Parties contractantes, en ce qui concerne les droits et les taxes aussi bien qu'en ce qui concerne l'abordage, le séjour au port, le chargement et le déchargement des marchandises.

Article 5.

Le présent accord provisoire entrera en vigueur, de part et d'autre, huit jours après qu'il aura été mutuellement constaté, que les mesures législatives nécessaires à cet effet ont été prises, et restera en validité jusqu'à ce qu'il soit remplacé par un traité définitif. Pourtant, au cas où une des Parties contractantes aura l'intention de dénoncer cet accord, elle devra communiquer la

(5) Are made for the purpose of applying to foreign goods any prohibitions or restrictions enacted by internal legislation in respect of the production, sale, transport or consumption in the country of home-produced goods of the same kind.

Article 2.

Goods originating in or coming from the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes enumerated in List A annexed hereto, imported into the territories of Finland for consumption or storage or re-export or in transit, and goods originating in or coming from Finland enumerated in List B annexed hereto, imported into the territories of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes for consumption or storage or re-export or in transit, shall receive the same treatment and shall not be liable to any Customs duties, surcharges, taxes, fees or other charges, other or higher than those to which similar goods of the most-favoured-nation are liable in this respect.

Most-favoured-nation treatment shall apply with respect to the amounts of, guarantees for and levying of import and other duties, and to Customs formalities and their enforcement, to methods of examining and analysing goods, to the conditions for the payment of Customs and other duties, to the classification of goods and to the interpretation of Customs tariffs.

Most-favoured-nation treatment shall not apply to :

(1) Any special privileges which have been or may hereafter be granted to neighbouring States in order to facilitate frontier traffic ;

(2) Any special privileges which have been or may hereafter be granted to a third State in virtue of a Customs union.

The most-favoured-nation principle shall not be deemed to be infringed by any privileges which are or may hereafter be granted by Finland to neighbouring States in respect of navigation in the Baltic Sea or its ports, or in respect of preference accorded to Estonia with a view to preserving the traditional trade with that country, or by any privileges which are or may hereafter be granted to Russia in respect of fishing and sealing in Finnish territorial waters in the Arctic Ocean.

Article 3.

As regards the treatment of commercial travellers, the Contracting Parties shall apply in its entirety the most-favoured-nation principle.

Article 4.

The Contracting Parties shall reciprocally apply the most-favoured-nation principle to vessels and their cargoes arriving in the ports of the Contracting Parties, both in respect of dues and charges and in respect of berthing, stay in port and loading and discharge of goods.

Article 5.

The present provisional Agreement shall be brought into force by both Parties eight days after they have respectively noted that the necessary legislative measures to this end have been taken, and shall remain in force until superseded by a definitive treaty. If, however, either of the Contracting Parties should intend to denounce the Agreement, it shall communicate such denun-

dénonciation à l'autre Partie contractante, après quoi l'accord cessera d'être valable au bout de trois mois à dater de cette dénonciation.

Je vous saurais gré de vouloir bien me confirmer que le Gouvernement au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes adhère aux propositions ci-dessus et qu'il considère l'accord faisant l'objet de la présente note comme effectivement conclu.

Je saisis cette occasion, etc.

Wäinö WUOLIJOKI.

II.

BERLIN, le 29 janvier 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Les négociations qu'ont poursuivies le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et le Gouvernement de la République de Finlande en vue de régler, par un accord commercial provisoire, les relations économiques entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Finlande, ayant abouti à un accord, j'ai l'honneur, au nom et d'ordre de mon gouvernement, de marquer, par la présente communication, la conclusion dudit accord dont je prie Votre Excellence de vouloir bien trouver le texte reproduit ci-dessous :

Article premier.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Finlande.

Les Parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le commerce réciproque des deux pays par des prohibitions quelconques à l'importation ou à l'exportation.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles soient appliquées à tous les pays se trouvant dans les conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants, où les exceptions :

1° Visent la sûreté publique du pays ou sont jugées par l'Etat respectif, nécessaires en raison de l'état de guerre ;

2° Seront des mesures sanitaires ou de prophylaxie contre les épizooties et les épiphyties ;

3° Viseront des semences qu'on a lieu de croire impropres dans le pays d'importation, en raison de leur origine ;

4° Seront faites par égard aux monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir ;

5° Seront faites en vue d'appliquer à des marchandises étrangères des prohibitions ou restrictions arrêtées par la législation intérieure à l'égard de la production, de la vente, du transport ou de la consommation, à l'intérieur, des marchandises indigènes de même espèce.

Article 2.

Les marchandises originaires ou en provenance du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, énumérées dans la liste A ci-annexée, importées dans les territoires de la Finlande, destinées soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, et les marchandises originaires ou en provenance de la Finlande, énumérées dans la liste B ci-annexée, importées dans les territoires du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, destinées soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, seront soumises au même traitement et ne seront passibles de droits de douane, surtaxes, impôts, taxes ou d'autres charges, ni plus élevés ni autres que ceux auxquels sont soumises les mêmes marchandises de la nation la plus favorisée sous ce rapport.

ciation to the other Contracting Party, whereupon the Agreement shall cease to be valid on the expiry of three months from the date of such denunciation.

I should be glad to have your confirmation that the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes accedes to the above proposals and that it regards the Agreement embodied in the present note as actually concluded.

I have the honour, etc.

Wäinö WUOLIJOKI.

II.

BERLIN, *January 29, 1929.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

The negotiations conducted between the Government of the Serb-Croat-Slovene Kingdom and the Government of the Finnish Republic with a view to settling, by a provisional commercial agreement, the economic relations between the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Finland having resulted in agreement, I have the honour, on behalf and by the order of my Government, to record herewith the conclusion of the said Agreement, the text of which reads as follows :

Article 1.

There shall be full and entire freedom of commerce between the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Finland.

The Contracting Parties undertake not to impede trade between the two countries by any import or export prohibitions.

Exceptions to this rule may be made, provided they apply to all countries in identical circumstances, but only in the following cases, where the exceptions :

- (1) Concern the public safety of the country or are deemed by the State in question essential owing to a state of war ;
- (2) Constitute measures of public health or of protection against diseases of animals or plants ;
- (3) Concern seeds which, in view of their origin, may reasonably be considered unsuitable in the importing country.
- (4) Are made in respect of Government monopolies, which already exist or which may be established in the future ;
- (5) Are made for the purpose of applying to foreign goods any prohibitions or restrictions enacted by internal legislation in respect of the production, sale, transport, or consumption in the country of home-produced goods of the same kind.

Article 2.

Goods originating in or coming from the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes enumerated in List A annexed hereto, imported into the territories of Finland for consumption or storage or re-export or in transit, and goods originating in or coming from Finland enumerated in List B annexed hereto, imported into the territories of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes for consumption or storage or re-export or in transit, shall receive the same treatment and shall not be liable to any Customs duties, surcharges, taxes, fees or other charges other or higher than those to which similar goods of the most favoured nation are liable in this respect.

Le traitement de la nation la plus favorisée se rapporte au montant, à la garantie et à la perception des droits d'importation et autres droits, ainsi qu'aux formalités douanières et à leurs applications, aux procédés d'examen et d'analyse de marchandises, aux conditions de paiement des droits de douane et autres droits, à la classification des marchandises et à l'interprétation des tarifs de douane.

Le traitement de la nation la plus favorisée ne s'applique pas :

1^o Aux faveurs spéciales qui ont été ou seront accordées aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontière ;

2^o Aux faveurs spéciales qui ont été ou seront accordées à un Etat tiers en vertu d'une union douanière.

Ne seront considérés contraires au principe de la nation la plus favorisée les privilèges accordés ou qui pourront être accordés par la Finlande aux Etats voisins soit en ce qui concerne la navigation en mer Baltique et ses ports, soit en ce qui concerne les préférences données à l'Estonie, dans le but de conserver le trafic traditionnel avec ce pays, aussi peu que les avantages accordés ou qui pourront être accordés à la Russie en ce qui concerne la pêche et la chasse aux phoques dans les territoires finlandais de l'océan glacial arctique.

Article 3.

Au point de vue du traitement des voyageurs de commerce, les Parties contractantes appliqueront intégralement le principe de la nation la plus favorisée.

Article 4.

Les Parties contractantes appliqueront mutuellement le principe de la nation la plus favorisée aux bateaux et leurs charges, arrivant dans le port des Parties contractantes en ce qui concerne les droits et les taxes aussi bien qu'en ce qui concerne l'abordage, le séjour au port, le chargement et le déchargement des marchandises.

Article 5.

Le présent accord provisoire entrera en vigueur, de part et d'autre, huit jours après qu'il aura été mutuellement constaté, que les mesures législatives nécessaires à cet effet ont été prises, et restera en validité jusqu'à ce qu'il soit remplacé par un traité définitif. Pourtant, au cas où une des Parties contractantes aura l'intention de dénoncer cet accord, elle devra communiquer la dénonciation à l'autre Partie contractante, après quoi l'accord cessera d'être valable au bout de trois mois à dater de cette dénonciation.

Je vous saurais gré de vouloir bien me confirmer que le Gouvernement de la République de Finlande adhère aux propositions ci-dessus et qu'il considère l'accord faisant l'objet de la présente note comme effectivement conclu.

Je saisis cette occasion, etc.

J. BALOUGDITCH.

Most-favoured-nation treatment shall apply with respect to the amounts of, guarantees for and levying of import and other duties, and to Customs formalities and their enforcement, to methods of examining and analysing goods, to the conditions for the payment of Customs and other duties, to the classification of goods and to the interpretation of Customs tariffs.

Most-favoured-nation treatment shall not apply to :

(1) Any special privileges which have been or may hereafter be granted to neighbouring States in order to facilitate frontier traffic ;

(2) Any special privileges which have been or may hereafter be granted to a third State in virtue of a Customs union.

The most-favoured-nation principle shall not be deemed to be infringed by any privileges which are or may hereafter be granted by Finland to neighbouring States in respect of navigation in the Baltic Sea or its ports or in respect of preference accorded to Estonia with a view to preserving the traditional trade with that country, or by any privileges which are or may hereafter be granted to Russia in respect of fishing and sealing in Finnish territorial waters in the Arctic Ocean.

Article 3.

As regards the treatment of commercial travellers the Contracting Parties shall apply in its entirety the most-favoured-nation principle.

Article 4.

The Contracting Parties shall reciprocally apply the most-favoured-nation principle to vessels and their cargoes arriving in the ports of the Contracting Parties, both in respect of dues and charges and in respect of berthing, stay in port and loading and discharge of goods.

Article 5.

The present provisional Agreement shall be brought into force by both Parties eight days after they have respectively noted that the necessary legislative measures to this end have been taken, and shall remain in force until superseded by a definitive treaty. If, however, either of the Contracting Parties should intend to denounce the Agreement, it shall communicate such denunciation to the other Contracting Party, whereupon the agreement shall cease to be valid on the expiry of three months from the date of such denunciation.

I should be glad to have your confirmation that the Government of the Finnish Republic accedes to the above proposals and that it regards the Agreement embodied in the present note as actually concluded.

I have the honour, etc.

J. BALOUGDGITCH.

LISTE A.

Marchandises du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes bénéficiant en Finlande du traitement de la nation la plus favorisée :

Pruneaux.
« Pekmes » (marmelade de prunes, sans sucre).
Fruits séchés (pommes, poires, pêches, abricots, raisins, etc.).
Fruits frais.
Conserves de fruits.
Noisettes.
Plantes médicinales.
Sardines et d'autres conserves de poissons.
Maïs.
Petits pois, haricots.
Farine.
Tabac.
Peaux (non tannées).
Fourrures (non tannées).
Laine.
Lin et chanvre.
Bois de chêne et de noyer.

Pour copie certifiée conforme :

Le 3 décembre 1929.
Belgrade,

*D'ordre du ministre
conseiller,*

J. Balougdgitch.

LISTE B.

Marchandises finlandaises bénéficiant dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes du traitement de la nation la plus favorisée :

Papier et tenture, excepté le papier à cigarettes.
Carton.
Cellulose (pâte chimique).
Pâte à papier (pâte mécanique).
Feuilles de placage.
Caisses.
Planches de caisses.
Machines agricoles, ainsi qu'outils agricoles et d'autre sorte.
Machines et ustensiles pour laiteries.
Beurre.
Fromage.
Lait condensé.
Acide lactique.
Caséine.
Cuir, ainsi qu'articles en cuir (chaussures, etc.).
Caoutchoucs.
Articles de sport.

ÉCHANGE DE NOTES RELATIF A L'ACCORD PRÉCÉDENT

BERLIN, LE 29 JANVIER 1929.

Communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie à la Société des Nations, le 16 décembre 1929.

I.

LÉGATION
DU ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES.

Pov. N° 38.

MONSIEUR LE MINISTRE,

BERLIN, le 29 janvier 1929.

Un accord commercial provisoire ayant été conclu ce jour par un échange de notes entre les gouvernements de nos deux pays, j'ai l'honneur de communiquer que le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'est trouvé dans l'impossibilité de porter les « allumettes » et le

LIST A.

Goods from the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes to which most-favoured-nation treatment is granted in Finland :

Prunes,
 " Pekmes " (plum jam without sugar).
 Dried fruits (apples, pears, peaches, apricots, grapes, etc.).
 Fresh fruits.
 Preserved fruits.
 Hazel nuts.
 Medicinal herbs.
 Sardines and other fish preserves.
 Maize.
 Peas, beans.
 Flour.
 Tobacco.
 Hides and skins (untanned).
 Furs (uncured).
 Wool.
 Flax and hemp.
 Oak and walnut wood.

LIST B.

Finnish goods to which most-favoured-nation treatment is granted in the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

Paper and wallpaper, except cigarette paper.
 Cardboard.
 Cellulose (chemical pulp).
 Paper pulp (mechanical pulp).
 Sheets of veneer-wood
 Cases, and crates.
 Boarding for cases and crates.
 Agricultural machinery and agricultural and other tools.
 Dairy machinery and ustensils.
 Butter.
 Cheese.
 Condensed milk.
 Lactic acid.
 Casein.
 Leather and leather articles (footwear, etc.).
 Rubber goloshes.
 Sports goods.

1 TRADUCTION. — TRANSLATION.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE PRECEDING AGREEMENT,
 BERLIN, JANUARY 29, 1929.

Communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations, December 16, 1929.

I.

LEGATION
 OF THE KINGDOM OF THE SERBS,
 CROATS AND SLOVENES.

Pov. No. 38.

MONSIEUR LE MINISTRE,

BERLIN, *January 29, 1929.*

A provisional commercial agreement having been concluded this day by an exchange of notes between the Governments of our two countries, I have the honour to communicate that the Government of the Serb-Croat-Slovene Kingdom has found it impossible to put " matches " and " cigarette

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

« papier à cigarettes » sur la liste « B », vu que les allumettes et le papier à cigarettes font, dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, partie du Monopole de l'Etat. Cependant, au cas où les marchandises en question, d'origine et en provenance de la Finlande, seraient importées dans le royaume, conformément aux prescriptions en vigueur, ces marchandises ne seront pas soumises à des taxes, autres ou plus élevées, de quelque nature et nom qu'elles soient, ou traitées autrement que les marchandises d'un tiers Etat quelconque.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

*Le Délégué plénipotentiaire
de Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes,*

J. BALOUGDITCH, *m. p.*

Son Excellence

Monsieur Wäinö Wuolijoki,

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de la République de Finlande,
à Berlin.

II.

LÉGATION DE FINLANDE.

N° 276/29.

BERLIN, le 29 janvier 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Un accord commercial provisoire ayant été conclu ce jour par un échange de notes entre les gouvernements de nos deux pays, vous avez bien voulu porter à ma connaissance par une note supplémentaire du même jour que le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'est trouvé dans l'impossibilité de porter les « allumettes » et le « papier à cigarettes » sur la liste « B » vu que les allumettes et le papier à cigarettes font, dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, partie du Monopole de l'Etat. Cependant, au cas où les marchandises en question, d'origine et en provenance de la Finlande, seraient importées dans le royaume, conformément aux prescriptions en vigueur, ces marchandises ne seront pas soumises à des taxes, autres ou plus élevées, de quelque nature et nom qu'elles soient, ou traitées autrement, que les marchandises d'un tiers Etat quelconque.

En accusant réception de la note susmentionnée et en prenant acte de la communication y contenue, je vous prie, Monsieur le Ministre, d'agréer l'assurance renouvelée de ma haute considération.

Wäinö WUOLIJOKI, *m. p.*

Son Excellence

Monsieur Jivoïne Balougditch,

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes,
à Berlin.

III.

LÉGATION DE FINLANDE.

N° 277/29.

BERLIN, le 29 janvier 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au cours des négociations concernant l'accord commercial provisoire conclu ce jour par échange de notes, j'ai eu l'occasion d'émettre, au nom du Gouvernement de la République de Finlande,

paper " on List " B ", as these articles form part of the State Monopoly in the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes. Should, however, such goods, originating in and coming from Finland, be imported into the Kingdom, subject to the regulations in force, they will not be liable to other or higher taxes of whatever kind or description or be treated otherwise than goods from any third State whatsoever.

I am, etc.,

(Signed) J. BALOUGDITCH.
*Plenipotentiary Delegate
of His Majesty the King of the Serbs,
Croats and Slovenes.*

His Excellency
M. Wäinö Wuolijoki,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of the Finnish Republic,
Berlin.

II.

FINNISH LEGATION.

No. 276/29.

BERLIN, *January 29, 1929.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

A provisional commercial agreement having been concluded this day by an exchange of notes between the Governments of our two countries, you were good enough to inform me in a supplementary note of the same date that the Government of the Serb-Croat-Slovene Kingdom found it impossible to put " matches " and " cigarette paper " on List " B ", as these articles form part of the State Monopoly in the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes. Should, however, such goods, originating in and coming from Finland, be imported into the Kingdom, subject to the regulations in force, they will not be liable to other or higher taxes, of whatever kind or description, or be treated otherwise than goods from any third State whatsoever.

In acknowledging receipt of the above-mentioned note and taking cognisance of its contents, I have the honour, etc.

(Signed) Wäinö WUOLIJOKI.

His Excellency
M. Jivoine Balougditch,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of the Kingdom
of the Serbs, Croats and Slovenes,
Berlin.

III.

FINNISH LEGATION.

No. 277/29.

BERLIN, *January 29, 1929.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

During the negotiations regarding the provisional commercial agreement concluded this day by an exchange of notes, I took the opportunity, on behalf of the Government of the Finnish

le vœu que la taxe perçue par les autorités du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes pour la légalisation d'un certificat d'origine n'excède pas dix marks finlandais, somme perçue par les autorités finlandaises pour la légalisation des certificats correspondants.

En vous priant, Monsieur le Ministre, de bien vouloir prendre note du vœu susindiqué, je vous serais très reconnaissant de vouloir bien me confirmer que le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes y consent.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Wäinö WUOLIJOKI, *m. p.*

Son Excellence

Monsieur Jivoïne Balougditch,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes,
à Berlin.

IV.

LÉGATION
DU ROYAUME DES SERBES
CROATES ET SLOVÈNES.

Pov. N° 39.

BERLIN, le 29 janvier 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Un accord commercial provisoire ayant été conclu ce jour par un échange de notes entre les gouvernements de nos deux pays, vous avez bien voulu émettre, au nom du Gouvernement de la République de Finlande, par une note supplémentaire du même jour, le vœu que la taxe perçue par les autorités du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes pour la légalisation d'un certificat d'origine n'excède pas dix marks finlandais, somme perçue par les autorités finlandaises pour la légalisation des certificats correspondants.

En accusant réception de la note susmentionnée j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes prend note du vœu susindiqué.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

*Le Délégué plénipotentiaire
de Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes,
J. BALOUGDGITCH, m. p.*

Son Excellence

Monsieur Wäinö Wuolijoki,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de la République de Finlande
à Berlin.

Pour copie certifiée conforme :

Le 3 décembre 1929
Belgrade,

*D'ordre du ministre
conseiller,*

D^r Svet Djoritch.

Republic, to express the hope that the fee charged by the Serb-Croat-Slovene authorities for the legalisation of a certificate of origin should not exceed ten Finnish marks, this being the amount charged by the Finnish authorities for legalising similar certificates.

In requesting you to be good enough to take note of the above suggestion, I should be very glad of your confirmation that the Government of the Serb-Croat-Slovene Kingdom agrees thereto.

I am, etc.

(Signed) WÄINÖ WUOLIJOKI.

His Excellency
M. Jivoïne Balougditch,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of the Kingdom
of the Serbs, Croats and Slovenes,
Berlin.

IV.

LEGATION
OF THE KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES.

Pov. No. 39.

BERLIN, January 29, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

A provisional commercial agreement having been concluded this day by an exchange of notes between the Governments of our two countries, you expressed in a supplementary note of the same date, on behalf of the Government of the Finnish Republic, the hope that the fee charged by the Serb-Croat-Slovene authorities for the legalisation of a certificate of origin should not exceed ten Finnish marks, this being the amount charged by the Finnish authorities for legalising similar certificates.

In acknowledging receipt of the above note, I beg to inform you that the Government of the Serb-Croat-Slovene Kingdom takes note of the suggestion referred to.

I have the honour, etc.

(Signed) J. BALOUGDGITCH,
*Plenipotentiary Delegate
of His Majesty the King of the Serbs,
Croats and Slovenes.*

His Excellency
M. Wäinö Wuolijoki,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of the Finnish Republic,
Berlin.

N° 2193.

**FINLANDE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES**

Convention concernant la surveillance
douanière dans le golfe de Fin-
lande, avec protocole de clôture
et protocole. Signés à Moscou, le
13 avril 1929.

**FINLAND
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Convention regarding Customs Su-
pervision in the Gulf of Finland,
with Final Protocol and Protocol.
Signed at Moscow, April 13, 1929.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N^o 2193. — SOPIMUS¹ SUOMEN TASAVALLAN JA SOSIALISTISTEN NEUVOSTOTASAVALTAIN LIITON VÄLILLÄ TULLIVALVONNASTA SUOMENLAHDELLA. ALLEKIRJOITETTU MOSKOVASSA HUHTIKUUN 13 PÄIVÄNÄ 1929.

N^o 2193. — KONVENTION¹ MELLAN REPUBLIKEN FINLAND OCH SOCIALISTISKA RÅDSREPUBLICERNAS FÖRBUND ANGÅENDE TULLBEVAKNINGEN I FINSKA VIKEN. UNDERTECKNAD I MOSKVA, DEN 13 APRIL 1929.

Textes officiels finnois, suédois et russe, communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 12 novembre 1929.

Finnish, Swedish and Russian official texts communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place November 12, 1929.

SUOMEN TASAVALLA ja SOSIALISTISTEN NEUVOSTOTASAVALTAIN LIITTO, haluten tehdä Tartoissa lokakauun 14 päivänä 1920 molempien maiden välillä tehdyn rauhansopimuksen² 19 artiklassa edellytetyn sopimuksen tullivalvonnasta Suomenlahdella, ovat tässä tarkoituksessa määränneet valtuutetuikseen :

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI :

Antti AHOSEN, todellisen valtioneuvoksen ;
Wille POPPIUKSEN, tullihallituksen pääjohtajan ;

SOSIALISTISTEN NEUVOSTOTASAVALTAIN LIITON TOIMEENPANEVA KESKUSKOMITEA :

Boris Spiridonovitsh STOMONIAKOFFIN, ulkoasiainkansankomissariaatin kollegion jäsenen,
Arkadi Petrovitsh VINOKURIN, ulko- ja kotimaankaupan kansankomissariaatin päätullihallituksen päällikön ja

REPUBLIKEN FINLAND och SOCIALISTISKA RÅDSREPUBLICERNAS FÖRBUND hava, besjälade av önskan att avsluta² den i artikel 19 av det i Dorpat den 14 oktober 1920 emellan dessa länder avslutade fredsfördraget omförmälda konvention angående tullbevakningen i Finska viken, i sådant avseende till sina befullmäktigade ombud utsett :

REPUBLIKEN FINLANDS PRESIDENT :

Antti AHONEN, verkligt statsråd,
Wille POPPIUS, generaldirektör, i tullstyrelsen ;

VERKSTÄLLANDE CENTRALKOMITÉN FÖR SOCIALISTISKA RÅDSREPUBLICERNAS FÖRBUND :

Boris Spiridonowitsh STOMONJAKOFF, medlem av kollegiet i folkkommissariatet för utrikesärendena,
Arkadi Petrowitsch VINOKUR, chef för generaltullstyrelsen i folkkommissariatet för utrikes- och inrikeshandeln,

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Helsingfors, le 10 septembre 1929.

² Vol. III, page 5, de ce recueil.

¹ The exchange of ratifications took place at Helsingfors, September 10, 1929.

² Vol. III, page 5, of this Series.

Nikolai Petrovitsh KOLTSHANOVSKIN, ulkoasiainkansankomissariaatin taloudellisoikeudellisen osaston apulaispäällikön,

Nikolai Petrovitsch KOLTSCHANOVSKI, biträdande chef för ekonomisk-juridiska avdelningen i folkkommissariatet för utrikesärendena,

jotka, esitettyään toisilleen oikeiksi ja asianmukaisiksi havaitut valtakirjansa, ovat so-pineet seuraavasta :

vilka, efter att hava för varandra uppvisat sina i god och behörig form befunna fullmakter, överenskommit som följer :

I artikla.

Artikel I.

Socialististen Neuvostotasavaltain Liitto ei vastusta eikä tule vastustamaan sitä, että Suomen tullivalvonta-alueen ulkorajat Suomenlahdella kulkevat seuraavalla tavalla suunnassa lännestä itään :

Alkaen meridianista 22° 00',0 viivaa myöten, joka kulkee kahden meripeninkulman etäisyydellä Suomen yhtenäisten aluevesien rajasta leveydellä 60° 01',6 ja pituudella 26° 46',9 sijaitsevaan pisteeseen ;

siitä suorana viivana leveydellä 59° 59',5 ja pituudella 27° 00',0 sijaitsevaan pisteeseen ;

siitä suorana viivana Suursaaren eteläkärjen meridianilla, yhden meripeninkulman päässä etelään tästä kärjestä olevaan pisteeseen ;

siitä Suomen yhtenäisten aluevesien rajaa myöten leveydellä 60° 03',5 ja pituudella 27° 10',9 sijaitsevaan pisteeseen ;

siitä suorana viivana leveydellä 60° 04',1 ja pituudella 27° 14',7 sijaitsevaan pisteeseen ;

siitä viivaa myöten, joka kulkee kahden meripeninkulman etäisyydellä Suomen yhtenäisten aluevesien rajasta leveydellä 60° 07',3 ja pituudella 27° 33',3 sijaitsevaan pisteeseen ;

siitä suorana viivana leveydellä 60° 08',3 ja pituudella 27° 39',3 sijaitsevaan pisteeseen ;

siitä Suomen yhtenäisten aluevesien rajaa myöten sen ja parallellin 60° 09',9 leikkauspisteeseen ;

siitä suorana viivana leveydellä 60° 10',8 ja pituudella 27° 53',8 sijaitsevaan pisteeseen ;

siitä viivaa myöten, joka kulkee kahden meripeninkulman etäisyydellä Suomen yhtenäisten aluevesien rajasta sen ja Suomen aluevesirajan leikkauspisteeseen Narvin saaren luona ;

siitä Suomen aluevesien lounaisen, eteläisen ja itäisen osan rajaa myöten Narvin saaren

Socialistiska Rådsrepublikernas Förbund motsätter sig icke och kommer icke att motsätta sig att yttre gränserna för Finlands tullbevakningsområde i Finska viken löpa på följande sätt från väster till öster :

Från meridianen 22° 00',0 utmed en linje som på ett avstånd av två sjömil från gränsen av Finlands sammanhängande territorialvatten löper till en punkt belägen på 60° 01',6 bredd samt 26° 46',9 längd ;

vidare i rak linje till en punkt belägen på 59° 59',5 bredd och 27° 00',0 längd ;

vidare i rak linje till en punkt belägen på den meridian, som löper genom Suursaaris (Hogland) sydspets, en sjömil söder om denna spets ;

vidare utmed gränsen av Finlands sammanhängande territorialvatten till en punkt belägen på 60° 03',5 bredd och 27° 10',9 längd ;

vidare i rak linje till en punkt belägen på 60° 04',1 bredd och 27° 14',7 längd ;

vidare utmed en linje, som på ett avstånd av två sjömil från gränsen av Finlands sammanhängande territorialvatten löper till en punkt belägen på 60° 07',3 bredd och 27° 33',3 längd ;

vidare i rak linje till en punkt belägen på 60° 08',3 bredd och 27° 39',3 längd ;

vidare utmed gränsen av Finlands sammanhängande territorialvatten till en punkt, där denna gräns skär parallellen 60° 09',9 ;

vidare i rak linje till en punkt belägen på 60° 10',8 bredd och 27° 53',8 längd ;

vidare utmed en linje, som på ett avstånd av två sjömil från gränsen av Finlands sammanhängande territorialvatten löper till en punkt, där denna linje och territorialvatten-gränsen skära varandra i närheten av ön Narvi ;

vidare utmed gränsen av de åt sydväst, söder och öster vettande delarna av Finlands

luona tämän rajan ja meridianin $28^{\circ} 00',8$ leikkauspisteeseen ;

siitä pitkin viivaa, joka kulkee kahden meripeninkulman etäisyydellä Suomen yhtenäisten aluevesien rajasta leveydellä $60^{\circ} 07',2$ ja pituudella $28^{\circ} 51',7$ sijaitsevaan pisteeseen ;

siitä suorana viivana Suomen ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton aluevesien rajain leikkauspisteeseen.

Suomelle kuuluvien, sen yhtenäisten aluevesien ulkopuolella sijaitsevien saarten ympärillä, paitsi Narvin saarta, jota ympäröivät tullivalvonta-alueet on edellä määritelty, Suomen tullivalvonta-alueen ulkoraja kulkee Suomen aluevesien rajaa myöten, lukuunottamatta sitä meren osaa, joka sijaitsee Ruuskerin sekä Pienen ja Suuren Tytärsaaren länsi-, etelä- ja itäpuolella.

Sosialististen Neuvostotasavaltain Liitto ei vastusta eikä tule vastustamaan sitä, että edellisessä momentissa mainittujen kolmen saaren länsi-, etelä- ja itäpuolella Suomen tullivalvonta-alueen ulkoraja kulkee seuraavalla tavalla vedettyjä viivoja myöten :

leveydellä $59^{\circ} 55',3$ ja pituudella $26^{\circ} 42',0$ sijaitsevasta pisteestä leveydellä $59^{\circ} 47',0$ ja pituudella $26^{\circ} 49',5$ sijaitsevaan pisteeseen ; leveydellä $59^{\circ} 44',2$ ja pituudella $27^{\circ} 00',0$ sijaitsevasta pisteestä leveydellä $59^{\circ} 47',3$ ja pituudella $27^{\circ} 15',0$ sijaitsevaan pisteeseen.

Suomi puolestaan ei vastusta eikä tule vastustamaan sitä, että Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton tullivalvonta-alueen ulkorajat kulkevat seuraavalla tavalla ulottumatta tietenkään Suomen aluevesille Seiskarin koillispuolella ja Lavansaaren eteläpuolella :

Seivästön matalikon ja Seiskarin saaren välisessä Suomenlahden osassa

Suomen ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton aluevesien rajain leikkauspisteestä suorana viivana leveydellä $60^{\circ} 07',2$ ja pituudella $28^{\circ} 51',7$ sijaitsevaan pisteeseen ;

siitä pohjoiseen pitkin Suomen tullivalvonta-alueen ulkorajaa leveydellä $60^{\circ} 09',7$ ja pituudella $28^{\circ} 48',7$ sijaitsevaan pisteeseen ;

siitä suorana viivana leveydellä $60^{\circ} 04',4$ ja pituudella $28^{\circ} 28',6$ sijaitsevaan pisteeseen.

Lavansaaren ja parallellin $59^{\circ} 40',0$ välisessä Suomenlahden osassa pitkin viivaa, joka kulkee kahden meripeninkulman etäisyydellä Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton aluevesien rajasta leveydellä $59^{\circ} 54',9$ ja pituudella

territorialvatten i närheten av ön Narvi till en punkt, där denna gräns skär meridianen $28^{\circ} 00',8$;

vidare utmed en linje, som på ett avstånd av två sjömil från gränsen av Finlands sammanhängande territorialvatten löper till en punkt belägen på $60^{\circ} 07',2$ bredd och $28^{\circ} 51',7$ längd ;

vidare i rak linje till den punkt, där gränserna för Finlands och Socialistiska Rådsrepublikernas Förbunds territorialvatten skära varandra.

Omkring de utanför Finlands sammanhängande territorialvatten liggande Finland tillhörande öarna förutom Narvi, vilken ö omgivande tullbevakningsområde ovan beskrivits, löper yttre gränsen för Finlands tullbevakningsområde utmed gränsen för Finlands territorialvatten med undantag av den del av havet, som ligger väster, söder och öster om Ruuskeri (Rödskår), Lilla och Stora Tytärsaari.

Sosialistiska Rådsrepublikernas Förbund motsätter sig icke och kommer icke att motsätta sig att yttre gränsen för Finlands tullbevakningsområde väster, söder och öster om de i föregående moment omnämnda tre öarna löper utmed linjer, dragna på följande sätt :

från en punkt belägen på $59^{\circ} 55',3$ bredd och $26^{\circ} 42',0$ längd till en punkt belägen på $59^{\circ} 47',0$ bredd och $26^{\circ} 49',5$ längd ;

från en punkt, belägen på $59^{\circ} 44',2$ bredd och $27^{\circ} 00',0$ längd till en punkt belägen på $59^{\circ} 47',3$ bredd och $27^{\circ} 15',0$ längd.

Finland å sin sida motsätter sig icke och kommer icke att motsätta sig att yttre gränserna för Socialistiska Rådsrepublikernas Förbunds tullbevakningsområde löpa på följande sätt, dock så, att de givetvis icke komma att sträcka sig in på Finlands territorialvatten nordost om Seiskari och söder om Lavansaari :

i den del av Finska viken, som ligger emellan Seivästö bank och ön Seiskari

från den punkt, där Finlands och Socialistiska Rådsrepublikernas Förbunds territorialvatten-gränser skära varandra, i rak linje till en punkt belägen på $60^{\circ} 07',2$ bredd och $28^{\circ} 51',7$ längd ;

vidare mot norr utmed yttre gränsen för Finlands tullbevakningsområde till en punkt belägen på $60^{\circ} 09',7$ bredd och $28^{\circ} 48',7$ längd ;

vidare i rak linje till en punkt belägen på $60^{\circ} 04',4$ bredd och $28^{\circ} 28',6$ längd.

I den emellan Lavansaari och parallellin $59^{\circ} 40',0$ liggande delen av Finska viken utmed en linje, som på ett avstånd av två sjömil från gränsen av Socialistiska Rådsrepublikernas Förbunds territorialvatten löper

27° 48',2 sijaitsevasta pisteestä leveydellä 59° 40',0 ja pituudella 27° 46',8 sijaitsevaan pisteeseen.

Muistutus. Kaikki pituudet on laskettu Greenwichistä.

2 artikla.

Ensimmäisessä artiklassa mainitut rajat on merkitty tähän sopimukseen liitetyille venäläisille merikorteille N :t 1476 ja 1492 Suomelle kuuluvat sinisellä ja Sosialististen Neuvostotasavaltaan Liitolle kuuluvat punaisella värillä.

Jos teksti ja kartat ovat keskenään ristiriitaisia, on tekstillä ratkaiseva merkitys.

3 artikla.

Sopimuspuolet ovat yksimielisiä siitä että tämän sopimuksen 1 artiklassa määrätyillä tullivalvonta-alueilla salakuljetusta harjoittavaa tai siitä epäiltävää alusta voi ajaa takaa ja sen voi pidättää sen maan vartioalue, jolle tullivalvonta-alue kuuluu, myöskin tämän alueen ulkopuolella.

Takaa-ajo ja pidätys ei kuitenkaan saa tapahtua toisen sopimuspuolen aluevesillä eikä tullivalvonta-alueella.

Laivan päällikkö, joka on keskeyttänyt takaa-ajon tämän artiklan 2 momentin määräyksen mukaisesti, laatii tästä asiakirjan, jonka hän ja kaksi miehistön jäsentä allekirjoittavat ja jossa seikkaperäisesti selostetaan kaikki asianhaarat. Tämä asiakirja lähetetään diplomaattista tietä toisen sopimuspuolen asianomaisille viranomaisille, jotka ryhtyvät asiasta ehkä aiheutuviin toimenpiteisiin.

Muistutus. Vartioaluksilla tarkoitetaan kaikenlaisia sekä suuria että pieniä aluksia, joille lippuvaltion lakien ja määräysten mukaisesti kuuluu salakuljetuksen torjuminen.

4 artikla.

Sopimuspuolet eivät vastusta sitä, että kumpikin niistä soveltaa oman vartiolaivansa tämän sopimuksen perusteella pidättämiin aluksiin, tavaroihin ja henkilöihin omia lakejaan, aseuksiaan ja määräyksiään.

från en punkt belägen på 59° 54',9 bredd och 27° 48',2 längd till en punkt belägen på 59° 40',0 bredd och 27° 46',8 längd.

Anmärkning. Alla längder äro räknade från Greenwich.

Artikel 2.

De i artikel 1 omnämnda gränserna äro utmärkta å denna konvention bilagda ryska sjökort N :ris 1476 och 1492 för Finlands vidkommande med blå samt Socialistiska Rådsrepublikernas Förbunds med röd färg.

Om text och sjökort icke överensstämma med varandra, äger texten vitsord.

Artikel 3.

De fördragsslutande parterna äro ense därom att fartyg, som å de i 1 artikeln av denna konvention fastställda tullbevakningsområdena syssla med smuggling eller misstänkas därför, kunna även utanför detta område förföljas och anhållas av det lands bevakningsfartyg, vartill tullbevakningsområdet hör.

Förföljandet och anhållandet kan dock icke ske på den andra fördragsslutande partens territorialvatten eller tullbevakningsområde.

Befälhavare å fartyg, som enligt bestämmelsen i andra momentet av denna artikel avbrutit förföljandet, upprättar däröver särskild handling, vilken han jämte två man av besättningen undertecknar och vari utförligt redogöres för händelseförloppet. Denna handling översändes på diplomatisk väg till vederbörande myndighet i den andra fördragsslutande staten för vidtagande av möjlig åtgärd.

Anmärkning. Med bevakningsfartyg avses varje såväl större som mindre farkost, som har till uppgift att med stöd av flaggstatens lagar och bestämmelser bekämpa smuggling.

Artikel 4.

De fördragsslutande parterna motsätta sig icke att vardera tillämpar sina egna lagar, förordningar och bestämmelser å farkoster, varor och personer, som i kraft av denna konvention anhållits av egna bevakningsfartyg.

5 artikla.

Salakuljetuksen torjumisen molemminpuoliseksi helpoittamiseksi Suomen tulliviranomaiset ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton rajaviranomaiset välittömästi vaihtavat saamia tietoja, jotka voivat olla hyödyksi toiselle sopimuspuolelle.

Nämä tiedot osoitetaan Sosialististen Neuvostotasavaltain Liitossa Leningradin sotilaspiirin rajavartiohallituksen päällikölle Leningradiin ja Suomessa tullihallitukselle Helsinkiin.

6 artikla.

Sopimuspuolet suostuvat tarpeen vaatiessa käsittelemään erikoisissa konferensseissa kysymyksiä, joita tämän sopimuksen soveltaminen saattaa aiheuttaa.

7 artikla.

Tämä sopimus on ratifioitava. Ratifioimisasiakirjain vaihto tapahtuu Helsingissä mahdollisimman pian.

8 artikla.

Tämä sopimus tulee voimaan kuukauden kuluttua ratifioimisasiakirjain vaihtamisesta lukien ja pysyy voimassa siksi kunnes yksi vuosi on kulunut siitä päivästä, kun jompikumpi sopimusvaltioista on sen irtisanonut.

9 artikla.

Tämä sopimus on laadittu kahtena suomen-, ruotsin- ja venäjänkielisenä kappaleena ja ovat kaikki tekstit yhtä todistusvoimaisia.

Edelläolevan vakuudeksi ovat kummankin sopimuspuolen valtuutetut allekirjoittaneet ja sineteillään vahvistaneet tämän sopimuksen.

Tehtiin ja allekirjoitettiin Moskovassa huhtikuun 13 päivänä 1929.

(L. S.) A. AHONEN.
(L. S.) Wille POPPIUS.
(L. S.) STOMONIAKOFF.
(L. S.) VINOKUR.
(L. S.) KOLTCHANOVSKI.

Artikel 5.

I avsikt att ömsesidigt underlätta bekämpandet av smuggling meddela Finlands tullmyndigheter och Socialistiska Rådsrepublikernas Förbunds gränsbevakningsmyndigheter varandra direkt sådana upplysningar, som kunna vara till nytta för den andra fördragsslutande parten.

Dessa meddelanden skola så vitt det gäller Socialistiska Rådsrepublikernas Förbund tilländas chefen för gränsbevakningsstyrelsen i Leningrads militärdistrikt, Leningrad, samt beträffande Finland tullstyrelsen, Helsingfors.

Artikel 6.

De fördragsslutande parterna överenskomma att vid behov vid särskilda konferenser handlägga frågor, vartill tillämpningen av denna konvention kan föranleda.

Artikel 7.

Denna konvention skall ratificeras. Ratifikationsurkundena skola utväxlas i Helsingfors snarast möjligt.

Artikel 8.

Denna konvention träder i kraft en månad efter det ratifikationsurkunderna blivit utväxlade och är gällande intill dess ett år förflutit från den dag, då någondera av de fördragsslutande staterna uppsagt densamma.

Artikel 9.

Denna konvention är upprättad i två exemplar på finska, svenska och ryska språken och äga samtliga texter samma giltighet.

Till bekräftande av ovanstående hava vardera fördragsslutande partens befullmäktigade ombud undertecknat denna konvention och försett densamma med sina sigill.

Upprättad och undertecknad i Moskva den 13 april 1929.

(L. S.) A. AHONEN.
(L. S.) Wille POPPIUS.
(L. S.) STOMONIAKOFF.
(L. S.) VINOKUR.
(L. S.) KOLTCHANOVSKI.

PÄÄTÖSPÖYTÄKIRJA.

Allekirjoittaessaan tänään Suomen Tasavallan ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton välisen tullivalvontaa Suomenlahdella koskevan sopimuksen ovat sopimuspuolten valtuutetut sopineet seuraavasta :

1. Tässä sopimuksessa edellytetyn tullivalvontaoikeuden käyttäminen ei tietenkään saa estää tai vaikeuttaa *a)* kalastuksen harjoittamista aluevesien ulkopuolella *b)* laillista meriliikennettä, erikoisesti itäpuolella meridianin 27° olevien Suomelle kuuluvien saarten kesken tai niiden ja Suomen mantereen välillä ja *c)* kummankaan sopimuspuolen toisen sopimuspuolen aluevesillä nauttimia merenkulkuoikeuksia.

2. Jos jompikumpi sopimuspuoli sopii jonkun muun valtion tai useampien valtioiden kanssa kapeammista tullivalvontaluista, kuin mitä yllämainitun sopimuksen ensimmäisessä artiklassa on mainittu, tulevat nämä kapeammat tullivalvontaluudet samalla voimaan toisen sopimuspuolen suhteen.

Tämä päätöspöytäkirja, joka on liitetty Suomen Tasavallan ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton väliseen tullivalvontaa Suomenlahdella koskevaan sopimukseen, on tehty kahtena kappaleena suomen-, ruotsin- ja venäjänkielellä ja ovat kaikki tekstit yhtä todistusvoimaisia.

MOSKOVASSA, huhtikuun 13 päivänä 1929.

A. AHONEN.
Wille POPPIUS.
STOMONIAKOFF.
VINOKUR.
KOLTCHANOVSKI.

SLUTPROTOKOLL.

Vid undertecknandet denna dag av konventionen mellan Republiken Finland och Socialistiska Rådsrepublikernas Förbund angående tullbevakningen i Finska viken hava de fördragsslutande parternas befullmäktigade ombud överenskommit om följande :

1. Tillämpningen av den i denna konvention avsedda rätten till tullbevakning kan givetvis icke förhindra eller försvåra *a)* idkandet av fiske utanför territorialvattnen, *b)* den lagliga sjöfarten, särskilt mellan de österom meridianen 27° liggande Finland tillhörande öarna eller mellan dessa och det finska fastlandet och *c)* de sjöfartsrättigheter, vilka vardera fördragsslutande parten åtnjuter å den andra fördragsslutande partens territorialvatten.

2. Träffar någondera av de fördragsslutande parterna överenskommelse med en eller flere andra makter angående smalare tullbevakningsområden än vad i första artikeln av ovanberörda konvention omnämnts, komma dessa smalare tullbevakningsområden att samtidigt bliva gällande jämväl för den andra fördragsslutande parten.

Detta slutprotokoll, som fogats till konventionen mellan Republiken Finland och Socialistiska Rådsrepublikernas Förbund angående tullbevakningen i Finska viken, är upprättat i två exemplar på finska, svenska och ryska språken och äga samtliga texter samma giltighet.

MOSKVA, den 13 april 1929.

A. AHONEN.
Wille POPPIUS.
STOMONIAKOFF.
VINOKUR.
KOLTCHANOVSKI.

PÖYTÄKIRJA.

Suomen Tasavallan hallituksen ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton hallituksen siihen asianmukaisesti valtuuttamina allekirjoittaneet ovat tänään sopineet seuraavasta :

I artikla.

Helsingissä heinäkuun 28 päivänä 1923 Suomen ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton välillä tehty, järjestyksen ylläpitämistä aluevesien ulkopuolella olevassa Suomenlahden osassa sekä merenkulkulaitosten ylläpitämistä ja luotsipalvelusta mainitulla lahdella koskeva sopimus¹ on katsottava tulleen muutetuksi Suomen ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton välillä tänään tehdyllä tullivalvontaa Suomenlahdella koskevalla sopimuksella sikäli, että viimeksi mainitussa sopimuksessa määrätyillä tullivalvonta-alueillaan Suomi ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liitto harjoittavat myöskin ensiksi mainitun sopimuksen mukaan toiselle sopimuspuolelle kuuluvaa meriliikennevalvontaa, mikä sopimuspuoli luopuu tästä oikeudestaan edellä mainituilla tullivalvonta-alueilla.

Tämän mukaisesti Suomi luopuu myös harjoittamasta alkoholitavarain salakuljetuksen ehkäisemistä tarkoittavaa valvontaansa Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton tullivalvonta-alueella Seiväston matalikkojen luona Suuren kulkuväylän pohjoisen rajan pohjoispuolella, josta valvonnasta tulee huolehtimaan Sosialististen Neuvostotasavaltain Liitto, kuten muuten käy ilmi Helsingissä elokuun 19 päivänä 1925² Viron, Suomen ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton kesken tehdyn sopimuksen 1 kohdasta, jonka mukaan Suomen ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton alkoholitavarain salakuljetuksen ehkäisemistä tarkoitaviin valvonta-alueisiin kuuluvat ne Suomenlahden osat, joissa kumpikin valtio harjoittaa meriliikennevalvontaansa.

PROTOKOLL.

Undertecknade, därtill av Republiken Finlands och Socialistiska Rådsrepublikernas Förbunds respektive regeringar behörigen befullmäktigade, hava denna dag enats om följande :

Artikel 1.

Den i Helsingfors den 28 juli 1923 mellan Finland och Socialistiska Rådsrepublikernas Förbund avslutade konventionen¹ angående ordningens upprätthållande i den utan för territorialvattnen liggande delen av Finska viken samt angående upprätthållande av sjöfartsfartsanläggningar och om lotstjänst i omfördälda vik, bör genom den mellan Finland och Socialistiska Rådsrepublikernas Förbund denna dag avslutade konventionen angående tullbevakningen i Finska viken anses hava blivit ändrad sålunda, att Finland och Socialistiska Rådsrepublikernas Förbund å sina i sistsagda konvention fastställda tullbevakningsområden hava jämväl den uppsikt över navigationen, som enligt förstsagda konvention tillkommer den andra fördragsslutande parten, vilken avsäger sig denna sin rätt å förberörda tullbevakningsområden.

I överensstämmelse härmed avstår Finland jämväl från sin rätt att upprätthålla bevakning för motarbetande av smuggling med alkoholvaror å Socialistiska Rådsrepublikernas Förbunds tullbevakningsområde invid Seivästo bank norrom Stora farledens norra gräns, vilken bevakning kommer att handhavas av Socialistiska Rådsrepublikernas Förbund, på sätt även framgår av bestämmelserna i mom. 1 i den i Helsingfors den 19 august 1925 mellan Estland, Finland och Socialistiska Rådsrepublikernas Förbund träffade överenskommelsen², enligt vilken till Finlands och Socialistiska Rådsrepublikernas Förbunds bevakningsområden beträffande motarbetande av smugglingen med alkoholvaror höra de delar av Finska viken, å vilka vardera staten håller uppsikt över navigationen.

¹ Vol. XXXII, page 101, de ce recueil.

² Vol. XLII, page 73 ; vol. XLV, page 183 ; vol. LIX, page 379 ; vol. LXXXVIII, page 327, et vol. XCII, page 377, de ce recueil.

¹ Vol. XXXII, page 101, of this Series.

² Vol. XLII, page 73 ; Vol. XLV, page 183 ; Vol. LIX, page 379 ; Vol. LXXXVIII, page 327, and Vol. XCII, page 377, of this Series.

2 artikla.

Tämä pöytäkirja on ratifioitava, ja tulee asiakirjain vaihdon tapahtua Helsingissä samanaikaisesti tänään Moskovassa allekirjoitetun Suomen Tasavallan ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton välisen tullivalvontaa Suomenlahdella koskevan sopimuksen ratifioimisasiakirjain vaihdon kanssa.

3 artikla.

Tämä pöytäkirja tulee voimaan kuukauden kuluttua ratifioimisasiakirjain vaihtamisesta lukien ja pysyy voimassa siksi kunnes Moskovassa tänään allekirjoitettu Suomen Tasavallan ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton välinen tullivalvontaa Suomenlahdella koskeva sopimus lakkaa olemasta voimassa.

4 artikla.

Tämä pöytäkirja on laadittu kahtena suomen-, ruotsin-, ja venäjänkielisenä kappaleena, ja ovat kaikki tekstit yhtä todistusvoimaisia.

Tehtiin ja allekirjoitettiin Moskovassa huhtikuun 13 päivänä 1929.

A. AHONEN.
Wille POPPIUS.
STOMONIAKOFF.
VINOKUR.
KOLTCHANOVSKI.

Artikel 2.

Detta protokoll skall ratificeras, och bör utväxlingen av ratifikationsurkunderna ske i Helsingfors samtidigt med utväxlingen av ratifikationsurkunderna till den i Moskva denna dag undertecknade konventionen mellan Republiken Finland och Socialistiska Rådsrepublikernas Förbund angående tullbevakningen i Finska viken.

Artikel 3.

Detta protokoll träder i kraft en månad efter det ratifikationsurkunderna utväxlats och förblir gällande intill dess den i Moskva denna dag undertecknade konventionen mellan Republiken Finland och Socialistiska Rådsrepublikernas Förbund angående tullbevakningen i Finska viken trätt ur kraft.

Artikel 4.

Detta protokoll är upprättat i två exemplar på finska, svenska och ryska språken och äga samtliga texter samma giltighet.

Upprättat och undertecknat i Moskva den 13 april 1929.

A. AHONEN.
Wille POPPIUS.
STOMONIAKOFF.
VINOKUR.
KOLTCHANOVSKI.

ТЕХТЕ РУССЕ. — RUSSIAN TEXT.

№ 2193. — КОНВЕНЦИЯ МЕЖДУ ФИНЛЯНДСКОЙ РЕСПУБЛИКОЙ И СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК О ТАМОЖЕННОМ НАДЗОРЕ В ФИНСКОМ ЗАЛИВЕ, ПОДПИСАННАЯ В ГОР. МОСКВЕ 13-го АПРЕЛЯ 1929 ГОДА.

Финляндская Республика и Союз Советских Социалистических Республик, руководимые желанием заключить предусмотренную в статье 19 Мирного Договора, подписанного в городе Юрьеве 14 октября 1920 года, Конвенцию о Таможенном Надзоре в Финском Заливе, назначили своими Уполномоченными :

Президент Финляндской Республики :

Действительного Статского Советника Андрея Ахонен и
Вильгельма Поппиус, Главного Директора Таможенного Управления Финляндии.

Центральный Исполнительный Комитет Союза Советских Социалистических Республик,
Бориса Спиридоновича Стомонякова, Члена Коллегии Народного Комиссариата
по Иностранным Дела́м ;

Аркадия Петровича Винокура, Начальника Главного Таможенного Управления
Народного Комиссариата Внешней и Внутренней Торговли и

Николая Петровича Колчановского, Помощника Заведующего Экономическо-
Правовым Отделом Народного Комиссариата по Иностранным Дела́м,

каковые Уполномоченные, по взаимном пред'явлении своих Полномочий, признанных составленными в должной форме и в законном порядке, согласились о нижеследующем :

Статья 1.

Союз Советских Социалистических Республик не препятствует и не будет препятствовать тому, чтобы внешние границы зоны таможенного надзора Финляндии в Финском Заливе проходили следующим образом, считая с запада на восток :

Начиная от меридиана 22° 00',0 долготы по линии, проведенной в расстоянии двух морских миль от границы неразрывных территориальных вод Финляндии, до точки находящейся в широте 60° 01',6 и долготе 26° 46',9 ;

оттуда, по прямой линии, проведенной до точки, находящейся в широте 59° 59',5 и долготе 27° 00',0 ;

оттуда, по прямой линии до пункта, лежащего на меридиане южной оконечности острова Гогланда (Суурсаари), в расстоянии одной морской мили от этой оконечности ;

оттуда, по границе неразрывных территориальных вод Финляндии, до точки находящейся в широте 60° 03',5 и долготе 27° 10',9 ;

оттуда, по прямой линии, до точки находящейся в широте 60° 04',1 и долготе 27° 14',7 ;

оттуда по линии, проведенной в расстоянии двух морских миль от границы неразрывных территориальных вод Финляндии, до точки находящейся в широте 60° 07',3 и долготе 27° 33',3 ;

оттуда, по прямой линии, проведенной до точки находящейся в широте 60° 08',3 и долготе 27° 39',3 ;

оттуда, по границе неразрывных территориальных вод Финляндии до пересечения их параллелью $60^{\circ} 09',9$ широты ;

оттуда, по прямой линии, до точки находящейся в широте $60^{\circ} 10',8$ и долготе $27^{\circ} 53',8$;

оттуда, по линии, проведенной в расстоянии двух морских миль от границы неразрывных территориальных вод Финляндии, до пересечения этой линии с границей территориальных вод Финляндии у острова Нерва ;

оттуда, по границе юго-западной, южной и восточной частей территориальных вод Финляндии у острова Нерва, до точки пересечения этой границы с меридианом $28^{\circ} 00',8$ долготы ;

оттуда, по линии, проведенной в расстоянии двух морских миль от границы неразрывных территориальных вод Финляндии, до точки находящейся в широте $60^{\circ} 07',2$ и долготе $28^{\circ} 51',7$;

оттуда, по прямой линии до точки пересечения границ территориальных вод Финляндии и Союза Советских Социалистических Республик.

Вокруг островов, принадлежащих Финляндии и расположенных вне неразрывных территориальных вод этой страны, исключая остров Нерва, прилегающие к которому таможенные зоны описаны выше, — внешняя граница зоны таможенного надзора Финляндии проходит по границе территориальных вод Финляндии, за исключением части моря, расположенной к западу, югу и востоку от островов Родшер, Малый Тютерс и Большой Тютерс.

Союз Советских Социалистических Республик не препятствует и не будет препятствовать тому, чтобы к западу, югу и востоку от трех упомянутых в предыдущем абзаце островов, внешняя граница зоны таможенного надзора Финляндии проходила по линиям, проведенным следующим образом :

от точки находящейся в широте $59^{\circ} 55',3$ и долготе $26^{\circ} 42',0$, — до точки находящейся в широте $59^{\circ} 47',0$ и долготе $26^{\circ} 49',5$;

от точки находящейся в широте $59^{\circ} 44',2$ и долготе $27^{\circ} 00',0$, — до точки находящейся в широте $59^{\circ} 47',3$ и долготе $27^{\circ} 15',0$.

Финляндия с своей стороны не препятствует и не будет препятствовать тому, чтобы внешние границы зон таможенного Союза Советских Социалистических Республик проходили следующим образом, само собою разумеется, не включая в эти зоны территориальные воды Финляндии к северо-востоку от острова Сескар и к югу от острова Лавансаари :

в части Финского Залива между банками Стирсудденскими и островом Сескар, —

от точки пересечения границ территориальных вод Союза Советских Социалистических Республик и Финляндии, по прямой линии, до точки находящейся в широте $60^{\circ} 07',2$ и долготе $28^{\circ} 51',7$;

оттуда, к северу по внешней границе зоны таможенного надзора Финляндии, до точки находящейся в широте $60^{\circ} 09',7$ и долготе $28^{\circ} 48',7$;

оттуда по прямой линии, до точки находящейся в широте $60^{\circ} 04',4$ и долготе $28^{\circ} 28',6$.

В части Финского Залива между островом Лавансаари и параллелью $59^{\circ} 40',0$ широты по линии, проходящей в расстоянии двух морских миль от границы территориальных вод Союза Советских Социалистических Республик, от точки находящейся в широте $59^{\circ} 54',9$ и долготе $27^{\circ} 48',2$, и до точки находящейся в широте $59^{\circ} 40',0$ и долготе $27^{\circ} 46',8$.

Примечание : Все долготы взяты от Гринвича.

Статья 2.

Упомянутые в статье Первой границы нанесены на приложенные к настоящей Конвенции русские морские карты № № 1476 и 1492 синим цветом — поскольку то касается Финляндии и красным цветом — поскольку то касается Союза Советских Социалистических Республик.

В случае разногласия между текстом и картами, преимущество будет отдано тексту.

Статья 3.

Договаривающиеся Стороны согласны в том, что судно, занимающееся контрабандой в зонах, определенных в статье Первой настоящей Конвенции или же подозреваемое в таковой, может быть преследуемо и задерживаемо сторожевым кораблем той страны, которой принадлежит данная таможенная зона, также и вне этой зоны.

Однако, такое преследование и задержание не могут иметь места в территориальных водах и в таможенных зонах другой Договаривающейся Стороны.

Командир корабля, прекратившего преследование в порядке абзаца второго настоящей статьи, составит в таком случае Акт, подписываемый им и двумя членами экипажа, с подробным изложением в этом документе всех обстоятельств дела. Этот Акт пересылается в дипломатическом порядке подлежащим властям другой Договаривающейся Стороны, которые будут принимать могущие быть этим вызванными меры.

Примечание: Под «сторожевым кораблем» подразумеваются всякого рода корабли и мелкие суда, на которые законами и распоряжениями страны их флага возложена борьба с контрабандой.

Статья 4.

Договаривающиеся Стороны не будут возражать против применения каждой из них ее законов, постановлений и распоряжений к судам, товарам и лицам, задержанным ее сторожевыми кораблями в силу настоящей Конвенции.

Статья 5.

В целях взаимного облегчения дела борьбы с контрабандой, Таможенные власти Финляндии и пограничные власти Союза Советских Социалистических Республик будут непосредственно обмениваться имеющимися у них сведениями, могущими быть полезными другой Договаривающейся Стороне.

Эти сведения будут адресовываться : в Финляндии — Таможенному Управлению в городе Гельсингфорсе и в Союзе Советских Социалистических Республик — Начальнику Управления Пограничной Охраны Ленинградского Военного Округа в городе Ленинграде.

Статья 6.

Договаривающиеся Стороны согласны, если это представится необходимым, обсуждать на специальных конференциях вопросы, могущие возникнуть при практическом применении настоящей Конвенции.

Статья 7.

Настоящая Конвенция подлежит ратификации. Обмен ратификационными грамотами состоится в городе Гельсингфорсе, в возможной скорости.

Статья 8.

Настоящая Конвенция вступает в силу через месяц после обмена ратификационными грамотами, и остается в силе впредь до истечения одного года со дня заявления одного из Договаривающихся Государств об отказе от нее.

Статья 9.

Настоящая Конвенция составлена в двух экземплярах на финском, шведском и русском языках каждый, причем все три текста имеют одинаковую силу.

В удостоверение всего вышеизложенного, Уполномоченные обоих Договаривающихся Сторон подписали настоящую Конвенцию и скрепили ее своими печатями.

Составлена и подписана в городе Москве «13» апреля 1929 года.

(М. П.) А. Анопен.

(М. П.) Б. Стомоняков.

(М. П.) Wille Porrius.

(М. П.) Винокур.

(М. П.) Колчановский.

ЗАКЛЮЧИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ.

Приступая сего числа к подписанию Конвенции между Финляндской Республикой и Союзом Советских Социалистических Республик о Таможенном Надзоре в Финском Заливе, Уполномоченные обоих Договаривающихся Сторон согласились о нижеследующем :

1. Использование предусмотренного вышеупомянутой Конвенцией права таможенного надзора, само собою разумеется, не может препятствовать или наносить ущерб а) производству рыбной ловли вне территориальных вод, б) законным морским сообщениям, в частности между расположенными к востоку от меридиана 27°, принадлежащими Финляндии островами, а равно между этими островами и материком Финляндии, и в) правам морских сообществ, которыми каждая из Договаривающихся Сторон пользуется в территориальных водах другой Договаривающейся Стороны.

2. В случае установления одною из Договаривающихся Сторон, по соглашению с каким либо третьим государством или государствами, таможенных зон, имеющих меньшее протяжение, считая от берега, чем зоны,

описанные в статье первой вышеупомянутой Конвенции, такие суженные зоны будут, тем самым, установлены и для ее отношений с другой Договаривающейся Стороной.

Настоящий Заключительный Протокол, прилагаемый к Конвенции между Финляндской Республикой и Союзом Советских Социалистических Республик о Таможенном Надзоре в Финском Заливе, составлен в двух экземплярах на финском, шведском и русском языках каждый, причем все три текста имеют одинаковую силу.

Москва, «13» апреля 1929 года.

А. Анопен.
Wille Porrius.

Б. Стомоняков.
Винокур.
Колчановский.

ПРОТОКОЛ.

Нижеподписавшиеся, надлежаще на то уполномоченные Правительством Финляндской Республики и, соответственно, Правительством Союза Советских Социалистических Республик, согласились сего числа о нижеследующем :

Статья 1.

Заключенное в городе Гельсингфорсе, 28 июля 1923 года, Соглашение между Финляндией и Союзом Советских Социалистических Республик о поддержании порядка в части Финского Залива вне черты территориальных вод и о содержании мореходных сооружений и лоцманской службе в этом Заливе, следует считать измененным заключенной сего числа между Финляндией и Союзом Советских Социалистических Республик Конвенцией о Таможенном Надзоре в Финском Заливе, в том смысле, что в предусмотренных означенной Конвенцией зонах своего таможенного надзора, Финляндия и Союз Советских Социалистических Республик осуществляют, соответственно, также навигационный надзор, предоставленный по вышеупомянутому Соглашению другой Договаривающейся Стороне, каковая от этого своего права в указанных выше таможенных зонах — отказывается.

В соответствии с этим, Финляндия отказывается также от осуществления своего против-алкогольного надзора в зоне таможенного надзора Союза Советских Социалистических Республик, у Стирсуденских банок, расположенных к северу от северной кромки Большого Корабельного Фарватера, каковой против-алкогольный надзор будет осуществляться Союзом Советских Социалистических Республик, как то впрочем, и вытекает из пункта I заключенного в городе Гельсингфорсе 19 августа 1925 года, Эстонией, Финляндией и Союзом Советских Социалистических Республик, Соглашения, согласно каковому к зонам против-алкогольного надзора Финляндии и Союза Советских Социалистических Республик принадлежат те части Финского Залива, в которых каждое из этих двух государств осуществляет свой навигационный надзор.

Статья 2.

Настоящий Протокол подлежит ратификации и обмен ратификационными грамотами должен состояться в городе Гельсингфорсе, одновременно с обменом ратификационными грамотами подписанной сего числа в городе Москве Конвенции между Финляндской Республикой и Союзом Советских Социалистических Республик о Таможенном Надзоре в Финском Заливе.

Статья 3.

Настоящий Протокол вступает в силу по истечении одного месяца, считая со дня обмена ратификационными грамотами, и останется в силе впредь до прекращения действия подписанной сего числа, в городе Москве, Конвенции между Финляндской Республикой и Союзом Советских Социалистических Республик о Таможенном Надзоре в Финском Заливе.

Статья 4.

Настоящий Протокол составлен в двух экземплярах на финском, шведском и русском языках каждый, причем все три текста имеют одинаковую силу.

Составлен и подписан в городе Москве «13» апреля 1929 года.

А. Анопен.
Wille Porrius.

Б. Стомоняков.
Винокур.
Колчановский.

¹ TRADUCTION.

N^o 2193. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, CONCERNANT LA SURVEILLANCE DOUANIÈRE DANS LE GOLFE DE FINLANDE. SIGNÉE A MOSCOU, LE 13 AVRIL 1929.

LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, désireuses de conclure la convention, mentionnée à l'article 19 du Traité de paix conclu entre les deux pays le 14 octobre 1920 à Dorpat, au sujet de la surveillance douanière dans le golfe de Finlande, ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

Antti AHONEN, conseiller d'Etat ;
Wille POPPIUS, directeur général des Douanes ;

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

Boris Spiridonovitch STOMONIAKOFF ;
membre du Collège du Commissariat aux Affaires étrangères ;
Arkadi Petrovitch VINOKUR, chef de la Direction générale des Douanes au Commissariat du Commerce extérieur et intérieur ;
Nicolai Petrovitch KOLTCHANOVSKI, chef adjoint de la Section économique et juridique au Commissariat des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

¹ TRANSLATION.

No. 2193. — CONVENTION BETWEEN THE FINNISH REPUBLIC AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, REGARDING CUSTOMS SUPERVISION IN THE GULF OF FINLAND. SIGNED AT MOSCOW, APRIL 13, 1929.

THE FINNISH REPUBLIC and THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, being desirous of concluding the Convention regarding Customs Supervision in the Gulf of Finland referred to in Article 19 of the Treaty of Peace signed at Dorpat on October 14, 1920, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE FINNISH REPUBLIC :

M. Antti AHONEN, Councillor of State ; and
M. Wille POPPIUS, Director-General of the Finnish Customs Department ;

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

M. Boris Spiridonovitch STOMONIAKOFF, Member of the Board of the Peoples Commissariat for Foreign Affairs ;
M. Arkadi Petrovitch VINOKUR, Head of the Chief Customs Administration of the People's Commissariat for Home and Foreign Trade ; and
M. Nikolai Petrovitch KOLTCHANOVSKI, Deputy-Director of the Economic and Legal Section of the People's Commissariat for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article premier.

L'Union des Républiques soviétistes socialistes ne s'oppose ni ne s'opposera à ce que les limites extérieures de la zone finlandaise de surveillance douanière dans le golfe de Finlande soient tracées comme suit, de l'ouest à l'est :

A partir du 22^e méridien, suivant une ligne longeant, à la distance de deux milles marins la limite des eaux territoriales continues de la Finlande jusqu'en un point situé par 60° 01',6 de latitude et 26° 46',9 de longitude ;

Puis en ligne droite jusqu'en un point situé par 59° 59',5 de latitude et 27° 00',0 de longitude ;

Puis en ligne droite jusqu'en un point situé sur le méridien passant par la pointe méridionale de Suursaari (Hogland), à un mille marin au sud de cette pointe ;

Puis suivant la limite des eaux territoriales continues de la Finlande jusqu'en un point situé par 60° 03',5 de latitude et 27° 10',9 de longitude ;

Puis en ligne droite jusqu'en un point situé par 60° 04',1 de latitude et 27° 14',7 de longitude ;

Puis suivant une ligne longeant à la distance de deux milles marins, la limite des eaux territoriales continues de la Finlande jusqu'en un point situé par 60° 07', 3 de latitude et 27° 33',3 de longitude ;

Puis en ligne droite jusqu'en un point situé par 60° 08',3 de latitude et 27° 39',3 de longitude ;

Puis suivant la limite des eaux territoriales continues de la Finlande jusqu'en un point où cette limite coupe le parallèle 60° 09',9 ;

Puis en ligne droite jusqu'en un point situé par 60° 10',8 de latitude et 27° 53',8 de longitude ;

Puis suivant une ligne longeant à la distance de deux milles marins la limite des eaux territoriales continues de la Finlande jusqu'au point d'intersection de cette ligne et de la limite des eaux territoriales près de l'île Narvi ;

Puis suivant la limite des parties sud-ouest, sud et est des eaux territoriales de la Finlande près de l'île Narvi jusqu'au point d'intersection de cette limite et du méridien 28° 00',8 ;

Puis suivant une ligne longeant à la distance de deux milles marins la limite des eaux territoriales continues de la Finlande jusqu'en un

Article I.

The Union of Soviet Socialist Republics has, and will raise, no objections to the outer boundaries of the Finnish Customs supervision zone in the Gulf of Finland being traced as follows, from west to east :

Starting from longitude 22° East, along a line, drawn at a distance of two nautical miles from the boundary of the continuous territorial waters of Finland, to a point situated in latitude 60° 01'6 North and longitude 26° 46'9 East ;

Thence, in a straight line, to a point situated in latitude 59° 59'5 North and longitude 27° 00'0 East ;

Thence, in a straight line, to a point situated on the longitude of the southern extremity of Hogland (Suursaari) Island at a distance of one nautical mile from such extremity ;

Thence, along the boundary of the continuous territorial waters of Finland to a point situated in latitude 60° 03'5 North and longitude 27° 10'9 East ;

Thence, in a straight line, to a point situated in latitude 60° 04'1 North and longitude 27° 14'7 East ;

Thence, along a line, drawn at a distance of two nautical miles from the boundary of Finnish continuous territorial waters, to a point situated in latitude 60° 07'3 North and longitude 27° 33'3 East ;

Thence, in a straight line, to a point situated in latitude 60° 08'3 North and longitude 27° 39'3 East ;

Thence, along the boundary of Finnish continuous territorial waters to their intersection by the parallel of latitude 60° 09'9 North ;

Thence, in a straight line, to a point situated in latitude 60° 10'8 North and longitude 27° 53'8 East ;

Thence, along a line, drawn at a distance of two nautical miles from the boundary of Finnish continuous territorial waters to the point where this line intersects the boundary of Finnish territorial waters at the Island of Narvi ;

Thence, along the boundary of the southwestern, southern and eastern section of Finnish territorial waters at the Island of Narvi, to the point where this boundary intersects the meridian of longitude 28° 00'8 East ;

Thence, along a line, drawn at a distance of two nautical miles from the boundary of Finnish continuous territorial waters, to a point

point situé par $60^{\circ} 07',2$ de latitude et $28^{\circ} 51',7$ de longitude ;

Puis en ligne droite jusqu'au point d'intersection des limites des eaux territoriales de la Finlande et de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Autour des îles finlandaises situées en dehors des eaux territoriales continues de la Finlande, sauf l'île Narvi autour de laquelle la zone de surveillance douanière a été décrite ci-dessus, la limite extérieure de la zone de surveillance douanière de la Finlande suit la limite des eaux territoriales finlandaises à l'exception de la partie de la mer située à l'ouest, au sud et à l'est de l'île de Ruuskeri (*Rödsjär*) et de la petite et de la grande Tytärsaari.

L'Union des Républiques soviétistes socialistes ne s'oppose ni ne s'opposera à ce que la limite extérieure de la zone de surveillance douanière de la Finlande à l'ouest, au sud et à l'est des trois îles mentionnées à l'alinéa précédent suive des lignes tracées comme suit :

A partir d'un point situé par $59^{\circ} 55',3$ de latitude et $26^{\circ} 42',0$ de longitude jusqu'en un point situé par $59^{\circ} 47',0$ de latitude et $26^{\circ} 49',5$ de longitude ;

A partir d'un point situé par $59^{\circ} 44',2$ de latitude et $27^{\circ} 00',0$ de longitude jusqu'en un point situé par $59^{\circ} 47',3$ de latitude et $27^{\circ} 15',0$ de longitude.

La Finlande, pour sa part, ne s'oppose ni ne s'opposera à ce que les limites extérieures de la zone de surveillance douanière de l'Union des Républiques soviétistes socialistes soient tracées comme suit, ces limites ne pouvant naturellement s'étendre à l'intérieur des eaux territoriales de la Finlande au nord-est de Seiskari et au sud de Lavansaari :

Dans la partie du golfe de Finlande située entre le banc de Seivästö (Styrsudd) et l'île Seiskari ;

A partir du point d'intersection des limites des eaux territoriales de la Finlande et de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, en ligne droite jusqu'en un point situé par $60^{\circ} 07',2$, de latitude et $28^{\circ} 51',7$ de longitude ;

Puis, vers le nord, suivant la limite extérieure de la zone de surveillance douanière de la Finlande jusqu'en un point situé par $60^{\circ} 09',7$ de latitude et $28^{\circ} 48',7$ de longitude ;

Puis en ligne droite jusqu'en un point situé par $60^{\circ} 04',4$ de latitude et $28^{\circ} 28',6$ de longitude ;

Dans la partie du golfe de Finlande située entre Lavansaari et le parallèle $59^{\circ} 40',0$,

situé en latitude $60^{\circ} 07',2$ North and longitude $28^{\circ} 51',7$ East ;

Thence, in a straight line to the point of intersection of the boundaries of the territorial waters of Finland and the Union of Soviet Socialist Republics.

Around the islands belonging to Finland and situated outside the continuous territorial waters of the latter country, with the exception of Narvi — the Customs zones around which have been described above — the outer boundary of the Finnish Customs supervision zone follows the boundary of Finnish territorial waters, except for that part of the sea situated to the west, south and east of the islands of Ruuskeri (*Rödsjär*), Lilla Tytärsaari.

The Union of Socialist Soviet Republics does, and will raise, no objections to the outer boundary of the Finnish Customs supervision zone to the west, south and east of the three islands mentioned in the above paragraph, following lines traced as follows :

From a point situated in latitude $59^{\circ} 55',3$ North and longitude $26^{\circ} 42',0$ East to a point situated in latitude $59^{\circ} 47',0$ North and longitude $26^{\circ} 49',5$ East ;

From a point situated in latitude $59^{\circ} 44',2$ North and longitude $27^{\circ} 00',0$ East to a point situated in latitude $59^{\circ} 47',3$ North and longitude $27^{\circ} 15',0$ East.

On its part, Finland does and will raise no objections to the outer boundaries of the Customs supervision zones of the Union of Soviet Socialist Republics being traced as follows, it being understood that these zones do not include the Finnish territorial waters north-east of Seiskari and south of Lavansaari Islands ;

In that part of the Gulf of Finland between the Seivästö (Styrsudd) Banks and Seiskari Island ;

From the point of intersection of the boundaries of the territorial waters of the Union of Soviet Socialist Republics and Finland, in a straight line, to a point situated in latitude $60^{\circ} 07',2$ North and longitude $28^{\circ} 51',7$ East ;

Thence northwards, along the outer boundary of the Finnish Customs supervision zone, to a point situated in latitude $60^{\circ} 09',7$ North and longitude $28^{\circ} 48',7$ East ;

Thence in a straight line to a point situated in latitude $60^{\circ} 04',4$ North and longitude $28^{\circ} 28',6$ East ;

In the section of the Gulf of Finland, between Lavansaari Island and the parallel of latitude

suivant une ligne longeant à la distance de deux milles marins la limite des eaux territoriales de l'Union des Républiques soviétistes socialistes à partir d'un point situé par 59° 54',9 de latitude et 27° 48',2 de longitude jusqu'en un point situé par 59° 40',0 de latitude et 27° 46',8 de longitude.

Observation : Toutes les longitudes sont calculées par rapport à Greenwich.

Article 2.

Les limites spécifiées à l'article premier sont indiquées sur les cartes marines russes N^{os} 1476 et 1492 annexées à la présente convention, en bleu pour la Finlande et en rouge pour l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

En cas de divergence entre le texte et les cartes marines, le texte fera foi.

Article 3.

Les Parties contractantes conviennent que les bateaux se livrant à la contrebande dans l'une des zones de surveillance douanière spécifiées à l'article premier de la présente convention, ou soupçonnés de s'y livrer, pourront être poursuivis et arrêtés, même en dehors de cette zone, par le garde-côtes du pays auquel appartient la zone en question.

La poursuite et l'arrestation ne pourront toutefois avoir lieu dans les eaux territoriales ou dans la zone de surveillance douanière de l'autre partie contractante.

Le commandant du garde-côtes qui, se conformant à la stipulation du deuxième alinéa du présent article, interrompra une poursuite, dressera à ce sujet un procès-verbal qu'il signera avec deux hommes de l'équipage et dans lequel il rendra compte en détail des circonstances de l'événement. Ce procès-verbal sera transmis par la voie diplomatique à l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, qui prendra les mesures que comportent les circonstances.

Observation : Le terme garde-côtes désigne tout bâtiment, quelles que soient ses dimensions, chargé de réprimer la contrebande en vertu des lois et règlements de l'Etat dont il porte le pavillon.

59° 40'0 North, along a line running at a distance of two nautical miles from the boundary of the territorial waters of the Union of Soviet Socialist Republics, from a point situated in latitude 59° 54'9 North and longitude 27° 48'2 East to a point situated in latitude 59° 40'0 North and longitude 27° 46'8 East.

Note : All longitudes are reckoned from Greenwich.

Article 2.

The boundaries referred to in Article 1 are marked on the Russian maritime charts Nos. 1476 and 1492 annexed to the present Convention, in blue in the case of Finland and in red in the case of the Union of Soviet Socialist Republics.

Should there be any divergences between the text and the charts, the text shall be regarded as authentic.

Article 3.

The Contracting Parties agree that a vessel engaged in smuggling in the zones defined in Article 1 of the present Convention, or suspected of being so engaged, may be pursued and stopped by the coast-guard vessel of the country to which the Customs zone in question belongs, even beyond the limits of such zone.

Such pursuit and detention, however, may not be effected in the territorial waters and in the Customs zones of the other Contracting Party.

The commander of the vessel which has ceased pursuit, in virtue of paragraph 2 of this Article, shall in such case draw up a statement, signed by himself and by two members of the crew, giving full details of all the circumstances of the case. This statement shall be sent through the diplomatic channel to the competent authorities of the other Contracting Party, who shall take the steps required by the circumstances.

Note : The expression " coast-guard vessel " shall be taken to mean any vessel whether large or small, employed to suppress smuggling under the laws and regulations of the country whose flag it flies.

Article 4.

Les Parties contractantes ne s'opposeront pas à ce que chacune d'elles applique ses propres lois, ordonnances et règlements aux bateaux, marchandises et personnes arrêtés par ses propres gardes-côtes en vertu de la présente convention.

Article 5.

En vue de se faciliter mutuellement la répression de la contrebande, les autorités douanières finlandaises et les autorités chargées de la surveillance des frontières de l'Union des Républiques soviétistes socialistes se communiqueront réciproquement tout renseignement susceptible d'être utile à l'autre Partie contractante.

Ces communications seront adressées, en ce qui concerne l'Union des Républiques soviétistes socialistes, au chef de la Direction des services de surveillance de la frontière, dans le district militaire de Leningrad et, en ce qui concerne la Finlande, à la direction des Douanes à Helsinki.

Article 6.

Les Parties contractantes conviennent de soumettre, le cas échéant, à des conférences spéciales, les questions que pourra soulever l'application de la présente convention.

Article 7.

La présente convention devra être ratifiée. Les instruments de ratification seront échangés à Helsinki aussitôt que possible.

Article 8.

La présente convention prendra effet un mois après l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'un des Etats contractants l'aura dénoncée.

Article 4.

Neither Contracting Party shall make objections to the application by the other Party of its laws, ordinances and regulations to vessels, goods and persons arrested under the terms of the present Convention by the coast-guard vessels of the latter Party.

Article 5.

With a view to reciprocally facilitating the suppression of smuggling, the Finnish Customs authorities and the frontier authorities of the Union of Soviet Socialist Republics shall communicate direct to one another any information likely to be useful to the other Contracting Party.

These communications shall be addressed : in the case of the Union of Soviet Socialist Republics, to the Head of the Frontier Defence Department, Leningrad Military District, Leningrad, and, in the case of Finland, to the Customs Department, Helsingfors.

Article 6.

The Contracting Parties agree that questions which may arise in the practical application of the present Convention shall be discussed, when necessary, at special conferences.

Article 7.

The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at Helsingfors as soon as possible.

Article 8.

The present Convention shall come into force one month after the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force until the expiry of one year from the day on which it is denounced by one of the Contracting States.

Article 9.

La présente convention est établie en deux exemplaires-rédigés en langues finnoise, suédoise et russe, les trois textes faisant également foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux parties contractantes ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait et signé à Moscou, le treize avril mil neuf cent vingt-neuf.

Article 9.

The present Convention is drawn up in duplicate in Finnish, Swedish and Russian, all three texts being equally authentic.

In faith whereof, the Plenipotentiaries of both Contracting Parties have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done and signed at Moscow on the thirteenth day of April, one thousand nine hundred and twenty-nine.

(L. S.) A. AHONEN.
 (L. S.) Wille POPPIUS.
 (L. S.) STOMONIAKOFF.
 (L. S.) VINOKUR.
 (L. S.) KOLTCHANOVSKI.

PROTOCOLE DE CLOTURE

En procédant, ce jour, à la signature de la Convention entre la République de Finlande et l'Union des Républiques soviétistes socialistes concernant la surveillance douanière dans le golfe de Finlande, les plénipotentiaires des Parties contractantes sont convenus des dispositions suivantes :

1^o L'application du droit de surveillance douanière, prévu dans cette convention, ne pourra naturellement empêcher ni entraver *a*) la pêche en dehors des eaux territoriales, *b*) la navigation licite, notamment entre les îles appartenant à la Finlande et situées à l'est du 27^e méridien, ou entre ces îles et le continent finlandais, *c*) l'exercice des droits en matière de navigation dont jouit chacune des Parties contractantes dans les eaux territoriales de l'autre partie.

2^o Au cas où l'une des Parties contractantes conclurait avec un ou plusieurs autres Etats un arrangement instituant une zone de surveillance douanière plus étroite que celle qui se trouve spécifiée au premier article de la convention précitée, cette zone plus étroite deviendra également applicable à l'égard de l'autre Partie contractante.

FINAL PROTOCOL.

On proceeding this day to sign the Convention between the Finnish Republic and the Union of Soviet Socialist Republics regarding Customs Supervision in the Gulf of Finland, the Plenipotentiaries of both Contracting Parties have agreed as follows :

(1) It is understood that enforcement of the right of Customs supervision provided for by the aforesaid Convention may not prevent or impede *(a)* fishing outside territorial waters, *(b)* legitimate navigation, more particularly between the islands belonging to Finland situated east of the 27th meridian, as well as between these islands and the Finnish mainland, and *(c)* the navigation rights enjoyed by each of the Contracting Parties in the territorial waters of the other Contracting Party.

(2) In case one of the Contracting Parties establishes, in agreement with any third State or States whatsoever, Customs zones of smaller extent, reckoned from the shore, than the zones described in Article 1 of the aforesaid Convention, such smaller zones shall *ipso facto* be established in the case of its relations with the other Contracting Party.

Le présent protocole de clôture, annexé à la Convention entre la République de Finlande et l'Union des Républiques soviétistes socialistes concernant la surveillance douanière dans le golfe de Finlande, est établi en deux exemplaires rédigés en langues finnoise, suédoise et russe, les trois textes faisant également foi.

MOSCOU, le treize avril mil neuf cent vingt-neuf.

The present Final Protocol annexed to the Convention between the Finnish Republic and the Union of Soviet Socialist Republics regarding Customs Supervision in the Gulf of Finland is drawn up in duplicate in Finnish, Swedish and Russian, all three texts being equally authentic.

MOSCOW, April the thirteenth, one thousand nine hundred and twenty-nine.

A. AHONEN.
Wille POPPIUS.
STOMONIAKOFF.
VINOKUR.
KOLTCHANOVSKI.

PROTOCOLE

Les soussignés, dûment munis à cet effet de pleins pouvoirs par les Gouvernements respectifs de la République de Finlande et de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, sont convenus, à la date de ce jour, des dispositions suivantes :

Article premier.

La Convention conclue à Helsinki le 28 juillet 1923, entre la République de Finlande et l'Union des Républiques soviétistes socialistes concernant le maintien de l'ordre dans les parties du golfe de Finlande situées en dehors des eaux territoriales et l'entretien des installations maritimes et du pilotage dans ce golfe devra être considérée comme amendée par la convention conclue à la date de ce jour entre la Finlande et l'Union des Républiques soviétistes socialistes concernant la surveillance douanière dans le golfe de Finlande, en ce sens que la Finlande et l'Union des Républiques soviétistes socialistes exerceront également, dans leurs zones de surveillance douanière respectives, telles qu'elles sont déterminées par cette dernière convention, le contrôle de la navigation qui, en vertu de la première convention citée, incombait à l'autre Partie contractante, celle-ci renonçant désormais à ce droit dans lesdites zones.

En conséquence, la Finlande renonce également au droit qu'elle possédait d'exercer une surveillance en vue de la répression de la contrebande des boissons alcooliques dans la zone de

PROTOCOL.

The undersigned, duly authorised to this effect by the Government of the Finnish Republic and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, respectively, have this day agreed as follows :

Article 1.

The Convention, concluded on July 28, 1923, at Helsingfors, between Finland and the Union of Soviet Socialist Republics, regarding the maintenance of order in the parts of the Gulf of Finland situated outside territorial waters, the upkeep of maritime installations and the pilotage service in the Gulf, shall be deemed to have been amended by the Convention concluded this day between Finland and the Union of Soviet Socialist Republics regarding Customs supervision in the Gulf of Finland, in the sense that Finland and the Union of Soviet Socialist Republics, respectively, shall in their Customs supervision zones, as provided for in the above Convention, also exercise the control of navigation assigned by the above-mentioned Convention to the other Contracting Party, which Party hereby renounces such right in the above-mentioned Customs zones.

In pursuance of the foregoing, Finland also agrees to renounce her right to supervise the suppression of the contraband trade in alcohol in the Customs supervision zone of the Union

surveillance douanière de l'Union des Républiques soviétistes socialistes près du banc de Seivästö, au nord de la limite septentrionale du grand chenal ; cette surveillance sera désormais assurée par l'Union des Républiques soviétistes socialistes dans les conditions stipulées à l'alinéa 1 de l'accord conclu à Helsinki le 19 août 1925 entre l'Estonie, la Finlande et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, aux termes duquel les zones de surveillance de la Finlande et de l'Union des Républiques soviétistes socialistes pour la répression de la contrebande des boissons alcooliques, comprennent les parties du golfe de Finlande dans lesquelles chacun des États exerce le contrôle de la navigation.

Article 2.

Le présent protocole devra être ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Helsinki en même temps que les instruments de ratification de la convention conclue à Moscou à la date de ce jour entre la République de Finlande et l'Union des Républiques soviétistes socialistes concernant la surveillance douanière dans le golfe de Finlande.

Article 3.

Le présent protocole prendra effet un mois après l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur jusqu'à l'expiration de la convention conclue à Moscou à la date de ce jour entre la République de Finlande et l'Union des Républiques soviétistes socialistes concernant la surveillance douanière dans le golfe de Finlande.

Article 4.

Le présent protocole est établi en deux exemplaires rédigés en langues finnoise, suédoise et russe, les trois textes faisant également foi.

Fait et signé à Moscou, le treize avril mil neuf cent vingt-neuf.

of Soviet Socialist Republics near the Seivästö (Styrsudd) Banks, situated north of the northern limit of the Main Channel, which supervision shall henceforth be exercised by the Union of Soviet Socialist Republics as stipulated *inter alia*, in paragraph 1 of the Agreement concluded on August 19, 1925, at Helsingfors, between Estonia, Finland and the Union of Soviet Socialist Republics, under which the supervision zones of Finland and the Union* of Soviet Socialist Republics for the suppression of the contraband trade in alcohol include the parts of the Gulf of Finland in which these States respectively exercise control of navigation.

Article 2.

The present Protocol shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Helsingfors at the same time as the instruments of ratification of the Convention concluded this day at Moscow between the Finnish Republic and the Union of Soviet Socialist Republic regarding Customs Supervision in the Gulf of Finland.

Article 3.

The present Protocol shall come into force one month after the instruments of ratification have been exchanged, and shall remain in force until the expiry of the Convention signed this day at Moscow between the Finnish Republic and the Union of Soviet Socialist Republics regarding Customs Supervision in the Gulf of Finland.

Article 4.

The present Convention is drawn up in duplicate in Finnish, Swedish and Russian, all three texts being equally authentic.

Done and signed at Moscow, April the thirteenth, one thousand nine hundred and twenty-nine.

A. AHONEN.
Wille POPPIUS.
STOMONIAKOFF.
VINOKUR.
KOLTCHANOVSKI.

N° 2194.

**ESTONIE, FINLANDE
ET SUÈDE**

Arrangement sur le service téléphonique entre l'Estonie et la Suède par l'intermédiaire de la Finlande. Signé à Tallinn, le 18 mars 1929, à Stockholm, le 14 juin 1929, et à Helsinki, le 30 août 1929.

**ESTONIA, FINLAND
AND SWEDEN**

Agreement regarding Telephone Service between Estonia and Sweden through the intermediary of Finland. Signed at Tallinn, March 18, 1929, at Stockholm, June 14, 1929, and at Helsinki, August 30, 1929.

N° 2194. — ARRANGEMENT¹ SUR LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE L'ESTONIE ET LA SUÈDE PAR L'INTERMÉDIAIRE DE LA FINLANDE. SIGNÉ A TALLINN, LE 18 MARS 1929, A STOCKHOLM, LE 14 JUIN 1929, ET A HELSINKI, LE 30 AOÛT 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 12 novembre 1929.

Article premier.

Un service téléphonique est organisé entre l'Estonie et la Suède par l'intermédiaire des voies de communication établies sur le territoire de la Finlande.

Article 2.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (service téléphonique) du Règlement international (Revision de Paris 1925)² annexé à la Convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg, sont appliquées au service téléphonique entre l'Estonie et la Suède par l'intermédiaire des voies de communication établies sur le territoire de la Finlande sous réserve des précisions et additions suivantes :

SECTION C. LISTE DES ABONNÉS ET DES POSTES PUBLICS.

Paragraphe 4.

Les commandes relatives aux listes d'abonnés (annuaires des téléphones) qui doivent être vendues au public seront adressées à la Direction générale des Postes et des Télégraphes, Tallinn respectivement à la Direction générale des Télégraphes, Stockholm. Ces offices font parvenir le document désiré à la personne intéressée contre remboursement des frais.

SECTION E. CONVERSATIONS PRIVÉES URGENTES.

Paragraphe premier.

Les conversations privées urgentes sont admises.

¹ Entré en vigueur en Finlande le 18 mars 1929.

² Vol. LVII, page 201; vol. LXXVIII, page 489; vol. LXXXVIII, page 347; et vol. XCII, page 396, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2194. — AGREEMENT² REGARDING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN ESTONIA AND SWEDEN THROUGH THE INTERMEDIARY OF FINLAND. SIGNED AT TALLINN, MARCH 18, 1929, AT STOCKHOLM, JUNE 14, 1929, AND AT HELSINKI, AUGUST 30, 1929.

French official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place November 12, 1929.

Article 1.

A telephone service is hereby organised between Estonia and Sweden by connections through Finnish territory.

Article 2.

The provisions laid down in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations (Revision of Paris, 1925)³, annexed to the International Telegraph Convention of St. Petersburg, shall be applied to the telephone service between Estonia and Sweden by means of connections through Finnish territory, subject to the following amplifications and additions :

SECTION C. — LIST OF SUBSCRIBERS AND CALL OFFICES.

Paragraph 4.

Application for lists of subscribers (telephone directories) for sale to the public must be made to the General Directorate of Posts and Telegraphs at Tallinn or to the General Directorate of Telegraphs at Stockholm. These offices, after obtaining payment, will forward the publication direct to the person concerned.

SECTION E. URGENT PRIVATE CALLS.

Paragraph 1.

Urgent private calls are allowed.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force in Finland, March 18, 1929.

³ Vol. LVII, page 201; Vol. LXXVIII, page 489; Vol. LXXXVIII, page 347; and Vol. XCII, page 396, of this Series.

SECTION F. CONVERSATIONS « ÉCLAIRS ».

Paragraphe premier.

Les conversations « éclairs » sont admises.

Paragraphe 3.

La taxe d'une conversation « éclair » est fixée au vingtuple de la taxe afférente à une conversation privée ordinaire échangée durant la même période de taxe.

SECTION G. CONVERSATIONS D'ÉTAT.

Paragraphe premier.

Il existe des conversations d'Etat urgentes et des conversations d'Etat ordinaires.

Paragraphe 2(5).

La durée des conversations d'Etat n'est pas limitée. Toutefois, l'administration de Finlande se réserve le droit de limiter à six minutes la durée des conversations d'Etat ordinaires lorsque ces communications sont établies par l'intermédiaire d'un de ses bureaux.

SECTION H. CONVERSATIONS PAR ABBONNEMENT.

Paragraphe premier (1).

Les conversations par abonnement sont autorisées pendant les périodes de faible trafic, ainsi que pendant les autres périodes.

Paragraphe premier (4).

Les conversations par abonnement sont soumises aux taxes suivantes :

- a) Pendant la période de faible trafic : à la moitié de l'unité de taxe ;
- b) Pendant les autres périodes : au triple de l'unité de taxe.

Paragraphe 2 (1).

Ajouter :

« Le demandeur d'une conversation par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic a la faculté de demander l'exclusion des dimanches et des jours fériés. »

Paragraphe 3.

Pendant les heures de faible trafic, des séances d'abonnement d'une durée supérieure à six minutes peuvent être consenties par les bureaux intéressés, si le trafic à écouler normalement par les circuits à emprunter le permet.

Paragraphe 5.

Le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de trente jours en règle générale mais, à vingt-cinq jours dans les cas où, pour les conversations par abonnement à effectuer pendant des heures de fort trafic (Section H, paragraphe 2 (1) ci-dessus), le demandeur a exigé l'exclusion des dimanches et des jours fériés.

SECTION F. "LIGHTNING" CALLS.

Paragraph 1.

"Lightning" calls are allowed.

Paragraph 3.

The rate for a "lightning" call is fixed at twenty times that for an ordinary private call during the same rate-period.

SECTION G. GOVERNMENT CALLS.

Paragraph 1 (2).

There are urgent Government calls and ordinary Government calls.

Paragraph 2 (5).

No time limit is placed on Government calls. Nevertheless, the Finnish Administration reserves the right to limit the duration of ordinary Government calls to six minutes, when these calls are made through one of its offices.

SECTION H. SUBSCRIPTION CALLS.

Paragraph 1 (1).

Subscription calls are authorised during the periods of light traffic and also during other periods.

Paragraph 1 (4).

Subscription calls are subject to the following charges :

- (a) During the periods of light traffic, half the unit charge ;
- (b) During other periods, three times the unit charge.

Paragraph 2 (1).

Add. :

"Persons applying for subscription rates for calls during the hours of heavy traffic may ask for Sundays and holidays to be excepted."

Paragraph 3.

During periods of light traffic, subscription calls of more than six minutes may be allowed by the offices concerned, if the normal traffic over the lines to be used permits.

Paragraph 5.

The amount of the subscription, which is calculated as a general rule on a mean duration of thirty days, is computed on the basis of twenty-five days when the subscriber has asked that, as regards subscription calls during the hours of heavy traffic (Section H, 2 (1) above), Sundays and holidays shall be excepted.

Paragraphe 6 (2).

Ajouter :

« La conversation supplémentaire est considérée comme une nouvelle conversation (Section L, 1 (1)) et taxée : pendant les heures de fort trafic à l'unité de taxe au moins et pendant les heures de faible trafic aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité au moins. »

Paragraphe 7 (3).

Ajouter :

« Dans le cas où le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de vingt-cinq jours (Section H, paragraphe 2 (1) ci-dessus), le remboursement est fixé au vingt-cinquième de ce montant ou à la partie du vingt-cinquième du montant de l'abonnement correspondant au temps perdu. »

SECTION K. TARIFS. — PERCEPTION DES TAXES.

Paragraphe 3.

ZONES.

Pour la détermination des taxes terminales le territoire de l'Estonie ne comprend qu'une zone.

Le territoire de la Suède est divisé en cinq zones.

Limites des zones suédoises :

La zone A comprend les réseaux situés au sud de 57°30' N, à l'exception des réseaux de l'île de Gotland ;

La zone B 1, comprend les réseaux situés entre 57° 30' N et 61° N et à l'ouest du 15^e méridien de Greenwich ;

La zone B 2, comprend les réseaux situés entre 57° 30' N et 61° N et à l'est du méridien de Greenwich, ainsi que les réseaux de l'île de Gotland ;

La zone C comprend les réseaux situés entre 61° N et 64° 30' N ;

La zone D comprend les réseaux situés au nord de 64° 30' N.

PARTS TERMINALES ET DE TRANSIT.

La part revenant à chaque administration par unité de taxe est fixée comme suit :

ESTONIE :

A un franc vingt centimes-or (1 fr. 20) pour toute conversation originaire ou à destination de l'Estonie.

FINLANDE :

A trois francs quatre-vingt-dix centimes-or (3 fr. 90) pour toute conversation en transit, par voie Mariehamn-Porkkala, quels que soient les bureaux d'origine et de destination.

SUÈDE :

A trois francs soixante centimes-or (3 fr. 60) pour toute conversation originaire ou à destination de la zone A.

A trois francs soixante centimes-or (3 fr. 60) pour toute conversation originaire ou à destination de la zone B 1.

A un franc quatre-vingts centimes-or (1 fr. 80) pour toute conversation originaire ou à destination de la zone B 2.

Paragraph 6 (2).

Add :

“ An additional call is regarded as a new conversation (Section L, 1 (1)) and charged for : during the hours of heavy traffic at not less than the unit rate, and during the hours of light traffic at not less than three-fifths ($\frac{3}{5}$) of the unit rate. ”

Paragraph 7 (3).

Add :

“ When the amount of the subscription is calculated on a mean duration of twenty-five days (Section H, 2 (1) above), the refund is fixed at one twenty-fifth of this amount or at the part of the twenty-fifth of the amount of the subscription corresponding to the time lost. ”

SECTION K. RATES. — COLLECTION OF CHARGES.

Paragraph 3.

ZONES.

For the fixing of terminal charges, Estonian territory has only one zone.

Swedish territory is divided into five zones.

The Swedish zones are as follows :

Zone A comprises the systems situated south of $57^{\circ} 30' N.$, with the exception of the systems of the Island of Gotland.

Zone B 1 comprises the systems situated between $57^{\circ} 30' N.$ and $61^{\circ} N.$ and west of the 15th meridian east of Greenwich.

Zone B 2 comprises the systems situated between $57^{\circ} 30' N.$ and $61^{\circ} N.$ and east of the Greenwich meridian, and the systems of the Island of Gotland.

Zone C comprises the systems situated between $61^{\circ} N.$ and $64^{\circ} 30' N.$

Zone D comprises the systems situated to the north of $64^{\circ} 30' N.$

TERMINAL AND TRANSIT QUOTAS.

The quota of each Administration per unit fee is fixed as follows :

ESTONIA

For any call from or to Estonia — one gold franc twenty centimes (1 fr. 20).

FINLAND :

The transit quota for all calls via Mariehamn-Porkkala is fixed at three gold francs ninety centimes (3 fr. 90), whatever the offices of origin and destination.

SWEDEN :

For any call from or to : *Zone A*, three gold francs sixty centimes (3 fr. 60).

For any call from or to *Zone B 1*, three gold francs sixty centimes (3 fr. 60).

For any call from or to *Zone B 2*, one gold franc eighty centimes (1 fr. 80).

A trois francs-or (3 fr.) pour toute conversation originaire ou à destination de la zone C.

A quatre francs quatre-vingts centimes-or (4 fr. 80) pour toute conversation originaire ou à destination de la zone D.

Les taxes susmentionnées comprennent la quote-part de chacune des trois administrations, afférente à l'utilisation des câbles sous-marins.

Paragraphe 6.

Les heures de faible trafic sont les suivantes : de 19 h. à 8 h. (temps légal du pays d'origine). En ce qui concerne les conversations par abonnement, le pays d'origine est celui où l'abonnement a été souscrit.

Pendant la période de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité de taxe.

SECTION L. MODE D'APPLICATION DES TARIFS. — DURÉE DES CONVERSATIONS.

Paragraphe 8 (2) et (3).

En cas de non-réponse du demandeur, il est perçu la taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée. En cas de non-réponse du demandé, aucune taxe n'est appliquée.

SECTION N. AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS TÉLÉPHONIQUES.

Paragraphe premier (4).

Les communications avec préavis et avis d'appel sont admises. Dans leur établissement, les administrations se conformeront à l'avis du comité consultatif international ayant pour titre « Mode d'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

SECTION NOUVELLE. CONVERSATIONS FORTUITES A HEURE FIXE. — DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS.

Les communications fortuites à heure fixe sont admises dans les conditions prévues par l'avis du comité consultatif international ayant pour titre : « Communications fortuites à heure fixe » (Livre rose, page 112).

Les demandes de renseignements sont admises. Ce service fonctionne dans les conditions prévues par l'avis du comité consultatif international ayant pour titre « Demandes de renseignements » (Livre rose, page 113). Toutefois la taxe entre dans les comptes internationaux.

SECTION O. ÉTABLISSEMENT ET RUPTURE DES COMMUNICATIONS.

Paragraphe 2 (3).

Si le trafic est suffisamment intense, les demandes de communications doivent être transmises entre bureaux tête de ligne de telle manière qu'outre la conversation en cours chaque bureau tête de ligne ait au moins deux demandes de communication en instance dans chaque sens.

For any call from or to Zone C, three gold francs (3 fr.).

For any call from or to Zone D, four gold francs eighty centimes (4 fr. 80).

These amounts include the quotas of each of the three Administrations for the use of the submarine cables.

Paragraph 6.

The hours of light traffic are from 7 p. m. to 8 a. m. (legal time of the country of origin). As regards subscription calls, the country of origin is that in which the subscription has been taken out.

During the hours of light traffic, the rate for an ordinary private call is fixed at three-fifths ($\frac{3}{5}$) of the unit rate.

SECTION L. METHOD OF APPLICATION OF RATES. — DURATION OF CALLS.

Paragraph 8 (2) and (3).

If the caller fails to reply, a charge is made corresponding to a three-minutes call of the category demanded. If the person called fails to reply, no charge is made.

SECTION N. "AVIS D'APPEL" AND TELEPHONIC "PRÉAVIS".

Paragraph 1 (4).

Communications with "préavis" and "avis d'appel" are allowed. In putting through calls, the Administrations agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee under the heading: "Method of establishing communications with préavis or avis d'appel", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision).

NEW SECTION. CASUAL CALLS AT A FIXED HOUR. — REQUESTS FOR INFORMATION.

Casual calls at a fixed hour are allowed under the conditions laid down in the recommendations of the International Consultative Committee under the heading: "Casual calls at a fixed hour" (Pink Book, p. 112).

Requests for information are allowed under the conditions laid down in the recommendations of the International Consultative Committee under the heading: "Requests for Information" (Pink Book, p. 113). The fee shall, however, be included in the international accounts.

SECTION O. ESTABLISHMENT AND DISCONNECTION OF CALLS.

Paragraph 2 (3).

If the traffic is sufficiently heavy, requests for connections must be transmitted between the terminal offices in such a way that in addition to the conversation in progress, each terminal office has at least two requests for connections in hand in each direction.

Paragraphe 4 (5).

Aux heures d'encombrement, les circuits internationaux à grande distance doivent être, autant que possible, desservis à raison d'une opératrice par circuit.

SECTION Q. COMPTABILITÉ.

Conformément au § 3 de l'article 78 du Règlement international (Revision de Paris), les taxes terminales sont liquidées directement entre les administrations extrêmes.

Les administrations terminales se transmettent, l'une à l'autre, les comptes mensuels en triple expédition. Après acceptation du compte, l'administration destinataire en adresse un exemplaire à l'administration qui l'a établie et un exemplaire à l'administration finlandaise qui incorpore dans le compte trimestriel principal, pour chacune des administrations terminales, le montant des sommes qui reviennent à la Finlande.

Article 3.

Les dispositions de l'article 8 de la Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg sont applicables aux relations téléphoniques faisant l'objet du présent arrangement.

Article 4.

Les dispositions de l'article 2, section C, paragraphe 4, section H, paragraphes 1, 2, 3, 5, 6 et 7, section K, paragraphe 6, section L, paragraphe 8, section N, paragraphe 1, la nouvelle section après la section N et section O, paragraphes 2 et 4 ci-dessus, pourront être modifiées de commun accord, par les trois administrations intéressées.

Chacune des trois administrations se réserve le droit, après notification faite aux autres administrations, de modifier pour son propre territoire, les limites de zones et les taxes prévues à l'article 2, section K, paragraphe 3.

Article 5.

Le présent arrangement est établi en trois exemplaires rédigés en langue française et entrera en vigueur dès l'ouverture du service.

L'arrangement aura une durée indéterminée et pourra être résilié en tout temps, moyennant avertissement préalable de trois mois.

Fait à Tallinn, le 18 mars 1929.

(Sceau) G. JALLAJAS.

Fait à Helsinki, le 30 août 1929.

(Sceau) G. E. F. ALBRECHT.

Fait à Stockholm, le 14 juin 1929.

(Sceau) A. HAMILTON.

Paragraph 4 (5).

When the lines are congested, there shall, as far as possible, be one operator for each long distance international trunk line.

SECTION Q. ACCOUNTING.

In accordance with paragraph 3 of Article 78 of the International Regulations (Paris Revision), the terminal Administrations shall effect a settlement direct in respect of terminal charges.

The terminal Administrations shall transmit to each other monthly accounts in triplicate. After accepting the account, the Administration to which it is sent shall forward one copy to the Administration by which it was made out and another copy to the Finnish Administration, which shall enter the amount due to Finland in the main quarterly account for each of the terminal Administrations.

Article 3.

The provisions of Article 8 of the International Telegraph Convention of St. Petersburg shall be applicable to the telephonic communications to which the present Agreement refers.

Article 4.

The provision of Article 2, Section C, paragraph 4, Section H, paragraphs 1, 2, 3, 5, 6 and 7, Section K, paragraph 6, Section L, paragraph 8, Section N, paragraph 1, the new Section after Section N, and Section O, paragraphs 2 and 4 above may be amended by Agreement between the three Administrations concerned.

Each of the three Administrations reserves the right, after notifying the other Administrations, to modify as regards its own territory the limits of zones and the rates stipulated in Article 2, Section K, paragraph 3.

Article 5.

The present Agreement is drawn up in triplicate in French, and shall come into force as from the date on which the service is inaugurated.

The Agreement shall be valid for an indefinite period, and may be cancelled at any time, subject to three months' notice.

Done at Tallinn, March 18, 1929.

(L. S.) G. JALLAJAS.

Done at Helsingfors, August 30, 1929.

(L. S.) G. E. F. ALBRECHT.

Done at Stockholm, June 14, 1929.

(L. S.) A. HAMILTON.

N° 2195.

**DANEMARK, ESTONIE, FINLANDE
ET SUÈDE**

Arrangement concernant le service téléphonique entre le Danemark et l'Estonie par l'intermédiaire des câbles sous-marins Danemark-Suède, Suède-Finlande et Finlande-Estonie et des voies de communications établies sur les territoires de la Finlande et de la Suède. Signé à Tallinn, le 17, à Copenhague, le 29 juillet, à Stockholm, le 3, et à Helsinki, le 30 août 1929.

**DENMARK, ESTONIA, FINLAND
AND SWEDEN**

Agreement regarding Telephone Service between Denmark and Estonia through the intermediary of the Submarine Cables Denmark - Sweden, Sweden - Finland and Finland-Estonia, and of the Lines of Communication established on Finnish and Swedish Territories. Signed at Tallinn, July 17, at Copenhagen, July 29, at Stockholm, August 3, and at Helsinki August 30, 1929.

N° 2195. — ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LE DANEMARK ET L'ESTONIE PAR L'INTERMÉDIAIRE DES CABLES SOUS-MARINS DANEMARK-SUÈDE, SUÈDE-FINLANDE, ET FINLANDE-ESTONIE, ET DES VOIES DE COMMUNICATION ÉTABLIES SUR LES TERRITOIRES DE LA FINLANDE ET DE LA SUÈDE. SIGNÉ A TALLINN LE 17, A COPENHAGUE LE 29 JUILLET, A STOCKHOLM LE 3, ET A HELSINKI, LE 30 AOUT 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande et par le Délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 12 novembre 1929.

Article premier.

Un service téléphonique est organisé entre le Danemark et l'Estonie par l'intermédiaire des câbles sous-marins Danemark-Suède, Suède-Finlande et Finlande-Estonie et des voies de communication établies sur les territoires de la Finlande et de la Suède.

Article 2.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (Service téléphonique) du règlement international (Revision de Paris 1925)² annexé à la Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg sont appliquées au service téléphonique entre le Danemark et l'Estonie sous réserve des précisions et additions suivantes :

SECTION C. LISTE DES ABONNÉS ET DES POSTES PUBLICS.

Paragraphe 4.

Les commandes relatives aux listes d'abonnés (annuaires des téléphones) qui doivent être vendues au public seront adressées : pour les listes danoises à la Direction générale des Postes et des Télégraphes, Copenhague, et pour les listes estoniennes à la Direction générale des Postes et des Télégraphes, Tallinn.

¹ Entré en vigueur en Finlande, le 1^{er} juillet 1929.

² Vol. LVII, page 201 ; vol. LXXVIII, page 489 ; vol. LXXXVIII, page 347 ; et vol. XCII, page 396, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2195. — AGREEMENT² REGARDING TELEPHONE SERVICE BETWEEN DENMARK AND ESTONIA THROUGH THE INTERMEDIARY OF THE SUBMARINE CABLES DENMARK-SWEDEN, SWEDEN-FINLAND AND FINLAND-ESTONIA, AND OF THE LINES OF COMMUNICATION ESTABLISHED ON FINNISH AND SWEDISH TERRITORIES. SIGNED AT TALLINN, JULY 17, AT COPENHAGEN, JULY 29, AT STOCKHOLM, AUGUST 3, AND AT HELSINKI, AUGUST 30, 1929.

French official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs and by the Permanent Danish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place November 12, 1929.

Article 1.

A telephone service is hereby organised between Denmark and Estonia by the Denmark to Sweden, Sweden to Finland and Finland to Estonia submarine cables and by connections through Finnish and Swedish territory.

Article 2.

The provisions laid down in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations (Revision of Paris, 1925)³ annexed to the International Telegraph Convention of St. Petersburg shall be applied to the telephone service between Denmark and Estonia, subject to the following amplifications and additions :

SECTION C. LIST OF SUBSCRIBERS AND CALL OFFICES.

Paragraph 4.

Application for lists of subscribers (telephone directories) for sale to the public must be made to the General Directorate of Posts and Telegraphs at Copenhagen, for the Danish directories and to the General Directorate of Posts and Telegraphs at Tallinn, for the Estonian directories.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force in Finland, July 1, 1929.

³ Vol. LVII, page 201 ; Vol. LXXVIII, page 489 ; Vol. LXXXVIII, page 347 and Vol. XCII, page 396, of this Series.

SECTION E. CONVERSATIONS PRIVÉES URGENTES.

Paragraphe premier.

Les conversations privées urgentes sont admises.

SECTION F. CONVERSATIONS « ECLAIRS ».

Paragraphe premier.

Les conversations « éclairs » sont admises.

Paragraphe 3.

La taxe d'une conversation « éclair » est fixée au vingtuple de la taxe afférente à une conversation privée ordinaire échangée durant la même période de taxe.

SECTION G. CONVERSATIONS D'ETAT.

Paragraphe premier (2).

Il existe des conversations d'Etat urgentes et des conversations d'Etat ordinaires.

Paragraphe 2 (5).

La durée des conversations d'Etat n'est pas limitée. Toutefois les Administrations finlandaise et suédoise se réservent le droit de limiter à six minutes la durée des conversations d'Etat ordinaires, lorsque ces communications sont établies par l'intermédiaire d'un de leurs bureaux.

SECTION H. CONVERSATIONS PAR ABBONNEMENT.

Paragraphe premier (1).

Les conversations par abonnement sont autorisées pendant les périodes de faible trafic ainsi que pendant les autres périodes.

Paragraphe premier (4).

Les conversations par abonnement sont soumises aux taxes suivantes :

- a) Pendant les périodes de faible trafic : à la moitié de l'unité de taxe ;
- b) Pendant les autres périodes : au triple de l'unité de taxe.

Paragraphe 2 (1).

Disposition additionnelle.

« Le demandeur d'une conversation par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic a la faculté de demander l'exclusion des dimanches et des jours fériés. »

Paragraphe 3.

Pendant les heures de faible trafic, des séances d'abonnement d'une durée supérieure à six minutes peuvent être consenties par les bureaux intéressés, si le trafic à écouler normalement par les circuits à emprunter le permet.

SECTION E. URGENT PRIVATE CALLS.

Paragraph 1.

Urgent private calls are allowed.

SECTION F. "LIGHTNING" CALLS.

Paragraph 1.

"Lightning" calls are allowed.

Paragraph 3.

The rate for a "lightning" call is fixed at twenty times the rate for an ordinary private call during the same rate-period.

SECTION G. GOVERNMENT CALLS.

Paragraph 1 (2).

There are urgent Government calls and ordinary Government calls.

Paragraph 2 (5).

No time-limit is placed on Government calls. Nevertheless, the Finnish and Swedish Administrations reserve the right to limit the duration of ordinary Government calls to six minutes, when these calls are made through one of their offices.

SECTION H. SUBSCRIPTION CALLS.

Paragraph 1 (1).

Subscription calls are authorised during the periods of light traffic and also during other periods.

Paragraph 1 (4).

Subscription calls are subject to the following charges :

- (a) During the periods of light traffic, half the unit charge ;
- (b) During other periods, three times the unit charge.

Paragraph 2 (1).

Additional Clause :

" Persons applying for subscription rates for calls during the hours of heavy traffic may ask for Sundays and holidays to be excluded. "

Paragraph 3.

During the hours of light traffic, subscription calls of more than six minutes may be allowed by the offices concerned, if the normal traffic over the lines to be used permits.

Paragraphe 5.

Le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de trente jours en règle générale, mais à vingt-cinq jours dans les cas où, pour les conversations par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic (Section H, paragraphe 2 (1) ci-dessus), le demandeur a exigé l'exclusion des dimanches et des jours fériés.

Paragraphe 6 (2).

Disposition additionnelle.

« La conversation supplémentaire est considérée comme une nouvelle conversation (Section L, paragraphe premier (1)) et taxée : pendant les heures de fort trafic à l'unité de taxe au moins et pendant les heures de faible trafic aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité au moins. »

Paragraphe 7 (3).

Disposition additionnelle.

« Dans le cas où le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de vingt-cinq jours (Section H, paragraphe 2 (1) ci-dessus), le remboursement est fixé au vingt-cinquième de ce montant ou à la partie du vingt-cinquième du montant de l'abonnement correspondant au temps perdu. »

SECTION K. TARIFS. — PERCEPTION DES TAXES.

Paragraphes 3 et 4.

ZONES.

Pour la détermination des taxes terminales :

Le territoire du Danemark est divisé en deux zones,
Le territoire de l'Estonie ne comprend qu'une zone.

Limites des zones danoises :

La zone A comprend les réseaux situés aux îles à l'est du Grand Belt et du Belt de Langeland ;

La zone B comprend les réseaux situés à l'ouest du Grand Belt et du Belt de Langeland.

PARTS TERMINALES.

La part revenant à chaque administration extrême, par unité de taxe, est fixée comme suit :

DANEMARK.

A un franc vingt centimes-or (1 fr. 20) pour toute conversation originaire ou à destination de la zone A ;

A deux francs quarante centimes-or (2 fr. 40) pour toute conversation originaire ou à destination de la zone B.

ESTONIE.

A un franc vingt centimes-or (1 fr. 20) pour toute conversation originaire ou à destination de l'Estonie.

Paragraph 5.

As a general rule, the amount of the subscription is calculated on a mean duration of thirty days but it is computed on the basis of twenty-five days when the subscriber has asked that, as regards subscription calls during the hours of heavy traffic (Section H, § 2 (1) above), Sundays and holidays shall be excluded.

Paragraph 6 (2).

Additional Clause :

“ The additional call is regarded as a new call (Section L, § 1 (1)), and charged for : during the hours of heavy traffic at not less than the unit rate, and during the hours of light traffic at not less than three-fifths ($\frac{3}{5}$) of the unit rate ”.

Paragraph 7 (3).

Additional Clause :

“ When the amount of the subscription is calculated on a mean duration of twenty-five days (Section H, § 2 (1) above), the refund is fixed at one-twenty-fifth of this amount or at such fraction of the twenty-fifth part of the amount of the subscription as corresponds to the time lost ”.

SECTION K. RATES. — COLLECTION OF CHARGES.

Paragraphs 3 and 4.

ZONES.

For the fixing of terminal charges :

Danish territory is divided into two zones, while Estonian territory constitutes a single zone.

Boundaries of the Danish zones :

Zone A comprises the systems situated in the islands lying to the east of the Great Belt and the Langeland Belt ;

Zone B comprises the systems situated west of the Great Belt and the Langeland Belt.

TERMINAL QUOTAS.

The quota of each terminal Administration per unit fee is fixed as follows :

DENMARK.

For any call from or to :

Zone A — 1 gold franc 20 centimes ;

Zone B — 2 gold francs 40 centimes.

ESTONIA.

For any call from or to Estonia — 1 gold franc 20 centimes.

PARTS DE TRANSIT.

La part revenant à chaque administration de transit, par unité de taxe, est fixée comme suit :

FINLANDE.

A trois francs quatre-vingt-dix centimes-or (3 fr. 90) pour toute conversation échangée par la voie Mariehamn-Porkkala, quels que soient les bureaux d'origine et de destination.

SUÈDE.

A quatre francs vingt centimes-or (4 fr. 20) pour toute conversation, quels que soient les bureaux d'origine et de destination.

Les taxes susindiquées comprennent les quote-parts des Administrations danoise, estonienne, finlandaise et suédoise afférentes à l'utilisation des câbles sous-marins.

MONTANT DE L'UNITÉ DE TAXE DANS LES RELATIONS ENTRE LES ZONES DU DANEMARK ET L'ESTONIE.

Le montant de l'unité de taxe, pour chaque relation, et la part revenant à chaque administration sont indiqués au tableau suivant :

Relation entre l'Estonie et le Danemark.

	Montant de l'unité de taxe	Part du Danemark	Part de la Suède	Part de la Finlande	Part de l'Estonie
Zone A	10.50	1.20	4.20	3.90	1.20
Zone B	11.70	2.40	4.20	3.90	1.20

Paragraphe 6.

Les heures de faible trafic sont les suivantes : de 19 h. à 8 h. (temps légal du pays d'origine). En ce qui concerne les conversations par abonnement, le pays d'origine est celui où l'abonnement a été souscrit.

Pendant la période de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité de taxe.

SECTION L. MODE D'APPLICATION DES TARIFS. — DURÉE DES CONVERSATIONS.

Paragraphe 8 (2) et (3).

En cas de non-réponse du demandeur, il est perçu la taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée. En cas de non-réponse du demandé, aucune taxe n'est appliquée.

Lorsque après avoir répondu à l'appel préalable le demandeur ou le demandé ne répond pas à l'appel définitif, cette non-réponse est assimilée à un refus. La taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée est donc appliquée.

SECTION N. AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS TÉLÉPHONIQUE.

Paragraphe premier (4).

Les communications avec préavis et avis d'appel sont admises. Dans leur établissement, les administrations se conformeront à l'avis du comité consultatif international ayant pour titre

TRANSIT QUOTAS.

The quota of each transit Administration per unit fee is fixed as follows :

FINLAND.

For any call by the Mariehamn-Porkkala route, whatever the offices of origin and destination 3 gold francs 90 centimes.

SWEDEN.

For any call, whatever the offices of origin and destination — 4 gold francs 20 centimes.

These amounts include the Danish, Estonian, Finnish and Swedish quotas for the use of the submarine cables.

AMOUNT OF THE UNIT RATE FOR CALLS BETWEEN THE ZONES OF DENMARK AND ESTONIA.

The amount of the unit rate for each call, and the quota due to each Administration, are shown in the following table :

Calls between Estonia and Denmark.

	Amount of unit rate	Quota of Denmark	Quota of Sweden	Quota of Finland	Quota of Estonia
Zone A.	10.50	1.20	4.20	3.90	1.20
Zone B.	11.70	2.40	4.20	3.90	1.20

Paragraph 6.

The hours of light traffic are from 7 p. m. to 8 a.m. (legal time of the country of origin). As regards subscription calls, the country of origin is that in which the subscription has been taken out.

During the hours of light traffic, the rate for an ordinary private call is fixed at three-fifths ($\frac{3}{5}$) of the unit rate.

SECTION L. METHOD OF APPLICATION OF RATES. — DURATIONS OF CALLS.

Paragraph 8 (2) and (3).

If the caller fails to reply, he shall be charged the fee for a three-minute call of the category demanded. If the person called fails to reply, no charge shall be made.

If, after replying to the preliminary call, the caller or the person called does not reply to the final call, his not replying shall be treated as a refusal, and the fee for a three-minute call of the category demanded shall be charged.

SECTION N. "AVIS D'APPEL" AND "TELEGRAPHIC PRÉAVIS".

Paragraph 1.

Communications with "préavis" and "avis d'Appel" are allowed. In putting through such calls, the Administrations concerned agree to comply with the recommendations of the

« Mode d'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

SECTION NOUVELLE. COMMUNICATIONS FORTUITES A HEURE FIXE. — DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS.

Les communications fortuites à heure fixe sont admises dans les conditions prévues par l'avis du comité consultatif international ayant pour titre « Communications fortuites à heure fixe » (*Livre rose*, page 112).

Les demandes de renseignements sont admises. Ce service fonctionne dans les conditions prévues par l'avis du comité consultatif international ayant pour titre « Demandes de renseignements » (*Livre rose*, page 113). Toutefois la taxe entre dans les comptes internationaux.

SECTION O. ETABLISSEMENT ET RUPTURE DES COMMUNICATIONS.

Paragraphe 2 (3).

Si le trafic est suffisamment intense, les demandes de communications doivent être transmises entre bureaux tête de ligne de telle manière qu'outre la conversation en cours chaque bureau tête de ligne ait au moins deux demandes de communication en instance dans chaque sens.

Paragraphe 4 (5).

Aux heures d'encombrement, les circuits internationaux à grande distance doivent être, autant que possible, desservis à raison d'une opératrice par circuit.

Disposition additionnelle :

Pour l'établissement des communications à effectuer par l'intermédiaire d'un bureau de l'Administration finlandaise ou suédoise les quatre administrations se conformeront à l'avis du comité consultatif international des communications téléphoniques à grande distance ayant pour titre « Règles d'exploitation pour le trafic international de transit », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

SECTION Q. COMPTABILITÉ.

Conformément au paragraphe 3 de l'article 78 du Règlement international (Revision de Paris) les taxes terminales sont liquidées directement entre les administrations extrêmes.

Les administrations terminales se transmettent, l'une à l'autre, les comptes mensuels en quadruple expédition. Après acceptation du compte, l'administration destinataire en adresse un exemplaire à l'administration qui l'a établi et un exemplaire à chacune des administrations de transit. Les Administrations finlandaise et suédoise, à moins de contestation de leur part, incorporent dans leur compte trimestriel principal pour chacune des administrations terminales intéressées le montant des sommes qui leur reviennent.

Article 3.

Les dispositions de l'article 8 de la Convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg sont applicables aux relations téléphoniques faisant l'objet du présent arrangement.

International Consultative Committee under the heading : " Method of Establishing Communication with " *Préavis* " or " *Avis d'Appel* ", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision).

NEW SECTION. CASUAL CALLS AT A FIXED HOUR. — REQUESTS FOR INFORMATION.

Casual calls at a fixed hour are permitted under the conditions laid down in the recommendations of the International Consultative Committee under the heading : " Casual Calls at a Fixed Hour " (*Pink Book*, page 112).

Requests for information are allowed. This service will operate under the conditions laid down in the recommendations of the International Consultative Committee under the heading : " Requests for Information " (*Pink Book*, page 113). The fee shall, however, be included in the international accounts.

SECTION O. ESTABLISHMENT AND DISCONNECTION OF CALLS.

Paragraph 2 (3).

If the traffic is sufficiently heavy, requests for connections must be transmitted between terminal offices in such a way that, in addition to the conversation in progress, each terminal office has at least two requests for connections in hand in each direction.

Paragraph 4 (5).

When the lines are congested, there shall, as far as possible, be one operator for each international trunk line.

Additional Clause :

As regards the putting-through of calls passing through an office of the Finnish or Swedish Administration, the four Administrations will comply with the recommendations of the International Consultative Committee for long distance telephone communications under the heading : " Regulations for the Operation of International Transit Traffic ", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision).

SECTION Q. ACCOUNTING.

In accordance with paragraph 3 of Article 78 of the International Regulations (Paris Revision), the terminal Administrations shall effect a settlement direct in regard to the terminal charges.

The terminal Administrations shall transmit to one another monthly accounts in four copies. After accepting the account, the Administration to which it is sent shall forward one copy to the Administration by which it was made out, and one to each of the transit Administrations. The Finnish and Swedish Administrations shall, unless they dispute the figures, enter the respective amounts due to them in their main quarterly account for each of the terminal Administrations concerned.

Article 3.

The provisions of Article 8 of the International Telegraph Convention of St. Petersburg shall be applicable to the telephonic communications to which the present Agreement refers.

Article 4.

Les dispositions de l'article 2, section H, paragraphes premier, 2, 3, 5, 6 et 7, Section K, paragraphe 6, section L, paragraphe 8, section N, paragraphe premier, la nouvelle section après la section N et section O, paragraphe 2 ci-dessus, pourront être modifiées de commun accord par les quatre administrations intéressées.

Chacune des quatre administrations se réserve le droit, après notification faite aux autres administrations, de modifier pour son propre territoire les limites de zones et les taxes prévues à l'article 2, section K, paragraphes 3 et 4.

Article 5.

Le présent arrangement sera considéré comme ayant été mis à exécution à la date fixée par les quatre administrations intéressées.

Il aura une durée indéterminée et pourra être résilié en tout temps moyennant avertissement préalable de trois mois.

Etabli en quatre exemplaires signés

à COPENHAGUE, le 29 juillet 1929.

*Direction générale des Postes et des Télégraphes
du Royaume de Danemark :*

Pour le Directeur général :

Hollnagel JENSEN.

A TALLINN, le 17 juillet 1929.

(Sceau) G. JALLAJAS.

A HELSINKI, le 30 août 1929.

(Sceau) G. E. F. ALBRECHT.

A STOCKHOLM, le 3 août 1929.

*Pour le Directeur général des Télégraphes,
en son absence :*

(Sceau) LJUNGQVIST.

Article 4.

The provisions of Article 2, Section H, paragraphs 1, 2, 3, 5, 6 and 7 ; Section K, paragraph 6. Section L, paragraph 8, Section N, paragraph 1, the new Section after Section N, and Section O, paragraph 2, above, may be amended by agreement among the four Administrations concerned,

Each of the four Administrations reserves the right, after notifying the other Administrations to modify, as regards its own territory, the limits of zones and the rates stipulated in Article 2, Section K, paragraphs 3 and 4.

Article 5.

The present Agreement shall be regarded as having come into force on the date fixed by the four Administrations concerned.

It shall be valid for an indefinite period and may be cancelled at any time subject to three months' notice.

Done in four copies signed at

COPENHAGEN, *July 29, 1929.*

*General Directorate of Posts and Telegraphs of
the Kingdom of Denmark :*

HOLLNAGEL JENSEN,
For the Director-General.

TALLIN, *July 17, 1929.*

(L. S.) G. JALLAJAS.

HELSINGFORS, *August 30, 1929.*

(L. S.) G. E. F. ALBRECHT.

STOCKHOLM, *August 3, 1929.*

(L. S.) LJUNGVIST,
*For the Director-General of Telegraphs,
in his absence.*

N° 2196.

CANADA ET JAPON

Echange de notes comportant un accord relatif à l'exemption de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime. Ottawa, le 21 septembre 1929.

CANADA AND JAPAN

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Exemption from Income Tax of Profits accruing from the Business of Shipping. Ottawa, September 21, 1929.

No. 2196. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE CANADIAN AND JAPANESE GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE EXEMPTION FROM INCOME TAX OF PROFITS ACCRUING FROM THE BUSINESS OF SHIPPING. OTTAWA, SEPTEMBER 21, 1929.

Texte officiel anglais communiqué par le " Advisory Officer " du Canada auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 novembre 1929.

I.

JAPANESE LEGATION.

OTTAWA, September 21, 1929.

SIR,

With reference to our previous correspondence regarding the reciprocal exemption, as between Japan and the Dominion of Canada, from income tax on profits accruing from the operation of ships, the Japanese Government, entertaining the belief that the Japanese Laws and Ordinances with regard to the reciprocal exemption from income tax are identical on certain points with the Laws and Regulations of the Dominion of Canada, have instructed me to inform you as follows :

(1) The Japanese Government declare that they will take the necessary steps in conformity with Law No. 6, 1924, as amended by Law No. 6, 1928, and the Ordinance relating thereto, upon condition of reciprocity, to exempt from income tax and business profits tax chargeable in Japan all incomes and net profits which accrue from the business of shipping carried on by means of ships whose port of registry is in the Dominion of Canada, by an individual, whether Canadian or other who is resident in the Dominion of Canada but not in Japan, or by a corporate body, whether Canadian or other, whose principal office or centre of actual control and management is in the Dominion of Canada but not in Japan. The Japanese Government further declare that a similar exemption will also be accorded to all incomes and net profits which arise from the business of shipping carried on by an individual or a corporate body, Canadian or other, resident in the Dominion of Canada but not in Japan by means of ships whose port of registry is in a third country, provided the said third country grants reciprocal exemption from income tax on all incomes and net profits accruing from the business of shipping carried on by means of ships whose port of registry is in Japan. It is understood that the aforesaid exemption shall be applied to such incomes and net profits, prescribed in the foregoing provisions, as have accrued or will accrue on and after the 12 day of the month of May, 1928.

(2) It is understood that the terms " Japan " and " the Dominion of Canada " include all regions under the rule of the respective countries.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2196. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS CANADIEN ET JAPONAIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'EXEMPTION DE L'IMPOT SUR LE REVENU EN CE QUI CONCERNE LES BÉNÉFICES RÉALISÉS DANS LES AFFAIRES D'ARMEMENT MARITIME. OTTAWA, LE 21 SEPTEMBRE 1929.

*English official text communicated by the Canadian Advisory Officer accredited to the League of Nations.
The registration of this Exchange of Notes took place November 13, 1929.*

I.

LÉGATION DU JAPON.

OTTAWA, le 21 septembre 1929.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Comme suite à la correspondance que nous avons échangée précédemment au sujet de l'exemption réciproque entre le Japon et le Dominion du Canada, de l'impôt sur le revenu pour les bénéfices provenant de l'exploitation de navires, le Gouvernement du Japon, croyant que les lois et les décrets japonais concernant l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu sont identiques, sous certains rapports, avec les lois et règlements du Dominion du Canada, m'a chargé de porter ce qui suit à votre connaissance :

1^o Le Gouvernement japonais déclare qu'il prendra les mesures nécessaires en se conformant à la Loi N^o 6 de 1924, telle que modifiée par la Loi N^o 6, de 1928, et le décret y relatif et sous condition de réciprocité, pour exempter de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les profits d'affaires, au Japon, tout revenu et tout bénéfice net provenant des opérations d'armement maritime effectuées au moyen de navires dont le port d'attache est dans le Dominion du Canada, soit par un particulier de nationalité canadienne ou autre domicilié dans le Dominion du Canada et non au Japon, soit par une société de nationalité canadienne ou autre, dont le siège principal ou le centre d'administration et de direction effectives se trouve dans le Dominion du Canada et non au Japon. Le Gouvernement japonais déclare, en outre, que la même exemption sera concédée pour tout revenu et tout bénéfice net provenant des opérations d'armement maritime effectuées par un particulier ou par une société de nationalité canadienne ou autre domiciliés dans le Dominion du Canada et non au Japon, au moyen de navires dont le port d'attache se trouve dans un tiers pays, à condition que ledit pays consente à exempter réciproquement de l'impôt sur le revenu tout revenu et tout bénéfice net provenant des opérations d'armement maritime effectuées au moyen de navires dont le port d'attache est au Japon. Il est entendu que la susdite exemption s'appliquera à ceux des bénéfices spécifiés ci-dessus qui ont été réalisés ou qui le seront à partir du 12 mai 1928 inclus.

2^o Il est entendu que les termes « Japon » et « Dominion du Canada » englobent tous les territoires gouvernés par chacun de ces deux pays.

¹ Traduction communiquée par le Gouvernement canadien.

¹ Translation communicated by the Canadian Government.

(3) It is understood that the term "the business of shipping" as used in the foregoing paragraphs, means the business carried on by an owner of a ship or ships, and for the purpose of this definition the term "Owner" includes any charterer.

(4) It is understood that if and so soon as such exemption as is prescribed under head (1) ceases to be practicable in Japan because of any revision or repeal of the Laws and Ordinances concerned, the said exemption shall immediately cease to have effect.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

(Signed) Yoshio IWATE.
Chargé d'Affaires of Japan.

The Right Honourable
W.L. Mackenzie King, C.M.G.,
Secretary of State for External Affairs,
Ottawa.

Certified to be a true copy of the original :

W. H. Walker,
*Acting Under-Secretary of State
for External Affairs.*

II.

OTTAWA, September 21, 1929.

SIR,

Acknowledging the receipt of your note dated 21 September, 1929, regarding the reciprocal exemption, as between the Dominion of Canada and Japan, from income tax on profits accruing from the operation of ships, I have the honour to inform you as follows :

(1) The Canadian Government declare that they will take the necessary steps in conformity with Section 4, (m), of the Canadian Income War Tax Act 1917 as amended by the Statute 18 and 19 George V. c. 12, and the Regulations relating thereto, upon condition of reciprocity, to exempt from income tax chargeable in the Dominion of Canada all incomes which accrue from the business of shipping carried on by means of ships whose port of registry is in Japan, by an individual, whether Japanese or other, who is resident in Japan but not in the Dominion of Canada, or by a corporate body, whether Japanese or other, whose principal office or centre of actual control and management is in Japan but not in the Dominion of Canada. The Canadian Government further declare that a similar exemption will also be accorded to all incomes and net profits which arise from the business of shipping carried on by an individual or a corporate body, Japanese or other, resident in Japan but not in the Dominion of Canada by means of ships whose port of registry is in a third country, provided the said third country grants reciprocal exemption from income tax on all incomes and net profits accruing from the business of shipping carried on by means of ships whose port of registry is in the Dominion of Canada. It is understood that the aforesaid exemption shall be applied to such income, prescribed in the foregoing provisions, as have accrued or will accrue on and after the 12 day of the month of May, 1928.

(2) It is understood that the terms "the Dominion of Canada" and "Japan" include all regions under the rule of the respective countries.

3° Il est entendu que le terme « opérations d'armement maritime », employé ci-dessus, désigne les opérations effectuées par l'armateur d'un ou de plusieurs navires et qu'à cet égard le terme « armateur » comprend les affréteurs de toutes sortes.

4° Il est entendu que si, au Japon, l'exemption prévue à l'alinéa 1 cesse d'être applicable, par suite de la revision ou de l'abrogation des lois et décrets se rapportant à la question, ladite exemption cessera immédiatement d'être en vigueur.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, les assurances réitérées de ma haute considération.

Le Chargé d'Affaires du Japon :

(Signé) Yoshio IWATE.

Le Très Honorable

W.L. Mackenzie King, C.M.G.,
Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures,
Ottawa.

Certifié une traduction fidèle
du texte original anglais :

J. A. Leblanc.

*Traducteur au Ministère
des Affaires extérieures du Canada.*

II.

OTTAWA, le 21 septembre 1929.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En vous accusant réception de votre note du 21 septembre 1929, au sujet de l'exemption réciproque, entre le Dominion du Canada et le Japon, de l'impôt sur le revenu pour les bénéficiaires provenant de l'exploitation de navires, j'ai l'honneur de porter ce qui suit à votre connaissance :

1° Le Gouvernement canadien déclare qu'il prendra les mesures nécessaires en se conformant à la section 4 (m) de la loi canadienne concernant l'impôt de guerre sur le revenu de 1917, telle que modifiée par le statut 18 et 19 Georges V. c. 12, et les règlements y relatifs et sous condition de réciprocité, pour exempter de l'impôt sur le revenu, dans le Dominion du Canada, tout bénéficiaire provenant des opérations d'armement maritime effectuées au moyen de navires dont le port d'attache est au Japon, soit par un particulier de nationalité japonaise ou autre domicilié au Japon et non dans le Dominion du Canada, soit par une société de nationalité japonaise ou autre, dont le siège principal ou le centre d'administration et de direction effectives se trouve au Japon et non dans le Dominion du Canada. Le Gouvernement canadien déclare, en outre, que la même exemption sera concédée pour tout revenu et tout bénéficiaire net provenant des opérations d'armement maritime effectuées par un particulier ou par une société de nationalité japonaise ou autre domiciliés au Japon et non dans le Dominion du Canada, au moyen de navires dont le port d'attache se trouve dans un tiers pays, à condition que ledit pays consente à exempter réciproquement de l'impôt sur le revenu tout revenu et tout bénéficiaire net provenant des opérations d'armement maritime effectuées au moyen de navires dont le port d'attache est dans le Dominion du Canada. Il est entendu que la susdite exemption s'appliquera à ceux des bénéficiaires spécifiés ci-dessus qui ont été réalisés ou qui le seront à partir du 12 mai 1928 inclus.

2° Il est entendu que les termes « Dominion du Canada » et « Japon » englobent tous les territoires gouvernés par chacun de ces deux pays.

(3) It is understood that the term "the business of shipping" as used in the foregoing paragraphs, means the business carried on by an owner of a ship or ships, and for the purpose of this definition the term "Owner" includes any charterer.

(4) It is understood that if and as soon as such exemption as is prescribed under head (1) ceases to be practicable in the Dominion of Canada because of any revision or repeal of the Laws and Regulations concerned, the said exemption shall immediately cease to have effect.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

For Secretary of State for External Affairs :

(Signed) O. D. SKELTON.

Mr. Yoshio Iwate,
Chargé d'Affaires,
Japanese Legation,
Ottawa.

Certified to be a true copy of the original :

W. H. Walker,
*Acting Under-Secretary of State
for External Affairs.*

3° Il est entendu que le terme « opérations d'armement maritime », employé ci-dessus, désigne les opérations effectuées par l'armateur d'un ou de plusieurs navires et qu'à cet égard le terme « armateur » comprend les affréteurs de toutes sortes.

4° Il est entendu que si, dans le Dominion du Canada, l'exemption prévue à l'alinéa (1) cesse d'être applicable, par suite de la révision ou de l'abrogation des lois et décrets se rapportant à la question, ladite exemption cessera immédiatement d'être en vigueur.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances réitérées de ma haute considération.

*Pour le Secrétaire d'Etat
aux Affaires extérieures :*
(Signé) O. D. SKELTON.

Monsieur Yoshio Iwate,
Chargé d'Affaires,
Légation japonaise,
Ottawa.

Certifié une traduction fidèle
du texte original anglais :

J. A. Leblanc.

*Traducteur au Ministère
des Affaires extérieures du Canada.*

N° 2197.

CANADA ET PAYS-BAS

Echange de notes comportant un accord relatif à l'exemption de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime. Ottawa, le 23 septembre 1929.

CANADA AND THE NETHERLANDS

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Exemption from Income Tax of Profits accruing from the Business of Shipping. Ottawa, September 23, 1929.

N^o 2197. — UITWISSELING VAN NOTA'S TUSSCHEN DE CANADEESCHE EN DE NEDERLANDSCHE REGEERING TOT HET SLUITEN VAN EEN OVEREENKOMST TOT VRIJSTELLING VAN INKOMSTEN-BELASTING VAN WINSTEN VOORTVLOEIENDE UIT HET SCHEEPVAARTBEDRIJF. OTTAWA, 23 SEPTEMBER, 1929.

No. 2197. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE CANADIAN AND NETHERLANDS GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE EXEMPTION FROM INCOME TAX OF PROFITS ACCRUING FROM THE BUSINESS OF SHIPPING. OTTAWA, SEPTEMBER 23, 1929.

Textes officiels anglais et néerlandais communiqués par le "Advisory Officer" du Canada auprès de la Société des Nations et le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 novembre 1929.

English and Dutch official texts communicated by the Canadian Advisory Officer accredited to the League of Nations and the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place November 13, 1929.

I.

OTTAWA, 23rd September, 1929.

SIR,

It being the desire of our respective Governments to effect an arrangement for reciprocal exemption from Income Tax of income arising within their respective countries from the operation therein of ships owned or controlled by and used in the business of persons or corporations resident in the country of the other, I have the honour to inform you that the Canadian Government agrees to the following undertaking :

1. In respect of Canada the Canadian Government undertakes that in accordance with the provisions of the Income War Tax Act 1917, revised Statutes of Canada 1927, Chapter 97 as amended, the income from the operation of ships owned or operated by persons or corporations resident in the Netherlands shall not be liable to taxation.

2. In respect of the Netherlands the Netherland Government undertakes that in accordance with the laws of the Netherlands relating to income tax (*Wet op de inkomstenbelasting van 19 December, 1914, Staatsblad No. 563; wet op de verdedigingsbelasting II van 28 December, 1926, Staatsblad No. 430*) the income from the operation of ships owned or operated by persons or corporations resident in Canada, shall in like manner be exempt from taxation and that in accordance with the laws of the Netherlands relating to dividend and tantième tax (*Wet op de dividend-en tantième belasting van 11 Januari 1908, Staatsblad No. 4*) the profits from the operation of ships owned or operated by corporations resident in Canada, shall in like manner be exempt from taxation.

3. It is understood that the expression "operation of ships" means the business carried on by an owner of ships and that for the purpose of this definition the expression "owner" includes any charterer.

4. It is agreed that the exemption from income tax on the income derived from the operation of the aforementioned ships shall be deemed to be effective in respect of the income of fiscal periods ending in the year 1929 and each year thereafter until rescinded by either party giving to the other notice one year in advance of the fiscal periods affected, or until otherwise rescinded by the repeal of the income tax laws of either country.

5. It is further agreed that taxes which have been paid by persons or corporations resident in the country of the other and which have been paid more than a year from the date hereof shall not be refunded.

I have the honour to be, Sir, Your obedient servant,

*For the Secretary
of State for External Affairs.*

O. D. SKELTON.

The Consul-General of the Netherlands,
p. t. Ottawa.

Certified to be a true copy of the original :

W. H. Walker,
*Acting Under-Secretary of State
for External affairs.*

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

No 3206.

OTTAWA, 23 *September* 1929¹

MIJNHEER DE SECRETARIS VAN STAAT,

Vermits het de wensch onzer Regeeringen is eene overeenkomst te sluiten tot wederzijdsche vrijstelling van belastingen naar de inkomsten in zekere gevallen, waarbij winsten voortvloeien uit het scheepsvaartbedrijf, heb ik de eer U mede te deelen, dat de Regeering van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden zich vereenigt met de volgende overeenkomst :

1. Met betrekking tot Nederland verklaart de Nederlandsche Regeering : dat overeenkomstig de wetten van Nederland betreffende de belastingen naar het inkomen

II.

No. 3206.

OTTAWA, *September* 23rd, 1929.

SIR,

It being the desire of our respective Governments to effect an arrangement for reciprocal exemption from Income Tax, in certain cases, of income arising from the operation of ships, I have the honour to inform you that the Government of Her Majesty the Queen of the Netherlands agrees to the following undertaking :

(1) In respect of the Netherlands the Netherland Government undertakes that in accordance with the laws of the Netherlands relating to income tax (*Wet op de*

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

(Wet op de inkomstenbelasting van 19 December 1914, *Staatsblad* n^o. 563, wet op de verdedigingsbelasting II van 28 December 1926, *Staatsblad* n^o. 430) de inkomsten, verkregen met de exploitatie van schepen, die het eigendom zijn of gebezigd worden door personen of lichamen, wonende of gevestigd in Canada, zullen zijn vrijgesteld van belasting, en dat overeenkomstig de wet van Nederland betreffende de dividend- en tantiëmebelasting (Wet op de dividend- en tantiëmebelasting van 11 Januari 1918, *Staatsblad* n^o. 4) de voordeelen, verkregen met de exploitatie van schepen, die het eigendom zijn van of gebezigd worden door lichamen, gevestigd in Canada, op gelijke wijze zullen zijn vrijgesteld van belasting.

2. Met betrekking tot de Dominion Canada verklaart de Canadeesche Regeering, dat overeenkomstig de bepalingen van de wet op de inkomstenbelasting 1917 (oorlogsbelasting), Hoofdstuk 97, van de Canadeesche wetten 1927, zooals deze gewijzigd is, de inkomsten, verkregen met de exploitatie van schepen, die het eigendom zijn van of gebezigd worden door personen of lichamen, wonende of gevestigd in Nederland, niet aan belasting zullen worden onderworpen.

3. Het is wel te verstaan, dat de uitdrukking "exploitatie van schepen" beteekent het bedrijf, uitgeoefend door een eigenaar van schepen, en dat bij de toepassing van deze omschrijving de uitdrukking "eigenaar" iederen bevrachter omvat.

4. Er is overeengekomen, dat de vrijstelling van belasting van de inkomsten, verkregen met de exploitatie van de vorenbedoelde schepen, geacht wordt te werken met betrekking tot de inkomsten van belastingjaren, eindigende in het jaar 1929 en in ieder jaar daarna, tenzij zij herroepen is door eene der partijen, die daarvan aan de andere zal moeten kennis geven een jaar voor den aanvang van het betreffend belastingjaar of, tenzij zij op andere wijze is herroepen, door de intrekking van de wetten op de belastingen naar de inkomsten in een van beide landen.

5. Verder is overeengekomen, dat belastingen, die door personen of lichamen, wonende of gevestigd op het gebied van

inkomstenbelasting van 19 December, 1914, Staatsblad No. 563; wet op de verdedigingsbelasting II van 28 December, 1926, Staatsblad No. 430) the income from the operation of ships owned or operated by persons or corporations resident in Canada, shall be exempt from taxation and that in accordance with the laws of the Netherlands relating to dividend and tantième tax (*Wet op de dividend- en tantiëmebelasting van 11 Januari 1918, Staatsblad No. 4*) the profits from the operation of ships owned or operated by corporations resident in Canada shall in like manner be exempt from taxation.

2. In respect of the Dominion of Canada the Canadian Government undertakes that in accordance with the provisions of the Income War Tax Act 1917, revised Statutes of Canada 1927, Chapter 97 as amended, the income from the operation of ships owned or operated by persons or corporations resident in the Netherlands shall not be liable to taxation.

3. It is understood that the expression "operation of ships" means the business carried on by an owner of ships and that for the purpose of this definition the expression "owner" includes any charterer.

4. It is agreed that the exemption from income tax on the income derived from the operation of the aforementioned ships shall be deemed to be effective in respect of the income of fiscal periods ending in the year 1929 and each year thereafter until rescinded by either party giving to the other notice one year in advance of the fiscal periods affected, or until otherwise rescinded by the repeal of the income tax laws of either country.

5. It is further agreed that taxes which have been paid by persons or corporations resident in the country of the

de andere partij, betaald zijn meer dan een jaar vóór de dagteekening van deze overeenkomst, niet zullen worden terugbetaald.

Ik heb de eer te zijn, Mijnheer de Secretaris van Staat,

*de Consul-General der
Nederlanden.*

J. A. SCHURMAN.

other and which have been paid more than a year from the date hereof shall not be refunded.

I have the honour to be, etc.,

J. A. SCHURMAN,
Netherlands Consul-General.

Den Heere Secretaris van
Staat voor Buitenlandsche Zaken,
Ottawa.

To the Secretary
of State for External Affairs,
Ottawa.

Certified to be
a true copy of the original :

W. H. Walker.

*Acting Under-Secretary of State
for External Affairs.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2197. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS CANADIEN ET NÉERLANDAIS, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'EXEMPTION DE L'IMPOT SUR LE REVENU EN CE QUI CONCERNE LES BÉNÉFICES RÉALISÉS DANS LES AFFAIRES D'ARMEMENT MARITIME. OTTAWA, LE 23 SEPTEMBRE 1929.

I.

OTTAWA, le 23 septembre 1929.

MONSIEUR LE CONSUL GÉNÉRAL,

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des Pays-Bas, animés du désir de conclure un accord en vue d'exempter réciproquement de l'impôt sur le revenu, les bénéfices réalisés sur leurs territoires respectifs et provenant de l'exploitation de navires possédés ou contrôlés par des particuliers demeurant ou par des sociétés établies sur le territoire de l'autre et employés dans leur industrie, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement du Canada consent à l'engagement suivant :

1^o En ce qui concerne le Canada, le Gouvernement canadien s'engage, conformément aux dispositions de la loi de l'impôt de Guerre sur le Revenu de 1917, statuts révisés du

¹ Traduction communiquée par le Gouvernement canadien.

¹ Translation communicated by the Canadian Government.

Canada 1927, chapitre 97 tel que modifié, à exempter de l'impôt le revenu provenant de l'exploitation de navires possédés ou exploités par des particuliers demeurant ou par des sociétés établies aux Pays-Bas.

2° En ce qui concerne les Pays-Bas, le Gouvernement néerlandais s'engage conformément à sa législation relative à l'impôt sur le revenu (*Wet op de inkomstenbelasting van 19 décembre 1914, Staatsblad N° 563; wet op de verdedigingsbelasting II van 28 décembre 1926, Staatsblad N° 430*), à exempter pareillement de l'impôt le revenu provenant de l'exploitation de navires possédés ou exploités par des particuliers demeurant ou par des sociétés établies au Canada, et, en vertu des lois des Pays-Bas relatives à l'impôt sur les dividendes et les tantièmes (*Wet op de dividend-en tantiëmebelasting van 11 Januari 1918, Staatsblad N° 4*), les bénéfices provenant de l'exploitation de navires que possèdent ou exploitent des sociétés établies sur le territoire canadien seront pareillement exonérés de l'impôt.

3° Il est entendu que l'expression « exploitation de navires » signifie les entreprises exercées par un armateur de navires. Dans cette définition, l'expression « armateur de navires » comprend les affréteurs de toutes sortes.

4° Il est convenu que l'exemption de l'impôt sur le revenu des bénéfices provenant de l'exploitation des navires précités, sera censée être d'application en ce qui concerne les bénéfices des périodes fiscales se terminant en 1929, et chaque année dans la suite, jusqu'à ce qu'elle soit révoquée par l'une ou l'autre des parties après avis d'un an donné antérieurement aux périodes fiscales visées, ou jusqu'à ce qu'elle soit, d'autre façon, rescindée par l'abrogation des lois de l'un ou de l'autre pays concernant l'impôt sur le revenu.

5° Il est convenu, en, outre que ne seront pas remboursés les impôts qui ont été acquittés depuis plus d'un an, à compter de la date de la présente note, par des particuliers demeurant ou par des sociétés établies sur le territoire de l'autre.

Veuillez agréer, Monsieur le consul général, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures :

(Signé) O. D. SKELTON.

Monsieur le Consul général
des Pays-Bas,
p. t. Ottawa.

Certifié une traduction fidèle
du texte original anglais :

J.-A. Leblanc,

*Traducteur au Ministère des
Affaires extérieures du Canada.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

N° 3206.

OTTAWA, le 23 septembre 1929.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Nos gouvernements respectifs étant désireux de conclure un accord en vue d'exempter réciproquement de l'impôt sur le revenu, dans certains cas, les bénéfices réalisés par l'exploitation de

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

navires, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas consent à l'accord suivant :

1^o En ce qui concerne les Pays-Bas, le Gouvernement néerlandais déclare ce qui suit : conformément à la législation des Pays-Bas relative à l'impôt sur le revenu (loi du 19 décembre 1914 concernant l'impôt sur le revenu, *Staatsblad* N^o 563, loi du 28 décembre 1926 concernant l'impôt de la défense nationale II, *Staatsblad* N^o 430), les revenus provenant de l'exploitation de navires, possédés ou exploités par des particuliers demeurant ou par des sociétés établies au Canada, seront exonérés de l'impôt et, en vertu de la loi des Pays-Bas relative à l'impôt sur les dividendes et tantièmes (loi du 11 janvier 1918 concernant l'impôt sur les dividendes et les tantièmes, *Staatsblad* N^o 4), les bénéfices provenant de l'exploitation de navires que possèdent ou exploitent des sociétés établies au Canada seront pareillement exonérés de l'impôt.

2^o En ce qui concerne le Dominion du Canada, le Gouvernement canadien déclare que, conformément aux dispositions de la loi de 1917 concernant l'impôt sur le revenu (impôt de guerre), chapitre 97 amendé des lois du Canada 1927, les revenus provenant de l'exploitation de navires possédés ou exploités par des particuliers demeurant ou par des sociétés établies aux Pays-Bas, ne seront pas passibles de l'impôt.

3^o Il est entendu que l'expression « exploitation de navires » vise l'industrie exercée par un armateur de navires et que, dans cette définition, l'expression « armateur » comprend les affréteurs de toutes sortes.

4^o Il est convenu que l'exemption de l'impôt des revenus provenant de l'exploitation des navires susvisés sera censée s'appliquer pour ce qui concerne les bénéfices des exercices fiscaux se terminant en 1929 et chacune des années suivantes, à moins que ladite exemption ne soit annulée par l'une des Parties, qui devra en donner notification à l'autre Partie un an avant l'ouverture de l'exercice fiscal en question, ou à moins qu'elle ne soit annulée d'une autre manière, par l'abrogation des lois de l'un des deux pays concernant l'impôt sur le revenu.

5^o Il est convenu, en outre, que les impôts qui ont été acquittés par des particuliers demeurant ou des sociétés établies sur le territoire de l'autre Partie, plus d'un an avant la date du présent accord, ne seront pas remboursés.

Veillez agréer, etc.

Le Consul général des Pays-Bas :

J. A. SCHUURMANN.

Monsieur le Secrétaire d'Etat
pour les Affaires extérieures,
Ottawa.

N° 2198.

CANADA ET GRÈCE

Echange de notes comportant un accord relatif à l'exemption de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime. Londres, le 30 septembre 1929.

CANADA AND GREECE

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Exemption from Income Tax of Profits accruing from the Business of Shipping. London, September 30, 1929.

No. 2198. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE CANADIAN AND GREEK GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE EXEMPTION FROM INCOME TAX OF PROFITS ACCRUING FROM THE BUSINESS OF SHIPPING. LONDON, SEPTEMBER 30, 1929.

Texte officiel anglais communiqué par le " Advisory Officer " du Canada auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 novembre 1929.

I.

30 September, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

It being the desire of our respective Governments to effect an arrangement for reciprocal exemption from Income Tax of income arising within their respective countries from the operation therein of ships owned or controlled by and used in the business of persons or corporations resident in the country of the other, I have the honour to inform you that the Government of Canada agrees to the following undertaking :

1. In respect of the Dominion of Canada the Canadian Government undertakes that in accordance with the provisions of the Income War Tax Act the income from the operation of ships owned or operated by persons or corporations resident in Greece shall not be liable to taxation.

2. In respect of Greece the Greek Government undertakes that in accordance with the Greek law the income from the operation of ships owned or operated by persons or corporations resident in Canada shall in like manner be exempt from taxation.

3. It is understood that the expression " operation of ships " means the business carried on by an owner of ships and that for the purpose of this definition the expression " owner " includes any charterer.

4. It is agreed that the exemption from income tax on the income derived from the operation of the aforementioned ships shall be deemed to be effective in respect of the income of fiscal periods ending in the year 1929 and each year thereafter until rescinded by either party giving to the other notice one year in advance of the fiscal periods affected, or until otherwise rescinded by the repeal of the income tax laws of either country.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2198. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS CANADIEN ET GREC, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'EXEMPTION DE L'IMPOT SUR LE REVENU EN CE QUI CONCERNE LES BÉNÉFICES RÉALISÉS DANS LES AFFAIRES D'ARMEMENT MARITIME. LONDRES, LE 30 SEPTEMBRE 1929.

*English official text communicated by the Canadian Advisory Officer accredited to the League of Nations.
The registration of this Exchange of Notes took place November 13, 1929.*

I.

Le 30 septembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la Grèce, animés du désir de conclure un accord en vue d'exempter réciproquement de l'impôt sur le revenu les bénéfices réalisés sur leurs territoires respectifs et provenant de l'exploitation de navires possédés ou contrôlés par des particuliers demeurant ou par des sociétés établies sur le territoire de l'autre et employés dans leur industrie, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement du Canada consent à l'engagement suivant :

1. En ce qui concerne le Canada, le Gouvernement canadien s'engage, conformément aux dispositions de la loi de l'Impôt de Guerre sur le Revenu, à exempter de l'impôt le revenu provenant de l'exploitation de navires possédés ou contrôlés par des particuliers demeurant ou par des sociétés établies en Grèce.

2. En ce qui concerne la Grèce, le Gouvernement hellénique s'engage, conformément à sa législation, à exempter pareillement de l'impôt le revenu provenant de l'exploitation de navires possédés ou contrôlés par des particuliers demeurant ou par des sociétés établies au Canada.

3. Il est entendu que l'expression « exploitation de navires » signifie les entreprises exercées par un armateur de navires, et, à cet égard, l'expression « armateur de navires » comprend les affréteurs de toutes sortes.

4. Il est convenu que l'exemption de l'impôt sur le revenu des bénéfices provenant de l'exploitation des navires précités, sera censée être d'application en ce qui concerne les bénéfices des périodes fiscales se terminant en 1929, et chaque année dans la suite, jusqu'à ce qu'elle soit révoquée par l'une ou l'autre des parties après avis d'un an donné antérieurement aux périodes fiscales visées ou jusqu'à ce qu'elle soit, d'autre façon, rescindée par l'abrogation des lois de l'un ou de l'autre pays concernant l'impôt sur le revenu.

¹ Traduction communiquée par le Gouvernement canadien.

¹ Translation communicated by the Canadian Government.

5. It is further agreed that taxes which have been paid by persons or corporations resident in the country of the other and which have been paid more than a year from the date hereof shall not be refunded.

I have the honour to be, Sir, your obedient servant,

(Signed) Peter LARKIN,
High Commissioner of Canada.

His Excellency
Monsieur D. Caclamanos,
Greek Legation,
51, Upper Brook Street, W. 1.

Certified to be a true copy of the original.

W. H. Walker,
*Acting Under-Secretary
of State for External Affairs.*

II.

LÉGATION DE GRÈCE.
51, Upper Brook Street, W. 1.

LONDON, 30 September, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

It being the desire of our respective Governments to effect an arrangement for reciprocal exemption from Income Tax of income arising within their respective countries from the operation therein of ships owned or controlled by and used in the business of persons or corporations resident in the country of the other, I have the honour to inform you that the Government of Greece agrees to the following undertaking :

1. In respect of Greece the Greek Government undertakes that in accordance with the Greek law the income from the operation of ships owned or operated by persons or corporations resident in Canada shall not be liable to taxation.

2. In respect of the Dominion of Canada the Canadian Government undertakes that in accordance with the provisions of the Income War Tax Act the income from the operation of ships owned or operated by persons or corporations resident in Greece shall in like manner be exempt from taxation.

3. It is understood that the expression " operation of ships " means the business carried on by an owner of ships and that for the purpose of this definition the expression " owner " includes any charterer.

4. It is agreed that the exemption from income tax on the income derived from the operation of the aforementioned ships shall be deemed to be effective in respect of the income of fiscal periods ending in the year 1929 and each year thereafter until rescinded by either party giving to the other notice of one year in advance of the fiscal periods affected, or until otherwise rescinded by the repeal of the income tax laws of either country.

5. Il est convenu, en outre, que ne seront pas remboursés les impôts qui ont été acquittés depuis plus d'un an, à compter de la date de la présente note, par des particuliers demeurant ou par des sociétés établies sur le territoire de l'autre.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Haut-Commissaire du Canada :

(Signé) Peter LARKIN.

Son Excellence
Monsieur D. Caclamanos,
Légation de Grèce,
51, Upper Brook Street, W. 1.

Certifié une traduction fidèle
du texte original anglais.

J. A. Leblanc,
*Traducteur au Ministère
des Affaires extérieures du Canada.*

II.

LÉGATION DE GRÈCE
51, Upper Brook Street, W. 1.

LONDRES, le 30 septembre 1929.

EXCELLENCE,

Le Gouvernement de la Grèce et le Gouvernement du Canada, animés du désir de conclure un accord en vue d'exempter réciproquement de l'impôt sur le revenu les bénéfices réalisés sur leurs territoires respectifs et provenant de l'exploitation de navires possédés ou contrôlés par des particuliers demeurant ou par des sociétés établies sur le territoire de l'autre et employés dans leur industrie, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de la Grèce consent à l'engagement suivant :

1. En ce qui concerne la Grèce, le Gouvernement hellénique s'engage, conformément à sa législation, à exempter de l'impôt le revenu provenant de l'exploitation de navires possédés ou contrôlés par des particuliers demeurant ou par des sociétés établies au Canada.

2. En ce qui concerne le Canada, le Gouvernement canadien s'engage, conformément aux dispositions de la loi de l'Impôt de Guerre sur le Revenu, à exempter pareillement de l'impôt le revenu provenant de l'exploitation de navires possédés ou contrôlés par des particuliers demeurant ou par des sociétés établies en Grèce.

3. Il est entendu que l'expression " exploitation de navires " signifie les entreprises exercées par un armateur de navires, et, à cet égard, l'expression « armateur de navires » comprend les affréteurs de toutes sortes.

4. Il est convenu que l'exemption de l'impôt sur le revenu des bénéfices provenant de l'exploitation des navires précités sera censée être d'application en ce qui concerne les bénéfices des périodes fiscales se terminant en 1929, et chaque année dans la suite, jusqu'à ce qu'elle soit révoquée par l'une ou l'autre des parties après avis d'un an donné antérieurement aux périodes fiscales visées ou jusqu'à ce qu'elle soit, d'autre façon, rescindée par l'abrogation des lois de l'un ou de l'autre pays concernant l'impôt sur le revenu.

5. It is further agreed that taxes which have been paid by persons or corporations resident in the country of the other and which have been paid more than a year from the date hereof shall not be refunded.

I have the honour to be, Sir, your obedient servant,

(Signed) D. CACLAMANOS,
Greek Minister in London.

His Excellency Peter Larkin,
High Commissioner for Canada,
The Canadian Buildings,
Trafalgar Square, S. W. I.

Certified to be a true copy of the original.

W. H. Walker,
*Acting Under-Secretary of State
for External Affairs.*

5. Il est convenu en outre que ne seront pas remboursés les impôts qui ont été acquittés depuis plus d'un an, à compter de la date de la présente note, par des particuliers demeurant ou par des sociétés établies sur le territoire de l'autre.

Veillez agréer, Monsieur le Haut-Commissaire, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Ministre de Grèce à Londres,
(Signé) D. CACLAMANOS.

Son Excellence
M. Peter Larkin
Haut Commissaire du Canada,
The Canadian Buildings,
Trafalgar Square, S. W. 1.

Certifié une traduction fidèle
du texte original anglais.

J. A. Leblanc,
*Traducteur au Ministère
des Affaires extérieures du Canada.*

N° 2199.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET CANADA

Echange de notes comportant un accord en vue de remplacer par une inspection quarantenaire unique la double inspection actuellement pratiquée dans certaines zones. Ottawa, les 10 et 23 octobre 1929.

UNITED STATES OF AMERICA
AND CANADA

Exchange of Notes constituting an Agreement in regard to the Substitution of a Single Quarantine Inspection for the Dual Inspection at present conducted in certain Areas. Ottawa, October 10 and 23, 1929.

No. 2199. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND OF CANADA, CONSTITUTING AN AGREEMENT IN REGARD TO THE SUBSTITUTION OF A SINGLE QUARANTINE INSPECTION FOR THE DUAL INSPECTION AT PRESENT CONDUCTED IN CERTAIN AREAS. OTTAWA, OCTOBER 10 AND 23, 1929.

*Texte officiel anglais communiqué par le "Advisory Officer" du Canada auprès de la Société des Nations.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 novembre 1929.
Cet échange de notes a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des États-Unis d'Amérique, le 6 février 1930.*

I.

DEPARTMENT
OF EXTERNAL AFFAIRS
CANADA.
No. 132.

OTTAWA, 10th October, 1929.

SIR,

With reference to your note No. 480 of the 30th September, intimating that the Public Health authorities of your Government were agreeable to an exchange of notes for the purpose of establishing an arrangement between our Governments to provide for the acceptance by each Government of the quarantine inspection of the other in respect of vessels from foreign ports entering Puget Sound and adjacent waters or the Great Lakes via the St. Lawrence River, in the terms suggested in my note No. 45 of the 2nd May last, I have the honour to state that His Majesty's Government in Canada is prepared, in accordance with the provisions of Articles 56 and 57 of the International Sanitary Convention² signed at Paris the 21st June, 1926, to agree with the Government of the United States of America that vessels from foreign ports destined for both Canadian and United States ports located on the Straits of Juan de Fuca, Haro, Rosario, Georgia, Puget Sound, or their tributaries or connected waters, or so destined to ports on the Great Lakes and St. Lawrence River shall undergo quarantine inspection by the quarantine officers of that Government having jurisdiction over the primary port of arrival, and when cleared from quarantine in accordance with the provisions of the said International Sanitary Convention shall receive free pratique, the document granting such pratique to be issued in duplicate, that the original shall be presented upon entry at the primary port of arrival, and that the duplicate shall be presented to the proper quarantine officers upon secondary arrival and entry at the first port under the jurisdiction of the other Government, and shall be accepted by that Government without the formality of quarantine re-inspection, provided that cases of quarantinable disease

¹ En vigueur à partir du 23 octobre 1929.

² Vol. LXXVIII, page 229, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2199. — ÉCHANGE DE NOTES² ENTRE LES GOUVERNEMENTS DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET DU CANADA COMPORTANT UN ACCORD EN VUE DE REMPLACER PAR UNE INSPECTION QUARANTENAIRE UNIQUE LA DOUBLE INSPECTION ACTUELLEMENT PRATIQUÉE DANS CERTAINES ZONES. OTTAWA, LES 10 ET 23 OCTOBRE 1929.

English official text communicated by the Canadian Advisory Officer accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place November 13, 1929. This Exchange of Notes was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, February 6, 1930.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES EXTÉRIEURES
CANADA.
N^o 132.

OTTAWA, le 10 octobre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Pour faire suite à votre note N^o 480 du 30 septembre par laquelle vous donnez à entendre que les autorités sanitaires de votre gouvernement envisageraient favorablement un échange de notes tendant à établir un arrangement entre nos gouvernements, rédigé selon les termes proposés dans ma note N^o 45 du 2 mai dernier, prévoyant l'acceptation, de la part de chacun d'eux, de l'inspection quarantenaire de l'autre, en ce qui concerne les navires venant de ports étrangers et entrant dans le détroit de Puget et dans les eaux avoisinantes ou dans les grands lacs par la voie du fleuve Saint-Laurent, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté au Canada est disposé, conformément aux dispositions des articles 56 et 57 de la Convention sanitaire internationale³, signée à Paris le 21 juin 1926, à consentir avec le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, que les navires, venant de ports étrangers en destination et de ports canadiens et de ports des États-Unis, situés sur les détroits de Juan de Fuca, Haro, Rosario, Georgie, Puget ou sur leurs eaux tributaires ou qui s'y rattachent, ou en destination de ports sur les grands lacs ou le fleuve Saint-Laurent, soient soumis à une visite quarantenaire par les officiers de quarantaine du gouvernement ayant juridiction sur le premier port d'arrivée. Lorsqu'une patente de santé sera délivrée conformément aux prescriptions de ladite convention sanitaire internationale, lesdits navires seront admis à la libre pratique. Le certificat accordant cette pratique sera fait en double exemplaire dont l'original devra être présenté à l'entrée desdits navires dans le premier port d'arrivée et le duplicata remis, en second lieu, aux officiers de quarantaine autorisés lorsque ceux-là arriveront au premier port relevant de l'autorité de l'autre gouvernement

¹ Traduction communiquée par le Gouvernement canadien.

¹ Translation communicated by the Canadian Government.

² In force as from October 23, 1929.

³ Vol. LXXVIII, page 229, of this Series.

have not been prevalent in the ports visited and have not occurred on board the vessel since the granting of the original pratique, and provided further that the observance of the provisions of Article 28 of the said Convention shall not be modified by such agreement.

It will be understood that on the receipt of a note from you expressing your Government's concurrence in this agreement, it shall become effective and the necessary administrative steps in connection with its operation shall be taken.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

(Signed) W. H. WALKER.
For Secretary of State for
External Affairs.

The Honourable William Phillips,
Minister of the United States of America,
United States Legation,
Ottawa.

Certified to be a true copy :

W. H. Walker,
Acting Under-Secretary of State
for External Affairs.

II.

LEGATION OF THE
UNITED STATES OF AMERICA.

No. 502.

OTTAWA, Canada, October 23, 1929.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note No. 132 of October 10th, last, in regard to the proposed establishment of an arrangement between our Governments to provide for the acceptance by each Government of the quarantine inspection of the other in respect of vessels from foreign ports entering Puget Sound and adjacent waters or the Great Lakes via the St. Lawrence River.

It gives me pleasure to inform you that my Government accepts the terms of the agreement as set forth in your note No. 132 of October 10, 1929.

I avail myself of the occasion to renew to you, Sir, the assurances of my highest consideration.

(Signed) William PHILLIPS.

The Right Honourable
William Lyon Mackenzie King, C.M.G., LL.B., LL.D.,
Secretary of State for External Affairs,
Ottawa.

Certified to be a true copy :

W. H. Walker,
Acting Under-Secretary of State
for External Affairs.

qui acceptera ledit certificat sans la formalité d'une seconde visite quarantenaire, à condition toutefois qu'il n'existe, dans les ports visités, aucun cas de maladies quaranténaires à l'état épidémique et que nul cas ne se soit rencontré à bord du navire depuis l'octroi de la libre pratique originale, et pourvu, en outre, que l'observance des dispositions de l'article 28 de ladite Convention ne soit pas modifiée par l'accord dont il s'agit.

Il demeure entendu que sur réception d'une note de votre part exprimant le consentement de votre gouvernement relatif à cet accord, celui-ci entrera en vigueur et des mesures utiles d'ordre administratif seront prises pour en assurer l'exécution.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

*Pour le Secrétaire d'Etat
aux Affaires extérieures :*
(Signé) W. H. WALKER.

L'Honorable William Phillips,
Ministre des Etats-Unis d'Amérique,
Légation des Etats-Unis,
Ottawa.

Certifié une traduction fidèle
du texte original anglais :

J. A. Leblanc,
*Traducteur au Ministère
des Affaires extérieures.*

II.

LÉGATION
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

N^o 502.

OTTAWA, le 23 octobre 1929.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note N^o 132 du 10 octobre dernier, au sujet du projet d'établissement d'un arrangement entre nos gouvernements prévoyant l'acceptation par chaque gouvernement de l'inspection quarantenaire de l'autre en ce qui concerne les navires venant de ports étrangers et entrant dans le détroit de Puget et dans les eaux avoisinantes ou dans les grands lacs par la voie du fleuve Saint-Laurent.

Je suis heureux de vous informer que mon Gouvernement accepte les termes de l'accord tels qu'indiqués dans votre note N^o 132 du 10 octobre 1929.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler les assurances de ma très haute considération.

(Signé) William PHILLIPS.

Le Très Honorable
William Lyon Mackenzie King, C.M.G., LL.B., LL.D.,
Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures,
Ottawa.

Certifié une traduction fidèle
du texte original anglais :

J. A. Leblanc,
*Traducteur au Ministère
des Affaires extérieures.*

N° 2200.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET HONGRIE**

Traité d'arbitrage. Signé à Wash-
ington, le 26 janvier 1929.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND HUNGARY**

Treaty of Arbitration. Signed at
Washington, January 26, 1929.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

N^o 2200. — VÁLASZTOTT BÍRÓSÁGI SZERZŐDÉS¹ AZ AMERIKAI EGYESÜLT ÁLLAMOK ÉS MAGYARORSZÁG KÖZÖTT, ALÁÍRATOTT WASHINGTONBAN 1929 JANUÁR 26-án.

No. 2200. — TREATY¹ OF ARBITRATION BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND HUNGARY. SIGNED AT WASHINGTON, JANUARY 26, 1929.

Textes officiels anglais et hongrois communiqués par le ministre résident, chef de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 14 novembre 1929.

Ce traité a été transmis au Secrétariat par le "Department of State" du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 3 octobre 1929.

English and Hungarian official texts communicated by the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place November 14, 1929.

This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, October 3, 1929.

Ő FŐMÉLTÓSÁGA MAGYARORSZÁG KORMÁNYZÓJA ÉS AZ AMERIKAI EGYESÜLT ÁLLAMOK ELNÖKE, azon elhatározás folytán, hogy, amennyiben ez csak hatalmukban áll, a két nemzet között jelenleg örvendetesen fennálló békés viszony bármely megbontását megakadályozzák, újból megerősíteni óhajtvá továbbá ahhoz a politikához való ragaszkodásukat, amely szerint a közöttük esetleg felmerülő, bírósági úton való elintézésre alkalmas vitás kérdések pártatlan döntés alá bocsáttassanak, és attól az óhajtól vezetve, hogy példájuk által ne csak annak adjanak kifejezést, hogy a háborút, mint a nemzeti politika eszközét egymáshoz való kölcsönös viszonyukban elítélik, hanem siettetni is kívánják annak az időnek bekövetkezését, amidőn a nemzetközi viszályok békés elintézésére irányuló nemzetközi megállapodások tökéletesebbé tétele a világ összes hatalmai között mindenkorra ki fogja zárni a háború lehetőségét, elhatározták új választott bírósági szerződés megkötését, amely kibővíti az 1909. évi január hó 15-én Washingtonban² aláírt, de jelenleg érvényben

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, determined to prevent so far as in their power lies any interruption in the peaceful relations now happily existing between the two nations; desirous of reaffirming their adherence to the policy of submitting to impartial decision all justiciable controversies that may arise between them; Eager by their example not only to demonstrate their condemnation of war as an instrument of national policy in their mutual relations, but also to hasten the time when the perfection of international arrangements for the pacific settlement of international disputes shall have eliminated forever the possibility of war among any of the Powers of the world; Have decided to conclude a new treaty of arbitration enlarging the scope and obligations of the arbitration convention² which was signed at Washington, January 15, 1909, but is not now in force, and for that purpose they have appointed as their respective Plenipotentiaries:

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 24 juillet 1929.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 737.

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, July 24, 1929.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 102, page 910.

nem levő választott bírósági szerződés hatáskörét és kötelezettségeit, és evégből meghatalmazottaikul kijelölték

Ő FŐMÉLTÓSÁGA MAGYARORSZÁG KORMÁNYZÓJA :

Gróf SZÉCHÉNYI László, Magyarország rendkívüli követét és meghatalmazott minisztert az Amerikai Egyesült Államoknál,

AZ AMERIKAI EGYESÜLT ÁLLAMOK ELNÖKE :
Frank B. KELLOGG, az Egyesült Államok Secretary of State-jét,

akik közlővén egymással jó és kellő alakban talált meghatalmazásaikat, a következő cikkeken állapodtak meg :

I. Cikk.

Mindazok a nemzetközi vonatkozású olyan vitás esetek, amelyekben, valamely szerződés értelmében, vagy egyéb alapon, az egyik Szerződő Fél által a másikkal szemben támasztott jogigény következtében a Magas Szerződő Felek érdekelve vannak, és amelyek nem voltak diplomáciai úton elintézhetők, avagy nem intéztettek el valamely illetékes békéltető bizottság elé való terjesztés útján, és emellett olyan természetűek, hogy a jog vagy méltányosság elveinek alkalmazásával hozott döntés alá vonhatók, az 1907¹. évi október hó 18-án kötött egyezmény által Hágában felállított Állandó Választott Bíróság vagy valamely más illetékes Bíróság elé terjesztendő, úgy amint ez minden egyes esetben külön egyesség által elhatározandó lesz ; ez a külön egyesség fog rendelkezni, amennyiben szükséges, a bíróság szervezetéről, meghatározza hatáskörét, megállapítja a vitás kérdés vagy kérdések tárgyát és a bírói eljárás alá bocsátás feltételeit.

Minden egyes esetben ez a külön egyesség Magyarország részéről az ország alkotmányának megfelelő módon, az Amerikai Egyesült Államok részéről pedig a Szenátus véleményezésével és hozzájárulásával az Amerikai Egyesült Államok Elnöke által fog megkötetni.

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

Count László SZÉCHÉNYI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Hungary to the United States of America ; and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Frank B. KELLOGG, Secretary of State of the United States of America ;

Who, having communicated to each other their full powers found in good and due form, have agreed upon the following articles :

Article I.

All differences relating to international matters in which the High Contracting Parties are concerned by virtue of a claim of right made by one against the other under treaty or otherwise, which it has not been possible to adjust by diplomacy, which have not been adjusted as a result of reference to an appropriate commission of conciliation, and which are justiciable in their nature by reason of being susceptible of decision by the application of the principles of law or equity, shall be submitted to the Permanent Court of Arbitration established at The Hague by the Convention¹ of October 18, 1907, or to some other competent tribunal, as shall be decided in each case by special agreement, which special agreement shall provide for the organisation of such tribunal if necessary, define its powers, state the question or questions at issue, and settle the terms of reference.

The special agreement in each case shall be made on the part of Hungary in accordance with its constitutional laws and on the part of the United States of America by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

II. Cikk.

Article II.

A jelen szerződés rendelkezései nem alkalmazhatók olyan vitás esetekre, melyeknek tárgya.

The provisions of this treaty shall not be invoked in respect of any dispute the subject matter of which :

- a) a Magas Szerződő Felek egyikének hazai bírászkodása alá tartozik,
- b) harmadik Fél érdekeit érinti,
- c) az Egyesült Államoknak az amerikai kérdésekre vonatkozó és általánosan Monroe doctrinaként megjelölt hagyományos magatartásának megőrzésével kapcsolatos vagy azt érinti,
- d) Magyarországra a Nemzetek Szövetségének Egyességokmánya következtében háramló kötelezettségek tiszteletben tartásával kapcsolatos vagy azokat érinti.

- (a) Is within the domestic jurisdiction of either of the High Contracting Parties,
- (b) Involves the interests of third Parties;
- (c) Depends upon or involves the maintenance of the traditional attitude of the United States concerning American questions, commonly described as the Monroe Doctrine,
- (d) Depends upon or involves the observance of the obligations of Hungary in accordance with the Covenant of the League of Nations.

III. Cikk.

Article III.

A jelen szerződés Magyarország részéről az ország alkotmányának megfelelő módon és az Amerikai Egyesült Államok Elnöke által az Egyesült Államok Szenátusának véleményezésével és hozzájárulásával fog megerősítettetni.

The present treaty shall be ratified by Hungary in accordance with its constitutional laws and by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

A megerősítő okiratok, mihelyt lehetséges, Washingtonban fognak kicseréltetni és a Szerződés a megerősítő okiratok kicserélésének időpontjában fog életbelépni. A Szerződés ezután megszakítás nélkül érvényben marad az egyik Magas Szerződő Fél részéről a másikhoz intézendő írásbeli felmondást követő egy év elteltéig.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of the ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

Minek hitelül a meghatalmazottak ezt a két példányban magyar és angol nyelven kiállított szerződést, amelynek mindkét szövege egyenlő erővel bír, aláírták és pecsétjeikkel ellátták.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate in the Hungarian and English languages, both texts having equal force, and hereunto affixed their seals.

Kelt Washingtonban, a mi Urunk Ezerkilencszázhuszonkilencedik évének január hó 26-ik napján.

Done at Washington the 26th day of January in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-nine.

(P. H.) SZÉCHÉNYI s. k.

(P. H.) Frank B. KELLOGG s. k.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 2200. — TRAITÉ D'ARBITRAGE ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA HONGRIE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 26 JANVIER 1929.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE et LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, résolu à prévenir, autant qu'il est en leur pouvoir, toute interruption dans les relations pacifiques qui existent heureusement entre les deux nations ; désireux d'affirmer de nouveau leur adhésion à la politique consistant à soumettre à une décision impartiale toutes contestations susceptibles de décision judiciaire qui viendraient à s'élever entre eux ; soucieux, par leur exemple, non seulement de manifester que, dans leurs relations réciproques, ils condamnent la guerre comme instrument de leur politique nationale, mais encore de hâter le moment où la conclusion d'accords internationaux pour le règlement pacifique des conflits entre les Etats aura écarté pour toujours les possibilités de guerre entre les nations du monde : ont décidé de conclure un nouveau traité d'arbitrage étendant la portée et les obligations de la Convention d'arbitrage qui avait été signée à Washington le 15 janvier 1909, mais n'est pas en vigueur actuellement, et ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DE HONGRIE :

Le comte László SZÉCHÉNYI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Hongrie auprès des Etats-Unis d'Amérique ;

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Frank B. KELLOGG, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Tous différends concernant des affaires internationales dans lesquelles les Hautes Parties contractantes se trouvent engagées par suite de la prétention d'un droit allégué par l'une à l'encontre de l'autre, en vertu d'un traité ou autrement, qui n'auront pu être réglés par la voie diplomatique non plus que par l'application du recours à une commission de conciliation appropriée, et qui, en raison de leur nature susceptible d'une décision appliquant les principes du droit et de l'équité, peuvent être jugés, seront soumis à la Cour permanente d'arbitrage, établie à La Haye, par la Convention du 18 octobre 1907, ou à un autre tribunal compétent, ainsi qu'il en sera décidé dans chaque cas par compromis ; ce compromis pourvoira à l'organisation dudit tribunal, s'il est nécessaire, définira ses pouvoirs, exposera la ou les questions en litige et déterminera la question à résoudre.

Le compromis, dans chaque cas, sera conclu, en ce qui concerne la Hongrie, conformément à ses lois constitutionnelles, et, en ce qui concerne les Etats-Unis d'Amérique, par le président des Etats-Unis d'Amérique sur l'avis et avec le consentement du Sénat.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article II.

Les dispositions du présent traité ne pourront pas être invoquées en ce qui concerne les différends dont l'objet :

- a) Relève de la juridiction nationale de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes ;
- b) Touche aux intérêts de tierces Puissances ;
- c) Dépend du maintien ou touche au maintien de l'attitude traditionnelle des Etats-Unis d'Amérique dans les affaires américaines, communément connues sous le nom de doctrine de Monroe ;
- d) Dépend de l'observation ou touche à l'observation des engagements de la Hongrie en conformité du Pacte de la Société des Nations.

Article III.

Le présent traité sera ratifié par la Hongrie, conformément à ses lois constitutionnelles, et par le Président des Etats-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat.

Les ratifications seront échangées à Washington aussitôt que faire se pourra, et le Traité prendra effet à la date de l'échange des ratifications. Il demeurera alors en vigueur sans limite de durée, tant qu'il n'aura pas été dénoncé, sous réserve d'un préavis d'un an, notifié, par écrit, par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité, établi en deux exemplaires, en langue hongroise et en langue anglaise, les deux textes faisant également foi, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Washington, le 26 janvier 1929.

(L. S.) (Signé) SZÉCHÉNYI.

(L. S.) (Signé) Frank B. KELLOGG.

ANNEXE XXIV.

ANNEX XXIV.

ANNEXE XXIV

PRÉSENTATIONS A L'ENREGISTREMENT, ADHÉSIONS, SIGNATURES, RATIFICATIONS POSTÉRIEUREMENT ÉCHANGÉES, ETC.

N^o 16. — PROTOCOLE ¹ ADDITIONNEL A LA CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES ŒUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES, EN DATE DU 13 NOVEMBRE 1908, SIGNÉ A BERNE, LE 20 MARS 1914.

RATIFICATION

ITALIE (Effective à partir du 20 février 1930).

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 22 mars 1930.

N^o 170. — PROTOCOLE ² DE SIGNATURE CONCERNANT LE STATUT DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE VISÉ PAR L'ARTICLE 14 DU PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS GENÈVE, LE 16 DÉCEMBRE 1920.

DISPOSITION FACULTATIVE

SIGNATURE

YUGOSLAVIE.

¹ Vol. I, page 244 ; vol. III, page 259 ; vol. XI, page 358 ; vol. XXIV, page 138 ; vol. XLV, page 95 ; vol. LIX, page 342 ; vol. LXIII, page 375 ; vol. LXIX, page 69 ; et vol. LXXXIII, page 372, de ce recueil.

² Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; et vol. XCII, page 362, de ce recueil.

ANNEX XXIV.

PRESENTATIONS FOR REGISTRATION, ACCESSIONS, SIGNATURES, RATIFICATIONS SUBSEQUENTLY EXCHANGED, ETC.

No. 16. — ADDITIONAL PROTOCOL ¹ TO THE INTERNATIONAL COPYRIGHT CONVENTION OF NOVEMBER 13, 1908, SIGNED AT BERNE, MARCH 20, 1914.

RATIFICATION

ITALY (Effective as from February 20, 1930).

Communicated by the Swiss Federal Council, March 22, 1930.

No. 170. — PROTOCOL ² OF SIGNATURE RELATING TO THE STATUTE OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE PROVIDED FOR BY ARTICLE 14 OF THE COVENANT OF THE LEAGUE OF NATIONS. GENEVA, DECEMBER 16, 1920.

OPTIONAL CLAUSE.

SIGNATURE.

YUGOSLAVIA.

¹ Vol. I, page 244 ; Vol. III, page 259 ; Vol. XI, page 358 ; Vol. XXIV, page 138 ; Vol. XLV, page 95 ; Vol. LIX, page 342 ; Vol. LXIII, page 375 ; Vol. LXIX, page 69 ; and Vol. LXXXIII, page 372, of this Series.

² Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; and Vol. XCII, page 362, of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

Au nom du Royaume de Yougoslavie et sous réserve de ratification, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale vis-à-vis de tout autre membre de la Société des Nations, ou Etat dont le gouvernement est reconnu par le Royaume de Yougoslavie, et acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale, conformément à l'article 36 de son Statut, pour une durée de cinq années à dater du dépôt de l'instrument de ratification, sur tous les différends qui s'élèveraient après la ratification de la présente déclaration, sauf les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction du Royaume de Yougoslavie et sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.

16 mai 1930.

Dr V. MARINKOVITCH.

On behalf of the Kingdom of Yugoslavia and subject to ratification, I recognise as compulsory *ipso-facto* and without special agreement, in relation to any other Member of the League of Nations or State the Government of which is recognised by the Kingdom of Yugoslavia, and accepting the same obligation, that is to say, on condition of reciprocity, the jurisdiction of the Permanent Court of International Justice in conformity with Article 36 of its Statute, for a period of five years from the date of the deposit of the instrument of ratification, in any disputes arising after the ratification of the present declaration, except disputes with regard to questions which by international law, fall exclusively within the jurisdiction of the Kingdom of Yugoslavia, and except in cases where the Parties have agreed or shall agree to have recourse to some other method of peaceful settlement.

May 16, 1930.

Dr V. MARINKOVITCH.

RATIFICATIONS

Dépôt :

NOUVELLE-ZÉLANDE ... 29 mars 1930.
UNION SUD-AFRICAINE ... 7 avril 1930.
SIAM 7 mai 1930.

RATIFICATIONS.

Deposit :

NEW ZEALAND March 29, 1930.
UNION OF SOUTH AFRICA April 7, 1930.
SIAM May 7, 1930.

No 171. — CONVENTION ² ET STATUT SUR LA LIBERTÉ DU TRANSIT. BARCELONE, LE 20 AVRIL 1921.

No. 171. — CONVENTION ² AND STATUTE ON FREEDOM OF TRANSIT. BARCELONA, APRIL 20, 1921.

RATIFICATIONS

Dépôt :

LUXEMBOURG 19 mars 1930.
YUGOSLAVIE 7 mai 1930.

RATIFICATIONS.

Deposit :

LUXEMBURG March 19, 1930.
YUGOSLAVIA May 7, 1930.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373 ; et vol. XCII, page 363, de ce recueil.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 406 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XIX, page 278 ; Vol. XXIV, page 154 ; Vol. XXXI, page 244 ; Vol. XXXV, page 298 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; and Vol. XCII, page 363, of this Series.

N^o 172. — CONVENTION¹ ET STATUT
SUR LE RÉGIME DES VOIES NAVI-
GABLES D'INTÉRÊT INTERNATIONAL.
BARCELONE, LE 20 AVRIL 1921.

No. 172. — CONVENTION¹ AND STATUTE
ON THE RÉGIME OF NAVIGABLE
WATERWAYS OF INTERNATIONAL
CONCERN. BARCELONA, APRIL 20, 1921.

RATIFICATION

Dépôt :

LUXEMBOURG 19 mars 1930.

RATIFICATION.

Deposit :

LUXEMBURG March 19, 1930.

N^o 173. — PROTOCOLE² ADDITIONNEL
A LA CONVENTION SUR LE RÉGIME
DES VOIES NAVIGABLES D'INTÉRÊT
INTERNATIONAL. BARCELONE, LE 20
AVRIL 1921.

No. 173. — ADDITIONAL PROTOCOL² TO
THE CONVENTION ON THE RÉGIME
OF NAVIGABLE WATERWAYS OF
INTERNATIONAL CONCERN. BARCE-
LONA, APRIL 20, 1921.

ADHÉSION

Dépôt :

LUXEMBOURG 19 mars 1930.

(dans toute l'étendue définie sous la lettre a)
Toutes les voies navigables).

ACCESSION.

Deposit :

LUXEMBURG March 19, 1930.

(to the full extent indicated under paragraph
(a) : on all navigable waterways.)

¹ Vol. VII, page 35 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 306 ; vol. XIX, page 280 ; vol. XXIV, page 156 ; vol. L, page 160 ; vol. LIX, page 344 ; et vol. LXIX, page 71, de ce recueil.

² Vol. VII, page 65 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 308 ; vol. XIX, page 280 ; vol. XXIV, page 156 ; vol. LIX, page 345 ; vol. LXIX, page 71 ; et vol. LXXVIII, page 437, de ce recueil.

¹ Vol. VII, page 35 ; Vol. XI, page 406 ; Vol. XV, page 306 ; Vol. XIX, page 280 ; Vol. XXIV, page 156 ; Vol. L, page 160 ; Vol. LIX, page 344 ; and Vol. LXIX, page 71, of this Series.

² Vol. VII, page 65 ; Vol. XI, page 406 ; Vol. XV, page 308 ; Vol. XIX, page 280 ; Vol. XXIV, page 156 ; Vol. LIX, page 345 ; Vol. LXIX, page 71 ; and Vol. LXXVIII, page 437, of this Series.

N^o 174. — DÉCLARATION¹ PORTANT RECONNAISSANCE DU DROIT AU PAVILLON DES ÉTATS DÉPOURVUS DE LITTORAL MARITIME. BARCELONE, LE 20 AVRIL 1921.

RATIFICATION

Dépôt :

YUGOSLAVIE... .. 7 mai 1930.

No. 174. — DECLARATION¹ RECOGNISING THE RIGHT TO A FLAG OF STATES HAVING NO SEA COAST. BARCELONA, APRIL 20, 1921.

RATIFICATION.

Deposit :

YUGOSLAVIA May 7, 1930.

N^o 383. — ECHANGE DE NOTES² ENTRE LES GOUVERNEMENTS ROUMAIN ET SUÉDOIS POUR LE RÈGLEMENT PROVISOIRE DES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. BUCAREST, LES 11 NOVEMBRE ET 18 DÉCEMBRE 1922.

ECHANGE DE NOTES PORTANT DÉNONCIATION DE L'ACCORD CI-DESSUS A PARTIR DU 1^{er} MAI 1930. BUCAREST, LES 22-27 FÉVRIER 1930.

Communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Suède, le 11 mars 1930.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N^o 11766.

BUCAREST, 22 février 1930.

NOTE VERBALE.

Le Ministère royal des Affaires étrangères a l'honneur de porter à la connaissance de la Légation de Suède que le Gouvernement roumain, vu le délai nécessité par les négociations,

¹ Vol. VII, page 73 ; vol. XI, page 410 ; vol. XV, page 308 ; vol. XIX, page 280 ; vol. XXIV, page 158 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. LIX, page 345 ; vol. LXIX, page 72 ; vol. LXXXVIII, page 283 ; et vol. XCII, page 363, de ce recueil.

² Vol. XIV, page 353, de ce recueil.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 383. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE ROUMANIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS, CONCERNING THE PROVISIONAL REGULATION OF COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. BUCHAREST, NOVEMBER 11 AND DECEMBER 18, 1922.

EXCHANGE OF NOTES BEARING DENUNCIATION OF THE ABOVE AGREEMENT AS FROM MAY 1ST, 1930. BUCHAREST, FEBRUARY 22-27, 1930.

Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs, March 11, 1930.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 11766.

BUCHAREST, February 22, 1930.

VERBAL NOTE.

The Royal Ministry of Foreign Affairs has the honour to inform the Swedish Legation that, in view of the time required for negotiations, the Roumanian Government considers

¹ Vol. VII, page 73 ; Vol. XI, page 410 ; Vol. XV, page 308 ; Vol. XIX, page 280 ; Vol. XXIV, page 158 ; Vol. XXXI, page 244 ; Vol. LIX, page 345 ; Vol. LXIX, page 72 ; Vol. LXXXVIII, page 283 ; and Vol. XCII, page 363, of this Series.

² Vol. XIV, page 353, of this Series.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

considère la dénonciation de l'Arrangement commercial entre la Roumanie et la Suède prorogée jusqu'à la date du 1^{er} mai 1930.

Par conséquent, ladite dénonciation ne produira son effet qu'à partir de cette époque.

La Légation voudra bien informer le Ministère des Affaires étrangères en temps utile de l'adhésion de son gouvernement à la prorogation dont il s'agit.

La prolongation jusqu'au 1^{er} mai a d'ailleurs été portée à la connaissance du Gouvernement de Suède par les soins de la Légation de Roumanie à Stockholm.

A la Légation royale
de Suède.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 8 mars 1930.

Le Chef des Archives :

Carl Sandgren.

II.

LÉGATION DE SUÈDE.

N^o 6.

NOTE VERBALE.

En accusant réception de la note verbale, en date du 22 de ce mois, N^o 11766, que le Ministère royal des Affaires étrangères a bien voulu lui adresser, la Légation royale de Suède a l'honneur de Lui communiquer que le Gouvernement du Roi donne son adhésion à ce que l'Arrangement commercial entre la Roumanie et la Suède, régissant actuellement les rapports commerciaux entre les deux pays, qui vient à échéance le 1^{er} du mois prochain, soit prorogé jusqu'au 1^{er} mai 1930.

BUCAREST, le 27 février 1930.

Au Ministère royal
des Affaires étrangères,
Bucarest.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 8 mars 1930.

Le Chef des Archives :

Carl Sandgren.

that the denunciation of the commercial arrangement between Roumania and Sweden should be postponed until May 1, 1930.

The said denunciation will not therefore begin to take effect until the above date.

The Ministry of Foreign Affairs would be glad if the Legation would in due course inform it of the Swedish Government's agreement to this postponement.

The continuation of the arrangement until May 1st has also been communicated to the Swedish Government by the Roumanian Legation at Stockholm.

To the Royal Swedish Legation.

II.

SWEDISH LEGATION.

No. 6.

VERBAL NOTE.

The Royal Swedish Legation acknowledges receipt of verbal note No. 11766 forwarded by the Royal Ministry of Foreign Affairs on the 22nd instant, and has the honour to inform it that His Majesty's Government agrees to the proposal that the commercial arrangement between Roumania and Sweden now governing the commercial relations between the two countries, which is due to expire on the 1st of next month, be continued until May 1, 1930.

BUCHAREST, February 27, 1930.

To the Royal Ministry
of Foreign Affairs,
Bucharest.

ECHANGE DE NOTES LAISSANT EN SUSPENS LES EFFETS DE LA DÉNONCIATION CI-DESSUS POUR UNE PÉRIODE DE DEUX MOIS A PARTIR DU 1^{er} MAI 1930. STOCKHOLM, LES 22 ET 25 AVRIL 1930.

Communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Suède, le 2 mai 1930.

I.

LÉGATION ROYALE
DE ROUMANIE.

N^o 705.

STOCKHOLM, le 22 avril 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à l'échange de notes au mois de février dernier, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement royal de Roumanie se trouve obligé de proposer une nouvelle prorogation de deux mois de la dénonciation de l'Arrangement provisoire de commerce, conclu entre la Suède et la Roumanie le 11 novembre 1922. La dénonciation devrait ainsi produire ses effets à la date du 1^{er} juillet de l'année courante.

En priant Votre Excellence de bien vouloir m'informer, si le Gouvernement royal de Suède est d'accord sur cette proposition, je saisis l'occasion pour vous offrir, Monsieur le Ministre, les assurances réitérées de ma très haute considération.

Dr Constantin FLONDOR,
Chargé d'Affaires de Roumanie.

Son Excellence
Monsieur Ernst Trygger,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 29 avril 1930.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

EXCHANGE OF NOTES SUSPENDING THE EFFECTS OF THE ABOVE DENUNCIATION FOR A PERIOD OF TWO MONTHS FROM MAY 1ST, 1930. STOCKHOLM, APRIL 22 AND 25, 1930.

Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs, May 2, 1930.

TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

ROYAL
ROUMANIAN LEGATION.

No. 705.

STOCKHOLM, April 22, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

Referring to the exchange of Notes in February last, I have the honour to inform you that the Royal Roumanian Government feels it necessary to propose a further postponement of two months in the date of denunciation for the provisional arrangement concerning commercial relations concluded between Sweden and Roumania on November 11, 1922. The denunciation would thus take effect on July 1st of this year.

In requesting Your Excellency to inform me whether the Royal Swedish Government agrees with this proposal, I have the honour to be, etc.

Dr. Constantin FLONDOR,
Roumanian Chargé d'Affaires.

To His Excellency
M. Ernst Trygger,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.
Stockholm.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

STOCKHOLM, le 25 avril 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Par une lettre en date du 22 avril 1930, vous avez bien voulu porter à ma connaissance que le Gouvernement royal de Roumanie se trouve obligé de proposer une nouvelle prorogation de deux mois de la dénonciation de l'arrangement provisoire de commerce, conclu en 1922 entre la Suède et la Roumanie, de sorte que la dénonciation produirait ses effets à la date du 1^{er} juillet de l'année courante.

En réponse à cette communication, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement du Roi donne son adhésion à ce que le susdit arrangement commercial, qui vient à échéance le 1^{er} du mois prochain, soit prorogé jusqu'au 1^{er} juillet 1930.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération la plus distinguée.

(Signé) TRYGGER.

Monsieur le D^r Constantin Flondor,
Chargé d'Affaires p. i. de Roumanie,
etc., etc.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 29 avril 1930.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

II.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

STOCKHOLM, April 25, 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

In a letter dated April 22, 1930, you were good enough to inform me that the Royal Roumanian Government feels it necessary to propose a further postponement of two months in the date of denunciation for the provisional arrangement concerning commercial relations concluded between Sweden and Roumania in 1922, so that the denunciation would take effect on July 1 of this year.

In reply to this communication, I have the honour to inform you that His Majesty's Government agrees that the aforesaid commercial arrangement, which expires on the first day of the coming month, shall be prolonged until July 1, 1930.

I have the honour to be, etc.

(Signed) TRYGGER.

Dr. Constantin Flondor,
Acting Chargé d'Affaires
for Roumania,
etc., etc.

N° 425. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET ROUMAIN COMPORTANT UN ARRANGEMENT PROVISOIRE SUR LA BASE DE LA CLAUSE DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE DANS LEURS RELATIONS COMMERCIALES. COPENHAGUE, LES 19 AVRIL ET 8 MAI 1923.

No. 425. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE DANISH AND ROUMANIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL ARRANGEMENT AS REGARDS THEIR COMMERCIAL RELATIONS ON THE BASIS OF THE MOST-FAVOURLED-NATION SYSTEM. COPENHAGEN, APRIL 19 AND MAY 8, 1923.

ECHANGE DE NOTES PORTANT DÉNONCIATION DE L'ACCORD CI-DESSUS A PARTIR DU 1^{er} MAI 1930. STOCKHOLM, LES 22/25 FÉVRIER 1930.

EXCHANGE OF NOTES BEARING DENUNCIATION OF THE ABOVE AGREEMENT AS FROM MAY 1st 1930. STOCKHOLM, FEBRUARY 22/25, 1930.

Communiqué par le Délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations, le 8 mars 1930.

Communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations, March 8, 1930.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

LÉGATION ROYALE
DE ROUMANIE.

STOCKHOLM le 22 février 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Faisant suite à ma note N° 2002, en date du 27 novembre 1929, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement royal de Roumanie se trouve obligé de proposer une prorogation de deux mois de la dénonciation de l'arrangement provisoire conclu entre le Danemark et la Roumanie le 8 mai 1923. La dénonciation devrait donc produire ses effets à la date du 1^{er} mai de l'année courante.

En priant Votre Excellence de bien vouloir m'informer si le Gouvernement royal du Dane-

I.

ROYAL
ROUMANIAN LEGATION.

STOCKHOLM, February 22, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

In continuation of my note No. 2002 of November 27, 1929, I have the honour to inform you that the Royal Government of Roumania finds it necessary to suggest that the denunciation of the temporary arrangement concluded between Denmark and Roumania on May 8, 1923, be postponed for two months. The denunciation should therefore come into effect as from May 1st next.

I should be grateful if Your Excellency would be good enough to inform me whether

¹ Vol. XVII, page 31, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. XVII, page 31, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

mark est d'accord sur cette proposition, je saisis l'occasion pour vous offrir, Monsieur le Ministre, les assurances réitérées de ma très haute considération.

(Signé) D^r Constantin FLONDOR,
Chargé d'Affaires de Roumanie.

Son Excellence
Monsieur P. Munch,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.,
Copenhague.

Pour copie certifiée conforme :
Copenhague, le 3 mars 1930.

E. Reventlow,
Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

COPENHAGUE, le 25 février 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Par une lettre en date du 22 février dernier, vous avez bien voulu proposer au Gouvernement royal une prorogation de deux mois de la dénonciation de l'arrangement provisoire conclu entre le Danemark et la Roumanie, le 8 mai 1923.

En réponse, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement royal se rallie entièrement à la proposition susmentionnée.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération très distinguée.

(Signé) P. MUNCH.

Monsieur le D^r Constantin Flondor,
Chargé d'Affaires de Roumanie,
Stockholm.

Pour copie certifiée conforme :
Copenhague, le 3 mars 1930.

E. Reventlow,
Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.

the Royal Danish Government agrees to this suggestion.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Dr. Constantin FLONDOR,
Chargé d'Affaires of Roumania.

His Excellency
M. P. Munch,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.,
Copenhagen.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

COPENHAGEN, February 25, 1930.

SIR,

In your letter of February 22 last, you were good enough to suggest to the Royal Government that the denunciation of the temporary arrangement concluded between Denmark and Roumania on May 8, 1923, should be postponed for two months.

In reply I have the honour to inform you that the Royal Government fully agrees to this suggestion.

I have the honour to be, etc.

(Signed) P. MUNCH.

Dr. Constantin Flondor,
Roumanian Chargé d'Affaires,
Stockholm.

ECHANGE DE NOTES LAISSANT EN SUSPENS LES EFFETS DE LA DÉNONCIATION CI-DESSUS POUR UNE PÉRIODE DE DEUX MOIS A PARTIR DU 1^{er} MAI 1930. STOCKHOLM, LE 22 AVRIL, ET COPENHAGUE, LE 25 AVRIL 1930.

Communiqué par le Délégué permanent du Danemark près la Société des Nations, le 9 mai 1930.

I.

LÉGATION ROYALE
DE ROUMANIE.

N^o 706.

STOCKHOLM, le 22 avril 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à l'échange de notes du mois de février dernier, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement royal de Roumanie se trouve obligé de proposer une nouvelle prorogation de deux mois de la dénonciation de l'Arrangement provisoire de commerce, conclu entre le Danemark et la Roumanie le 8 mai 1923. La dénonciation devrait ainsi produire ses effets à la date du 1^{er} juillet de l'année courante.

En priant Votre Excellence de bien vouloir m'informer si le Gouvernement royal du Danemark est d'accord sur cette proposition, je saisis l'occasion pour vous offrir, Monsieur le Ministre, les assurances réitérées de ma très haute considération.

(Signé) D^r Constantin FLONDOR,
Chargé d'Affaires de Roumanie.

Son Excellence
Monsieur P. Munch,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.
Copenhague.

Pour copie certifiée conforme :
Copenhague, le 25 avril 1930.

E. Reventlow,
*Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.*

EXCHANGE OF NOTES SUSPENDING THE EFFECTS OF THE ABOVE DENUNCIATION FOR A PERIOD OF TWO MONTHS FROM MAY 1st, 1930. STOCKHOLM, APRIL 22, AND COPENHAGEN, APRIL 25, 1930.

Communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations, May 9, 1930.

1 TRANDUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

ROYAL
ROUMANIAN LEGATION.

No. 706.

STOCKHOLM, April 22, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

Referring to the exchange of Notes in February last I have the honour to inform you that the Royal Roumanian Government feels it necessary to propose a further postponement of two months in the date of denunciation for the provisional arrangement concerning commercial relations, concluded between Denmark and Roumania on May 8, 1923. The denunciation would thus take effect on July 1 of this year.

In requesting Your Excellency to inform me whether the Royal Danish Government is in agreement with this proposal, I have the honour to be, etc.

(Signed) Dr. Constantin FLONDOR,
Roumanian Chargé d'Affaires.

To His Excellency
M. P. Munch,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.
Copenhagen.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

COPENHAGUE, le 25 avril 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Par votre note en date du 22 de ce mois, N° 706, vous avez bien voulu porter à ma connaissance que le Gouvernement royal de Roumanie se trouve obligé de proposer une nouvelle prorogation de deux mois de la dénonciation de l'Arrangement provisoire de commerce, conclu entre le Danemark et la Roumanie le 8 mai 1923. La dénonciation devrait ainsi produire ses effets à la date du 1^{er} juillet de l'année courante. En même temps, vous avez bien voulu demander si le Gouvernement royal est d'accord sur cette proposition.

En réponse, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement danois se rallie entièrement à la proposition susmentionnée.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma considération très distinguée.

(Signé) Th. STAUNING.

Monsieur le Dr Constantin Flondor,
Chargé d'Affaires de Roumanie,
Stockholm.

Pour copie certifiée conforme :
Copenhague, le 25 avril 1930.

E. Reventlow,

Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.

N° 678. — PROTOCOLE¹ RELATIF AUX
CLAUSES D'ARBITRAGE. SIGNÉ A
GENÈVE, LE 24 SEPTEMBRE 1923.

SIGNATURE

PÉROU.

¹ Vol. XXVII, page 157 ; vol. XXXI, page 260 ; vol. XXXV, page 314 ; vol. XXXIX, page 190 ; vol. XLV, page 116 ; vol. L, page 161 ; vol. LIX, page 355 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXXIII, page 393 ; et vol. LXXXVIII, page 312, de ce recueil.

II.

COPENHAGEN, April 25, 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

In your Note dated 22nd instant, No. 706, you were good enough to inform me that the Royal Roumanian Government feels it necessary to propose a further postponement of two months in the date of denunciation for the provisional arrangement concerning commercial relations concluded between Denmark and Roumania on May 8, 1923. The denunciation would thus take effect on July 1st of this year. At the same time you enquired whether the Royal Government agreed with this proposal.

In reply I have the honour to inform you that the Danish Government is entirely in favour of the above-mentioned proposal.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Th. STAUNING.

Dr. Constantin Flondor,
Roumanian Chargé d'Affaires,
Stockholm.

No. 678. — PROTOCOL¹ ON ARBITRA-
TION CLAUSES. SIGNED AT GENEVA,
SEPTEMBER 24, 1923.

SIGNATURE.

PERU.

¹ Vol. XXVII, page 157 ; Vol. XXXI, page 260 ; Vol. XXXV, page 314 ; Vol. XXXIX, page 190 ; Vol. XLV, page 116 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIX, page 355 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXXIII, page 393 ; and Vol. LXXXVIII, page 393, of this Series.

N^o 685. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DE LA CIRCULATION ET DU TRAFIC DES PUBLICATIONS OBSCÈNES, OUVERTE A LA SIGNATURE A GENÈVE, DU 12 SEPTEMBRE 1923 AU 31 MARS 1924.

RATIFICATION

Dépôt :

DANEMARK 6 mai 1930.

En procédant au dépôt de ladite ratification, le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations a tenu à faire observer qu'une erreur s'est glissée dans la réserve à laquelle le Plénipotentiaire du Danemark a subordonné sa signature de la convention dans le dernier paragraphe de la réserve, il est dit : « L'application de la législation danoise . . . » ; tandis qu'il faut lire : « La modification de la législation danoise. . . » C'est dans cette dernière forme que la réserve est reproduite dans l'instrument de ratification royal.

No. 685. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE SUPPRESSION OF THE CIRCULATION OF AND TRAFFIC IN OBSCENE PUBLICATIONS, OPEN FOR SIGNATURE AT GENEVA, FROM SEPTEMBER 12, 1923, TO MARCH 31, 1924.

RATIFICATION.

Deposit :

DENMARK May 6, 1930.

On proceeding to the deposit of this ratification, the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations desired to point out that a mistake occurred in the wording of the reservation made by the Danish Plenipotentiary at the time of signing the Convention : in the last paragraph of the reservation, the words " Application of Danish legislation. . . " should read " Modification of the Danish legislation . . . " The latter is the form in which the reservation is couched in the instrument of ratification.

N^o 1129. — CONVENTION² ET STATUT SUR LE RÉGIME INTERNATIONAL DES VOIES FERRÉES ET PROTOCOLE DE SIGNATURE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 9 DÉCEMBRE 1923.

RATIFICATION

Dépôt :

YUGOSLAVIE 7 mai 1930.

¹ Vol. XXVII, page 213 ; vol. XXXI, page 260 ; vol. XXXV, page 314 ; vol. XXXIX, page 190 ; vol. XLV, page 122 ; vol. LIV, page 391 ; vol. LIX, page 357 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 313 ; et vol. XCII, page 368, de ce recueil.

² Vol. XLVII, page 55 ; vol. L, page 180 ; vol. LIX, page 383 ; vol. LXIII, page 417 ; vol. LXIX, page 92 ; vol. LXXVIII, page 472 ; vol. LXXXIII, page 403 ; vol. LXXXVIII, page 336 ; et vol. XCII, page 381, de ce recueil.

No. 1129. — CONVENTION² AND STATUTE ON THE INTERNATIONAL RÉGIME OF RAILWAYS AND PROTOCOL OF SIGNATURE. SIGNED AT GENEVA, DECEMBER 9, 1923.

RATIFICATION.

Deposit :

YUGOSLAVIA May 7, 1930.

¹ Vol. XXVII, page 213 ; Vol. XXXI, page 260 ; Vol. XXXV, page 314 ; Vol. XXXIX, page 190 ; Vol. XLV, page 122 ; Vol. LIV, page 391, Vol. LIX, page 357 ; Vol. LXXXIII, page 394 ; Vol. LXXXVIII, page 313 ; and Vol. XCII, page 368, of this Series.

² Vol. XLVII, page 55 ; Vol. L, page 180 ; Vol. LIX, page 383 ; Vol. LXIII, page 417 ; Vol. LXIX, page 92 ; vol. LXXVIII, page 472 ; Vol. LXXXIII, page 403 ; Vol. LXXXVIII, page 336 ; and Vol. XCII, page 381, of this Series.

N^o 1371. — CONVENTION¹ PROVISOIRE CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE ENTRE LES PAYS-BAS ET LA POLOGNE. SIGNÉE A LA HAYE, LE 4 NOVEMBRE 1925.

DÉNONCIATION

Dénonciation par les Pays-Bas, effective à partir du 8 avril 1930.

Communiqué par le Chargé d'Affaires a. i. des Pays-Bas à Berne, le 9 mai 1930, et par le délégué de la Pologne à la Société des Nations, le 13 juin 1930.

No. 1371. — PROVISIONAL CONVENTION¹ REGARDING AERIAL NAVIGATION BETWEEN THE NETHERLANDS AND POLAND. SIGNED AT THE HAGUE, NOVEMBER 4, 1925.

DENUNCIATION.

Denunciation by the Netherlands, effective as from April 8, 1930.

Communicated by the Netherlands Chargé d'Affaires a. i. at Berne, May 9, 1930, and by the Polish Delegate accredited to the League of Nations, June 13, 1930.

N^o 1414. — CONVENTION² RELATIVE A L'ESCLAVAGE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 25 SEPTEMBRE 1926.

RATIFICATION

Dépôt :

LIBÉRIA 17 mai 1930.

No. 1414. — SLAVERY CONVENTION². SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 25, 1926.

RATIFICATION.

Deposit :

LIBERIA May 17, 1930.

N^o 1425. — TREATY³ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND GREECE, AND ACCOMPANYING DECLARATION. SIGNED AT LONDON, JULY 16, 1926.

EXCHANGES OF NOTES RECORDING THE ACCESSION OF TRINIDAD AND TOBAGO TO THE ABOVE TREATY. ATHENS, FEBRUARY 11 AND 21, 1930.

Communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 14 avril 1930.

No. 1425. — TRAITÉ³ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA GRÈCE, ET DÉCLARATION Y ANNEXÉE. SIGNÉS A LONDRES, LE 16 JUILLET 1926.

ECHANGES DE NOTES RELATIF A L'ADHÉSION DE LA TRINITÉ ET TOBAGO AU TRAITÉ CI-DESSUS. ATHÈNES, LES 11 ET 21 FÉVRIER 1930.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, April 14, 1930.

¹ Vol. LVIII, page 179; et vol. LXXXVIII, page 353, de ce recueil.

² Vol. LX, page 253; vol. LXIX, page 114; vol. LXXII, page 485; vol. LXXXIII, page 416; et vol. LXXXVIII, page 356, de ce recueil.

³ Vol. LXI, page 15; vol. LXIII, page 428; vol. LXXXIII, page 417; et vol. LXXXVIII, page 356, de ce recueil.

¹ Vol. LVIII, page 179; and Vol. LXXXVIII, page 353, of this Series.

² Vol. LX, page 253; Vol. LXIX, page 114; Vol. LXXII, page 485; Vol. LXXXIII, page 416; and Vol. LXXXVIII, page 356, of this Series.

³ Vol. LXI, page 15; Vol. LXIII, page 428; Vol. LXXXIII, page 417; and Vol. LXXXVIII, page 356, of this Series.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 45.
(140/2/30).ATHENS, *February 11th*, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour by direction of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to give notice to Your Excellency, in accordance with the provisions of Article 30 of the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Greece signed on the 16th July, 1926, of the desire of His Britannic Majesty that the provisions of the said Treaty shall apply to the Colony of Trinidad and Tobago.

I have the honour to request that I may be furnished in due course with a formal acknowledgment of this notification.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency, the expression of my highest consideration.

Patrick RAMSAY.

His Excellency
Monsieur Michalacopoulos,
Minister for Foreign Affairs,
Athens.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° 6304.

ATHÈNES, *le 21 février* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa lettre N° 45 en date du 11 de ce mois, par laquelle elle a bien voulu me faire

I.

LÉGATION BRITANNIQUE.

N° 45.
140/2/30.ATHÈNES, *11 février* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre du Premier Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, et conformément aux dispositions de l'article 30 du Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et la Grèce, signé le 16 juillet 1926, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence du désir de Sa Majesté britannique de voir appliquer les clauses du susdit traité à la colonie de Trinité et Tobago.

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir m'adresser officiellement en temps utile un accusé de réception de la présente notification.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Patrick RAMSAY.

A Son Excellence
M. Michalacopoulos,
Ministre des Affaires étrangères,
Athènes.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. 6304.

ATHENS, *February 21*, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter No. 45 dated February 11th last in which you were good enough to inform me

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

part du désir de Sa Majesté britannique, conformément à l'article 30 du Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et la Grèce, de voir appliquer les clauses du susdit traité à la Colonie de Trinité et Tobago.

J'ai l'honneur de prendre acte, au nom du Gouvernement hellénique, de cette communication et de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma haute considération.

(Signé) M. TSAMADOS.

Son Excellence
The Honourable Ramsay,
Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
etc., etc., etc.,
en Ville.

of the desire of His Britannic Majesty, in accordance with the provisions of Article 30 of the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Greece, that the provisions of the said Treaty should apply to the colony of Trinidad and Tobago.

I have the honour to acknowledge this communication on behalf of the Greek Government and to renew to Your Excellency the expression of my highest consideration.

(Signed) M. TSAMADOS.

To His Excellency
The Hon. Patrick Ramsay,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of His Britannic Majesty, etc., etc.
Athens.

No. 1512. — AGREEMENT¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND MASCATE RENEWING FOR A FURTHER PERIOD OF ONE YEAR, FROM FEBRUARY 11, 1927, THE TREATY OF FRIENDSHIP, COMMERCE AND NAVIGATION OF MARCH 19, 1891, SIGNED AT MASKAT, FEBRUARY 11, 1927.

Nº 1512. — ACCORD¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET MASCATE PROLONGEANT POUR UNE NOUVELLE PÉRIODE D'UN AN, A PARTIR DU 11 FÉVRIER 1927, LE TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 19 MARS 1891, SIGNÉ A MASCATE, LE 11 FÉVRIER 1927.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING FOR A FURTHER PERIOD OF ONE YEAR, FROM FEBRUARY 11, 1929, THE ABOVE TREATY OF MARCH 19, 1891. MASKAT, FEBRUARY 11, 1929.

ECHANGE DE NOTES PROROGEANT POUR UNE NOUVELLE PÉRIODE D'UN AN A PARTIR DU 11 FÉVRIER 1929, LE TRAITÉ DU 19 MARS 1891 SUSMENTIONNÉ. MASCATE, LE 11 FÉVRIER 1929.

Communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 14 avril 1930.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, April 14, 1930.

¹ Vol. V, page 59.; vol. VIII, page 261; vol. X, page 459; vol. XVII, page 163; vol. XXV, page 387; vol. XXXV, page 233; vol. LVII, page 13; vol. LXIV, page 397; et vol. LXXXIII, page 440, de ce recueil.

¹ Vol. V, page 59; Vol. VIII, page 261; Vol. X, page 459; Vol. XVII, page 163; Vol. XXV, page 387; Vol. XXXV, page 233; Vol. LVII, page 13; Vol. LXIV, page 397; and Vol. LXXXIII, page 440, of this Series.

NOTE.

We, the undersigned, have agreed to what follows : That the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between Great Britain and Maskat, signed on the eighth day of Shaban 1308-H. corresponding to the 19th March 1891, will be prolonged by this writing, notwithstanding all, or any, correspondence between His late Highness Sayid Faisal bin Turki and the Glorious British Government in the matter of the revision of that Treaty. And it will remain in force for a period of one year from this eleventh day of February 1929, corresponding to the 17th Ramathan 1347-H, unless a suitable Treaty, by agreement between His Highness the Sultan of Maskat and Oman and the Glorious British Government be substituted for that ancient Treaty aforesaid. It is also understood that it shall be open to the Dominion of Canada and Irish Free State to withdraw from the aforesaid Treaty at any time on notice being given to that effect by His Majesty's Representative at Maskat.

It is also understood that the Commonwealth of Australia have withdrawn from participation in the aforesaid Treaty as per notice given by His Majesty's Representative at Maskat in his letter No. 6 dated 3rd December 1923.

In confirmation thereof, we that is, we, Mr. B. S. Thomas, O.B.E., and Haji Zuber bin Ali, Members of the Council of State, Maskat, on behalf of His Highness Sayid Sir Taimur bin Faisal, K.C.I.E., C.S.I., Sultan of Maskat and Oman, and I, Major G.P. Murphy I.A., duly authorised agent for that purpose on behalf of the Glorious British Government have signed this writing and five copies and have affixed our seals thereto.

Done at Maskat this eleventh day of February 1929, corresponding to 17th Ramathan 1347-H.

(Signed) G. P. MURPHY,
Major, Political Agent, Maskat.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

NOTE.

Nous soussignés, sommes convenus de ce qui suit :

Le Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu entre la Grande-Bretagne et Mascate et signé le huitième jour de Châban de l'An 1308 de l'Hégire, correspondant au 19 mars 1891 sera prolongé par le présent écrit nonobstant toute correspondance échangée entre feu Son Altesse Saïd Faïssal bin Turki et le glorieux Gouvernement britannique au sujet de la revision de ce Traité. Il restera en vigueur pendant une période d'un an à partir de ce onzième jour de février 1929 correspondant au dix-septième jour de Ramadhan de l'An 1347 de l'Hégire à moins qu'un traité approprié conclu entre Son Altesse le Sultan de Mascate et d'Oman et le glorieux Gouvernement britannique, ne soit substitué à l'ancien traité susmentionné. Il est également entendu que le Dominion du Canada et l'Etat libre d'Irlande auront la faculté en tout temps de cesser d'être Parties audit traité moyennant un avis à cet effet, notifié par le représentant de Sa Majesté à Mascate.

Il est également entendu que le Commonwealth d'Australie a cessé de participer au traité ci-dessus mentionné en vertu de l'avis notifié par le représentant de Sa Majesté à Mascate dans sa lettre n° 6 en date du 3 décembre 1923.

En foi de quoi nous, M. B. S. Thomas, O.B.E. et Hadji Zuber bin Ali, membres du Conseil d'Etat, Mascate au nom de Son Altesse Saïd Sir Taimur bin Faïssal, K.C.I.E., C.S.I., Sultan de Mascate et d'Oman et nous, Major G. P. Murphy, I.A., agent dûment autorisé à cet effet, au nom du glorieux Gouvernement britannique, avons signé le présent écrit ainsi que cinq exemplaires dudit et y avons apposé nos sceaux.

Fait à Mascate, ce onzième jour de février 1929, correspondant au dix-septième jour de Ramadhan de l'An 1347 de l'Hégire.

(Signé) G. P. MURPHY major
Agent politique Mascate.
B. S. THOMAS.
HADJI ZUBER BIN ALI.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

لَا حَيْه

نحن المصنوع ادناه الفقنا على ما ياتي :- ان المعاهدة الودادية والتجارة
 وفيما يخص باسفار السفن الجرية الكائنة بين بريطانيا العظمى وحسب المضا
 في يوم ثامن من شعبان سنة ١٣٤٨هـ مطابق ١٩ مارح سنة ١٨٩١م ستطول جسد التجرير
 ولو قد جرت في الماضي من الخاطبات كلها او لبعضها بين المرحوم سمو السيد فيصل
 بن تركي والدرلة الفخيمة البريطانية في امر اعلام لتجدد تلك المعاهدة فانها
 لا تزال معمولة عليها لمدة سنة واحدة من اليوم احدى عشر في وري سنة ١٩٢٩م
 الموافق ١٤ رمضان سنة ١٣٤٤هـ الا اذا صارت معاهدة مناسبة بالتفاق حضرة سعادة
 سلطان سخط وعمان والدولة الفخيمة البريطانية لتكون بدلا عن تلك المعاهدة القديمة
 المذكورة ويكون ايضا من المفهوم ان تتسنى للملكة كنادا وولاية ايرلندة الحرة ان
 تنفصل عن المعاهدة المذكورة في اي وقت ما تغب اعلان من عند وجب جلدلة الملك بمحوظ
 وكذا ان من المفهوم ان حكومة استراليا الحرة قد انفصلت عن الدخول
 في المعاهدة المذكورة بموجب الاعلان المعطى من قبل مندوب جلدلة الملك
 بمسقط في كتابه عدد ١٦ المورخ ٣٠ ديسمبر سنة ١٩٢٣م

مصدقاً لك انك نحن ليني مترجي اس قاسم - او - جي - كى - والحاج
 زبير بن على اعضاء محلبى الحكومة بمقط عن سمو السيد سرتمور بن نصيل
 ك - سي - آى - نى - سي - اسى - انى سلطان مسقط وعمان واخا ميجرى جى مرفى
 آى - آ - وكيل معوض فى هن الحصوص من طرف الدولة الفخمة البرطانية
 قد انضيا معن التمرير وخمس سنوات واحتمنا طاجونا
 جرى فى مسقط يوم 11 فيردى سنة 1929 الموافق 4 رمضان سنة 1348هـ

Sd. Megible

Seal of the
Sultan -

Sd. Megible

True copy
m. g. Lem
attache

Ad. B. S. Thomas

No. 1517. — SUPPLEMENTARY¹ CON-
VENTION TO THE TREATY OF COM-
MERCE AND NAVIGATION OF APRIL
3, 1911, BETWEEN GREAT BRITAIN
AND JAPAN. SIGNED AT LONDON,
JULY 30, 1925.

N° 1517. — CONVENTION¹ COMPLÉMEN-
TAIRE AU TRAITÉ DE COMMERCE ET
DE NAVIGATION DU 3 AVRIL 1911
ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET
LE JAPON. SIGNÉE A LONDRES, LE
30 JUILLET 1925.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE APPLI-
CATION OF THE ABOVE CONVENTION TO CER-
TAIN BRITISH COLONIES AND PROTECTORATES.
TOKIO, JUNE 7/JULY 20, 1929.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION
DE LA CONVENTION CI-DESSUS A CERTAINES
COLONIES ET A CERTAINS PROTECTORATS
BRITANNIQUES. TOKIO, LES 7 JUIN/20 JUIL-
LET 1929.

Communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires
étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne,
le 10 mars 1930.

Communicated by His Majesty's Secretary of
State for Foreign Affairs in Great Britain,
March 10, 1930.

¹ Vol. LXV, page 29, de ce recueil.

¹ Vol. LXV, page 29, of this Series.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 89.

TOKYO, *June 7, 1929.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform Your Excellency under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs that it is desired that the modifications of the Anglo-Japanese Treaty of Commerce and Navigation of 1911 as made by the Supplementary Convention of 1925 shall apply, in accordance with Article 4 of the Convention, to the British Colonies and Protectorates of which a list is enclosed

2. His Majesty's Government also desire that the stipulations of the Treaty of 1911, as modified by the Convention of 1925 shall apply to the following territories in accordance with Article 6 of the latter :

Northern Rhodesia,
British Cameroons,
British Togoland,
Tanganyika Territory.

3. I should be grateful if Your Excellency would inform me in due course on what date the Imperial Government will regard the application to these territories as taking effect. I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) John TILLEY.

His Excellency

Baron Giichi Tanaka,
H.I.J.M. Minister for Foreign Affairs.

II.

July 20, 1929.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's note of June 7, in which

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

AMBASSADE BRITANNIQUE.

N° 89.

TOKIO, *le 7 juin 1929.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de vous faire savoir que l'on désire rendre les modifications apportées par la Convention complémentaire de 1925 au Traité de commerce et de navigation conclu entre la Grande-Bretagne et le Japon en 1911, applicables, conformément à l'article 4 de cette convention, aux colonies et protectorats britanniques, dont la liste est ci-jointe.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté désire également voir rendre les dispositions du Traité de 1911, modifiées par la Convention de 1925, applicables, conformément à l'article 6 de cette convention, aux territoires suivants :

Rhodésie du Nord,
Cameroun britannique,
Togo britannique,
Territoire du Tanganyika.

3. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire connaître en temps opportun à quelle date le gouvernement impérial considérera l'application de ce traité auxdits territoires comme entrant en vigueur.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) John TILLEY.

A Son Excellence

le Baron Giichi Tanaka,
Ministre des Affaires étrangères
de S. M. I. J.

II.

Le 20 juillet 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date du 7 juin, par laquelle vous m'in-

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

you inform me, under instructions from His Britannic Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs, that it is desired that the modifications of the Anglo-Japanese Treaty of Commerce and Navigation of 1911, as made by the Supplementary Convention of 1925, shall apply, in accordance with Article 4 of the said Supplementary Convention, to the British Colonies and Protectorates of which a list is herewith enclosed, and also that the stipulations of the Treaty of 1911, as modified by the Supplementary Convention of 1925, shall apply, in accordance with Article 6 of the said Supplementary Convention, to the following territories :

Northern Rhodesia,
British Cameroons,
British Togoland,
Tanganyika Territory.

Further, I have the honour to inform Your Excellency that I understand that the application of the Treaty to the above territories and to those on the enclosed list should take effect from June 7, the date on which Your Excellency notified me of it.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Kijuro SHIDEHARA, Baron,
Minister for Foreign Affairs

His Excellency,
Sir John Tilley,
H.B.M. Ambassador.

ENCLOSURE.

British Colonies and Protectorates to which it is desired that the modifications of the Anglo-Japanese Treaty of Commerce and Navigation of April 3, 1911, as made by the Supplementary Convention of 30 July, 1925, shall apply.

Bahamas,
Barbados,
Bermuda,
British Guiana,
British Honduras,
Ceylon,
Cyprus,

formez, d'ordre du principal secrétaire de Sa Majesté britannique aux Affaires étrangères, que l'on désire rendre les modifications apportées par la Convention complémentaire de 1925 au Traité de commerce et de navigation conclu entre la Grande-Bretagne et le Japon en 1911 ; applicables, conformément à l'article 4 de cette convention, aux Colonies et Protectorats britanniques dont la liste est ci-jointe et, en outre, de rendre les dispositions du Traité de 1911, modifiées par la Convention de 1925, applicables conformément à l'article 6 de cette Convention, aux territoires suivants :

Rhodésie du Nord,
Cameroun britannique,
Togo britannique,
Territoire du Tanganyika.

3. J'ai également l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que je crois comprendre que l'application du traité aux territoires susmentionnés, ainsi qu'à ceux qui figurent sur la liste ci-jointe, doit prendre effet à partir du 7 juin, date à laquelle Votre Excellence m'a adressée la dite notification.

Je saisis cette occasion, etc.

Le Ministre des Affaires étrangères,
Baron Kijuro SHIDEHARA,

A Son Excellence
Sir John Tilley,
Ambassadeur de S. M. B.

ANNEXE.

Colonies et Protectorats britanniques auxquels on désire rendre applicables les modifications apportées par la Convention complémentaire du 30 juillet 1925 au Traité de commerce et de Navigation, conclu le 3 avril 1911 entre la Grande-Bretagne et le Japon.

Bahamas,
La Barbade,
Bermudes,
Guyane britannique,
Honduras britannique,
Ceylan,
Chypre,

Falkland Islands and Dependencies,
 Gambia (Colony and Protectorate),
 Gold Coast : (a) Colony, (b) Ashanti,
 (c) Northern Territories,
 Hongkong,
 Jamaica, including Turks and Caicos
 Islands and Cayman Islands,
 Kenya (Colony and Protectorate),
 Leeward Islands,
 Antigua,
 Dominica,
 Montserrat,
 St. Christopher and Nevis,
 Virgin Islands,
 Malay States :
 Federated Malay States :
 Negri Sembilan,
 Pahang,
 Perak,
 Selangor,
 Malta,
 Mauritius,
 Nigeria, (a) Colony, (b) Protectorate,
 Nyasaland Protectorate,
 St. Helena and Ascension,
 Sierra Leone (Colony and Protectorate),
 Somaliland Protectorate,
 Straits Settlements,
 Trinidad and Tobago,
 Uganda Protectorate,
 Windward Islands :
 Grenada,
 St. Lucia,
 St-Vincent.

Iles Falkland et Dépendances,
 Gambie (Colonie et Protectorat),
 Côte de l'Or : (a) Colonie, b) Territoire
 des Ashantis, c) Territoires du Nord,
 Hong-Kong,
 Jamaïque, y compris les Iles Turk,
 Caïques et Caïman,
 Kénya (Colonie et Protectorat),
 Iles Sous-le-Vent,
 Antigua,
 Dominique,
 Montserrat,
 St. Christophe et Nevis,
 Iles Vierges,
 Etats Malais :
 Etats Malais fédérés.
 Negri Sembilan,
 Pahang,
 Perak,
 Selangor,
 Malte,
 Maurice,
 Nigéria : a) Colonie, b) Protectorat,
 Protectorat du Nyassaland,
 Ste. Hélène et Ascension,
 Sierra Léone (Colonie et Protectorat),
 Protectorat du Somaliland,
 Straits Settlements,
 Trinité et Tobago,
 Protectorat de l'Ouganda,
 Iles du Vent :
 Grenade,
 Ste. Lucie,
 St. Vincent.

No 1528. — CONVENTION¹ PROVISOIRE
 CONCERNANT LA NAVIGATION AÉ-
 RIENNE ENTRE LES PAYS-BAS ET LE
 DANEMARK. SIGNÉE A LA HAYE, LE
 23 JUILLET 1926.

DÉNONCIATION

Dénonciation par les Pays-Bas, effective à
 partir du 8 avril 1930.

*Communiquée par le Délégué permanent du
 Danemark près la Société des Nations, le
 17 avril 1930, et par le Ministre des Pays-Bas,
 à Berne, le 11 juin 1930.*

No. 1528. — PROVISIONAL CONVENTION¹
 BETWEEN THE NETHERLANDS AND
 DENMARK CONCERNING AERIAL NA-
 VIGATION. SIGNED AT THE HAGUE,
 JULY 23, 1926.

DENUNCIATION.

Denunciation by the Netherlands, effective as
 from April 8, 1930.

*Communicated by the Permanent Delegate of
 Denmark accredited to the League of Nations,
 April 17, 1930, and by the Netherlands Minister,
 at Berne, June 11, 1930.*

¹ Vol. LXVI, page 133, de ce recueil.

¹ Vol. LXVI, page 133, of this Series.

N^o 1539. — CONVENTION¹ RELATIVE AU JAUGEAGE DES BATEAUX DE NAVIGATION INTÉRIEURE. SIGNÉE A PARIS, LE 27 NOVEMBRE 1925.

RATIFICATION

Dépôt :

YUGOSLAVIE... .. 7 mai 1930.

No. 1539. — CONVENTION¹ REGARDING THE MEASUREMENT OF VESSELS EMPLOYED IN INLAND NAVIGATION. SIGNED AT PARIS, NOVEMBER 27, 1925

RATIFICATION.

Deposit :

YUGOSLAVIA May 7, 1930.

N^o 1546. — TRAITÉ² DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA HONGRIE. SIGNÉ A LONDRES, LE 23 JUILLET 1926.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION DU TRAITÉ CI-DESSUS A LA PALESTINE. BUDAPEST, LES 9 JUILLET/17 SEPTEMBRE 1929.

Communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 10 mars 1930.

I.

BRITISH LEGATION.

N^o 62.
(33/4/29).

BUDAPEST, 9th July, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the Note verbale of the Royal Hungarian Ministry for Foreign Affairs No 68.169/4 of 24 June, 1927, I have the honour, under instructions from His Majesty's

¹ Vol. LXVII, page 63 ; et vol. LXXXIII, page 443, de ce recueil.

² Vol. LXVII, page 183 ; et Vol. LXXXIII, page 456, de ce recueil.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 1546. — TREATY² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND HUNGARY. SIGNED AT LONDON, JULY 23, 1926.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE APPLICATION OF THE ABOVE TREATY TO PALESTINE. BUDAPEST, JULY 9/ SEPTEMBER 17, 1929.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, March 10, 1930.

I.

LÉGATION BRITANNIQUE.

N^o 62.
(33/4/29).

BUDAPEST, le 9 juillet 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la Note verbale du Ministère Royal Hongrois des Affaires étrangères No 68.169/4 du 24 juin 1927, j'ai l'honneur d'ordre du principal Secrétaire d'Etat de Sa

¹ Vol. LXVII, page 63 ; and Vol. LXXXIII, page 443, of this Series.

² Vol. LXVII, page 183 ; and Vol. LXXXIII, page 456, of this Series.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Principal Secretary of State for Foreign Affairs to inform Your Excellency that Palestine has now acceded to the Treaty of Commerce between the United Kingdom and Hungary, signed on 23rd July, 1926, and that the necessary legislation having been adopted the Government of Palestine is desirous that the stipulations of the Treaty should now be applied to the territory.

His Majesty's Government would be grateful if Your Excellency, in acknowledging the notification of this accession, would give the assurance of the Royal Hungarian Government that the latter will not claim from the Government of Palestine, under the most favoured nation clause, treatment similar to that which is accorded by Palestine to Syria and which may be accorded to other neighbouring Arab States under the terms of Article 18 of the Palestine Mandate.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

CHILSTON.

His Excellency
Monsieur Louis Walko,
Minister for Foreign Affairs.

Majesté aux Affaires étrangères, de vous informer que la Palestine a accédé au Traité de Commerce entre le Royaume-Uni et la Hongrie, signé le 23 juillet 1926 et que les mesures législatives nécessaires ayant été prises, le Gouvernement palestinien désire maintenant que les dispositions de ce traité soient appliquées à son territoire.

Le Gouvernement de Sa Majesté vous serait reconnaissant de bien vouloir, en accusant réception de la notification de cette accession, donner l'assurance que le Gouvernement royal hongrois ne se prévaut pas de la clause de la nation la plus favorisée pour réclamer du Gouvernement palestinien un traitement semblable à celui qui est consenti par la Palestine à la Syrie, et qui pourra être consenti à d'autres Etats arabes voisins, en vertu de l'article 18 du mandat sur la Palestine.

Je saisis cette occasion, etc.

CHILSTON.

Son Excellence
Monsieur Louis Walko
Ministre des Affaires étrangères.

II.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

MAGYAR KIRÁLYI.
KÜLÜGYMINISTERIUM.

81.020/4.
1929.

SZÓBELI JEGYZÉK.

A m. kir. Külügyminiszterium köszönettel vette a Brit Királyi Követnek f. évi július 9. -én kelt 62. számú jegyzékét, amelyben kormánya megbizásából szives volt közölni, hogy Palesztina hozzájárult az 1926. július 23-án kötött magyar-angol kereskedelmi és hajózási szerződéshez, amelyet a palesztinai kormány nevezett területen immár életbe kíván léptetni.

Ez alkalommal a magyar kormány készséggel jelenti ki, hogy a legnagyobb kedvezmény elvének alkalmazása alapján nem fogja azokat a különleges előnyöket követelni, amelyeket Palesztina Szíriának vagy más szomszédos arab államnak nyújt.

Amidőn a m. kir. külügyminiszterium arra kéri a Brit Királyi Követséget, hogy fentieket hozza kormánya tudomására, egyszersmind bátorodik ama kérelmének kifejezést adni, hogy egy teljes jegyzék bocsáttassék rendelkezésére ama brit államok, tartományok és területek neveiről, amelyek a magyar-angol kereskedelmi és hajózási szerződéshez hozzájárultak, illetve azt alkalmazzák.

Budapest, 1929. szeptember 17. -én.

BRIT KIRÁLYI KÖVETSÉG.
Budapest.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE ROYAL HONGROIS
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

81.020/4.

NOTE VERBALE.

Le Ministère royal hongrois des Affaires étrangères a l'honneur d'accuser réception de la note verbale de l'Ambassadeur royal britannique, datée du 9 juillet 1929 l'informant au nom du Gouvernement britannique, que la Palestine a accédé au Traité de commerce et de navigation entre la Hongrie et le Royaume-Uni, signé le 23 juillet 1926, et que le Gouvernement palestinien désire mettre en vigueur sur son territoire.

A cette occasion, le Gouvernement hongrois donne volontiers l'assurance qu'il ne se prévaudra pas de la clause de la nation la plus favorisée pour réclamer du Gouvernement palestinien les avantages spéciaux accordés par la Palestine à la Syrie ou à d'autres Etats arabes voisins.

En priant la Légation royale britannique de porter le contenu de la présente note à la connaissance de son Gouvernement, le Ministère royal hongrois des Affaires étrangères serait heureux de recevoir la liste complète des pays, dominions et autres territoires britanniques qui ont accédé audit Traité de commerce et de navigation ou qui l'appliquent sur leur territoire.

BUDAPEST, 17 *septembre* 1929.

Légation royale britannique,
Budapest.

¹ TRANSLATION.

ROYAL HUNGARIAN MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

81.020/4.

NOTE VERBALE.

The Royal Hungarian Ministry for Foreign Affairs has the honour to acknowledge receipt of the Note Verbale from the British Minister, dated July 9, 1929, informing it, on behalf of the British Government, that Palestine has acceded to the Treaty of Commerce and Navigation between Hungary and the United Kingdom, signed on July 23, 1926, and that the Government of Palestine is desirous of putting the Treaty into force in its territory.

The Hungarian Government gladly gives the assurance that it will not claim from the Government of Palestine under the most-favoured-nation clause the special advantages granted by Palestine to Syria and to other neighbouring Arab States.

In requesting the British Legation to communicate the contents of the present note to its Government, the Royal Hungarian Ministry for Foreign Affairs would be glad to receive a full list of countries, dominions and other British territories which have acceded to the said Treaty of Commerce and Navigation or which apply it in their territory.

BUDAPEST, *September* 17, 1929.

To the Royal British Legation,
Budapest.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N^o 1554. — ACCORD¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE SUR LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉ A PRAGUE, LE 15 AVRIL 1926.

No. 1554. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE REPUBLIC OF POLAND AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC ON AERIAL NAVIGATION. SIGNED AT PRAGUE, APRIL 15, 1926.

DÉNONCIATION

Dénonciation par la Pologne effective à partir du 31 décembre 1930.

Communiquée par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations, le 14 mars 1930.

DENUNCIATION.

Denunciation by Poland effective as from December 31, 1930.

Communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations, March 14, 1930.

N^o 1845. — CONVENTION² INTERNATIONALE DE L'OPIUM, ADOPTÉE PAR LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE L'OPIUM (SOCIÉTÉ DES NATIONS). SIGNÉE A GENÈVE, LE 19 FÉVRIER 1925.

No. 1845. — INTERNATIONAL OPIUM CONVENTION², ADOPTED BY THE SECOND OPIUM CONFERENCE (LEAGUE OF NATIONS). SIGNED AT GENEVA, FEBRUARY 19, 1925.

RATIFICATION

DANEMARK... .. 23 avril 1930.

A partir du 19 avril 1930, les dispositions de la Convention s'appliquent également à la zone du Protectorat espagnol du Maroc.

PROTOCOLE, GENÈVE, le 19 FÉVRIER 1925.

RATIFICATION.

DENMARK... .. April 23, 1930.

As from April 19, 1930, the provisions of the Convention apply also to the Zone of the Spanish Protectorate of Morocco.

PROTOCOL, GENEVA, FEBRUARY 19, 1925.

ADHÉSION

ESPAGNE 19 avril 1930.

ACCESSION.

SPAIN April 19, 1930.

¹ Vol. LXVII, page 305, de ce recueil.

² Vol. LXXXI, page 317; vol. LXXXVIII, page 390; et vol. XCII, page 409, de ce recueil.

¹ Vol. LXVII, page 305, of this Series.

² Vol. LXXXI, page 317; Vol. LXXXVIII, page 390; and Vol. XCII, page 409, of this Series.

N^o 1905. — CONVENTION ¹ RADIOTÉLÉ-
GRAPHIQUE INTERNATIONALE. SI-
GNÉE A WASHINGTON, LE 25 NOVEM-
BRE 1927.

*Présentée à l'enregistrement par le délégué
permanent du Royaume de Yougoslavie près
la Société des Nations, le 7 avril 1930.*

No. 1905. — INTERNATIONAL RADIOTE-
LEGRAPH CONVENTION ¹. SIGNED AT
WASHINGTON, NOVEMBER 25, 1927.

*Presented for registration by the Permanent
Delegate of the Kingdom of Yugoslavia
accredited to the League of Nations, April 7,
1930.*

N^o 2096. — CONVENTION ² POUR L'EXÉ-
CUTION DES SENTENCES ARBITRALES
ÉTRANGÈRES, SIGNÉE A GENÈVE, LE
26 SEPTEMBRE 1927.

SIGNATURE

PÉROU.

No. 2096. — CONVENTION ² ON THE
EXECUTION OF FOREIGN ARBITRAL
AWARDS, SIGNED AT GENEVA, SEP-
TEMBER 26, 1927.

SIGNATURE.

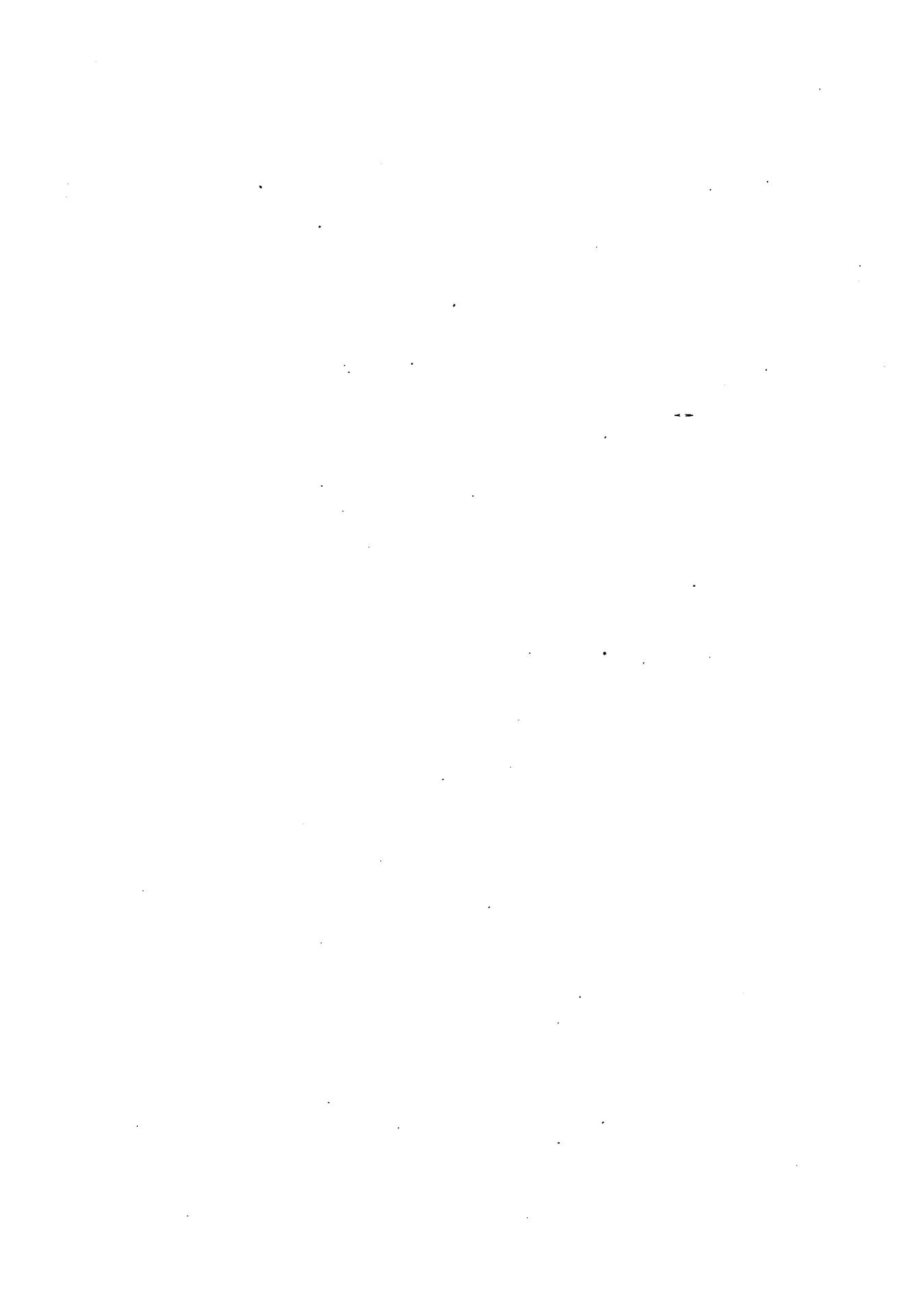
PERU.

¹ Vol. LXXXIV, page 97; et vol. XCII, page 412, de ce recueil.

² Vol. XCII, page 301, de ce recueil.

¹ Vol. LXXXIV, page 97; and Vol. XCII, page 412, of this Series.

² Vol. XCII, page 301, of this Series.



N° 2201.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET HONGRIE**

Traité de conciliation. Signé à Wash-
ington, le 26 janvier 1929.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND HUNGARY**

Treaty of Conciliation. Signed at
Washington, January 26, 1929.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

N^o 2201. — BÉKÉLTETŐ ELJÁRÁSI SZERZŐDÉS¹ AZ AMERIKAI EGYESÜLT ÁLLAMOK ÉS MAGYARORSZÁG KÖZÖTT, — ALÁIRATOTT WASHINGTONBAN 1929 JANUAR 26-ÁN.

No. 2201. — TREATY¹ OF CONCILIATION BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND HUNGARY. SIGNED AT WASHINGTON, JANUARY 26, 1929.

Textes officiels anglais et hongrois communiqués par le ministre résident, chef de la délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 14 novembre 1929.

Ce traité a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 3 octobre 1929.

English and Hungarian official texts communicated by the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place November 14, 1929.

This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, October 3, 1929.

Ő FŐMÉLTÓSÁGA MAGYARORSZÁG KORMÁNYZÓJA ÉS AZ AMERIKAI EGYESÜLT ÁLLAMOK ELNÖKE attól az óhajtól vezetve, hogy az őket összekötő barátságot megszilárdítsák és egyben az általános béke ügyének haladását szolgálják, elhatározták, hogy ebből a célból szerződést kötnek és evégből meghatalmazotailkul kijelölték :

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, being desirous to strengthen the bonds of amity that bind them together and also to advance the cause of general peace, have resolved to enter into a treaty for that purpose, and to that end have appointed as their Plenipotentiaries :

Ő FŐMÉLTÓSÁGA MAGYARORSZÁG KORMÁNYZÓJA :

Gróf SZÉCHÉNYI László, Magyarország rendkívüli követét és meghatalmazott minisztert az Amerikai Egyesült Államoknál,

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

Count László SZÉCHÉNYI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the United States of America ; and

AZ AMERIKAI EGYESÜLT ÁLLAMOK ELNÖKE :

Frank B. KELLOGG, az Egyesült Államok Secretary of State-jét,

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Frank B. KELLOGG, Secretary of State of the United States of America ;

akik közlőlvén egymással megfelelő alakban talált meghatalmazásaikat, a következő cikkekben állapodtak meg :

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in proper form, have agreed upon the following articles :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 24 juillet 1929.

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, July 24, 1929.

I. cikk.

Magyarország Kormánya és az Amerikai Egyesült Államok Kormánya között felmerülő vitás kérdések, bármilyen természetűek is legyenek azok, amennyiben a szokásos diplomáciai eljárás sikerre nem vezetett és amennyiben a Magas Szerződő Felek valamely illetékes Bíróság döntéséhez nem folyamodnak, vizsgálat és jelentéstétel végett az alább következő cikkben megállapított módon megalakított Állandó Nemzetközi Bizottság elé terjesztendők és a Magas Szerződő Felek kötelezik magukat, hogy ezen vizsgálat tartama alatt és a jelentés előterjesztése előtt háborút nem üzennek, vagy az ellenségeskedéseket meg nem kezdik.

II. cikk.

A Nemzetközi Bizottság a következő módon kijelölendő öt tagból áll: Mindegyik kormány saját országának állampolgárai közül egy tagot és egy harmadik állam polgára közül szintén egy tagot jelöl ki; az ötödik tagot, aki magától értetődőleg egyik Szerződő Állam polgára sem lehet, a két kormány közös megegyezéssel jelöli ki. A Bizottság költségeit a két kormány egyenlő arányban viseli.

A Nemzetközi Bizottságot a jelen szerződés megerősítő okiratainak kicserélésétől számított hat hónapon belül kell megalakítani; a megüresedő helyeket az eredeti kijelölés módjának megfelelően kell betölteni.

III. cikk.

Abban az esetben, ha a Magas Szerződő Feleknek nem sikerül valamely vitás esetet diplomáciai eszközökkel elintézniök és döntés végett nem folyamodnak valamely illetékes bírósághoz, úgy azt vizsgálat és jelentéstétel végett haladéktalanul a Nemzetközi Bizottság elé kell terjeszteniök. A Nemzetközi Bizottság azonban egyhangú határozattal önként felajánlhatja szolgálatait erre a célra; ily esetekben a Nemzetközi Bizottságnak ezt a szándékát a két kormány tudomására kell hoznia és kérnie kell a vizsgálatban való közreműködésüket.

A Magas Szerződő Felek megegyeznek abban, hogy az Állandó Nemzetközi Bizottságnak

Article I.

Any disputes arising between the Government of Hungary and the Government of the United States of America of whatever nature they may be, shall, when ordinary diplomatic proceedings have failed and the High Contracting Parties do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, be submitted for investigation and report to a permanent International Commission constituted in the manner prescribed in the next succeeding Article; and they agree not to declare war or begin hostilities during such investigation and before the report is submitted.

Article II.

The International Commission shall be composed of five members, to be appointed as follows: One member shall be chosen from each country, by the Government thereof; one member shall be chosen by each Government from some third country; the fifth member shall be chosen by common agreement between the two Governments, it being understood that he shall not be a citizen of either country. The expenses of the Commission shall be paid by the two Governments in equal proportions.

The International Commission shall be appointed within six months after the exchange of ratifications of this treaty; and vacancies shall be filled according to the manner of the original appointment.

Article III.

In case the High Contracting Parties shall have failed to adjust a dispute by diplomatic methods, and they do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, they shall at once refer it to the International Commission for investigation and report. The International Commission may, however, spontaneously by unanimous agreement offer its services to that effect, and in such case it shall notify both Governments and request their cooperation in the investigation.

The High Contracting Parties agree to furnish the Permanent International Commission with

mindazokat az eszközöket és könnyítéseket, amelyek a vizsgálathoz és jelentéshez szükségesegek, rendelkezésére bocsátják.

A Bizottság jelentését attól az időponttól számított egy éven belül köteles elkészíteni, amidőn a vizsgálatot megkezdettnek kijelentette, kivéve, ha a Magas Szerződő Felek közös megegyezéssel ezt az időtartamot korlátozzák vagy kiterjesztik. A jelentést három példányban kell elkészíteni; a Bizottság mindegyik Kormányának egy-egy példányt nyújt át, a harmadikat megőrzés végett visszatartja.

A Magas Szerződő Felek fenntartják maguknak azt a jogot, hogy a Bizottság jelentésének előterjesztése után, a vitás eset tekintetében szabadon cselekedjenek.

all the means and facilities required for its investigation and report.

The report of the Commission shall be completed within one year after the date on which it shall declare its investigation to have begun, unless the High Contracting Parties shall limit or extend the time by mutual agreement. The report shall be prepared in triplicate; one copy shall be presented to each Government, and the third retained by the Commission for its files.

The High Contracting Parties reserve the right to act independently on the subject matter of the dispute after the report of the Commission shall have been submitted.

IV. cikk.

A jelen szerződés Magyarország részéről az ország alkotmányának megfelelő módon és az Amerikai Egyesült Államok Elnöke által az Egyesült Államok Szenátusának véleményezésével és hozzájárulásával fog megerősítettetni.

A megerősítő okiratok, mihelyt lehetséges, Washingtonban fognak kicseréltetni és a szerződés a megerősítő okiratok kicserélésének időpontjában fog életbelépni. A szerződés ezután megszakítás nélkül érvényben marad az egyik Magas Szerződő Fél részéről a másikhoz intézendő írásbeli felmondást követő egy év elteltéig.

Minek hitelével a meghatalmazottak ezt a két példányban, magyar és angol nyelven kiállított szerződést, amelynek mindkét szövege egyenlő erővel bír, aláírták és pecsétjeikkel ellátták.

Kelt Washingtonban, a mi Urunk 1929. éve január hónapjának 26-ik napján.

Article IV.

The present treaty shall be ratified by Hungary in accordance with its constitutional laws, and by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of the ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one years written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate in the Hungarian and English languages, both texts having equal force, and hereunto affix their seals.

Done at Washington the 26th day of January in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-nine.

(P. H.) SZÉCHÉNYI s. k.

(P. H.) Frank B. KELLOGG s. k.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 2201. — TRAITÉ DE CONCILIATION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA HONGRIE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 26 JANVIER 1929.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE et LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux de resserrer les liens d'amitié qui unissent leurs deux pays, ainsi que de servir la cause de la paix générale, ont résolu de conclure un traité à cette fin et ont désigné, pour leurs plénipotentiaires :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

Le Comte László SZÉCHÉNYI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès des États-Unis d'Amérique ; et

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Frank B. KELLOGG, secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Tous différends qui viendraient à s'élever entre le Gouvernement de la Hongrie et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, de quelque nature qu'ils soient, seront, lorsque la procédure diplomatique ordinaire aura échoué et que les Hautes Parties contractantes n'auront pas recouru au jugement d'un tribunal compétent, soumis, aux fins d'enquête et de rapport, à une Commission internationale permanente, constituée comme il est prescrit à l'article suivant ; en outre, les Hautes Parties contractantes conviennent de ne pas déclarer la guerre et de ne pas commencer les hostilités durant cette enquête et avant le dépôt du rapport.

Article II.

La Commission internationale sera composée de cinq membres, nommés comme suit : un membre sera choisi par chaque gouvernement, parmi ses ressortissants ; un membre sera choisi par chaque gouvernement, parmi les ressortissants d'une tierce Puissance ; le cinquième membre sera choisi d'un commun accord par les deux gouvernements, étant entendu qu'il ne sera pas ressortissant de l'un ou de l'autre État. Les dépenses de la commission seront supportées à parts égales, par les deux gouvernements.

La Commission internationale sera nommée, au plus tard, six mois après l'échange des ratifications du présent traité, et il sera pourvu aux postes vacants conformément à la procédure prescrite pour la nomination des premiers membres.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article III.

Au cas où les Hautes Parties contractantes n'auraient pas réussi à régler un différend par la voie diplomatique, et n'auraient pas recouru au jugement d'un tribunal compétent, elles soumettront immédiatement ce différend à la Commission internationale aux fins d'enquête et de rapport. Toutefois, la Commission internationale aura la faculté d'offrir spontanément, en vertu d'une décision unanime, ses services à cet effet et, dans ce cas, elle en avisera les deux gouvernements et les invitera à coopérer à l'enquête.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de donner à la Commission internationale permanente tous les moyens et facilités nécessaires pour procéder à l'enquête et établir son rapport.

Le rapport de la commission devra être achevé dans le délai d'un an à compter de la date à laquelle la commission déclarera l'enquête ouverte, à moins que les Hautes Parties contractantes n'abrègent ou ne prolongent ce délai par accord mutuel. Le rapport sera établi en triple exemplaire ; un exemplaire sera remis à chacun des gouvernements et le troisième sera conservé par la commission dans ses archives.

Après que le rapport de la commission leur aura été soumis, les Hautes Parties contractantes se réservant pleine liberté d'action quant à l'objet du différend.

Article IV.

Le présent traité sera ratifié par la Hongrie conformément à ses lois constitutionnelles et par le président des Etats-Unis d'Amérique sur l'avis et avec le consentement du Sénat.

Les ratifications seront échangées à Washington aussitôt que faire se pourra, et le traité prendra effet à la date de l'échange des ratifications. Il demeurera alors en vigueur sans limite de durée, tant qu'il n'aura pas été dénoncé sous réserve d'un préavis d'un an, notifié, par écrit, par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité, dressé en deux exemplaires, en langue hongroise et en langue anglaise, les deux textes faisant également foi, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Washington, le 26 janvier 1929.

(L. S.) (Signé) SZÉCHÉNYI.

(L. S.) (Signé) Frank B. KELLOGG.

N° 2202.

**NORVÈGE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Echange de notes comportant un accord relatif à l'abrogation du visa obligatoire des passeports entre les deux pays. Oslo, les 27 septembre et 11 octobre 1929.

**NORWAY
AND CZECHOSLOVAKIA**

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Abolition of Compulsory Passport Visas between the two Countries. Oslo, September 27, and October 11, 1929.

N^o 2202. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS NORVÉGIEN ET TCHÉCOSLOVAQUE, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ABROGATION DU VISA OBLIGATOIRE DES PASSEPORTS ENTRE LES DEUX PAYS. OSLO, LES 27 SEPTEMBRE ET 11 OCTOBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 15 novembre 1929.

I.

MINISTÈRE ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, le 27 septembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à la lettre de M. Dvořáček en date du 15 juin dernier concernant l'abolition du visa obligatoire entre la Norvège et la République tchécoslovaque, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement norvégien est prêt à accepter le projet d'accord rédigé par votre gouvernement, à savoir :

Article premier.

Les ressortissants de chacun des deux pays peuvent, en tout temps, pénétrer sur le territoire de l'autre pays et le quitter aux points de frontière officiellement reconnus pourvu qu'ils soient munis d'un passeport national valable qui prouve incontestablement la nationalité du titulaire et sans qu'un visa de l'autre Etat soit requis.

Seuls les porteurs de passeports nationaux bénéficieront de cette faveur, qui ne sera pas accordée aux personnes munies de passeports étrangers (passeports pour étrangers, passeports provisoires, cartes d'identité, etc.). Les passeports nationaux ne seront délivrés qu'aux personnes dont la nationalité est établie de façon irréfutable.

Il suffira pour les enfants au-dessous de quinze ans de présenter au lieu de passeports un certificat délivré d'office et indiquant leur nom, âge, nationalité et domicile ou lieu de séjour permanent.

Article II.

Le présent accord ne porte aucune atteinte aux dispositions en vigueur dans le territoire des deux pays concernant le refoulement à la frontière des voyageurs suspects, la déclaration des étrangers à la Police, le séjour et l'expulsion des étrangers, ainsi que la protection du marché du travail

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2202. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE NORWEGIAN AND CZECHOSLOVAK GOVERNMENTS, CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE ABOLITION OF COMPULSORY PASSPORT VISAS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. OSLO, SEPTEMBER 27, AND OCTOBER 11, 1929.

French official text communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place November 15, 1929.

I.

ROYAL NORWEGIAN MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, *September 27, 1929.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to M. Dvořáček's letter dated June 15 last regarding the abolition of the compulsory visa as between Norway and the Czechoslovak Republic, I have the honour to inform you that the Norwegian Government is prepared to accept the draft Agreement drawn up by your Government, namely :

Article I.

The nationals of either country may at any time enter or leave the territory of the other country at any officially-recognised point on the frontier, provided that they hold a valid national passport affording incontestable proof of the holder's nationality ; no visa of the other State shall be required.

This favour shall be granted only to holders of national passports and not to persons holding aliens' passports (passports for aliens, provisional passports, identity-cards, etc.). National passports shall be issued only to persons whose nationality has been irrefutably established.

Children below fifteen years of age shall only be required to produce, in lieu of a passport, a certificate, which may be issued to them without further formality, stating their name, age, nationality and domicile or permanent residence.

Article II.

The present Agreement shall not affect the provisions in force in the territory of the two countries regarding the refusal to admit suspect persons arriving at the frontier, the reporting of aliens to the police, the sojourn and expulsion of aliens and the protection of the home labour market.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

national. Le droit de refouler à la frontière des voyageurs suspects est reconnu à chacun des deux Etats en vertu de sa souveraineté territoriale, de sorte que le refoulement de pareilles personnes ne dépendra pas des dispositions spéciales relatives aux cas individuels qui se présenteraient.

Article III.

Chaque gouvernement pourra expulser de son territoire les ressortissants de l'autre Etat qui ne se soumettront pas aux prescriptions concernant la déclaration des étrangers et à celles, relatives à leur séjour, ainsi que pour tout autre motif légal.

Chacun des deux Etats veillera à ce que ses ressortissants — lorsqu'ils demandent la délivrance d'un passeport pour se rendre dans l'autre pays dans le but d'y accepter un emploi — soient avertis qu'une autorisation est nécessaire pour y exercer leur métier ou profession.

Article IV.

Le présent accord entrera en vigueur le 15 novembre 1929 ; il cessera ses effets un mois après sa dénonciation par l'un ou l'autre des deux Etats.

En vous priant de bien vouloir me faire parvenir une note analogue à la présente en vue d'établir formellement l'accord intervenu entre nos deux gouvernements dans la manière susindiquée, je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Pour le Ministre :
(Signé) Aug. ESMARCH.

Monsieur le Docteur Flieder,
Ministre de la République tchécoslovaque,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères.
Oslo, le 4 novembre 1929.
W. Foss,
Chef du Protocole.

II.

LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE.

STOCKHOLM, le 11 octobre 1929.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur d'accuser à Votre Excellence réception de la note en date du 27 septembre par laquelle vous avez bien voulu faire savoir que le Gouvernement du Roi était prêt à accepter le projet d'accord du Gouvernement tchécoslovaque, ainsi conçu :

Article premier.

Les ressortissants de chacun des deux pays peuvent, en tout temps, pénétrer sur le territoire de l'autre pays et le quitter aux points de frontière officiellement reconnus, pourvu qu'ils soient munis d'un passeport national valable qui prouve incontestablement la nationalité du titulaire et sans qu'un visa de l'autre Etat soit requis.

Both States are recognised to possess, in virtue of their territorial sovereignty, the right to refuse to admit suspect persons arriving at the frontier, and accordingly such refusal shall not depend upon any special provisions made with regard to such individual cases as may occur.

Article III.

Either Government may expel nationals of the other State from its territory if they do not comply with the regulations regarding the reporting of aliens to the police or relating to their stay in the country, or on any other legitimate ground.

Each State shall ensure that its nationals, when they apply for a passport to enter the other country for the purpose of accepting employment there, shall be notified that an authorisation is necessary to enable them to engage in their trade or occupation in that country.

Article IV.

The present Agreement shall come into force on November 15, 1929, and shall cease to be valid one month after having been denounced by either State.

I would beg you to send me a note similar to the present note with a view to establishing on a formal basis the Agreement concluded between our two Governments on the aforementioned subject, and have the honour to be, etc.

(Signed) Aug. ESMARCH.

For the Minister.

To

Dr. Flieder,
Minister of the Czechoslovak Republic,
etc., etc., etc.

II.

LEGATION
OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC.

STOCKHOLM, *October 11, 1929.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your note dated September 27, informing me that the Royal Norwegian Government is prepared to accept the draft Agreement of the Czechoslovak Government, namely :

Article I.

The nationals of either country may at any time enter or leave the territory of the other country at any officially-recognised point on the frontier, provided that they hold a valid national passport affording incontestable proof of the holder's nationality; no visa of the other State shall be required.

Seuls les porteurs de passeports nationaux bénéficieront de cette faveur, qui ne sera pas accordée aux personnes munies de passeports d'étrangers (passeports pour étrangers, passeports provisoires, cartes d'identité, etc.). Les passeports nationaux ne seront délivrés qu'aux personnes dont la nationalité est établie de façon irréfutable.

Il suffira pour les enfants au-dessous de quinze ans de présenter au lieu de passeports un certificat délivré d'office et indiquant leur nom, âge, nationalité et domicile ou lieu de séjour permanent.

Article II.

Le présent accord ne porte aucune atteinte aux dispositions en vigueur dans le territoire des deux pays concernant le refoulement à la frontière des voyageurs suspects, la déclaration des étrangers à la Police, le séjour et l'expulsion des étrangers, ainsi que la protection du marché du travail national. Le droit de refouler à la frontière des voyageurs suspects est reconnu à chacun des deux Etats en vertu de sa souveraineté territoriale, de sorte que le refoulement de pareilles personnes ne dépendra pas des dispositions spéciales relatives aux cas individuels qui se présenteraient.

Article III.

Chaque gouvernement pourra expulser de son territoire les ressortissants de l'autre Etat qui ne se soumettront pas aux prescriptions concernant la déclaration des étrangers et à celles, relatives à leur séjour, ainsi que pour tout autre motif légal.

Chacun des deux Etats veillera à ce que ses ressortissants — lorsqu'ils demandent la délivrance d'un passeport pour se rendre dans l'autre pays dans le but d'y accepter un emploi — soient avertis qu'une autorisation est nécessaire pour y exercer leur métier ou profession.]

Article IV.

Le présent accord entrera en vigueur le 15 novembre 1929 ; il cessera ses effets un mois après sa dénonciation par l'un ou l'autre des deux Etats.

Conformément au désir de Votre Excellence, il restera entendu que le présent échange de notes sera considéré comme constatant l'accord intervenu entre nos deux gouvernements à ce sujet.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

Chargé d'Affaires a. i. :
(Signé) DVOŘÁČEK.

Son Excellence
Monsieur J. C. Mowinkel,
Président du Conseil et Ministre
des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.
Oslo.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères.
Oslo, le 4 novembre 1929.

W. Foss,
Chef du Protocole.

This favour shall be granted only to holders of national passports and not to persons holding aliens' passports (passports for aliens, provisional passports, identity cards, etc.). National passports shall be issued only to persons whose nationality has been irrefutably established.

Children below fifteen years of age shall only be required to produce, in lieu of a passport, a certificate, which may be issued to them without further formality, stating their name, age, nationality and domicile or permanent residence.

Article II.

The present Agreement shall not affect the provisions in force in the territory of the two countries regarding the refusal to admit suspect persons arriving at the frontier, the reporting of aliens to the police, the sojourn and expulsion of aliens, and the protection of the home labour market. Both States are recognised to possess, in virtue of their territorial sovereignty, the right to refuse to admit suspect persons arriving at the frontier, and accordingly such refusal shall not depend upon any special provisions made with regard to such individual cases as may occur.

Article III.

Either Government may expel nationals of the other State from its territory if they do not comply with the regulations regarding the reporting of aliens to the police or relating to their stay in the country, or on any other legitimate ground.

Each State shall ensure that its nationals, when they apply for a passport to enter the other country for the purpose of accepting employment there shall be notified that an authorisation is necessary to enable them to engage in their trade or occupation in that country.

Article IV.

The present Agreement shall come into force on November 15, 1929, and shall cease to be valid one month after having been denounced by either State.

In accordance with Your Excellency's desire, it shall be understood that the present exchange of notes constitutes the Agreement concluded by our respective Governments on this subject.

I have the honour to be, etc.

(Signed) DVOŘÁČEK,
Chargé d'Affaires ad interim.

To His Excellency
M. J. C. Mowinckel,
Prime Minister,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.
Oslo.

N° 2203.

SUÈDE ET TURQUIE

Echange de notes comportant un accord pour le règlement provisoire des relations commerciales entre les deux pays, à partir du 6 novembre 1929, en attendant la mise en vigueur du Traité de commerce et de navigation signé le 29 septembre 1929. Ankara, le 19 octobre 1929.

SWEDEN AND TURKEY

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Provisional Settlement of the Commercial Relations between the two Countries, as from November 6, 1929, until the entry into force of the Treaty of Commerce and Navigation signed on September 29, 1929. Ankara, October 19, 1929.

N° 2203. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS SUÉDOIS ET TURC COMPORTANT UN ACCORD POUR LE RÈGLEMENT PROVISOIRE DES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS A PARTIR DU 6 NOVEMBRE 1929, EN ATTENDANT LA MISE EN VIGUEUR DU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION SIGNÉ LE 29 SEPTEMBRE 1929. ANKARA, LE 19 OCTOBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 15 novembre 1929.

I.

RÉPUBLIQUE TURQUE.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° 75068-17.

ANKARA, le 19 octobre 1929.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'en attendant la mise en vigueur du Traité de commerce et de navigation entre la Turquie et la Suède signé en date du 29 septembre a. c., le Gouvernement turc consent qu'à partir du 6 novembre prochain, date de l'expiration de la Convention de commerce et de navigation dénoncée le 6 août dernier, les produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de la Suède importés sur le territoire turc, et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit, ainsi que les ressortissants et les navires suédois en Turquie, jouissent pour un délai de six mois du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application en Suède, pendant le délai précité, aux produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de la Turquie, ainsi qu'aux ressortissants et navires turcs, en Suède, du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est également entendu que le traitement de la nation la plus favorisée ne pourra être invoqué par aucune des Parties contractantes pour demander les bénéfices spéciaux accordés ou qui seront accordés, par la Turquie, aux pays détachés de l'Empire ottoman en 1923, et par la Suède, aux autres pays scandinaves.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2203. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE SWEDISH AND TURKISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE PROVISIONAL SETTLEMENT OF THE COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES AS FROM NOVEMBER 6, 1929, UNTIL THE ENTRY INTO FORCE OF THE TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION SIGNED ON SEPTEMBER 29, 1929. ANKARA, OCTOBER 19, 1929.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place November 15, 1929.

I.

TURKISH REPUBLIC
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. 75068-17.

ANKARA, October 19, 1929.

SIR,

I have the honour to inform you that, pending the entry into force of the Treaty of Commerce and Navigation between Turkey and Sweden signed on September 29 of the present year, the Turkish Government agrees that as from November 6 next — on which date the Convention on Commerce and Navigation denounced on August 6 last expires — products of the soil and of industry originating in and coming from Sweden imported into Turkish territory and intended either for consumption or for re-exportation or transit, and Swedish nationals and vessels in Turkey, shall, for a period of six months, be granted most-favoured-nation treatment.

It is understood that this provisional régime shall only be applied on condition that during the above-mentioned period Sweden applies most-favoured-nation treatment to products of the soil and of industry originating in and coming from Turkey and to Turkish nationals and vessels in Sweden.

It is also understood that most-favoured-nation treatment may not be adduced by either of the Contracting Parties as a ground for claiming any special benefits which are or may hereafter be granted by Turkey to the countries detached from the Ottoman Empire in 1923 or by Sweden to the other Scandinavian countries.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Le présent *modus vivendi* sera prorogé par tacite reconduction à moins d'avoir été dénoncé moyennant un préavis de trente jours à son expiration. Il cessera *ipso facto* de produire ses effets le jour de la mise en vigueur du Traité de commerce et de navigation précité.

Agrérez, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération très distinguée.

(Signé) Tevfik Rüşrü.

Monsieur J. Kolmodin,
Chargé d'Affaires a. i. de Suède, etc., etc.
en Ville.

Ovanstående avskrifts överensstämmelse
med originalet betygas å tjänstens vägnar.

Angora, den 20 oktober 1929.

(Signé) Johannes Kolmodin.
(Stämpel.)

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 29 octobre 1929.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

II.

LÉGATION DE SUÈDE.

ANKARA, le 19 octobre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'en attendant la mise en vigueur du Traité de commerce et de navigation entre la Suède et la Turquie signé en date du 29 septembre a. c., le Gouvernement suédois consent à ce qu'à partir du 6 novembre prochain, date de l'expiration de la Convention de commerce et de navigation dénoncée le 6 août dernier, les produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de la Turquie importés sur le territoire suédois et destinés, soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit, ainsi que les ressortissants et navires turcs en Suède, jouissent pour un délai de six mois du traitement de la nation la plus favorisée (à l'exception du cabotage, lequel continue à être, en Suède, régi par des arrangements spéciaux).

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application en Turquie, pendant le délai précité, aux produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de la Suède, ainsi qu'aux ressortissants et navires suédois, en Turquie, du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est également entendu que le traitement de la nation la plus favorisée ne pourra être invoqué par aucune des Parties contractantes pour demander les bénéfices spéciaux accordés ou qui seront accordés, par la Suède, aux autres pays scandinaves, et par la Turquie, aux pays détachés de l'Empire ottoman en 1923.

The present *modus vivendi* shall be renewed by tacit consent unless denounced at thirty days' notice on its expiration. It shall *ipso facto* become invalid on the date when the above-mentioned Treaty of Commerce and Navigation comes into force.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) Tevfik Rüşrü.

Mr. J. Kolmodin,
Swedish Chargé d'Affaires *ad interim*, etc., etc.
Ankara.

II.

SWEDISH LEGATION.

ANKARA, *October 19, 1929.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that, pending the entry into force of the Treaty of Commerce and Navigation between Sweden and Turkey signed on September 29 of the present year, the Swedish Government agrees that as from November 6 next — on which date the Convention of Commerce and Navigation denounced on August 6 last expires — products of the soil and of industry originating in and coming from Turkey imported into Swedish territory and intended either for consumption or for re-exportation or transit, and Turkish nationals and vessels in Sweden, shall, for a period of six months, be granted most-favoured-nation treatment (except in regard to coastwise trade, which in Sweden is still subject to special arrangements).

It is understood that this provisional régime shall only be applied on condition that during the above-mentioned period Turkey applies most-favoured-nation treatment to products of the soil and of industry originating in and coming from Sweden and to Swedish nationals and vessels in Turkey.

It is also understood that most-favoured-nation treatment may not be adduced by either of the Contracting Parties as a ground for claiming any special benefits which are or may hereafter be granted by Sweden to the other Scandinavian countries or by Turkey to the countries detached from the Ottoman Empire in 1923.

Le présent *modus vivendi* sera prorogé par tacite reconduction à moins d'avoir été dénoncé moyennant un préavis de trente jours à son expiration. Il cessera *ipso facto* de produire ses effets le jour de la mise en vigueur du Traité de commerce et de navigation précité.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) Johannes KOLMODIN.

Son Excellence
Tevfik Rüştü Bey,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

Ovanstående avskrifts överensstämmelse
med originalet betygas å tjänstens vägnar.
Angora, den 20 octobre 1929.

(Signé) Johannes KOLMODIN.
(Stämpel.)

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 29 octobre 1929.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

The present *modus vivendi* shall be renewed by tacit consent unless denounced at thirty days' notice on its expiration. It shall *ipso facto* become invalid on the date when the above-mentioned Treaty of Commerce and Navigation comes into force.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) Johannes KOLMODIN.

His Excellency
Tevfik RÜŞTÜ Bey,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.
Ankara.

N° 2204.

**LETTONIE
ET ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES**

Traité de commerce et de navigation,
avec protocole de signature. Signés
à Belgrade, le 18 octobre 1928.

**LATVIA AND
KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES**

Treaty of Commerce and Navigation,
with Protocol of Signature. Signed
at Belgrade, October 18, 1928.

N^o 2204. — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA LETTONIE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES. SIGNÉ A BELGRADE, LE 18 OCTOBRE 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie et le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 16 novembre 1929.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE et SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, également animés du désir de favoriser de toute manière le développement des relations commerciales entre les deux pays, ont résolu de conclure un traité de commerce et de navigation et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

M. Charles DUZMANS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Lettonie auprès Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes, délégué permanent de Lettonie auprès de la Société des Nations ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. le Dr Vojislav MARINKOVITCH, son ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre la République de Lettonie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Conformément à ce principe, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes pourront réciproquement, en se conformant aux lois du pays, entrer, voyager ou séjourner en toute liberté dans toute l'étendue du territoire de l'autre et y jouiront des mêmes droits, avantages, immunités, faveurs et exemptions que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 2.

Les sociétés et associations commerciales, industrielles et autres valablement constituées d'après la loi d'une des Hautes Parties contractantes et ayant leur siège social réel sur le territoire de cette dernière seront reconnues de plein droit comme telles dans l'autre pays.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Riga, le 30 octobre 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2204. — TREATY ² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN LATVIA AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES. SIGNED AT BELGRADE, OCTOBER 18, 1928.

French official text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs and the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place November 16, 1929.

The GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA and HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, being equally desirous of promoting in every way the development of commercial relations between the two countries, have decided to conclude a Treaty of Commerce and Navigation and have appointed as their Plenipotentiaries for that purpose :

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

M. Charles DUZMANS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Latvia to His Majesty the King of the Serbs, Croats and Slovenes, Permanent Delegate of Latvia to the League of Nations ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

Dr. Vojislav MARINKOVITCH, His Minister for Foreign Affairs,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following Articles :

Article 1.

There shall be full and complete freedom of commerce and navigation between the Republic of Latvia and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

In accordance with this principle, nationals of either High Contracting Party shall have the right, provided they comply with the laws of the country, to enter the territory of the other and, to travel and reside in complete liberty in any part of that territory, and they shall enjoy therein the same rights, privileges, immunities, favours and exemptions as the nationals of the most favoured nation.

Article 2.

Commercial, industrial and other companies and associations which are regularly constituted in accordance with the laws of either High Contracting Party and have their real registered offices in the territory of the latter shall *ipso facto* be recognised as such in the other country.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Riga, October 30, 1929.

Lesdites sociétés et associations reconnues de telle façon seront capables de jouir dans le territoire des Hautes Parties contractantes des droits dérivant de leur reconnaissance et d'ester en justice, soit en qualité de demandeur, soit en qualité de défendeur, en se conformant aux lois du territoire.

La reconnaissance des sociétés et associations appartenant à l'une des Hautes Parties contractantes, n'implique pas leur admission à l'établissement et au fonctionnement sur le territoire de l'autre Partie contractante et, en général, à l'exercice permanent des actes visés par leurs statuts.

Article 3.

Les Parties contractantes s'engagent à n'entraver leur commerce réciproque par aucune prohibition à l'importation ou à l'exportation.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles sont applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant dans des conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants :

- 1^o Dans des circonstances exceptionnelles par rapport aux provisions de guerre ;
- 2^o Pour des raisons de sûreté d'Etat et de sécurité publique ;
- 3^o Pour des motifs de police sanitaire ou en vue de la protection des animaux ou des plantes utiles contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles, tout cela conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet ;
- 4^o Pour les monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir ;
- 5^o Pour étendre aux produits étrangers le régime établi à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production, le commerce, le transport et la consommation des produits nationaux similaires.

Article 4.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et de provenance des territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, bénéficieront, à leur entrée dans le territoire de l'autre, des droits de douane, de charges et autres taxes d'importation les plus réduits applicables aux produits de même espèce de toute autre origine étrangère.

Aucune des Hautes Parties contractantes n'imposera l'exportation d'un produit quelconque à destination du territoire de l'autre, des droits, charges ou taxes, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés à l'exportation des produits de même espèce à destination de tout autre pays étranger.

Il est entendu que les Hautes Parties contractantes sont autorisées au cas où les circonstances l'exigeraient, à faire dépendre le bénéfice des dispositions qui précèdent de la présentation de certificats d'origine.

Les certificats d'origine seront délivrés soit par les autorités gouvernementales du pays d'exportation, soit par la chambre du commerce dont relève l'expéditeur, soit par tout autre organe ou groupement dont le pays destinataire aura agréé.

Article 5.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement la liberté du transit à travers leurs territoires par voie de chemins de fer, voies navigables, naturelles et artificielles, ou par tous autres chemins et routes ouverts au transit international, soit qu'il s'agisse de marchandises en transit direct, soit que les marchandises doivent au cours de transit être transbordées ou entreposées.

La liberté de transit comprend le transport des personnes et de leurs bagages, des marchandises, des wagons et des voitures de chemins de fer, des navires et d'autres moyens de transport par eau, ainsi que des envois postaux.

The said companies and associations thus recognised shall be entitled in the territories of the High Contracting Parties to the rights deriving from their recognition, and may appear in the Courts either as plaintiffs or as defendants, provided they comply with the laws of the country.

Recognition of the companies and associations belonging to either High Contracting Party does not imply that they are admitted to establish themselves and transact business in the territory of the other, and, in general, to pursue the activities mentioned in their articles of association.

Article 3.

The Contracting Parties undertake not to hamper their reciprocal trade by any import or export prohibition.

Exceptions to this rule, in so far as they apply to all countries or to countries in which identical conditions prevail may only be made in the following cases :

- (1) In exceptional circumstances in connection with war supplies ;
- (2) For reasons connected with the safety of the State and public security ;
- (3) For reasons relating to public health or the protection of animals and useful plants against disease, insects and harmful parasites, subject always to observance of the international principles adopted in this matter ;
- (4) In the case of State monopolies at present in force or which may be established in the future ;
- (5) For the purpose of extending to foreign products the régime established within the country as regards the production of trade in, and transport and consumption of, like native products.

Article 4.

Natural or manufactured products originating in and coming from the territories of either High Contracting Party shall, on being imported into the territory of the other, be given the benefit of the lowest Customs duties, charges and other taxes on import which are applicable to products of the same kind originating in any other foreign country.

Neither of the High Contracting Parties shall levy duties, charges or taxes in connection with the export of any product whatsoever to the territory of the other Party which are other or higher than those that are or may in future be levied in connection with the export of products of the same kind to any other foreign country.

It is understood that the High Contracting Parties are authorised, where circumstances render this necessary, to make the right to the advantages provided for above conditional on the production of a certificate of origin.

Certificates of origin shall be issued either by the governmental authorities of the country of export or by the Chamber of Commerce to which the consignor belongs, or by any other body or association accepted by the country of destination.

Article 5.

The High Contracting Parties undertake to grant each other freedom of transit through their territory by rail, by navigable waterways, natural or artificial, or by any other roads or communication open to international transit, both in the case of goods in direct transit and also in the case of goods which are transhipped or warehoused during transit.

Freedom of transit includes transport of passengers and their baggage, of goods, of railway wagons and coaches, of vessels and other means of transport by water, and also of postal consignments.

Aucune des Hautes Parties contractantes ne sera tenue d'assurer le transit des voyageurs dont l'entrée dans son territoire est prohibée.

Des exceptions à la liberté du transit, en tant qu'elles soient appliquées à tous les pays se trouvant dans des conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants :

- 1^o Dans des circonstances exceptionnelles par rapport aux provisions de guerre ;
- 2^o Pour des raisons de sûreté d'Etat et de sécurité publique ;
- 3^o Par égard à la police sanitaire et en vue de la protection des animaux ou des plantes utiles contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles, tout cela conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet.

Le transit sera libéré de tout droit de douane et de toutes taxes intérieures et ne devra être entravé par aucun retard ou restriction inutiles. Toutefois, chacune des Hautes Parties contractantes est autorisée à percevoir sur les marchandises en transit la taxe de statistique, ainsi que les droits ou taxes exclusivement affectés à couvrir des dépenses de surveillance et de l'administration qui imposerait ce transit. Les marchandises peuvent également être soumises à la taxe de transmission ou à l'impôt sur le chiffre d'affaires, si elles étaient pendant le transit l'objet d'une transaction commerciale quelconque.

En ce qui concerne le transit, les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée. En conséquence, toute faveur, exemption ou facilité accordée par l'une des Parties contractantes à un Etat tiers quelconque sera étendue, tout de suite et sans conditions, aussi aux marchandises en transit de l'autre Haute Partie contractante.

Il pourra être exceptionnellement, et pour un terme aussi limité que possible dérogé aux dispositions précédentes par des mesures particulières ou générales que chacune des Hautes Parties contractantes serait obligée de prendre en cas d'événements graves intéressant la sûreté de l'Etat ou les intérêts vitaux du pays, étant entendu que le principe de la liberté du transit doit être observé dans toute la mesure du possible.

Article 6.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et de provenance du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, légalement importés dans le territoire de l'autre ne pourront être assujettis à des impôts ou taxes (droits d'octroi, de péage, de magasinage, d'accise ou de consommation) que ces impôts ou taxes soient perçus au nom et pour le compte de l'Etat, de province, de communes, d'institutions publiques ou de corporations quelconques, autres ou plus élevés que ceux qui grèvent ou grèveraient les produits indigènes de même espèce, ou, à défaut des produits indigènes, des produits de même espèce originaires du pays tiers le plus favorisé.

Article 7.

Les navires lettons et leurs cargaisons jouiront en Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et les navires serbes-croates-slovènes jouiront en Lettonie du même traitement que les navires de la nation la plus favorisée.

Les navires et bateaux battant pavillon de l'une des Hautes Parties contractantes, et porteurs des papiers de bord et documents exigés par les lois du pays de ce pavillon, seront reconnus de plein droit comme ayant la nationalité dudit pays dans les eaux territoriales, eaux intérieures et ports de l'autre Partie, sans qu'ils aient à fournir d'autre justification.

Les Hautes Parties contractantes se réservent de conclure un arrangement spécial concernant la reconnaissance des certificats de jauge.

Article 8.

Ne seront pas censés déroger au principe du traitement de la nation la plus favorisée, qui est la base du présent traité, les franchises, immunités et privilèges mentionnés ci-après, savoir :

- a) Les privilèges qui ont été ou seraient accordés à des Etats limitrophes en vue de faciliter le trafic local à l'intérieur de l'une et de l'autre zone frontière ;

Neither High Contracting Party shall be obliged to guarantee the transit of passengers whose entry into its territory is prohibited.

Exceptions to freedom of transit, so far as they apply to all countries, in which identical conditions prevail, may only be made in the following cases :

- (1) In exceptional circumstances in connection with war supplies ;
- (2) For reasons connected with the safety of the State and public security ;
- (3) For reasons relating to public health or the protection of animals and useful plants against disease, insects and harmful parasites, subject always to observance of the international principles adopted in this matter.

Transit traffic shall not be subject to any Customs duty or to any internal taxation, and shall not be hindered by any needless delay or restriction. Nevertheless, either High Contracting Party is authorised to levy on goods in transit the statistical fee and duties or taxes exclusively intended to cover expenses of supervision and administration involved by such transit. Goods are also liable to the transfer duty or the turnover tax if they form the subject of any commercial transaction while in transit.

With regard to transit, the High Contracting Parties grant each other most-favoured-nation treatment. In consequence, any favour, exemption or facility granted by either High Contracting Party to any third State whatsoever shall immediately and unconditionally be extended to goods in transit from the other High Contracting Party.

As an exception, and for a period as short as possible, the above provisions may be suspended by such special or general measures as each of the High Contracting Parties may be obliged to take in the case of grave happenings affecting the safety of the State or the vital interests of the country, it being understood that the principle of freedom of transit must be observed as far as possible.

Article 6.

Natural or manufactured products originating in and coming from the territory of either High Contracting Party which are lawfully imported into the territory of the other may not be subjected to any taxes or duties (octroi duties, tolls, warehousing charges, excise duties or taxes on consumption), whether these taxes or duties are levied in the name and for the profit of the State, province, communes, public institutions or any corporations whatsoever, other or higher than those which are or may in future be levied on native products of the same kind, or failing native products, on products of the same kind coming from the most favoured third country.

Article 7.

Latvian vessels and their cargoes in the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, and Serb-Croat-Slovene vessels in Latvia shall receive the same treatment as vessels of the most favoured nation.

Vessels and boats flying the flag of either High Contracting Party and carrying the ship's papers and documents required by the laws of the country whose flag they fly, shall be *ipso facto* recognised as having the nationality of that country in the territorial waters, inland waters and ports of the other Party without having to provide any further proof.

The High Contracting Parties reserve their right to conclude a special agreement concerning the recognition of tonnage measurements certificates.

Article 8.

The following exemptions, immunities and privileges shall not be deemed to infringe the principle of most-favoured-nation treatment on which the present Treaty is based :

- (a) Privileges which have been or may be granted to neighbouring States with a view to facilitating local traffic within either frontier zone ;

b) Les privilèges qui ont été ou qui seraient consentis par une des Hautes Parties contractantes à un Etat tiers en vertu d'une union douanière ou économique déjà existante ou qui serait conclue dans l'avenir ;

c) Les franchises, immunités et privilèges que la Lettonie reconnaît ou reconnaîtrait à l'Estonie, à la Finlande, à la Lithuanie et à l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Toutefois, il est entendu que la Lettonie bénéficiera immédiatement des mêmes avantages au cas où ils auraient été accordés par le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à un Etat tiers non cité ci-dessus.

Article 9.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Belgrade.

Le traité entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications. Il restera en vigueur pendant une période d'un an et ensuite jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à dater du jour de sa dénonciation par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Belgrade le dix-huit octobre mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) (Signé) D^r V. MARINKOVITCH.

(L. S.) (Signé) Charles DUZMANS.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce et de navigation en date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, déclarent au nom de leurs gouvernements que les stipulations dudit traité seront mises en application, en attendant l'échange des ratifications, à partir du 1^{er} novembre 1928.

Fait en doubles exemplaires à Belgrade, le dix-huit octobre mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) (Signé) D^r V. MARINKOVITCH.

(L. S.) (Signé) Charles DUZMANS.

Pour copie certifiée conforme :

Le 3 décembre 1929.
Belgrade.

D'ordre du Ministre,
conseiller :

D^r Svet Djoritch.

(b) Privileges which have been or may be granted by either High Contracting Party to a third State in virtue of a Customs or economic union already in existence, or which may be concluded in the future ;

(c) Exemptions, immunities and privileges which are or may in future be granted by Latvia to Estonia, Finland, Lithuania and the Union of Soviet Socialist Republics.

Nevertheless, it is understood that Latvia shall immediately enjoy the same advantages should they be granted by the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes to another State not mentioned above.

Article 9.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Belgrade.

The Treaty shall come into force on the day of the exchange of ratifications. It shall remain in force for a period of one year and, thereafter, till the expiry of a period of three months from the date of its denunciation by either High Contracting Party.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Belgrade on October the eighteenth, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) (*Signed*) Dr. V. MARINKOVITCH.

(L. S.) (*Signed*) Charles DUZMANS.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

On proceeding to sign the Treaty of Commerce and Navigation of to-day's date, the undersigned Plenipotentiaries, being duly authorised, declare on behalf of their Governments that pending the exchange of ratifications, the provisions of the said Treaty shall be put into force as from November 1, 1928.

Done in duplicate at Belgrade on October the eighteenth, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) (*Signed*) Dr. V. MARINKOVITCH.

(L. S.) (*Signed*) Charles DUZMANS.

N° 2205.

FINLANDE ET TURQUIE

Traité de commerce et de navigation,
avec protocole de signature. Signés
à Ankara, le 12 août 1929.

FINLAND AND TURKEY

Treaty of Commerce and Navigation,
with Protocol of Signature. Signed
at Ankara, August 12, 1929.

N° 2205. — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE
LA FINLANDE ET LA TURQUIE. SIGNÉ A ANKARA, LE 12 AOUT
1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 18 novembre 1929.

LA FINLANDE, d'une part, et LA TURQUIE, d'autre part,
Animées du désir de resserrer les liens d'amitié si heureusement existant entre les deux pays, de régler les conditions d'établissement de leurs ressortissants dans les deux pays, et de développer leurs relations économiques ; ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. Mauno NORDBERG, consul général de Finlande à Paris, officier de la Légion d'honneur ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Son Excellence ZEKÂI Bey, ancien ministre, ambassadeur de Turquie et député de Diarbekir ;

Son Excellence Mustafa SEREF Bey, député de Burdur ;

Son Excellence Menemenli NUMAN Rifat Bey, ministre plénipotentiaire et sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

CHAPITRE I.

ETABLISSEMENT.

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront, sur le territoire de l'autre Partie, sous réserve des lois et règlements qui y sont en vigueur, le droit de s'établir et de séjourner, d'aller, de venir et de circuler librement.

Chacune des Parties contractantes se réserve toute liberté d'action en ce qui concerne l'immigration, ainsi que le droit d'interdire, par mesures individuelles, l'entrée et le séjour sur son territoire pour des raisons de sécurité et d'ordre public.

En ce qui concerne les taxes et charges quelconques à payer du chef du séjour et de l'établissement, les ressortissants des deux Parties jouiront du traitement de la nation la plus favorisée.

¹ Entré provisoirement en vigueur le 1^{er} octobre 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2205. — TREATY² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN FINLAND AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, AUGUST 12, 1929.

French official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place November 18, 1929.

FINLAND, of the one part, and TURKEY, of the other part, being desirous of strengthening the ties of friendship which fortunately exist between the two countries, of regulating the conditions concerning the establishment of their nationals in the two countries, and of developing their economic relations, have resolved to conclude a Treaty for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE FINNISH REPUBLIC :

Monsieur Mauno NORDBERG, Consul-General of Finland at Paris, Officer of the Legion of Honour ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

His Excellency ZEKÂI Bey, Former Minister, Ambassador of Turkey and Member of Parliament for Diarbekir ;

His Excellency Mustafa SEREF Bey, Member of Parliament for Burdur ;

His Excellency Menemenli Numan RIFAT Bey, Minister Plenipotentiary and Under-Secretary of State at the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

CHAPTER I.

ESTABLISHMENT.

Article I.

The nationals of either Contracting Party shall have the right to establish themselves and to stay, to come and to go and to move about freely in the territory of the other Party, subject to compliance with the laws and regulations which are in force in that territory.

Each of the Contracting Parties shall retain complete freedom of action as regards immigration, and also the right to prohibit by means of individual measures, for reasons connected with public security and public order, entrance into its territory and residence therein.

With regard to any charges or taxes payable in respect of residence or establishment, the nationals of the two Parties shall enjoy most-favoured-nation treatment.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force provisionally on October 1st, 1929.

Article II.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront, aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, sur le territoire de l'autre, le droit d'acquérir, de posséder et d'aliéner toute espèce de biens mobiliers ou immobiliers à l'exception des cas prévus par les législations respectives, en se conformant aux lois et règlements du pays. Ils pourront, aux mêmes conditions, en disposer librement par achat, vente, donation, transfert, contrat de mariage, testament, succession *ab intestat* ou par tout autre moyen.

Ils ne seront assujettis dans aucun des cas susmentionnés à des charges, taxes ou impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis pour les nationaux.

Article III.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront, aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, sur le territoire de l'autre, en se conformant aux lois et règlements du pays, le droit d'exercer toute sorte d'industrie et de commerce et de se vouer à tout métier et profession quelconque dont l'exercice n'est pas et ne sera pas réservé aux nationaux.

Article IV.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes ne seront soumis sur le territoire de l'autre quant à leur personne, leurs biens, droits et intérêts, ainsi que pour l'exercice de tout genre de commerce, industrie, métier et profession, à aucune charge, taxe ou impôt direct ou indirect, autres ou plus élevés que ceux qui pourront être imposés aux nationaux.

Ils seront notamment autorisés à exporter librement le produit de la vente de leurs biens et leurs biens mêmes, sous réserve des dispositions légales en vigueur dans le pays, et ils ne seront pas soumis en cela en qualité d'étrangers, à des impôts, droits et redevances plus élevés que ceux qu'auraient à payer les nationaux.

Article V.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes ne seront astreints, sur le territoire de l'autre, à aucun service militaire, soit dans les armées de terre, de mer ou de l'air, soit dans les gardes ou milices nationales, ni à aucune obligation ou charge remplaçant le service militaire.

Ils ne seront soumis qu'aux prestations et réquisitions militaires qui seraient imposées légalement aux nationaux.

Article VI.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes ne pourront, sur le territoire de l'autre, être expropriés de leurs biens que pour cause légalement reconnue d'utilité publique et moyennant une juste indemnité, conformément à la procédure prévue par les législations respectives.

Article VII.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre, en tout ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leur personne et de leurs biens du même traitement que les nationaux.

Article II.

Subject to compliance with the laws and regulations of the country in question, the nationals of either Contracting Party shall have the right to acquire, possess and alienate any kind of movable and immovable property in the territory of the other Party, except in the cases provided for in their respective laws, under the same conditions as nationals of the most favoured nation. They may, under the same conditions, dispose thereof freely by purchase, sale, gift, transfer, marriage settlement, testament, succession *ab intestato*, or in any other way.

In none of the above-mentioned cases shall they be subject to any taxes, charges or imposts of any description whatever other or higher than those which are or may in future be imposed on nationals of the country.

Article III.

Nationals of either Contracting Party shall, provided they observe the laws and regulations of the country, have the right, in the territory of the other Party and under the same conditions as nationals of the most favoured nation, to engage in any kind of industry or commerce, and to follow any trade or profession whatsoever the exercise of which is not, or may not in future, be reserved for nationals of the country.

Article IV.

Nationals of either Contracting Party shall not be subject in the territory of the other Party in respect of their persons, property, rights and interests, and in respect of the exercise of any commerce, industry, trade or profession, to any charge, tax or impost, direct or indirect, other or higher than those which may be levied on nationals of the country.

They shall more particularly be authorised freely to export the proceeds of the sale of their property and their property itself, provided that they observe the legal provisions in force in the country, and they shall not in such cases be subject, by reason of their being aliens, to taxes, duties and fees higher than those which nationals of the country would have to pay.

Article V.

Nationals of either Contracting Party shall not be liable to any military service in the territory of the other, either in the army, navy or air force, or in the national guard or militia, or to any obligation or payment in lieu of such service.

They shall only be liable to such military contributions and requisitions as are lawfully imposed on nationals of the country.

Article VI.

Nationals of either Contracting Party may not be expropriated in the territory of the other Party except on grounds of public utility recognised by law and on payment of fair compensation, in accordance with the procedure provided for in their respective laws.

Article VII.

Nationals of either Contracting Party shall, in all matters connected with the legal and judicial protection of their person and property, enjoy in the territory of the other the same treatment as nationals of the country.

En conséquence, ils auront libre et facile accès auprès des tribunaux et pourront ester en justice aux mêmes conditions que les nationaux. Ils jouiront, à titre de réciprocité, sur le territoire de l'autre, de l'assistance judiciaire et de l'exemption de la caution *judicatum solvi*.

Article VIII.

Les sociétés anonymes, les coopératives et autres sociétés commerciales, y compris les sociétés industrielles, financières, d'assurances, de communications et de transport qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Parties contractantes, et qui y sont constituées en vertu des lois de ce pays, seront reconnues légales dans le territoire de l'autre, et y pourront ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre.

L'admission desdites sociétés à l'exercice de leur commerce ou industrie sur le territoire de l'autre Partie contractante sera subordonnée à leur soumission aux lois et prescriptions, qui sont ou seront en vigueur sur ce territoire aussi en ce qui concerne les taxes et autres charges d'admission.

Les impôts, taxes et contributions qu'elles qu'en soient la dénomination ou l'espèce ne pourront pas frapper ces sociétés d'une façon plus lourde que les sociétés analogues nationales.

Ces sociétés pourront, aux mêmes conditions que celles de la nation la plus favorisée et en se soumettant aux lois du pays, acquérir toute sorte de biens mobiliers ainsi que les biens immeubles nécessaires au fonctionnement de la société, étant entendu dans ce cas que l'acquisition n'est pas l'objet même de la société.

Article IX.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes ou les sociétés coopératives domiciliées chez elle ne seront pas imposés dans le pays de l'autre partie sur un autre actif que celui se trouvant dans le pays d'imposition ni sur un revenu qu'ils touchent ailleurs.

Article X.

Il est convenu qu'aucune des Parties contractantes ne pourra invoquer le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée énoncée dans le présent chapitre, pour réclamer en faveur de ses ressortissants, sociétés, coopératives des droits autres ou plus étendus que ceux accordés par elle-même aux ressortissants, sociétés et coopératives de l'autre Partie contractante.

CHAPITRE II.

COMMERCE ET NAVIGATION.

Article XI.

Les produits du sol et de l'industrie d'origine et en provenance de Finlande, ne pourront dans aucun cas être soumis, à leur importation en Turquie, en ce qui concerne les droits de douane et les coefficients ou sous un autre rapport quelconque, à un traitement moins favorable que celui qui est accordé ou qui pourrait être accordé à l'avenir aux produits similaires d'un tiers pays.

Les produits du sol et de l'industrie d'origine et en provenance de Turquie, ne pourront dans aucun cas être soumis à leur importation en Finlande, en ce qui concerne les droits de douane et les coefficients ou surtaxes, ou sous un autre rapport quelconque, à un traitement moins favorable que celui qui est accordé ou qui pourrait être accordé à l'avenir aux produits similaires d'un tiers pays.

Consequently, they shall have free and unhindered access to the courts and may sue or be sued under the same conditions as nationals of the country. Subject to reciprocity they shall be entitled in the territory of the other Party to free legal aid, and shall not be required to give security for costs.

Article VIII.

Joint stock companies, cooperative societies and other commercial companies, including industrial, financial, insurance, communications and transport companies, which have their seat in the territory of either Contracting Party and are constituted therein under the laws of that country, shall be recognised as legal in the territory of the other Party and shall be entitled to bring or defend actions before the courts in that territory.

The admission of the said companies to carry on their trade or industry in the territory of the other Contracting Party shall be subject to compliance on their part with the laws and regulations which are or may hereafter be in force in that territory and to regulations concerning taxes and other charges for admission.

Imposts, taxes or charges, whatever be their denomination or character, levied on such companies, shall not be higher or more onerous than those imposed on similar national companies.

Subject to compliance with the laws of the country, these companies may, under the same conditions as those applicable to the most favoured nation, acquire any kind of movable property and such immovable property as is necessary for the operations of the company, it being understood in this case that the acquisition of such property does not constitute the object of the company's existence.

Article IX.

Nationals of either Contracting Party, or companies or cooperative societies domiciled in the territory of that Party, shall not be taxed in the territory of the other Party on assets other than those in the country levying the tax or on income which they receive elsewhere.

Article X.

It is agreed that neither Contracting Party may appeal to the benefits resulting from the most-favoured-nation clause as stipulated in the present chapter for the purpose of claiming for its nationals, companies or cooperative societies, any rights other or more extensive than those which it grants itself to the nationals, companies and cooperative societies of the other Contracting Party.

CHAPTER II.

COMMERCE AND NAVIGATION.

Article XI.

Products of the soil and industry originating in and coming from Finland shall not in any case, when imported into Turkey, receive less favourable treatment as regards Customs duties and coefficients, in any other respect whatever than that which is granted or may in future be granted to like products of any third country.

Products of the soil and industry originating in and coming from Turkey shall not in any case, when imported into Finland, receive less favourable treatment as regards Customs duties and coefficients or surtaxes, or in any other respect whatever, than that which is granted or may in future be granted to like products of any third country.

Article XII.

Les produits du sol et de l'industrie de l'une des Parties contractantes, après avoir transité par les territoires d'un ou des pays tiers, ne seront pas soumis lors de leur importation sur le territoire de l'autre à des droits ou taxes autres ou plus élevés que s'ils avaient été importés directement de leur pays d'origine.

Article XIII.

Les produits du sol et de l'industrie d'origine et en provenance de l'une des Parties contractantes importés dans le pays de l'autre, y jouiront, en ce qui concerne les taxes intérieures, sous quelque dénomination qu'elles soient, du traitement accordé aux mêmes produits d'un tiers pays.

Article XIV.

Chacune des Parties contractantes pourra exiger, pour établir le pays d'origine des marchandises importées, la présentation d'un certificat d'origine constatant que lesdites marchandises sont des produits du sol et de l'industrie dudit pays, ou qu'elles doivent être considérées comme telles étant donné la transformation qu'elles y ont subie.

Les certificats d'origine, établis d'un commun accord entre les deux Parties contractantes seront délivrés soit par les Départements du Commerce ou de l'Agriculture, soit par la Chambre de Commerce dont relève l'expéditeur, soit par tout organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé. Le gouvernement du pays destinataire aura le droit d'exiger la légalisation des certificats d'origine par son représentant diplomatique ou consulaire.

Les colis postaux seront dispensés du certificat d'origine quand le pays destinataire reconnaîtra qu'il ne s'agit pas d'envoi revêtant un caractère commercial.

Article XV.

Il ne sera maintenu ni établi par chacune des deux Parties contractantes aucune prohibition ni restriction relative à l'importation ou à l'exportation et au transit d'une marchandise quelconque originaire du territoire de l'autre Partie contractante ou destinée à y être exportée si ladite prohibition ou restriction ne s'applique pas dans les mêmes conditions, aux marchandises similaires, s'il en existe, en provenance de n'importe quel autre pays ou destinées à y être exportées.

Toutefois, les Parties contractantes sont d'accord pour reconnaître que les catégories suivantes de prohibitions ou restrictions d'importation ou d'exportation ne sont pas interdites, à la condition qu'elles ne soient pas appliquées de manière à constituer un moyen de discrimination arbitraire entre les pays étrangers se trouvant en conditions identiques :

- 1^o Prohibitions ou restrictions relatives à la sécurité publique ;
- 2^o Prohibitions ou restrictions édictées par des raisons morales ou humanitaires ;
- 3^o Prohibitions ou restrictions d'importation des armes, des munitions et du matériel de guerre ;
- 4^o Prohibitions ou restrictions édictées en vue de protéger la santé publique ou d'assurer la protection des animaux ou des plantes contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles ;
- 5^o Prohibitions ou restrictions à l'exportation ayant pour but la protection du patrimoine national artistique, historique ou archéologique ;
- 6^o Prohibitions ou restrictions applicables à l'or, à l'argent, aux espèces, au papier-monnaie et aux titres ;

Article XII.

Products of the soil and industry of either Contracting Party on importation into the territory of the other Party after passing in transit through the territory of one or more third countries, shall not be subject to duties or charges other or higher than would be applied if they had been imported direct from their country of origin.

Article XIII.

Products of the soil and industry originating in and coming from the territory of either Contracting Party shall, on importation into the territory of the other Party, enjoy therein as regards internal duties of any kind whatsoever the treatment granted to the same products of any third country.

Article XIV.

In order to determine the country of origin of imported goods, either High Contracting Party may require the production of a certificate of origin attesting that the said goods are products of the soil and industry of the said country, or that they must be regarded as such in view of the labour expended on them in that country.

Certificates of origin drawn up by agreement between the two Contracting Parties shall be issued either by the Departments of Commerce or Agriculture or by the Chamber of Commerce to which the consignor belongs, or by any organisation or body approved by the country of destination. The Government of the country of destination shall have the right to require that certificates of origin shall be legalised by its diplomatic or consular representative.

Certificates of origin shall not be required in the case of postal packets if the country of destination recognises that the consignments are not of a commercial character.

Article XV.

Neither Contracting Party shall maintain or establish any import, export or transit prohibition or restriction on any goods whatsoever originating in the territory of the other Contracting Party or destined to be exported thither unless the said prohibition or restriction applies, under the same conditions, to like goods, if any such exist, coming from any other country or destined to be exported to any other country.

Nevertheless, the Contracting Parties recognise that the following classes of import or export prohibitions or restrictions are not forbidden, provided, however, that they are not applied in such a manner as to constitute a means of arbitrary discrimination between foreign countries where identical conditions prevail :

- (1) Prohibitions or restrictions relating to public security ;
- (2) Prohibitions or restrictions imposed on moral or humanitarian grounds ;
- (3) Prohibitions or restrictions imposed on the importation of arms, ammunitions and implements of war ;
- (4) Prohibitions or restrictions imposed for the protection of public health or for the protection of animals or plants against diseases, insects and harmful parasites ;
- (5) Export prohibitions or restrictions for the protection of national treasure of artistic, historical or archaeological value ;
- (6) Prohibitions or restrictions applicable to gold, silver, coins, currency notes, banknotes or securities ;

7° Prohibitions ou restrictions ayant pour but d'étendre aux produits étrangers le régime établi à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production, le commerce, le transport et la consommation des produits nationaux similaires.

8° Prohibitions ou restrictions appliquées à des produits qui font ou feront à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production ou le commerce, l'objet de monopoles d'Etat ou de monopoles exercés sous le contrôle de l'Etat.

Il est entendu que les Parties contractantes auront le droit d'appliquer les prohibitions ou restrictions à des produits favorisés par des primes, des subventions ou de toute autre façon, soit ouvertement, soit clandestinement.

Article XVI.

Les Parties contractantes s'engagent à accorder réciproquement le transit sur les voies les plus appropriées au transit international, aux personnes, bagages, marchandises, et objets de toute sorte, envois, navires, bateaux, voitures et wagons ou autres instruments de transport, en se garantissant sous ce rapport le traitement de la nation la plus favorisée.

Les marchandises de toute nature, traversant le territoire douanier de l'une des Parties contractantes, seront réciproquement exemptes de tout droit de douane et d'autres charges à l'exception de droits et taxes de surveillance, de statistique et autres charges d'administration.

Les stipulations du présent article s'appliquent aux marchandises en transit qui ont été transbordées ou entreposées en subissant ou non un changement d'emballage.

Il est entendu, toutefois, que le transit de ces marchandises sera garanti conformément aux lois douanières respectives afin d'en empêcher l'introduction dans le pays.

Aucune des Parties contractantes ne sera tenue d'assurer le transit des voyageurs dont l'entrée sur son territoire serait interdite.

Le transit des marchandises pourra être prohibé :

- a) Pour des raisons de sûreté publique et de sécurité de l'Etat ;
- b) Pour des raisons de santé ou comme précaution contre les maladies des animaux et des végétaux.

Les Parties contractantes auront le droit de prendre les précautions nécessaires pour s'assurer que les marchandises qui, sur ces territoires, font l'objet d'un monopole d'Etat, sont réellement en transit.

Article XVII.

Les deux Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée sur leurs territoires, en ce qui concerne les prix et les modalités de transport, conditions de livraison, taxes et charges publiques sur les chemins de fer respectifs.

Article XVIII.

Les navires et bateaux portant le pavillon de l'une des Parties contractantes qui entreront, sur lest ou chargés, dans les eaux et ports dépendant de l'autre Partie, ou qui en sortiront, quel que soit le lieu de leur départ ou celui de leur destination, y jouiront sous tous les rapports du même traitement que les bâtiments nationaux et n'y seront assujettis, à aucun droit ou taxe, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au nom et au profit de l'Etat, des provinces, des communes ou d'un organisme quelconque autorisé par le gouvernement, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés aux bâtiments nationaux.

Article XIX.

Les cargaisons, quelle qu'en soit la provenance ou la destination, ne seront assujetties à des droits ou charges autres ni plus forts et ne seront traités autrement que si elles étaient importées

(7) Prohibitions or restrictions designed to extend to foreign products the régime established within the country in respect of the protection of, trade in, and transport and consumption of native products of the same kind ;

(8) Prohibitions or restrictions applied to products which, as regards production or trade, are or may in future be subject within the country to State monopoly or to monopolies exercised under State control.

It is understood that the Contracting Parties shall have the right to impose prohibitions or restrictions on products favoured by bounties or grants or in any other manner, either openly or secretly.

Article XVI.

The Contracting Parties undertake to accord to each other transit, over the routes most suitable for international transit, to passengers, baggage, goods and articles of every kind, consignments, vessels, boats, carriages and wagons or other means of transport, and they guarantee each other most-favoured-nation treatment in this respect.

Goods of every kind passing through the Customs territory of either Contracting Party shall be reciprocally exempted from any Customs duties and other charges with the exception of supervisory and statistical dues and charges, and other administrative charges.

The provisions of the present Article apply to goods in transit which have been transhipped or warehoused, whether they have been repacked or not.

It is nevertheless understood that the transit of such goods shall be guaranteed in conformity with the respective Customs laws in order to prevent their introduction into the country.

Neither of the Contracting Parties shall be required to ensure the transit of travellers whose entry into its territory has been prohibited.

The transit of goods may be prohibited :

- (a) For reasons of public safety and national security ;
- (b) For reasons of health or as a precaution against diseases of animals and plants.

The Contracting Parties shall have the right to take the necessary precautions to satisfy themselves that goods, which in their territories constitute a State monopoly, are genuinely in transit.

Article XVII.

The two Contracting Parties reciprocally guarantee each other most-favoured-nation treatment within their territories in regard to rates and methods of transport, conditions of delivery and public taxes and charges on their respective railways.

Article XVIII.

Vessels and boats flying the flag of either Contracting Party and entering the waters and ports of the other Party in ballast or with cargo, or leaving the waters and ports of that Party, shall, whatever may be the place from which they come or to which they are consigned, be accorded within these waters and ports the same treatment in all respects as nationals vessels, and shall not be liable therein to any duties or charges of any description whatsoever, levied on behalf of and for the profit of the State, provinces, communes, or any body whatsoever authorised by the Government, other or higher than those which are or may in future be levied on national vessels.

Article XIX.

Cargoes of vessels, whatever may be the place from which they come or to which they are consigned, shall not be liable to other or higher duties or charges, nor be treated otherwise, than

ou exportées sous pavillon national, les passagers et les bagages de ceux-ci seront pareillement traités comme s'ils voyageaient sous pavillon national.

Article XX.

Les dispositions de ce traité relatives à la concession réciproque du traitement national en matière de navigation ne s'étendent pas :

1^o Au cabotage et à la navigation dans les eaux intérieures lesquels continuent à être régis par les lois qui sont ou seront en vigueur dans les territoires de chacune des Hautes Parties contractantes.

2^o Aux encouragements sous forme de primes accordés ou qui pourraient être accordés à la marine marchande nationale.

3^o A l'exercice de la pêche, y compris la chasse aux phoques, dans les eaux territoriales des Hautes Parties contractantes, ni à l'exercice du service maritime des ports, des rades et des plages.

Le service maritime comprend l'exercice du remorquage et du pilotage, l'assistance et le sauvetage maritime, en tant que ces opérations s'effectuent dans les limites des eaux territoriales et dans la mer de Marmara.

Il est entendu que les matières dérogatoires qui resteraient en dehors des énumérations ci-dessus seront régies par le traitement de la nation la plus favorisée.

Article XXI.

La nationalité des bateaux et navires sera, de part et d'autre, admise d'après les documents et certificats délivrés à cet effet par les autorités compétentes des Etats respectifs, conformément aux lois et règlements de chaque pays.

Les certificats de jauge et autres documents relatifs à la jauge, délivrés par l'une des deux Parties contractantes, seront reconnus par l'autre conformément aux arrangements spéciaux qui pourront être conclus entre les deux Parties contractantes.

Article XXII.

Les navires et bateaux portant le pavillon de l'une des Parties contractantes qui entrent dans un port de l'autre à seule fin d'y compléter leur cargaison ou en débarquer une partie pourront en se conformant aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port ou à un autre pays, et la réexporter, sans être tenus à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucuns droits ou frais, sauf les droits de surveillance, lesquels d'ailleurs, ne pourront être perçus qu'au taux le plus bas fixé pour la navigation nationale.

Article XXIII.

En cas de naufrage, échouement, avarie en mer ou relâche forcée d'un bâtiment de l'une des deux Parties contractantes dans les eaux de l'autre, le bâtiment et sa cargaison jouiront des mêmes faveurs et immunités que les lois et règlements du pays respectif accordent, dans des circonstances analogues, aux bâtiments nationaux. Aide et assistance seront données, dans la même mesure qu'aux nationaux, au capitaine, à l'équipage et aux passagers, tant pour eux-mêmes que pour le bâtiment et sa cargaison.

En ce qui concerne le droit de sauvetage il sera fait application de la législation du pays où le sauvetage a eu lieu.

goods imported or exported under the national flag ; their passengers, together with the baggage of these passengers, shall similarly be treated as if they were conveyed on vessels flying the national flag.

Article XX.

The provisions of the present Treaty concerning the reciprocal granting of national treatment as regards navigation shall not extend :

- (1) To the coasting trade and to navigation in inland waters, which shall continue to be governed by the laws which are or may hereafter be in force in the territories of either High Contracting Party.
- (2) To bounties which are or may hereafter be granted for the development of the national merchant marine.
- (3) To the exercise of fishing, including seal hunting in the territorial waters of the High Contracting Parties, or to the exercise of the maritime service of ports, roadsteads and beaches.

Maritime service shall include towage and pilotage, assistance and salvage at sea, in so far as these operations are carried out within the limits of the territorial waters and in the Sea of Marmora.

It is understood that most-favoured-nation treatment shall be granted in respect of any exceptional matters not included in the enumeration given above.

Article XXI.

The nationality of vessels and boats shall be recognised by both Parties in accordance with the documents and certificates issued for the purpose by the competent authorities of the respective States, in conformity with the laws and regulations of each country.

Tonnage measurement certificates and other tonnage measurement documents issued by either Contracting Party shall be recognised by the other Party in conformity with any special agreements which may be concluded between the two Contracting Parties.

Article XXII.

Vessels and boats flying the flag of either Contracting Party and entering a port of the other Party with the sole object of completing their cargo therein or of unloading some portion thereof, shall be entitled, provided that they observe the laws and regulations of the State concerned, to retain on board the portion of their cargo which is consigned to another port or to another country, and to re-export such portion of the cargo without being liable to pay any duties or charges thereon, except supervision fees. The latter may, moreover, only be levied at the lowest rate fixed for national vessels.

Article XXIII.

If a vessel of either Contracting Party should be wrecked, stranded, damaged at sea, or forced to take shelter in the waters of the other Party, the vessel and its cargo shall be granted the same privileges and immunities as are granted by the laws and regulations of the country concerned in similar circumstances to national vessels. Assistance and relief shall be given to the master, crew and passengers, both as regards themselves and the vessel and its cargo, to the same extent as to nationals.

As regards the right of salvage, the laws of the country where salvage takes place shall apply.

Les marchandises sauvées d'un bâtiment échoué ou naufragé ne seront assujetties à aucun droit de douane à moins qu'elles ne soient introduites dans le pays pour la consommation intérieure.

Article XXIV.

Chacune des Parties contractantes s'engage à faire bénéficier sur son territoire, les marchandises de l'autre Partie, des dispositions de la Convention internationale de Paris du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Washington¹, le 2 juin 1911.

Article XXV.

Les dispositions du présent traité ne sont pas applicables :

1° Aux traitements accordés ou qui pourraient être accordés ultérieurement par une des Parties contractantes, dans le trafic frontalier avec les pays limitrophes ;

2° Aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière ;

3° Aux avantages et faveurs spéciaux existant ou à établir dans l'avenir en matière de tarifs douaniers et généralement en toute autre matière commerciale entre la Turquie et les pays détachés de l'Empire ottoman en 1923 ;

4° Aux avantages et faveurs que la Finlande a accordés ou pourrait accorder à l'Estonie, en vue de conserver ses échanges traditionnels avec ce pays ;

5° Aux avantages que la Finlande a accordés ou pourrait accorder aux Etats voisins quant à la navigation dans la mer Baltique et ses baies au nord du 58° latitude nord ;

6° Aux avantages que la Finlande et la Turquie ont accordés ou pourraient accorder quant à l'importation des vins et boissons alcooliques.

Article XXVI.

Le présent traité entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications et demeurera exécutoire pour la durée de trois ans à partir de cette date. Si aucune des deux Parties contractantes ne notifie un an avant cette date son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

Article XXVII.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Helsinki, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent traité et y ont apposé leur sceau.

Fait en double expédition, à Ankara, le 12 août 1929.

(L. S.) MAUNO NORDBERG.

(L. S.) ZEKÂI.

(L. S.) MUSTAFA SEREF.

(L. S.) M. NUMAN.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome VIII, page 760.

Goods salvaged from a stranded or wrecked vessel shall not be subject to any Customs duties unless they are imported into the country for consumption therein.

Article XXIV.

Each of the Contracting Parties undertakes that, in its territory, the provisions of the Paris International Convention of March 20, 1883, for the Protection of Industrial Property, as revised at Washington¹ on June 2, 1911, shall apply to the goods of the other Party.

Article XXV.

The provisions of the present Treaty shall not apply :

- (1) To the treatment which has been or may subsequently be accorded by either Contracting Party in the matter of frontier traffic with neighbouring countries ;
- (2) To special benefits resulting from a Customs union ;
- (3) To the special advantages or benefits which at present exist or may subsequently be established in the matter of Customs tariffs, and generally in any other commercial matter between Turkey and the countries which were detached from the Ottoman Empire in 1923 ;
- (4) To the advantages and benefits which Finland has granted or may hereafter grant to Estonia for the purpose of maintaining her traditional commercial relations with that country ;
- (5) To the advantages which Finland has granted or may hereafter grant to neighbouring States in respect of navigation in the Baltic Sea and its bays north of 58° latitude north ;
- (6) To the advantages which Finland and Turkey have granted or may hereafter grant in respect of the importation of wines and alcoholic liquors.

Article XXVI.

The present Treaty shall come into force one month after the date of exchange of ratifications and shall remain in operation for a period of three years from that date. Unless either Contracting Party notifies one year before that date its intention of terminating the Treaty, the latter shall remain binding until the expiry of one year from the date on which either Contracting Party shall have denounced it.

Article XXVII.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Helsinki as soon as possible.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seal.

Done in duplicate at Ankara on August 12, 1929.

(L. S.) MAUNO NORDBERG.

(L. S.) ZEKÂİ.

(L. S.) MUSTAFA SEREF.

(L. S.) M. NUMAN.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 104, page 116.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature du présent traité les Parties contractantes sont convenues des dispositions suivantes :

1° Il est entendu que les Parties contractantes se garantissent mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les droits, ainsi que toutes les taxes perçues à l'exportation, quels qu'en soient le nom ou l'espèce.

2° Le délégué de la République de Finlande déclare au nom de son Gouvernement que le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée énoncée à l'article 3 du présent traité ne pourra être invoquée en faveur des ressortissants finlandais en ce qui concerne le respect du droit acquis reconnu par la Turquie en vertu de l'article 4 de la Convention d'établissement¹ conclue à Lausanne, le 24 juillet 1923, aux ressortissants des Etats qui l'ont signée.

3° Les Parties contractantes en approuvant le principe d'empêcher toute imposition double, constatent, comme corollaire de l'article IX que les ressortissants, sociétés et coopératives de l'une des Parties contractantes, non établis dans le pays de l'autre, n'y seront pas assujettis à des impôts sur le bénéfice de leur exportation à ce dernier pays tant qu'ils n'y auront pas d'établissement.

4° Le présent protocole fait partie intégrante du présent traité et aura force exécutoire dès que celui-ci sera mis en vigueur.

Mauno NORDBERG.

ZEKÁI.

¹ Vol. XXVIII, page 151, de ce recueil.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

On proceeding to sign the present Treaty, the Contracting Parties agreed on the following provisions :

1. It is understood that the Contracting Parties shall grant each other most-favoured-nation treatment in regard to duties and all charges, whatever may be their denomination or nature, levied on exportation.

2. The Delegate of the Finnish Republic declares on behalf of his Government that the benefits of the most-favoured-nation clause contained in Article III of the present Treaty may not be claimed on behalf of Finnish nationals in regard to any rights which may have been acquired by nationals of the States signatories of the Convention¹ respecting Conditions of Residence and Business and Jurisdiction, concluded at Lausanne on July 24, 1923, and which Turkey under Article 4 of that Convention has agreed to recognise.

3. The Contracting Parties approve the principle of preventing all double taxation and note, as a corollary to Article IX, that the nationals, companies and cooperative societies of either Contracting Party not established in the territories of the other shall not be subject therein to taxes on the profits accruing from their exportation to the latter country so long as they have no establishment therein.

4. The present Protocol shall form an integral part of the present Treaty and shall become binding immediately upon the entry into force of the Treaty.

Mauno NORDBERG.

ZEKAI.

¹ Vol. XXVIII, page 151, of this Series.

N° 2206.

ALLEMAGNE ET SUISSE

Arrangement additionnel au Traité de commerce du 14 juillet 1926, signé à Berne, le 23 avril 1929, et échange de notes y relatif de la même date.

GERMANY AND SWITZERLAND

Additional Agreement to the Treaty of Commerce of July 14, 1926, signed at Berne, April 23, 1929, and Exchange of Notes relating thereto of the same date.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2206. — ZUSATZABKOMMEN ¹ ZU DEM AM 14. JULI 1926 ZWISCHEN DER SCHWEIZ UND DEM DEUTSCHEN REICHE ABGESCHLOSSENEN HANDELSVERTRAG ². GEZEICHNET IN BERN AM 23. APRIL 1929.

Texte officiel allemand communiqué par le Conseil fédéral suisse et le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 20 novembre 1929.

German official text communicated by the Swiss Federal Council and the German Consul-General at Geneva. The registration of this Agreement took place November 20, 1929.

Zwischen der SCHWEIZ und dem DEUTSCHEN REICHE sind die nachstehenden Zusatzvereinbarungen zu dem Handelsvertrage vom 14. Juli 1926 getroffen worden :

Artikel 1.

Anlage A „Zölle bei der Einfuhr in das deutsche Zollgebiet“ wird wie folgt geändert :

Nummer des deutschen Zolltarifs	Benennung der Gegenstände	Zollsatz für 1 Doppelzentner RM
	<p>1. In der Nr. „ aus 204 “ sind die Worte : „ Schokolade mit eingelegten Fruchtkernen “ zu ersetzen durch : „ Schokolade mit Einlage von Fruchtkernen, Ingwer oder Rosinen. “</p> <p>2. Die Anmerkung zu Nr. 230 erhält folgende Fassung : <i>Anmerkung zu Nr. 230</i> : Als gemahlen ist Kalk anzusehen, der eine mehl- oder griessförmige Beschaffenheit aufweist. In Zweifelsfällen gilt als gemahlen solcher Kalk, von dem durch ein amtlich nachgeprüftes Sieb (Maschenzahl je qcm 16, lichte Maschenweite 1,5 mm, Drahtdurchmesser 1,00 mm) mehr als 55 v. H. durchfallen. Dabei besteht Einverständnis darüber, dass als Sieb der in Absatz 1 angegebenen Beschaffenheit das Prüfsieb Nr. 4 der deutschen Normen für Prüfsiebgewebe Nr. 30 DIN 1171 mit den nach dem Normenblatt zugelassenen Abweichungen verwendet wird.</p> <p>3. Die Anmerkung zu Nr. 234 erhält folgende Fassung : <i>Anmerkung zu Nr. 234</i> : Als gemahlen sind Steine anzusehen, die eine mehl- oder griessförmige Beschaffenheit aufweisen. In Zweifelsfällen gelten als gemahlen solche Steine, von denen durch ein amtlich nachgeprüftes Sieb (Maschenzahl je qcm 16, lichte Maschenweite 1,5 mm, Drahtdurchmesser 1,00 mm) mehr als 55 v. H. durchfallen.</p>	

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 6 juillet 1929. Entré en vigueur le 20 juillet 1929.

² Vol. LIX, page 87, de ce recueil.

¹ The exchange of ratifications took place at Berne, July 6, 1929. Came into force July 20, 1929.

² Vol. LIX, page 87, of this Series.

Nummer des deutschen Zollratifs	Benennung der Gegenstände	Zollsatz für 1 Doppelzentner RM
aus 534	<p>Dabei besteht Einverständnis darüber, dass als Sieb der in Absatz 1 angegebenen Beschaffenheit das Prüfsieb Nr. 4 der deutschen Normen für Prüfsiebgewebe Nr. 30 DIN 1171 mit den nach dem Normenblatt zugelassenen Abweichungen verwendet wird.</p> <p>4. Die Nr. „ aus 534 “ erhält folgende Fassung : Unausgerüstete (ungarnierte) Frauenhüte ganz oder teilweise aus künstlicher Seide, ohne Beimischung von natürlicher Seide Unausgerüstete (ungarnierte) Frauenhüte aus Manilahanf oder anderem groben Hanf, die mit solchem Hanf bestickt sind oder die als Hüte aus Spitzenstoffen oder Spitzen in Betracht kommen</p> <p>5. In der Anmerkung <i>h</i> zum fünften Abschnitt erhält Satz 1 folgende Fassung : Bei Wirk- (Trikot-) und Netzwaren bleiben Säume, Nähte, zur Verhinderung des Auftrennens angebrachte Einfassungen von Band und die zum Gebrauch erforderlichen gewöhnlichen Zutaten, bei gewirkten Handschuhen und Strümpfen auch aufgestickte oder aufgenähte Zwickel sowie sonstige Stickereien auf die Verzollung ohne Einfluss.</p>	für 1 Stück 2.50 1
aus 556	<p>6. Die Nr. 556 wird durch folgende „ aus Nr. 556 “ ersetzt : Schuhe aus Leder aller Art, auch aus behaarten Häuten oder aus Häuten von Fischen oder Kriechtieren, mit anderen Sohlen (als Holzsohlen) : Das Paar im Gewichte von mehr als 1 200 g.</p> <p><i>Anmerkung</i> : Ausfütterungen, Besätze, Zierate und sonstige Zutaten (Schnallen, Maschen, Quasten, Stickereien, Schnürriemen, und dergleichen) bleiben auf die Verzollung von Lederschuhen ohne Einfluss, soweit nicht die Schuhe durch diese Verbindungen nach anderweiten Vorschriften des Tarifs unter höhere Zollsätze fallen.</p> <p>7. Der Nr. „ aus 670 “ ist folgender zweiter Absatz neu anzufügen : Papier in der Längsrichtung der Papierbahn an den Rändern oder an diesen und im Innern mit aufgeklebten schmalen Papierstreifen verstärkt und an den derartig verstärkten Stellen in regelmässigen Abständen einreihig durchlocht (sogenanntes Webstuhlpapier). . .</p> <p>8. Hinter der Nr. „ aus 671 “ (vor der „ Anmerkung zu Nr. 674 “) ist folgende Anmerkung einzufügen : <i>Anmerkung zu Nr. 670 bis 672</i> : Zur Bemusterung von Farben dienende, mit verschiedenfarbigen kleinen Abschnitten von Garnen, Geweben, Leder, Papier, Stroh und dergleichen ausgestattete Karten (sogenannte Farbmusterkarten), auch zu Heften oder Büchern vereinigt oder mit Erläuterungen über Anwendung und Eigenschaften der Farben, von in der Schweiz ansässigen Firmen werden zollfrei belassen, wenn den einzelnen Kartenblättern die schweizerische Firma ohne Erwähnung einer anderen Firma oder des Namens eines Agenten derart aufgedruckt ist, dass diese Kennzeichnung sich ohne Beschädigung der Kartenblätter nicht beseitigen lässt.</p> <p>9. In Absatz 2 der Nr. „ aus 819 “ ist statt : „ Weberblätter und Weberblätterzähne (Riete und Rietstäbe) “ zu setzen : „ Weberblätterzähne (Rietstäbe), auch in Bündeln, in Ringen oder auf Holzrollen, und Weberblätter (Riete). “</p> <p>10. Die Nr. 871 erhält folgende Anmerkung : <i>Anmerkung</i> : Unter Draht aus Kupfer oder Kupferlegierungen ist dasjenige gewalzte oder gezogene (auch gepresste) Metall zu verstehen, welches ohne Rücksicht auf die Form des Querschnitts bei letzterem keine die Grenze von 5 mm. überschreitende Abmessung zeigt, ferner auch, und zwar ohne Rücksicht auf die Stärke, alles in Form von Bündeln, Ringen oder dergleichen aufgewundene, gewalzte oder gezogene (auch gepresste) Metall. Jedoch ist das in Form von Bündeln,</p>	85 20

Nummer des deutschen Zolltarifs	Benennung der Gegenstände	Zollsatz für 1 Doppelzentner RM
	Ringen oder dergleichen aufgewundene Metall, das flachgewalzt, flachgezogen, flachgehämmert oder flachgepresst, mehr als 5 mm breit und weniger als 0,25 mm stark ist, als Blattmetall zu verzollen.	
	11. Die Nr. „ aus 885 “ erhält folgenden zweiten Absatz : Elektrische Scheinwerfer für Kraftfahrzeuge, auch mit eingesetzten Glühbirnen	120
	12. In Nr. 907 erhält Absatz 1 folgende Fassung : Lichtmaschinen und Lichtzündmaschinen für Motorfahrzeuge ; Anlassmotoren für Verbrennungsmotoren	110
aus 912 C	13. Hinter der Nr. « aus 912 A » ist einzufügen : Kochherde : bei einem Reingewichte des Kochherdes	60 50 40
aus 912 E	Magnetzündapparate	160
929	14. Die Nrn. 929 und 930 erhalten folgende Fassung : Taschenuhren, auch Armbanduhren, auch solche mit Spielwerk : in Gehäusen : aus Gold : Armbanduhren andere : mit einem grössten äusseren Durchmesser des Gehäusemittelstückes von nicht mehr als 3,5 cm andere aus Silber, auch vergoldet oder mit vergoldeten Rändern, Bügeln oder Knöpfen versehen aus unedlen Metallen oder aus Legierungen unedler Metalle, auch vergoldet oder versilbert oder mit vergoldeten oder versilberten Rändern, Bügeln oder Knöpfen versehen ; aus anderen Stoffen	für 1 Stück 3 3 7 2.50 1.80
930	<i>Anmerkung</i> : Nach Nr. 929 sind auch Anhängenuhren (zum Anhängen an die Kleidung bestimmte Uhren) zu verzollen. Uhrgehäuse zu Taschenuhren und Armbanduhren : aus Gold : zu Armbanduhren andere : mit einem grössten äusseren Durchmesser des Gehäusemittelstückes von nicht mehr als 3,5 cm andere aus Silber, auch vergoldet oder mit vergoldeten Rändern, Bügeln oder Knöpfen versehen : zu Armbanduhren andere aus unedlen Metallen oder aus Legierungen unedler Metalle, auch vergoldet oder versilbert oder mit vergoldeten oder versilberten Rändern, Bügeln oder Knöpfen versehen ; aus anderen Stoffen <i>Anmerkung</i> zu Nr. 930 : Werden Uhrgehäuse zu Taschenuhren oder Armbanduhren in zerlegten Zustände, jedoch fertig zum Zusammensetzen eingeführt, so sind Böden mit der Hälfte, Ränder (mit oder ohne Glasreifen) und Glasreifen je mit einem Viertel des Stückzollses für das zusammengesetzte Uhrgehäuse zu belegen, während Staubdeckel sowie andere Teile der Verzollung nach Beschaffenheit des Stoffes unterliegen. <i>Anmerkung</i> zu den Nrn. 929 und 930 : Mit Gold oder Silber belegte (plattierte) Taschen- und Armbanduhren und Uhrgehäuse dazu werden wie vergoldete oder versilberte verzollt.	1.50 für 1 Stück 1.50 5.50 0.75 1 0.25

Artikel 2.

Anlage B „Zölle bei der Einfuhr in das schweizerische Zollgebiet“ wird wie folgt geändert :

Nummer des schweiz. Zolltarifs	Bezeichnung der Ware	Zollansatz Fr. Rp.
		per q.
	1. <i>NB. ad 306e</i> : Nach dieser Nummer werden auch sogenannte gehämmerte Schreib- und Zeichnungspapiere zugelassen, mit Ausnahme derjenigen, welche nicht eine eigentliche Pressung, sondern bloss eine grobe Körnung nach Art der Zeichnungspapiere und groben Packpapiere aufweisen.	
	2. <i>NB. ad 338/340</i> : Zur Bemusterung von Farben dienende, mit verschiedenfarbigen kleinen Abschnitten von Garnen, Geweben, Leder, Papier, Stroh und dergleichen ausgestattete Karten (sogenannte Farbmusterkarten), auch zu Heften oder Büchern vereinigt oder mit Erläuterungen über Anwendung und Eigenschaften der Farben, von in Deutschland ansässigen Firmen werden zollfrei belassen, wenn den einzelnen Kartenblättern die deutsche Firma ohne Erwähnung einer anderen Firma oder des Namens eines Agenten derart aufgedruckt ist, dass diese Kennzeichnung sich ohne Beschädigung der Kartenblätter nicht beseitigen lässt.	
	3. Waren aus Seide, Florettseide, Kunstseide :	
	— am Stück :	
447b ¹	— — aus Kunstseide und Wolle, in Gewichte von mehr als 300 Gramm per m ² , mit einem Gehalt von höchstens 15 Gewichtsprozenten an im Garn versponnener Kunstseide	240.—
	<i>NB. ad 447b¹</i> : Sofern der Gesamtgehalt an mitversponnener Kunstseide nicht mehr als 2 Gewichtsprocente ausmacht, fällt er für die Verzollung ausser Betracht.	
447b ²	— — andere	300.—
	4. <i>NB. ad 535/536b</i> : Nach diesen Nummern werden verzollt korsettähnliche Fabrikate aus Geweben (Wirk- und Strickwaren ausgenommen), wie Hüftenhalter, Korsettgürtel und dgl., sofern sie mit Stäben versehen sind und, an der niedrigsten Stelle gemessen, mehr als 20 cm Höhe aufweisen.	
	5. <i>NB. ad 537, 540 und 543</i> : Bei gewirkten Handschuhen dieser Nummern bedingt das Vorhandensein von Stickereien keine höhere Belastung.	2
	6. Kleidungsstücke für Herren und Knaben :	
	— aus Seide :	
547a	— — Mäntel aus Geweben der Nr. 447b ¹	550.—
547b	— — andere	800.—
	7. Kleidungsstücke für Damen und Mädchen :	
	— aus Seide :	
550a	— — Mäntel aus Geweben der Nr. 447b ¹	550.—
550b	— — andere	800.—
	8. Kleidungsstücke, Wirk- und Strickwaren aller Art : mit Besatz oder Futter aus Pelzwerk oder Federn :	
554a	— Damenmäntel aus Wollgewebe, mit Pelzbesatz am Kragen, an den Armelaufschlägen und am untern Mantelsaum	500.—
554b	— andere	800.—
	9. Bestandteile von Taschenuhren :	
	— Gehäuse, roh oder fertig :	per Stück
932	— — aus unedlen Metallen, auch versilbert oder vergoldet	—, 25
933a	— — aus Silber	—, 60
933b	— — mit Gold plattiert	—, 25
933c	— — aus Gold oder Platin	1, 50

Nummer des schweiz. Zolltarifs	Bezeichnung der Ware	Zollansatz Fr. Rp.
	<p><i>NB. ad 932/933 a/c</i> : Werden Uhrgehäuse zu Taschen- oder Armbanduhren in zerlegtem Zustande oder unvollständig eingeführt, so unterliegen die Böden der Hälfte, die Ränder und Glasreifen je dem Viertel des Stückzollens für die ganzen Gehäuse.</p> <p>10. <i>Ad 898 a, 914d und 956</i> : Verzollung von für sich eingehenden Teilen von Automobilen :</p> <p>Elektrische Lichtmaschinen und elektrische Anlasser sowie Kombinationen dieser beiden Maschinen dürfen nicht mit einem höheren Zolle als Fr. 110.— per q belegt werden.</p> <p>Lichtzündmaschinen und Zündapparate unterliegen keinem höheren Zoll als Fr. 170.— per q.</p> <p>Die Bestimmungen unter A, I, 1 und 2 des schweizerisch-deutschen Protokolls vom 3. Mai 1928 werden aufgehoben.</p>	per q.

Artikel 3.

Dieses Zusatzabkommen soll ratifiziert werden. Es tritt nach Benehmen der beiderseitigen Regierungen frühestens am vierzehnten Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden, der in Bern erfolgen soll, in Kraft und bleibt solange in Geltung wie der Handelsvertrag vom 14. Juli 1926.

BERN, den 23. April 1929.

Für den schweizerischen Bundesrat :

(Sig.) STUCKI.
(Sig.) GASSMANN.

Für die deutsche Regierung :

(Sig.) HAGEMANN.

NOTENWECHSEL.

HERR VORSITZENDER,

Im Laufe der Verhandlungen, die zu dem schweizerisch-deutschen Zusatzabkommen vom heutigen Tage geführt haben, wiesen Sie darauf hin, dass deutscherseits Klagen vorgebracht wurden bezüglich der Anwendung der schweizerischen Vorschrift über die zerlegt eingeführten Gegenstände (Vorbemerkung II, 3 zum Warenverzeichnis des schweizerischen Zolltarifs).

Ich beehre mich, Ihnen zu bestätigen, dass die erwähnte Bestimmung eine rein zolltechnische Massnahme ist, die nur bezweckt, offensichtliche Missbräuche (Zollumgehungsversuche) zu bekämpfen, und dass die Absicht nicht besteht, diese Bestimmung rücksichtslos durchzuführen.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner vorzüglichsten Hochachtung.

BERN, den 23. April 1929.

(Sig.) STUCKI.

An den Vorsitzenden der deutschen Delegation für
die handelspolitischen Besprechungen
zwischen der Schweiz und dem Deutschen Reiche,
Herrn Geheimen Regierungsrat Hagemann,
Bern.

BERN, den 23. April 1929.

HERR VORSITZENDER,

Sie hatten die Gefälligkeit, mir mit heutigem Schreiben folgendes mitzuteilen :

„Im Laufe der Verhandlungen, die zu dem schweizerisch-deutschen Zusatzabkommen vom heutigen Tage geführt haben, wiesen Sie darauf hin, dass deutscherseits Klagen vorgebracht wurden bezüglich der Anwendung der schweizerischen Vorschrift über die zerlegt eingeführten Gegenstände (Vorbemerkung II, 3 zum Warenverzeichnis des schweizerischen Zolltarifs).

Ich beehre mich, Ihnen zu bestätigen, dass die erwähnte Bestimmung eine rein zolltechnische Massnahme ist, die nur bezweckt, offensichtliche Missbräuche (Zollumgehungsversuche) zu bekämpfen, und dass die Absicht nicht besteht, diese Bestimmung rücksichtslos durchzuführen.“

Indem ich Ihnen für diese Erklärung danke, von der ich namens meiner Regierung Akt nehme, bitte ich Sie, Herr Vorsitzender, die Versicherung meiner vorzüglichsten Hochachtung zu genehmigen.

(Sig.) HAGEMANN.

An den Vorsitzenden der schweizerischen Delegation für
die handelspolitischen Besprechungen
zwischen dem Deutschen Reiche und der Schweiz,
Herrn W. Stucki,
Direktor der Handelsabteilung
im Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement,
Bern.

HERR VORSITZENDER,

In Bestätigung mündlich abgegebener Erklärungen beehre ich mich, Ihnen mitzuteilen, dass, solange sogenannte Turbonitplatten nach den Nummern 634/635b des schweizerischen Gebrauchszolltarifs zollpflichtig sind, diejenigen Platten nach Nummer 634 zugelassen werden, deren Oberfläche weder Hochglanz (Hochpolitur) aufweist, noch nach dem Formen eine Bearbeitung erfahren hat.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner vorzüglichsten Hochachtung.

BERN, den 23. April 1929.

(Sig.) STUCKI.

An den Vorsitzenden der deutschen Delegation für
die handelspolitischen Besprechungen
zwischen der Schweiz und dem Deutschen Reiche,
Herrn Geheimen Regierungsrat Hagemann,
Bern.

BERN, den 23. April 1929.

HERR VORSITZENDER,

Sie hatten die Gefälligkeit, mir mit heutigem Schreiben folgendes mitzuteilen :

„In Bestätigung mündlich abgegebener Erklärungen beehre ich mich, Ihnen mitzuteilen, dass, solange sogenannte Turbonitplatten nach den Nummern 634/635b des schweizerischen Gebrauchszolltarifs zollpflichtig sind, diejenigen Platten nach Nummer

634 zugelassen werden, deren Oberfläche weder Hochglanz (Hochpolitur) aufweist, noch nach dem Formen eine Bearbeitung erfahren hat.“

Indem ich Ihnen für diese Erklärung danke, von der ich namens meiner Regierung Akt nehme, bitte ich Sie, Herr Vorsitzender, die Versicherung meiner vorzüglichsten Hochachtung zu genehmigen.

(Sig.) HAGEMANN.

An den Vorsitzenden der schweizerischen Delegation
für die handelspolitischen Besprechungen
zwischen dem Deutschen Reiche und der Schweiz,
Herrn W. Stucki,
Direktor der Handelsabteilung
im Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement,
Bern.

BERN, den 23. April 1929.

HERR VORSITZENDER,

Im Laufe der Verhandlungen, die zu dem heute unterzeichneten Zusatzabkommen zum deutsch-schweizerischen Handelsvertrag geführt haben, hat die schweizerische Regierung unter Beziehung auf die Verbalnote des Deutschen Auswärtigen Amts vom 26. Mai 1927 II Sz 503, in der ihr in Beantwortung der schweizerischen Verbalnoten vom 1. Februar und 25. März 1927 IV B VI 6/16 mitgeteilt worden ist,

dass das Reichsfinanzministerium die erforderlichen Anordnungen getroffen hat, damit die in Rede stehenden Schrauben und Schraubenmutter für die Feinmechanik nach Beschaffenheit des Herstellungstoffes, falls sie aus schmiedbarem Eisen gefertigt sind, also nach den Nummern 820 und 825 des deutschen Zolltarifs, verzollt werden,

den Wunsch ausgesprochen, dass bei der Verzollung von Schrauben aus Kupfer und Kupferlegierungen nach den gleichen Gesichtspunkten verfahren wird.

Ich beehre mich, namens der deutschen Regierung zu erklären, dass das gewünschte Verfahren der Auffassung der deutschen Regierung entspricht.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, die Versicherung meiner vorzüglichsten Hochachtung.

(Sig.) HAGEMANN.

An den Vorsitzenden der schweizerischen Delegation
für die handelspolitischen Besprechungen
zwischen dem Deutschen Reiche und der Schweiz,
Herrn W. Stucki,
Direktor der Handelsabteilung
im Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement,
Bern.

HERR VORSITZENDER,

Sie hatten die Gefälligkeit, mir mit heutigem Schreiben folgendes mitzuteilen :

„Im Laufe der Verhandlungen, die zu dem heute unterzeichneten Zusatzabkommen zum deutsch-schweizerischen Handelsvertrag geführt haben, hat die schweizerische Regierung unter Beziehung auf die Verbalnote des Deutschen Auswärtigen Amts vom 26. Mai 1927 II Sz 503, in der ihr in Beantwortung der schweizerischen Verbalnoten vom 1. Februar und 25. März 1927 IV B VI 6/16 mitgeteilt worden ist:

Dass das Reichsfinanzministerium die erforderlichen Anordnungen getroffen hat, damit die in Rede stehenden Schrauben und Schraubenmutter für die Feinmechanik nach Beschaffenheit des Herstellungsstoffes, falls sie aus schmiedbarem Eisen gefertigt sind, also nach den Nummern 820 und 825 des deutschen Zolltarifs, verzollt werden,

den Wunsch ausgesprochen, dass bei der Verzollung von Schrauben aus Kupfer und Kupferlegierungen nach den gleichen Gesichtspunkten verfahren wird.

Ich beehre mich, namens der deutschen Regierung zu erklären, dass das gewünschte Verfahren der Auffassung der deutschen Regierung entspricht. "

Indem ich Ihnen für diese Erklärung danke, von der ich namens meiner Regierung Akt nehme, bitte ich Sie, Herr Vorsitzender, die Versicherung meiner vorzüglichsten Hochachtung zu genehmigen.

BERN, den 23. April 1929.

(Sig.) STUCKI.

An den Vorsitzenden der deutschen Delegation
für die handelspolitischen Besprechungen
zwischen der Schweiz und dem Deutschen Reiche,
Herrn Geheimen Regierungsrat Hagemann,
Bern.

BERN, den 23. April 1929.

HERR VORSITZENDER,

Im Laufe der Verhandlungen, die zu dem heute unterzeichneten Zusatzabkommen zum deutsch-schweizerischen Handelsvertrag geführt haben, hat die schweizerische Delegation den Wunsch ausgesprochen, dass künftig Anständen bei der Verzollung von Wirkwaren, die mit zum Gebrauch erforderlichen gewöhnlichen Zutaten versehen sind, durch zweckmässige Anweisung der Zollämter vorgebeugt wird.

Ich beehre mich, namens der deutschen Regierung zu erklären, dass eine absolut gleichmässige Abgrenzung der zum Gebrauch erforderlichen gewöhnlichen Zutaten von den als Ausputz sich darstellenden Zutaten bei der ausserordentlichen Mannigfaltigkeit der Wirkwarenausstattung sehr schwierig ist, dass aber deutscherseits dauernd darauf Bedacht genommen wird, durch Veröffentlichung von geeigneten Tarifentscheidungen ein tunlichst gleichmässiges und entgegenkommendes Verzollungsverfahren sicherzustellen.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, die Versicherung meiner vorzüglichsten Hochachtung.

(Sig.) HAGEMANN.

An den Vorsitzenden der schweizerischen Delegation
für die handelspolitischen Besprechungen
zwischen dem Deutschen Reiche und der Schweiz,
Herrn W. Stucki,
Direktor der Handelsabteilung
im Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement,
Bern.

HERR VORSITZENDER,

Sie hatten die Gefälligkeit, mir mit heutigem Schreiben folgendes mitzuteilen :

„ Im Laufe der Verhandlungen, die zu dem heute unterzeichneten Zusatzabkommen zum deutsch-schweizerischen Handelsvertrag geführt haben, hat die schweizerische

Delegation den Wunsch ausgesprochen, dass künftig Anständen bei der Verzollung von Wirkwaren, die mit zum Gebrauch erforderlichen gewöhnlichen Zutaten versehen sind, durch zweckmässige Anweisung der Zollämter vorgebeugt wird.

Ich beehre mich, namens der deutschen Regierung zu erklären, dass eine absolut gleichmässige Abgrenzung der zum Gebrauch erforderlichen gewöhnlichen Zutaten von den als Ausputz sich darstellenden Zutaten bei der ausserordentlichen Mannigfaltigkeit der Wirkwarenausstattung sehr schwierig ist, dass aber deutscherseits dauernd darauf Bedacht genommen wird, durch Veröffentlichung von geeigneten Tarifscheidungen ein tunlichst gleichmässiges und entgegenkommendes Verzollungsverfahren sicherzustellen.“

Indem ich Ihnen für diese Erklärung danke, von der ich namens meiner Regierung Akt nehme, bitte ich Sie, Herr Vorsitzender, die Versicherung meiner vorzüglichsten Hochachtung zu genehmigen.

BERN, den 23. April 1929.

(Sig.) STUCKI.

An den Vorsitzenden der deutschen Delegation
für die handelspolitischen Besprechungen
zwischen der Schweiz und dem Deutschen Reiche,
Herrn Geheimen Regierungsrat Hagemann,
Bern.

BERN, den 23. April 1929.

HERR VORSITZENDER,

Im Laufe der Verhandlungen, die zu dem heute unterzeichneten Zusatzabkommen zum deutsch-schweizerischen Handelsvertrag geführt haben, hat die schweizerische Delegation der Ansicht Ausdruck gegeben, dass der Verkehr mit gebrauchten Buchdruckwalzen, die zwecks Umschmelzens oder Erneuerung der abgenutzten Buchdruckmasse von deutschen Firmen nach der Schweiz gesandt werden, als Reparaturverkehr im Sinne des Artikels 13, Ziffer 7, des deutsch-schweizerischen Handelsvertrages vom 14. Juli 1926 anzusehen sei.

Ich beehre mich, zu erklären, dass diese Ansicht auch der Auffassung der deutschen Regierung entspricht.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, die Versicherung meiner vorzüglichsten Hochachtung.

(Sig.) HAGEMANN.

An den Vorsitzenden der schweizerischen Delegation
für die handelspolitischen Besprechungen
zwischen dem Deutschen Reiche und der Schweiz,
Herrn W. Stucki,
Direktor der Handelsabteilung
im Eingenössischen Volkswirtschaftsdepartement,
Bern.

HERR VORSITZENDER,

Sie hatten die Gefälligkeit, mir mit heutigem Schreiben folgendes mitzuteilen :

„ Im Laufe der Verhandlungen, die zu dem heute unterzeichneten Zusatzabkommen zum deutsch-schweizerischen Handelsvertrag geführt haben, hat die schweizerische Delegation der Ansicht Ausdruck gegeben, dass der Verkehr mit gebrauchten Buchdruck-

walzen, die zwecks Umschmelzens oder Erneuerung der abgenutzten Buchdruckmasse von deutschen Firmen nach der Schweiz gesandt werden, als Reparaturverkehr im Sinne des Artikels 13, Ziffer 7, des deutsch-schweizerischen Handelsvertrages vom 14. Juli 1926 anzusehen sei.

Ich beehre mich, zu erklären, dass diese Ansicht auch der Auffassung der deutschen Regierung entspricht. “

Indem ich Ihnen für diese Erklärung danke, von der ich namens meiner Regierung Akt nehme bitte ich Sie, Herr Vorsitzender, die Versicherung meiner vorzüglichsten Hochachtung zu genehmigen.

BERN, den 23. April 1929.

(Sig.) STUCKI.

An den Vorsitzenden der deutschen Delegation
für die handelspolitischen Besprechungen
zwischen der Schweiz und dem Deutschen Reiche,
Herrn Geheimen Regierungsrat Hagemann,
Bern.

Pour copie conforme :

Berne, le 19 novembre 1929.

Le Chancelier de la Confédération,
Kaeslin.

1 TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2206. — ADDITIONAL AGREEMENT TO THE TREATY OF COMMERCE
OF JULY 14, 1926, BETWEEN GERMANY AND SWITZERLAND.
SIGNED AT BERNE, APRIL 23, 1929.

THE SWISS CONFEDERATION and THE GERMAN REICH have agreed on the following provisions additional to the Commercial Treaty of July 14, 1926 :

Article I.

Annex " A " " Duties on Importation into German Customs Territory ", is modified as follows :

German Tariff No.	Description of Goods	Duty per 100 Kg. in Reichsmarks
ex 534	<p>1. In No. ex 204 the words : " Chocolate with fruit kernels " are replaced by : " Chocolate with fruit kernels, ginger or raisins ".</p> <p>2. The note to No. 230 is worded as follows : <i>Note to No. 230</i> : Lime will be considered as ground when of a floury or gritty nature. In cases of doubt, lime of which more than 55 per cent. will pass through a sieve officially tested (number of meshes : 16 per sq. cm ; dimensions of mesh : 1.5 sq. mm ; diameter of wire : 1.00 mm) will be regarded as ground. It is agreed that the sieve to be employed under the first paragraph shall be test sieve No. 4 of German test mesh standards No. 30 DIN 1171, with the deviations from these standards permitted under the " Normenblatt ".</p> <p>3. The note to No. 234 is worded as follows : <i>Note to No. 234</i> : Stones will be considered as ground when of a floury or gritty nature. In cases of doubt, stones of which more than 55 per cent. will pass through a sieve officially tested (number of meshes : 16 per sq. cm ; dimensions of mesh : 1.5 sq. mm ; diameter of wire : 1.00 mm.) will be regarded as ground. It is agreed that the sieve to be employed under the first paragraph shall be test sieve No. 4 of German test mesh standards No. 30 DIN 1171, with the deviations permitted under the " Normenblatt ".</p> <p>4. No. ex 534 is worded as follows : Women's hats, untrimmed, entirely or partly of artificial silk, not mixed with natural silk. Women's hats, untrimmed, of Manila hemp or other coarse hemp, embroidered with like hemp or coming under the category of hats of lace material or lace</p>	<p>each 2.50</p> <p>1</p>

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Numéros du tarif allemand	Dénomination des marchandises	Droits par 100 kg. M. du R.
ex 556	<p>5. Les deux premières phrases de la note <i>h</i> des <i>Notes ad catégorie V du tarif</i> sont rédigées ainsi qu'il suit : Dans les ouvrages à points de maille (tricot) ou de filet, les ourlets, les coutures, les bordures et rubans pour empêcher l'effilochement et les accessoires ordinaires et nécessaires à leur usage sont sans influence sur la taxation. Il en est de même des baguettes brodées ou cousues et autres broderies que peuvent présenter les gants et bas en tricot.</p> <p>6. Le N° 556 est remplacé par le N° « ex 556 » suivant : Souliers de cuir de tout genre, même de peaux avec poil ou de peaux de poissons ou de reptiles, avec semelles autres que de bois :</p> <p>La paire pesant plus de 1200 grammes</p> <p><i>Note</i> : Les doublures, garnitures, ornements et autres accessoires (boucles, nœuds, glands, broderies, lacets et autres semblables) n'exercent aucune influence sur la taxation des souliers en cuir, à moins que d'autres prescriptions du tarif ne prévoient un droit plus élevé.</p>	85
	<p>7. Le N° « ex 670 » est complété par le second alinéa suivant : Papier renforcé dans le sens de la longueur sur les bords seulement ou sur les bords et à l'intérieur, par d'étroites bandes de papier collées et perforées aux endroits renforcés d'une rangée de trous à intervalles réguliers (papier pour métiers à tisser)</p>	20
	<p>8. La note suivante est intercalée entre le N° « ex 671 » et la note « ad N° 674 ».</p> <p><i>Note ad N°s 670 à 672</i> : Les cartes servant à l'échantillonnage des couleurs, garnies de petites coupures de couleurs différentes de fils, tissus, cuir, papier, paille et autres matières similaires (<i>Farbmusterkarten</i>), aussi réunies en cahiers ou en livres ou donnant des explications sur l'emploi et les qualités des couleurs, provenant de maisons établies en Suisse, sont admises en franchise de droit, si le nom de la maison suisse, sans mention d'une autre maison ou du nom d'un agent, est imprimé sur chaque carte, de telle façon qu'il ne puisse être enlevé sans détériorer la carte.</p> <p>9. Dans le second alinéa du N° « ex 819 », les mots : « rots et dents de rots » sont remplacés par : « Dents de rots, aussi en paquets, en torches ou sur rouleaux de bois ; rots ».</p>	
	<p>10. Le N° 871 est complété par la « note » suivante : <i>Note</i> : Par fil de cuivre ou d'alliages de cuivre, on entend le métal laminé ou étiré (aussi poussé), dont la section, quelle que soit sa forme, ne présente pas de dimension supérieure à 5 millimètres, de même que tout métal laminé ou étiré (aussi poussé), enroulé en paquets, en torches ou de manière similaire, quelles que soient les dimensions de la section. Toutefois, le métal plat obtenu par laminage, étirage, martelage ou poussage, enroulé en paquets, en torches ou de toute autre manière similaire, large de plus de 5 millimètres, dont l'épaisseur est supérieure à 0,25 millimètre sera dédouané comme métal battu en feuilles minces.</p>	
	<p>11. Le N° « ex 885 » est complété par le second alinéa suivant : « Phares électriques pour véhicules automobiles aussi avec ampoules montées »</p>	120
907	<p>12. L'alinéa premier du N° 907 est rédigé de la manière suivante : Dynamos et dynamos-magnétos pour véhicules à moteur ; moteurs de démarrage pour moteurs à combustion</p>	110
ex 912 C	<p>13. Sont introduites après le N° « ex 912 A » les stipulations suivantes : Cuisinières : Pesant net par pièce : Plus de 3 jusqu'à 100 kg</p>	60

German Tariff No.	Description of Goods	Duty per 100 Kg. in Reichsmarks
	<p>5. The first two sentences of note <i>h</i> of the " Notes to Class V of the Tariff " are worded as follows : In the case of woven (knitted) and netted goods, hems, seams, binding with tape or ribbon to prevent fraying, and the usual additions necessary for the use of the article, do not affect the classification. Similarly, in the case of woven gloves or hose, embroidered or sewn clocks, and other embroidery, do not affect the duties.</p>	
ex 556	<p>6. No. 556 is replaced by No. ex 556 as follows : Boots and shoes of leather of all kinds, including those made from hides with the hair still on and those made from fish or reptile skins with soles other than of wood : Weighing more than 1,200 grammes per pair.</p> <p><i>Note</i> : Linings, trimmings and ornaments, and other additions (buckles, bows, tassels, embroideries, laces, and the like) do not affect the Customs classification of leather footwear, provided that the footwear does not thereby become liable to higher rates of duty under other tariff provisions</p>	85
	<p>7. No. ex 670 is supplemented by a second paragraph as follows : Paper strengthened longitudinally at the edges only, or at and between the edges, by means of narrow strips of paper gummed and perforated at the reinforced parts by a series of holes at regular intervals. (Paper for weaving-ooms.)</p>	20
	<p>8. The following note is inserted between No. ex 671 and the note to No. 674 : <i>Note to Nos. 670-672</i> : " Farbmusterkarten ", viz. colour sample cards furnished with small variously coloured cuttings of yarns, tissues, leather paper, straw or other similar materials, also assembled in book form, and containing instructions for use and specification as to the quality of the colours, when coming from firms established in Switzerland, are admitted duty free, provided that each card bears, printed thereon, the name of the Swiss firm, without indicating any other mercantile establishment or agent's name, in such a way that it cannot be removed without damaging the card.</p>	
	<p>9. In the second paragraph of No. ex 819 the words : " Reeds and reed teeth " are replaced by : " Reed teeth, even in bundles, on rings, or on wooden rollers; reeds. "</p>	
	<p>10. No. 871 is supplemented by the following note: <i>Note</i> : By wire of copper or copper alloys is meant rolled or drawn metal (even flattened), of which the sectional dimensions, whatever the form, do not exceed 5 mm., and similarly all rolled or drawn metal (even flattened), done up into bundles or coils, or in some similar form, whatever the thickness. Nevertheless, the flat metal obtained by rolling, drawing, hammering or other means of flattening, done up into bundles or coils or in any other similar form, exceeding 5 mm. in breadth and 0.25 mm. in thickness shall be classified for Customs purposes as sheet metal.</p>	
	<p>11. No. ex 885 is supplemented by a second paragraph as follows : Electric head-lights for motor vehicles even with bulbs fixed</p>	120
907	<p>12. The first paragraph of No. 907 is worded as follows : Dynamos and dynamo-magnetos for motor vehicles ; starting apparatus for combustion engines</p>	110
ex 912 C	<p>13. The following provisions are inserted after No. ex 912 A : Cooking stoves : Weighing each net : More than 3 and up to 100 kg</p>	60

Numéros du tarif allemand	Dénomination des marchandises	Droits par 100 kg. M. du R.
ex 912 E	Plus de 100 jusqu'à 500 kg	50
	Plus de 500 kg.	40
	Magnétos d'allumage	160
929	14. Les N ^{os} 929 et 930 sont modifiés ainsi qu'il suit :	par pièce
	Montres de poche et montres-bracelets, y compris les montres à répétition	
	Avec boîtes :	
	En or :	
	Montre-bracelets	3
	Autres :	
	Ayant une carrure dont le diamètre extérieur ne dépasse pas	
	3,5 centimètres.	3
	Autres.	7
	En argent, même dorées ou avec lunettes, anneau et pendant dorés	2.50
	En métaux communs ou alliages de métaux communs, même dorées	
	ou argentées, ou avec lunette, anneau et pendant dorés ou argen-	
	tés, en autres matières	1.80
	<i>Note</i> : Les montres-broches rentrent aussi sous N ^o 929.	
930	Boîtes de montres de poche et de montres-bracelets :	
	En or :	
	Pour montres-bracelets	1.50
	Autres :	
	Ayant une carrure dont le diamètre extérieur ne dépasse pas 3,5	
	centimètres	1.50
	Autres.	5.50
	En argent, même dorées ou avec lunette, anneau et pendant dorés :	
	Pour montres-bracelets	0.75
	Autres.	1
	En métaux communs ou alliages de métaux communs, même dorées	
	ou argentées ou avec lunette, anneau et pendant dorés ou argentés ;	
	en autres matières	0.25
	<i>Note ad N^o 930</i> : Si les boîtes pour montres de poche et montres-bracelets sont importées à l'état démonté, mais prêtes à l'ajustage, les fonds acquittent la moitié du droit afférent à la boîte complète, les carrures (avec ou sans lunette) et les lunettes acquittent chacune le quart de ce droit, tandis que les cuvettes et autres parties sont taxées selon l'état de la matière dont elles sont faites.	
	<i>Note ad N^{os} 929 et 930</i> : Les montres de poche, les montres-bracelets et les boîtes de ces montres, plaquées or ou argent suivent le régime des montres et boîtes dorées ou argentées.	

Article 2.

L'annexe B « Droits d'entrée en Suisse » est modifiée comme suit :

Numéros du tarif suisse	Dénomination des marchandises	Taux du droit Fr. Ct.
	1. <i>NB. ad 306e</i> : On admettra aussi d'après ce numéro les papiers à écrire et à dessiner dits martelés, à l'exception de ceux qui ne présentent pas un dessin pressé proprement dit, mais simplement un grain grossier dans le genre de celui des papiers à dessiner et des papiers d'emballage grossiers.	

German Tariff No.	Description of Goods	Duty per 100 Kg. in Reichsmarks
ex 912 E	More than 100 and up to 500 kg	50
	More than 500 kg	40
	Ignition magnetos	160
929	14. Nos. 929 and 930 are modified as follows :	
	Watches, including wrist watches, with or without chimes :	each
	In cases :	
	Of gold :	
	Wrist watches	3
	Other :	
	If the external diameter of the centre of the case does not exceed	
	3 ½ cms.	3
	Other	7
	In silver cases, even gilt or with gilt rims, rings or heads (knobs) .	2.50
	In cases of common metal or alloys thereof, even gilt or silvered or	
	with gilt or silvered rims, rings or heads (knobs), and in cases of	
	other metals	1.80
	<i>Note</i> : Watches for wear on clothing (to be pinned on clothing) are	
	dutiabie under No. 929.	
930	Cases for watches and wrist watches :	
	Of gold :	
	For wrist watches	1.50
	Other :	
	If the external diameter of the centre of the case does not exceed	
	3 ½ cms.	1.50
	Other	5.50
	Of silver, even gilt or with gilt rims, rings or heads (knobs) :	
	For wristlet watches	0.75
	Other	1
	In cases of common metal or alloys thereof, even gilt or silvered or	
	with gilt or silvered rims, rings or heads (knobs) and in cases of	
	other metals	0.25
	<i>Note to No. 930</i> : If cases for watches or wrist watches are imported in	
	pieces, but ready to be put together, backs will be one half and rims	
	(with or without bezels) and bezels one quarter of the duty on entire	
	watch-cases, whereas inner casings and other parts are dutiabie	
	according to the nature of the material.	
	<i>Note to No. 929 and 930</i> : Watches and wrist watches and their cases	
	plated with gold or silver will be subject to the same duty as gilt or	
	silvered watches, etc.	

Article 2.

Annex B, " Duties on Imports into Swiss Customs Territory ", is amended as follows :

Swiss Tariff No.	Description of Goods	Duty per 100 kg. in Francs
	1. <i>N. B. to 306e</i> : The Customs will also admit under this number writing or drawing paper called hammered paper, except when it does not show a pressed design proper, but merely a coarse grain in the style of rough drawing and packing paper.	

Numéros du tarif suisse	Dénomination des marchandises	Taux du droit Fr. Ct.
	2 <i>NB. ad 338/340 b</i> : Les cartes servant à l'échantillonnage des couleurs, garnies de petites coupures de couleurs différentes, de fils, tissus, cuir, papier, paille ou autres matières similaires (<i>Farbmusterkarten</i>), aussi réunies en cahiers ou en livres ou donnant des explications sur l'emploi et les qualités des couleurs, provenant de maisons établies en Allemagne, sont admises en franchise de droits si le nom de la maison allemande, sans mention d'une autre maison ou du nom d'un agent est imprimé sur chaque carte de telle façon qu'il ne puisse être enlevé sans détériorer la carte.	par q.
447b ¹	3. Articles en soie, bourre de soie, soie artificielle : — A la pièce : — — En soie artificielle et laine d'un poids de plus de 300 grammes par mètre carré, ne contenant pas, en poids, plus de 15% de soie artificielle filée avec la laine	240
447b ²	<i>NB. ad 447b¹</i> : Si la soie artificielle filée avec la laine ne représente pas plus de 2% du poids de ces articles, elle n'entre pas en ligne de compte pour la taxation. — — Autres	300
547a 547b	4. <i>NB. ad 535/536 b</i> : On acquittera d'après ces numéros les articles en tissus, tenant lieu de corsets proprement dits (sauf ceux en tricot ou bonneterie), tels que ceintures-corsets et articles similaires, à condition qu'ils soient pourvus de baleines et qu'ils mesurent plus de 20 cm de hauteur à la partie la plus étroite. 5. <i>NB. ad 537, 540 et 543</i> : La présence de broderies sur les gants en bonneterie de ces numéros n'entraîne pas une élévation des droits. 6. Vêtements pour hommes et garçons : — De soie : — — Manteaux en tissus du N ^o 447b ¹ — — Autres	550 800
550a 550b	7. Vêtements pour dames et fillettes : — De soie : — — Manteaux en tissus du N ^o 447b ¹ — — Autres	550 800
554a 554b	8. Vêtements, bonneterie et tricots de tout genre : garnis ou doublés de fourrure ou de plumes : — Manteaux de dames, en tissu de laine, dont le col, le revers des manches et le bord inférieur sont garnis de fourrure — Autres	500 800
932 933a 933b 933c	9. Pièces détachées de montres : — Boîtes brutes ou finies : — — En métaux communs, aussi argentées ou dorées — — En argent — — Plaquées or — — En or ou en platine	par pièce 0.25 0.60 0.25 1.50
	<i>NB. ad 932/933 a/c</i> : Si les boîtes pour montres de poche et montres-bracelets sont importées à l'état démonté ou incomplet, les fonds acquittent la moitié du droit afférent à la boîte complète, les carrures et les lunettes acquittent chacune le quart de ce droit.	
	10. <i>Ad 898a, 914 d et 956</i> : Taxation de parties d'automobiles importées isolément : Les dynamos et les démarreurs électriques, de même que les combinaisons de ces deux machines ne doivent pas acquitter un droit dépassant 110 fr. par 100 kg. Les dynamos-magnétos et les magnétos d'allumage ne sont pas assujettis à des droits dépassant 170 fr. par 100 kg. Les dispositions inscrites sous A, I, 1 et 2, du Protocole germano-suisse du 3 mai 1928 sont abrogées.	

Swiss Tariff No.	Description of Goods	Duty per 100 kg. in Francs
	2. <i>N. B. to 338/340 b</i> : “ <i>Farbmusterkarten</i> ”, viz. colour sample cards furnished with small variously coloured cuttings of yarns, tissues, leather, paper, straw or other similar materials, also assembled in book form and containing instructions for use and specification as to the quality of the colours, when coming from firms established in Germany, are admitted duty free provided that each card bears, printed thereon, the name of the German firm, without indicating any other mercantile establishment or agent's name, in such a way that it cannot be removed without damaging the card.	
	3. Goods made of silk, floss silk or artificial silk :	
	— In the piece :	
447b ¹	— — Of artificial silk and wool weighing more than 300 grammes per square metre and containing at most 15% in weight of artificial silk spun with the wool.	240
	<i>N. B. to 447 b¹</i> : If the artificial silk spun with the wool does not represent more than 2% of the weight of the said articles, it is not taken into account for purposes of assessment.	
447b ²	— — Other	300
	4. <i>N. B. to 535/536 b</i> : Duty will be levied under these numbers on articles used in lieu of corsets proper (woven or knitted goods excepted) such as belt-corsets and the like, provided they are stiffened with steel or whale bones and measure more than 20 centimetres at the narrowest part.	
	5. <i>N. B. to 537, 540 and 543</i> : In the case of woven gloves coming under these numbers there will be no increase by reason of the fact that they are embroidered.	
	6. Clothing for men and boys :	
	— Of silk :	
547a	— — Cloaks made of tissues mentioned in No. 447b ¹	550
547b	— — Other	800
	7. Clothing for women and girls :	
	— Of silk :	
550a	— — Cloaks made of tissues mentioned in No. 447b ¹	550
550b	— — Other	800
	8. Clothing, woven and knitted goods of all kinds : ornamented or lined with fur or feathers :	
554a	— Ladies' cloaks of woollen tissue, with fur-trimmed collar, sleeve lapels and hem	500
554b	— Other	800
	9. Detached parts of watches :	
	— Cases, rough or finished :	each
932	— — Of common metals, whether silvered, gilt, or not	0.25
933a	— — Of silver	0.60
933b	— — Gold plated	0.25
933c	— — Of gold or platinum	1.50
	<i>N. B. to 932/933 a/c</i> : If pocket-watch or wrist (bracelet) watch cases are imported unfitted or incomplete backs will be one half and rims and bezels one quarter of the duty on entire watch-cases.	
	10. <i>Ad 898a, 914d and 956</i> : Mode of assessment of automobile parts imported separately :	
	The duty on electric igniters and starters as well as on combinations of these two machines shall not be higher than 110 frs. per 100 kg.	
	The duty on magneto-dynamos and magneto-igniters shall not be higher than 170 frs. per 100 kg.	
	The provisions laid down under A, I, 1 and 2, of the German-Swiss Protocol of May 3, 1928, are abrogated.	

Article 3.

Le présent arrangement additionnel doit être ratifié. Il entrera en vigueur, selon entente entre les deux gouvernements, au plus tôt le quatorzième jour après l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Berne, et restera applicable aussi longtemps que le Traité de commerce entre la Suisse et l'Allemagne du 14 juillet 1926 lui-même.

BERNE, le 23 avril 1929.

Pour le Conseil fédéral suisse :

(Signé) STUCKI.
(Signé) GASSMANN.

Pour le Gouvernement allemand :

(Signé) HAGEMANN.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de l'arrangement additionnel de ce jour entre la Suisse et l'Allemagne, vous avez appelé notre attention sur les plaintes formulées du côté allemand, au sujet de l'application de la disposition suisse concernant les objets importés à l'état démonté (remarques préliminaires II.3 du répertoire officiel des marchandises pour le tarif d'usage des douanes suisses).

J'ai l'honneur de vous confirmer que cette disposition représente une mesure douanière purement technique qui a pour seule fin de combattre des abus évidents (tentatives d'éluder les droits de douane) et qu'il n'est pas dans notre intention de l'appliquer d'une manière trop rigoureuse.

Veuillez agréer, Monsieur le président, les assurances de ma haute considération.

BERNE, le 23 avril 1929.

(Signé) STUCKI.

A Monsieur le Président de la Délégation allemande
pour les négociations commerciales
entre la Suisse et l'Allemagne,
Monsieur W. Hagemann,
Conseiller intime du Gouvernement,
Berne.

BERNE, le 23 avril 1929.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Vous avez eu l'obligeance de me faire parvenir aujourd'hui la déclaration écrite suivante :

« Au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de l'arrangement additionnel de ce jour entre la Suisse et l'Allemagne, vous avez appelé notre attention sur les plaintes formulées du côté allemand, au sujet de l'application de la disposition suisse concernant les objets importés à l'état démonté (remarques préliminaires II.3 du répertoire officiel des marchandises pour le tarif d'usage des douanes suisses).

Article 3.

The present additional Agreement shall be ratified. It shall enter into force, by agreement between the two Governments, not sooner than fourteen days after the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Berne, and shall remain operative as long as the Commercial Treaty of July 14, 1926, between Switzerland and Germany.

BERNE, *April 23, 1929.*

For the Swiss Federal Council :

(Signed) STUCKI.

(Signed) GASSMANN.

For the German Government :

(Signed) HAGEMANN.

SIR,

During the negotiations which resulted in the conclusion of the additional Agreement of to-day's date between Switzerland and Germany, you directed attention to the complaints formulated by Germany in regard to the application of the Swiss provision concerning the importation of unassembled articles (Introductory Remarks II. 3 to the Official List of Goods of the Swiss Customs Tariff).

I have the honour to inform you, in confirmation, that this provision represents a purely technical Customs measure, the sole purpose of which is to prevent flagrant abuse (attempts to evade Customs duties), and that it is not our intention to apply it too stringently.

I have the honour to be, etc.,

BERNE, *April 23, 1929.*

(Signed) STÜCKI.

To

M. W. Hagemann,
Privy Councillor of State,
President of the German Delegation
for Commercial Negotiations
between Switzerland and Germany,
Berne.

BERNE, *April 23, 1929.*

SIR,

You were good enough to forward to me by letter of to-day's date the following communication :

“ During the negotiations which resulted in the conclusion of the additional Agreement of to-day's date between Switzerland and Germany, you directed attention to the complaints formulated by Germany in regard to the application of the Swiss provision concerning the importation of unassembled articles (Introductory Remarks II. 3 to the Official List of Goods of the Swiss Customs Tariff).

» J'ai l'honneur de vous confirmer que cette disposition représente une mesure douanière purement technique qui a pour seule fin de combattre des abus évidents (tentatives d'éluder les droits de douane) et qu'il n'est pas dans notre intention de l'appliquer d'une manière trop rigoureuse. »

En vous remerciant de cette déclaration, dont je prends acte au nom de mon gouvernement, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) HAGEMANN.

A Monsieur le Président de la Délégation suisse
pour les négociations commerciales
entre l'Allemagne et la Suisse,
Monsieur W. Stucki,
Directeur de la Division du Commerce
du Département fédéral de l'Economie publique,
Berne.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Pour confirmer les déclarations qui vous ont été faites verbalement, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'aussi longtemps que les plaques de turbonite seront assujetties aux droits des numéros 634/635 *b* du tarif d'usage des douanes suisses, les plaques dont la surface n'est pas très brillante et qui n'ont pas subi de perfectionnement après le moulage, seront admises d'après le numéro 634 dudit tarif.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

BERNE, le 23 avril 1929.

(Signé) STUCKI.

A Monsieur le Président de la délégation allemande
pour les négociations commerciales
entre la Suisse et l'Allemagne,
Monsieur W. Hagemann,
Conseiller intime du Gouvernement,
Berne.

BERNE, le 23 avril 1929.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Vous avez eu l'obligeance de me faire, par lettre de ce jour, la communication suivante :

« Pour confirmer les déclarations qui vous ont été faites verbalement, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'aussi longtemps que les plaques de turbonite seront assujetties aux droits des numéros 634/635 *b* du tarif d'usage des douanes suisses, les plaques dont la surface n'est pas très brillante et qui n'ont pas subi de perfectionnement après le moulage, seront admises d'après le numéro 634 dudit tarif. »

En vous remerciant de cette déclaration, dont je prends acte au nom de mon gouvernement, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

(Signé) HAGEMANN.

A Monsieur le Président de la Délégation suisse
pour les négociations commerciales
entre l'Allemagne et la Suisse,
Monsieur W. Stucki,
Directeur de la Division du Commerce
du Département fédéral de l'Economie publique,
Berne.

“ I have the honour to inform you, in confirmation, that this provision represents a purely technical Customs measure, the sole purpose of which is to prevent flagrant abuse (attempts to evade Customs duties), and that it is not our intention to apply it too stringently. ”

I beg to thank you for this declaration, which I duly note on behalf of my Government, and have the honour to be, etc.,

(Signed) HAGEMANN.

To

M. W. Stucki,
Director of the Trade Division
of the Federal Economic Department,
President of the Swiss Delegation
for Commercial Negotiations
between Germany and Switzerland,
Berne.

SIR,

In confirmation of verbal declarations, I have the honour to inform you that as long as turbonite plates are dutiable under Nos. 634/635*b* of the Tariff “ in use ” of the Swiss Customs, plates whose surface is not highly polished and which have not undergone improvement after casting will be assessed under No. 634 of the said Tariff.

I have the honour to be, etc.,

BERNE, April 23, 1929.

(Signed) STUCKI.

To

M. W. Hagemann,
Privy Councillor of State,
President of the German Delegation
for Commercial Negotiations
between Switzerland and Germany,
Berne.

BERNE, April 23, 1929.

SIR,

You were good enough to forward to me by letter of to-day's date, the following communication:

“ In confirmation of verbal declarations, I have the honour to inform you that as long as turbonite plates are dutiable under Nos. 634/635*b* of the Tariff in use of the Swiss Customs, plates whose surface is not highly polished and which have not undergone improvement after casting will be assessed under No. 634 of the said Tariff. ”

I beg to thank you for this declaration, which I duly note on behalf of my Government, and have the honour to be, etc.

(Signed) HAGEMANN.

To

M. W. Stucki,
Director of the Trade Division
of the Federal Economic Department,
President of the Swiss Delegation
for Commercial Negotiations
between Germany and Switzerland,
Berne.

BERNE, le 23 avril 1929.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de l'arrangement additionnel au traité de commerce entre l'Allemagne et la Suisse, signé en date de ce jour, le Gouvernement fédéral suisse, se référant à la note verbale du ministère allemand des affaires étrangères, du 26 mai 1927, II.Sz 503, qui répondait aux notes verbales suisses du 1^{er} février et du 25 mars 1927, IV.B.VI 6/16 et qui contenait la communication suivante :

« Le Ministère des Finances du Reich allemand a pris les mesures nécessaires pour que les vis et écrous dont il s'agit pour la mécanique de précision soient taxés d'après l'état de la matière dont ils sont faits. Au cas où ils seraient en fer forgeable, ils seraient donc taxés selon les Nos 820 et 825 du tarif allemand »,

a exprimé le désir qu'on procédât à la taxation des vis de cuivre et d'alliages de cuivre selon les mêmes principes.

J'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement allemand accepte la classification demandée.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

(Signé) HAGEMANN.

A Monsieur le Président de la Délégation suisse
pour les négociations commerciales
entre l'Allemagne et la Suisse,
Monsieur W. Stucki,
Directeur de la Division du Commerce
du Département fédéral de l'Economie publique,
Berne.

BERNE, le 23 avril 1929.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Par lettre de ce jour, vous avez eu l'obligeance de me communiquer ce qui suit :

« Au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de l'arrangement additionnel au traité de commerce entre l'Allemagne et la Suisse, signé en date de ce jour, le gouvernement fédéral suisse, se référant à la note verbale du Ministère allemand des Affaires étrangères, du 26 mai 1927, II.Sz 503, qui répondait aux notes verbales suisses du 1^{er} février et du 25 mars 1927, IV.B. VI 6/16, et qui contenait la communication suivante :

» Le Ministère des Finances du Reich allemand a pris les mesures nécessaires pour que les vis et écrous dont il s'agit pour la mécanique de précision soient taxés d'après l'état de la matière dont ils sont faits. Au cas où ils seraient en fer forgeable, ils seraient donc taxés selon les Nos 820 et 825 du tarif allemand,

a exprimé le désir qu'on procédât à la taxation des vis de cuivre et d'alliages de cuivre selon les mêmes principes.

» J'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement allemand accepte la classification demandée. »

En vous remerciant de cette déclaration, dont je prends acte au nom de mon gouvernement, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

(Signé) STUCKI.

A Monsieur le Président de la Délégation allemande
pour les négociations commerciales
entre la Suisse et l'Allemagne,
Monsieur W. Hagemann,
Conseiller intime du Gouvernement,
Berne.

BERNE, April 23, 1929.

SIR,

During the negotiations which resulted in the conclusion of the additional Agreement to the Commercial Treaty between Germany and Switzerland, signed this day, the Swiss Federal Government, with reference to the verbal note of the German Ministry of Foreign Affairs of May 26, 1927, II. Sz 503, replying to the Swiss verbal notes of February 1st and March 25, 1927, IV. B. VI 6/16 and containing the following communication :

“ The Reich Ministry of Finance has given the necessary instructions that screws and nuts required for precision instruments shall be assessed according to the nature of the material of which they are made and hence, if of malleable iron, under Nos. 820 and 825 of the German tariff ”,

expressed the desire that the same principles should be applied in the Customs assessment of screws of copper or copper alloys.

I have the honour to declare that the German Government is in agreement as regards this classification.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) HAGEMANN.

To

M. W. Stucki
Director of the Trade Division
of the Federal Economic Department,
President of the Swiss Delegation
for Commercial Negotiations
between Germany and Switzerland,
Berne.

BERNE, April 23, 1929.

SIR,

By letter of to-day's date you were good enough to forward to me the following communication :

“ During the negotiations which resulted in the conclusion of the additional Agreement to the Commercial Treaty between Germany and Switzerland, signed this day, the Swiss Federal Government, with reference to the verbal note of the German Ministry of Foreign Affairs of May 26th, 1927, II. Sz 503, replying to the Swiss verbal notes of February 1st and March 25th, 1927, IV. B. VI. 6/16, and containing the following communication :

“ The Reich Ministry of Finance has given the necessary instructions that screws and nuts required for precision instruments shall be assessed according to the nature of the material of which they are made and hence, if of malleable iron, under Nos. 820 and 825 of the German tariff,

expressed the desire that the same principles should be applied in the Customs assessment of screws of copper or copper alloys.

“ I have the honour to declare that the German Government is in agreement as regards this classification. ”

I beg to thank you for this declaration, which I duly note on behalf of my Government, and have the honour to be, etc.,

(Signed) STUCKI.

To

M. W. Hagemann,
Privy Councillor of State,
President of the German Delegation
for Commercial Negotiations
between Switzerland and Germany,
Berne.

BERNE, le 23 avril 1929.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de l'arrangement additionnel au traité de commerce entre l'Allemagne et la Suisse, signé en date de ce jour, la délégation suisse a exprimé le désir que des instructions soient données aux bureaux de douane afin de prévenir des contestations dans la taxation des tricots garnis d'accessoires ordinaires et nécessaires à leur usage.

J'ai l'honneur de déclarer, au nom du Gouvernement allemand, qu'étant donnée la diversité extraordinaire des garnitures d'articles en bonneterie, il est très difficile de distinguer d'une manière absolue les accessoires ordinaires et nécessaires à l'usage des tricots des accessoires qui ont le caractère d'ornements. L'Allemagne veillera toutefois, par la publication de décisions tarifaires appropriées à établir une taxation aussi uniforme et bienveillante que possible.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

(Signé) HAGEMANN.

A Monsieur le Président de la Délégation suisse
pour les négociations commerciales
entre l'Allemagne et la Suisse,
Monsieur W. Stucki,
Directeur de la Division du Commerce
du Département fédéral de l'Economie publique,
Berne.

BERNE, le 23 avril 1929.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Par lettre de ce jour, vous avez eu l'obligeance de me communiquer ce qui suit :

« Au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de l'arrangement additionnel au traité de commerce entre l'Allemagne et la Suisse, signé en date de ce jour, la délégation suisse a exprimé le désir que des instructions soient données aux bureaux de douane afin de prévenir des contestations dans la taxation des tricots garnis d'accessoires ordinaires et nécessaires à leur usage.

» J'ai l'honneur de déclarer, au nom du Gouvernement allemand qu'étant donnée la diversité extraordinaire des garnitures d'articles en bonneterie, il est très difficile de distinguer d'une manière absolue les accessoires ordinaires et nécessaires à l'usage des tricots des accessoires qui ont le caractère d'ornements. L'Allemagne veillera toutefois par la publication de décisions tarifaires appropriées, à établir une taxation aussi uniforme et bienveillante que possible. »

En vous remerciant de cette déclaration, dont je prends acte au nom de mon gouvernement, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

(Signé) STUCKI.

A Monsieur le Président de la Délégation allemande
pour les négociations commerciales
entre la Suisse et l'Allemagne,
Monsieur W. Hagemann,
Conseiller intime du Gouvernement,
Berne.

BERNE, April 23, 1929.

SIR,

During the negotiations which resulted in the conclusion of the additional Agreement to the Commercial Treaty between Germany and Switzerland, signed this day, the Swiss Delegation expressed a desire that instructions might be given to the Customs offices with a view to preventing difficulties in regard to the assessment of duties on woven goods trimmed with the usual additions necessary for their use.

I have the honour to declare, on behalf of the German Government, that in view of the extraordinary variety in trimmings for woven goods, it is very difficult to distinguish absolutely between the usual additions necessary for the use of the article and additions which are in the nature of ornaments, but that Germany will always endeavour by publishing appropriate tariff regulations to ensure that the duties shall be assessed in as uniform and accommodating a manner as possible.

I have the honour to be, etc.

(Signed) HAGEMANN.

To

M. W. Stucki,
Director of the Trade Division
of the Federal Economic Department,
President of the Swiss Delegation
for Commercial Negotiations
between Germany and Switzerland,
Berne.

BERNE, April 23, 1929.

SIR,

You were good enough to forward to me to-day the following communication :

“ During the negotiations which resulted in the conclusion of the additional Agreement to the Commercial Treaty between Germany and Switzerland, signed this day, the Swiss Delegation expressed a desire that instructions might be given to the Customs offices with a view to preventing difficulties in regard to the assessment of duties on woven goods trimmed with the usual additions necessary for their use.

“ I have the honour to declare, on behalf of the German Government, that in view of the extraordinary variety in trimmings for woven goods it is very difficult to distinguish absolutely between the usual additions necessary for the use of the article and additions which are in the nature of ornaments, but that Germany will always endeavour by publishing appropriate tariff regulations to ensure that the duties shall be assessed in as uniform and accommodating a manner as possible. ”

I beg to thank you for this declaration, which I duly note on behalf of my Government, and have the honour to be, etc.

(Signed) STUCKI.

To

M. W. Hagemann,
Privy Councillor of State
President of the German Delegation
for Commercial Negotiations
between Switzerland and Germany,
Berne.

BERNE, le 23 avril 1929.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de l'arrangement additionnel au traité de commerce entre l'Allemagne et la Suisse, signé en date de ce jour, la délégation suisse a émis l'avis que le trafic des rouleaux d'imprimerie usagés, expédiés en Suisse par des maisons allemandes à fin de refonte ou de renouvellement des enveloppes usées, devrait être considéré comme trafic de réparation au sens de l'article 13, chiffre 7, du Traité de commerce entre la Suisse et l'Allemagne, du 14 juillet 1926.

J'ai l'honneur de déclarer que le gouvernement allemand partage cet avis.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

(Signé) HAGEMANN.

A Monsieur le Président de la Délégation suisse
pour les négociations commerciales
entre l'Allemagne et la Suisse,
Monsieur W. Stucki,
Directeur de la Division du Commerce
du Département fédéral de l'Economie publique,
Berne.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Par lettre de ce jour, vous avez eu l'obligeance de me faire la communication suivante :

« Au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de l'arrangement additionnel au traité de commerce entre l'Allemagne et la Suisse, signé en date de ce jour, la délégation suisse a émis l'avis que le trafic des rouleaux d'imprimerie usagés, expédiés en Suisse par des maisons allemandes à fin de refonte ou de renouvellement des enveloppes usées, devrait être considéré comme trafic de réparation au sens de l'article 13, chiffre 7, du Traité de commerce entre la Suisse et l'Allemagne, du 14 juillet 1926.

» J'ai l'honneur de déclarer que le gouvernement allemand partage cet avis. »

En vous remerciant de cette déclaration, dont je prends acte au nom de mon gouvernement, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

BERNE, le 23 avril 1929.

(Signé) STUCKI.

A Monsieur le Président de la délégation allemande
pour les négociations commerciales
entre la Suisse et l'Allemagne,
Monsieur W. Hagemann,
Conseiller intime du Gouvernement,
Berne.

Pour copie conforme :

Berne, le 19 novembre 1929.

Le Chancelier de la Confédération :

Kaeslin.

BERNE, *April* 23, 1929.

SIR,

During the negotiations which resulted in the conclusion of the additional Agreement to the Commercial Treaty between Germany and Switzerland, signed this day, the Swiss Delegation expressed the opinion that the traffic in used up printing-rollers sent to Switzerland by German firms for refounding or renewal of the used up roller material should be deemed to be traffic in articles for repair within the meaning of Article 13, paragraph (7), of the Commercial Treaty between Germany and Switzerland of July 14, 1926.

I have the honour to declare that the German Government concurs in this opinion.

I have the honour to be, etc.

(Signed) HAGEMANN.

To

M. W. Stucki,
Director of the Trade Division
of the Federal Economic Department,
President of the Swiss Delegation
for Commercial Negotiations
between Germany and Switzerland,
Berne.

SIR,

You were good enough to forward to me to-day the following communication :

“ During the negotiations which resulted in the conclusion of the additional Agreement to the Commercial Treaty between Germany and Switzerland, and signed this day, the Swiss Delegation expressed the opinion that the traffic in used up printing-rollers sent to Switzerland by German firms for refounding or renewal of the used up roller material should be deemed to be traffic in articles for repair within the meaning of Article 13, paragraph (7), of the Commercial Treaty between Germany and Switzerland of July 14, 1926.

“ I have the honour to declare that the German Government concurs in this opinion. ”

I beg to thank you for this declaration, which I duly note on behalf of my Government.

I have the honour to be, etc.

BERNE, *April* 23, 1929.

(Signed) STUCKI.

To

M. W. Hagemann,
Privy Councillor of State,
President of the German Delegation
for Commercial Negotiations
between Switzerland and Germany,
Berne.

N° 2207.

PORTUGAL ET SUISSE

Traité de conciliation, de règlement
judiciaire et d'arbitrage. Signé à
Berne, le 17 octobre 1928.

**PORTUGAL
AND SWITZERLAND**

Treaty of Conciliation, Judicial Set-
tlement and Arbitration. Signed at
Berne, October 17, 1928.

N° 2207. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION, DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE
ET D'ARBITRAGE ENTRE LE PORTUGAL ET LA SUISSE. SIGNÉ
A BERNE, LE 17 OCTOBRE 1928.

*Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse et le délégué permanent du Portugal
auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 25 novembre 1929.*

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE, animés du désir de resserrer les liens de traditionnelle amitié qui unissent la Suisse et le Portugal et de résoudre par voie de conciliation, de règlement judiciaire ou d'arbitrage les différends qui viendraient à s'élever entre les deux pays,

Ont résolu de conclure à cet effet un traité et ont nommé leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Giuseppe MOTTA, conseiller fédéral, chef du département politique fédéral ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

Son Excellence M. Albert D'OLIVEIRA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Portugal en Suisse ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Tous les litiges ayant pour objet un droit, de quelque nature qu'il soit, allégué par une des Parties contractantes et contesté par l'autre et, notamment, les différends mentionnés à l'article 13 du Pacte de la Société des Nations, qui n'auraient pu être réglés dans un délai raisonnable, par les procédures diplomatiques ordinaires, seront soumis pour jugement à la cour permanente de justice internationale.

Article 2.

Les Parties contractantes établiront, dans chaque cas particulier, un compromis spécial déterminant nettement l'objet du différend, les compétences particulières qui pourraient être dévolues à la Cour permanente de Justice internationale, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre elles.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 9 novembre 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2207. — TREATY² OF CONCILIATION, JUDICIAL SETTLEMENT AND ARBITRATION BETWEEN PORTUGAL AND SWITZERLAND. SIGNED AT BERNE, OCTOBER 17, 1928.

French official text communicated by the Swiss Federal Council and the Permanent Delegate of Portugal accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place November 25, 1929.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL and THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC, being desirous of strengthening the traditional ties of friendship between Switzerland and Portugal and of deciding, by conciliation, by judicial settlement or by arbitration, any dispute which may arise between the two countries,

Have resolved to conclude a Treaty and with that object have appointed as their Plenipotentiaries :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. Giuseppe MOTTA, Federal Councillor, Head of the Federal Political Department ;

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

His Excellency M. Albert D'OLIVEIRA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Portugal in Switzerland ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

All disputes relating to a right of whatever nature alleged by one of the Contracting Parties and contested by the other, and in particular the disputes mentioned in Article 13 of the Covenant of the League of Nations, which it has not been possible to settle by the normal methods of diplomacy within a reasonable time, shall be submitted for settlement to the Permanent Court of International Justice.

Article 2.

In each particular case, the Contracting Parties shall draw up a special agreement (*compromis*) specifying clearly the subject of the dispute, the particular competence that might devolve upon the Permanent Court of International Justice, and any other conditions agreed on between themselves.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Berne, November 9, 1929.

Le compromis sera établi par échange de notes entre les gouvernements des Parties contractantes. Il sera interprété en tous points par la cour de justice.

Si le compromis n'est pas arrêté dans les trois mois à compter du jour où l'une des parties aura été saisie d'une demande aux fins de règlement judiciaire, chaque partie pourra saisir la cour de justice par voie de simple requête.

Article 3.

Avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, le différend devra, à la demande de l'une ou l'autre des parties être soumis, à fin de conciliation, à une commission internationale permanente, dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent traité.

Article 4.

La Commission permanente de conciliation sera composée de cinq membres. Les Parties contractantes nommeront, chacune, un commissaire à leur gré et désigneront, d'un commun accord, les trois autres et, parmi ces derniers, le président de la commission. Ces trois commissaires ne devront ni être ressortissants des Parties contractantes, ni avoir leur domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service. Ils devront être tous trois de nationalité différente.

Les commissaires seront nommés pour trois ans. Si, à l'expiration du mandat d'un membre de la commission, il n'est pas pourvu à son remplacement, son mandat est censé renouvelé pour une période de trois ans ; les parties se réservent toutefois de transférer, à l'expiration du terme de trois ans, les fonctions de président à un autre des membres de la commission désignés en commun.

Un membre dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à ce que la procédure soit terminée, nonobstant le fait que son remplaçant aurait été désigné.

En cas de décès ou de retraite de l'un des membres de la commission de conciliation, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat, si possible dans les trois mois qui suivront et, en tout cas, aussitôt qu'un différend aura été soumis à la commission.

Au cas où l'un des membres de la commission de conciliation, désignés en commun par les Parties contractantes, serait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission par suite de maladie ou de toute autre circonstance, les parties s'entendront pour désigner un suppléant, qui siégera temporairement à sa place. Si la désignation de ce suppléant n'intervient pas dans un délai de trois mois, à compter de la vacance temporaire du siège, il sera procédé conformément à l'article 5 du présent traité.

Article 5.

La commission de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent traité.

Si la nomination des membres à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, elle sera confiée à une Puissance tierce, désignée de commun accord par les parties. Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi désignées. Si, dans un délai de deux mois, ces deux Puissances n'ont pu tomber d'accord, chacune d'elles présentera des candidats en nombre égal aux membres à désigner ; le sort déterminera lesquels des candidats ainsi présentés seront admis.

The agreement shall be constituted by an exchange of notes between the Governments of the Contracting Parties. All points contained therein shall be interpreted by the Court of International Justice.

If the agreement is not drawn up within three months from the day on which one of the Parties was requested to submit the matter for judicial settlement, either Party may bring the matter before the Court of International Justice by a simple request.

Article 3.

Before any resort is made to procedure before the Permanent Court of International Justice, the dispute must on the request of either Party, be submitted, with a view to amicable settlement, to a permanent international commission styled the Permanent Conciliation Commission, constituted in accordance with the present Treaty.

Article 4.

The Permanent Conciliation Commission shall be composed of five members. The Contracting Parties shall each appoint a commissioner of their own choice, and shall jointly designate the three others, and the President of the Commission from among the latter. These three commissioners must not be nationals of the Contracting Parties, and must not be habitually resident in the territory or be in the service of the Parties. They must all three be of different nationalities.

The commissioners shall be appointed for three years. If, on the expiry of the mandate of a member of the Commission, no arrangements have been made to replace him, his mandate shall be deemed to be renewed for a further period of three years. Nevertheless, the Parties reserve the right, on the expiry of the period of three years, to transfer the functions of President to another of the members of the Commission who have been jointly designated.

A member whose mandate expires while proceedings are still in progress shall continue to take part in the examination of the dispute until the procedure is completed, notwithstanding the fact that his successor has been appointed.

Vacancies which may occur as a result of the death or resignation of one of the members of the Conciliation Commission, shall be filled for the remainder of his term of office, if possible within the following three months, and in any case as soon as a dispute has been submitted to the Commission.

Should one of the members of the Conciliation Commission jointly designated by the Contracting Parties be temporarily prevented, by illness or any other cause, from taking part in the Commission's work, the Parties shall jointly designate a substitute, who will sit temporarily in his place. If the appointment of this substitute is not made within three months from the time when the seat became temporarily vacant, the procedure laid down in Article 5 of the present Treaty shall be applicable.

Article 5.

The Conciliation Commission shall be constituted within six months after the coming into force of the present Treaty.

If the appointment of the members to be designated jointly has not been made within the aforesaid period, or where a vacancy has to be filled, within three months after the seat became vacant, such appointment shall be entrusted to a third Power chosen by agreement between the Parties. Should no agreement be reached on this point, each Party shall designate a different Power and the appointments shall be made jointly by the Powers thus designated. If, within two months, these two Powers have been unable to agree, they shall each submit as many candidates as there are members to be appointed. It shall then be decided by lot which of the candidates thus designated shall be appointed.

Article 6.

La Commission de conciliation sera saisie, par voie de requête adressée au président, par les deux parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des parties.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à l'autre partie.

Article 7.

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des Parties contractantes aura porté un différend devant la Commission de conciliation, chacune des parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer le membre permanent désigné par elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière. La partie qui voudrait user de ce droit en avisera immédiatement l'autre partie ; celle-ci aura la faculté d'user du même droit dans un délai de quinze jours, à partir de la date où l'avis lui sera parvenu.

Chaque partie se réserve de nommer immédiatement un suppléant pour remplacer temporairement le membre permanent désigné par elle qui, par suite de maladie ou de toute autre circonstance, se trouverait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission.

Article 8.

La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les parties n'en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Si les parties n'ont pas été conciliées, la commission pourra, à moins que l'un ou l'autre des deux commissaires librement nommés par les parties ne s'y oppose, ordonner, avant même que la Cour permanente de Justice internationale, saisie du différend, ait statué définitivement, la publication d'un rapport où sera consigné l'avis de chacun des membres de la commission.

Article 9.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commissions internationales d'enquête) de la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 10.

La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les parties, au lieu désigné par son président.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 6.

Disputes shall be brought before the Conciliation Commission by means of an application addressed to the President by the two Parties acting in agreement, or in default thereof, by one or other of the Parties.

The application, after giving a summary account of the dispute, shall contain the invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable solution.

If the application emanates from only one of the Parties, that Party shall, without delay, notify it to the other Party.

Article 7.

Within fifteen days from the date on which a dispute has been brought by one of the Contracting Parties before the Conciliation Commission, the other Party may, for the examination of the particular dispute, replace the permanent member whom it has appointed by a person possessing special competence in the matter. The Party desiring to make use of this right shall immediately notify the other Party; the latter shall be entitled to make use of this same right within fifteen days from the date on which it received the notification.

Each Party reserves the right immediately to appoint a substitute to replace for the time being a permanent member appointed by it, who may be temporarily prevented by illness or any other cause from taking part in the Commission's work.

Article 8.

The task of the Conciliation Commission shall be to elucidate the questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it, and lay down the period within which they are to make their decision.

At the close of its proceedings, the Commission shall draw up a procès-verbal stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement, and, if need arises, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement.

The work of the Commission shall, unless the Parties agree otherwise, be terminated within six months from the date on which the dispute has been submitted to it.

If the Parties have been unable to come to an amicable agreement, the Commission may, unless either of the two Commissioners freely appointed by the Parties opposes this procedure, order a report to be published setting forth the opinion of each of the members of the Commission, even before the Permanent Court of International Justice, to which the dispute has been submitted, has given its final decision.

Article 9.

Failing any special provision to the contrary, the Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which must in any case provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission shall, unless it unanimously decides otherwise, act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 10.

Unless otherwise decided by agreement between the Parties, the Conciliation Commission shall meet at the place appointed by its President.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 11.

Les travaux de la Commission de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des parties.

Article 12.

Les Parties contractantes seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander que toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile, soient entendues par la commission.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 13.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité des voix.

Article 14.

Les Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire, et selon leur législation, à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 15.

Pendant la durée des travaux de la Commission de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, entre les Parties contractantes.

Chaque gouvernement supportera ses propres frais et une part égale des frais communs de la commission, les indemnités prévues à l'alinéa premier étant comprises parmi ces frais communs.

Article 16.

Tous les litiges, autres que ceux visés à l'article premier, qui viendraient à s'élever entre les Parties contractantes et ne pourraient être résolus dans un délai raisonnable, par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumis à la Commission permanente de conciliation. Il sera procédé dans ce cas conformément aux articles 6 à 15 du présent traité.

Article 17.

Si les parties ne peuvent être conciliées, le litige sera, à la requête d'une seule des parties, soumis pour décision à un tribunal arbitral qui, à défaut d'autre accord entre les parties, sera

Article 11.

The proceedings of the Conciliation Commission shall not be held in public, unless the Commission decides otherwise, with the consent of the Parties.

Article 12.

The Contracting Parties shall be represented before the Permanent Conciliation Commission by agents whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission ; the Contracting Parties may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by themselves for that purpose, and may request that any persons whose evidence they may consider useful should be heard by the Commission.

The Commission shall be entitled, for its part, to ask for oral explanations from the agents, counsel or experts of the two Parties, as also from any other persons whom it may think fit to summon, subject to the consent of their respective Governments.

Article 13.

Except as otherwise provided in the present Treaty the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority.

Article 14.

The Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission, and, in particular, to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, and to employ all means at their disposal to enable it to proceed, in their respective territories and in accordance with their internal laws, to the summoning and hearing of witnesses or experts, and to visit the localities in question.

Article 15.

During the proceedings of the Conciliation Commission each Commissioner shall receive emoluments, the amount of which shall be fixed by agreement between the Contracting Parties.

Each Government shall pay its own expenses and an equal share of the joint expenses of the Commission, the emoluments provided for in paragraph 1 being included in these joint expenses.

Article 16.

All disputes, other than those mentioned in Article 1, which may arise between the Contracting Parties and which it has not been possible to settle by the normal methods of diplomacy within a reasonable period, shall be submitted to the Permanent Conciliation Commission. In such cases, the procedure laid down in Articles 6 to 15 of the present Treaty shall be applicable.

Article 17.

In the event of no amicable agreement being reached between the Parties, the dispute shall, at the request of either Party, be submitted for decision to an arbitral tribunal, consisting, unless

composé de cinq membres désignés, pour chaque cas particulier, suivant la méthode prévue, aux articles 4 et 5 du présent traité, en ce qui concerne la commission de conciliation.

Les parties se réservent toutefois la faculté de soumettre le litige, d'un commun accord, à la Cour permanente de Justice internationale, laquelle statuera *ex aequo et bono*.

Article 18.

Lorsqu'il y aura lieu à arbitrage entre elles, les Parties contractantes s'engagent à conclure, dans un délai de trois mois à compter du jour où l'une des parties aura adressé à l'autre la demande d'arbitrage, un compromis spécial concernant l'objet du litige, ainsi que les modalités de la procédure.

Si ce compromis ne peut être conclu dans le délai ci-dessus prévu, il y sera obligatoirement suppléé conformément à la procédure indiquée au titre IV de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Dans le cas où le litige serait soumis à la Cour permanente de Justice internationale, il sera procédé conformément aux dispositions du Statut de cette cour.

Article 19.

S'il s'agit d'un différend qui, à teneur de la législation interne de l'une des parties, relève de la compétence des tribunaux, y compris les tribunaux administratifs, la partie défenderesse pourra s'opposer à ce qu'il soit soumis à la procédure de conciliation, à la procédure de règlement judiciaire ou à la procédure d'arbitrage prévues par le présent traité, avant qu'un jugement définitif ait été rendu, dans un délai raisonnable, par l'autorité judiciaire compétente.

Article 20.

Si la Cour permanente de Justice internationale ou le tribunal arbitral établissait qu'une décision d'une instance judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties contractantes se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens et si le droit constitutionnel de cette partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer par voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, la sentence judiciaire ou arbitrale déterminerait la nature et l'étendue de la réparation à accorder à la partie lésée.

Article 21.

Durant la procédure de conciliation, la procédure judiciaire ou la procédure arbitrale, les Parties contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion sur l'acceptation des propositions de la Commission de conciliation ou sur l'exécution de l'arrêt de la Cour permanente de Justice internationale ou de la sentence du tribunal arbitral. A cet effet, la Commission de conciliation, la Cour de Justice et le tribunal arbitral ordonneront, le cas échéant, quelles mesures provisionnelles doivent être prises.

Article 22.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent traité seront, sauf accord contraire, soumises directement à la Cour permanente de Justice internationale par voie de simple requête.

the Parties agree otherwise, of five members appointed, in each individual case, according to the method laid down in Articles 4 and 5 of the present Treaty for the constitution of the Conciliation Commission.

The Parties reserve the right, however, to submit the dispute, by agreement, to the Permanent Court of International Justice, which shall decide the matter *ex aequo et bono*.

Article 18.

Whenever a question has to be settled by arbitration, the Contracting Parties undertake to conclude, within three months reckoned from the day on which either Party has addressed a request for arbitration to the other Party, a special agreement (*compromis*) regarding the subject of the dispute and the methods of procedure.

If this special agreement cannot be concluded within the period specified above, it must be replaced by measures in accordance with the procedure indicated in Chapter IV of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

If the dispute is submitted to the Permanent Court of International Justice, the procedure provided in the Statute of that Court shall be applicable.

Article 19.

In the case of a dispute which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of the courts, including the administrative tribunals, the defendant Party may oppose the submission of the dispute to a procedure of conciliation, to judicial settlement or to arbitration as provided in the present Treaty, until a judgment with final effect has been pronounced within a reasonable time by the competent judicial authority.

Article 20.

Should the Permanent Court of International Justice or the arbitral tribunal find that a decision of a court of law or any other authority of either Contracting Party is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that Party does not permit or only partially permits the consequences of the decision in question to be annulled by administrative action, the judicial decision or arbitral award should indicate the nature and extent of the compensation to be granted to the injured Party.

Article 21.

During the proceedings of conciliation, judicial settlement or arbitration, the Contracting Parties shall abstain from all measures likely to exert any influence on the acceptance of the proposals of the Conciliation Commission, or the execution of the judgment of the Permanent Court of International Justice, or the award of the arbitral tribunal. For this purpose, the Conciliation Commission, the court of justice and the arbitral tribunal shall if necessary lay down the provisional measures to be adopted.

Article 22.

Any disputes which may arise as to the interpretation or the execution of the present Treaty shall, in the absence of an agreement to the contrary, be submitted direct to the Permanent Court of International Justice by means of a simple request.

Article 23.

Le présent traité ne s'appliquera qu'aux litiges qui viendraient à s'élever, après l'échange des ratifications du présent traité, au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette date.

Les litiges pour la solution desquels une procédure spéciale est prévue par d'autres accords en vigueur entre les Parties contractantes seront réglés conformément aux stipulations de ces accords.

Article 24.

Le présent traité sera ratifié. Les instruments de ratification en seront échangés, à Berne, dans le plus bref délai possible.

Le présent traité entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et aura une durée de cinq ans à partir de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de cinq années, et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent traité, une procédure de conciliation, de règlement judiciaire ou d'arbitrage se trouve pendante, elle suivra son cours jusqu'à son achèvement, conformément aux stipulations du présent traité.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité.

Fait à Berne, en double exemplaire, le dix-sept octobre mil neuf cent vingt-huit.

(Signé) MOTTA.

(Signé) D'OLIVEIRA.

Pour copie conforme,

le 23 novembre 1929.

Le Chancelier de la Confédération :

Kaeslin.

Article 23.

The present Treaty shall only apply to disputes arising, after the instruments of ratification of the present Treaty have been exchanged, in connection with situations or facts subsequent to that date.

Disputes for the settlement of which a special procedure is provided in other agreements in force between the Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of these agreements.

Article 24.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Berne as soon as possible.

The present Treaty shall come into force as soon as the instruments of ratifications have been exchanged and shall be valid for a period of five years reckoned from the date on which it comes into force. Unless it is denounced six months before the expiry of this period, it shall be regarded as renewed for a period of five years, and similarly thereafter.

If proceedings for conciliation, judicial settlement or arbitration are pending at the time of the expiry of the present Treaty, such proceedings shall pursue their course, in accordance with the provisions of the present Treaty, until their completion.

In faith whereof the undermentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Berne in duplicate on October the seventeenth, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(Signed) MOTTA.

(Signed) D'OLIVEIRA.

N° 2208.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Traité de naturalisation. Signé à
Prague, le 16 juillet 1928.

UNITED STATES OF AMERICA
AND CZECHOSLOVAKIA

Naturalisation Treaty. Signed at
Prague, July 16, 1928.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE.
CZECHOSLOVAK TEXT.

N^o 2208. — ÚMLUVA,¹ O NATURALISACI MEZI ČESKOSLOVENSKEM A SPOJENÝMI STÁTY, PODEPSANÁ V PRAZE; DNE 16. ČERVENCE 1928.

No. 2208. — NATURALISATION TREATY¹ BETWEEN CZECHOSLOVAKIA AND THE UNITED STATES OF AMERICA. SIGNED AT PRAGUE, JULY 16, 1928.

Textes officiels anglais et tchécoslovaque communiqués par le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 26 novembre 1929.

Ce traité a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 27 décembre 1929.

English and Czechoslovak official texts communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place November 26, 1929.

This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, December 27, 1929.

REPUBLIKA ČESKOSLOVENSKÁ a SPOJENÉ STÁTY SEVEROAMERICKÉ, přejíce si docíliti dohody o statutu bývalých příslušníků svých zemí, kteří nabyli anebo mohou nabýti státní příslušnosti jedné z obou zemí vhodnými naturalisačními procesy na jejich územích, rozhodly se uzavřítí o této věci úmluvu a jmenuvali za tím účelem svými plnomocníky :

PRESIDENT ČESKOSLOVENSKÉ REPUBLIKY :

Pana Kamila KROFTU, mimořádného vyslance a zplnomocněného ministra, a

PRESIDENT SPOJENÝCH STÁTŮ SEVEROAMERICKÝCH :

Pana Lewise EINSTEINA, mimořádného vyslance a zplnomocněného ministra Spojených Států Severoamerických v Československu,

THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE UNITED STATES OF AMERICA, being desirous of reaching an agreement concerning the status of former nationals of either country who have acquired, or may acquire, the nationality of the other by reasonable processes of naturalization within its territories, have resolved to conclude a treaty on this subject and for that purpose have appointed their Plenipotentiaries, that is to say :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Kamil KROFTA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Lewis EINSTEIN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States to Czechoslovakia.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 14 novembre 1929.

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, November 14, 1929.

Kteří, vyměňivše si své plné moci, jež shledány v dobré a náležité formě, dohodli se o těchto člancích :

Who, having communicated to each other their full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Článek I.

O příslušnících Spojených Států, kteří byli anebo budou naturalisováni na území československém bude se míti ve Spojených Státech za to, že ztratili svou dřívější příslušnost a stali se příslušníky Československa.

Navzájem o příslušnících Československa, kteří byli anebo budou naturalisováni na území Spojených Států, bude se míti v Československu za to, že ztratili svou dřívější příslušnost a stali se příslušníky Spojených Států.

Předcházející ustanovení tohoto článku nebudou platiti pro příslušníka jedné z obou zemí, který dosáhne naturalisace v druhé zemi v době, kdy jeho země vede válku.

Slovem « příslušník » ve smyslu, v jakém je ho použito v této úmluvě, označuje se osoba, která jest příslušníkem Spojených Států nebo Československa podle zákonů tam platných.

Slovo « naturalisovaný » vztahuje se k naturalisaci osoby starší jedenadvaceti let, která jí byla udělena k její vlastní žádosti za jejího trvalého pobytu v zemi naturalisační, a k naturalisaci osoby mladší jedenadvaceti let nabyté naturalisací jednoho z rodičů v předpokladu, že tato osoba nabyla trvalého bydliště v zemi naturalisační.

Článek II.

Příslušníci jednoho z obou smluvních států, naturalisovaní podle ustanovení článku I., nebudou při návratu svém na území země, jejímiž byli dříve příslušníky, stíháni ani trestáni pro expatriaci nebo proto, že před svou naturalisací neuposlechli povolání k vojenské službě, které jim bylo doručeno do pěti let, která předcházejí jejich naturalisaci.

Článek III.

Obnoví-li příslušník jedné z obou zemí, na kterého se vztahuje článek I., své bydliště ve své původní zemi bez úmyslu vrátiti se do země, kde byl naturalisován, bude se o něm

Article I.

Nationals of the United States who have been or shall be naturalized in Czechoslovak territories shall be held by the United States to have lost their former nationality and to be nationals of Czechoslovakia.

Reciprocally, nationals of Czechoslovakia who have been or shall be naturalized in the territories of the United States shall be held by Czechoslovakia to have lost their former nationality and to be nationals of the United States.

The foregoing provisions of this Article shall not be applicable to a national of either country who obtains naturalization in the other while his country is at war.

The word "national" as used in this convention, means a person having the nationality of the United States or Czechoslovakia, respectively, under the laws thereof.

The word "naturalized" refers to the naturalization of a person over twenty-one years of age, granted upon his own application, while he is permanently residing within the country of naturalization, and to the naturalization of a person under twenty-one years of age through the naturalization of a parent, provided such person has acquired a permanent residence within the country of naturalization.

Article II.

Nationals of either of the Contracting States naturalized as provided in Article I, shall not upon their return to the territory of the country of which they were formerly nationals, be prosecuted or punished for expatriation or for having failed, prior to their naturalization, to answer summonses to military service which had been served upon them within a period of five years preceding their naturalization.

Article III.

If a national of either country, who comes within the purview of Article I, shall renew his residence in his original country without the intent to return to that in which he was natu-

míti za to, že ztratil příslušnost nabytou naturalisací.

Úmysl nevrátiti se možno předpokládati, když osoba naturalisovaná v jedné zemi, bydlila po více než dva roky v druhé zemi.

Článek IV.

Tato Úmluva, sepsaná československy a anglicky, jejíž obě znění jsou stejně autentická, bude ratifikována Vysokými Smluvními Stranami podle jejich příslušných ústav a nabude působnosti bezprostředně po výměně ratifikací, která bude provedena co nejdříve ve Washingtonu.

Tato Úmluva zůstane v platnosti deset let. Neprojeví-li žádná z Vysokých Smluvních Stran úmyslu vypověděti ji alespoň rok před uplynutím výše uvedeného období, zůstane úmluva v platnosti a pozbude jí až za rok po tom, kdy ji vypoví jedna nebo druhá z Vysokých Smluvních Stran.

Tomu na svědomí, zmocněnci podepsali tuto Úmluvu a opatřili ji svými pečeti.

Dáno dvojmo v Praze, dne 16. července 1928.

(L. S.) Dr. K. KROFTA.

(L. S.) Lewis EINSTEIN.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 30 septembre 1929.

Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

realized, he shall be held to have lost the nationality acquired by naturalization.

The intent not to return may be held to exist when a person naturalized in the one country shall have resided more than two years in the other.

Article IV.

The present Convention, drawn up in Czechoslovak and English, both texts being authoritative, shall be subject to ratification by the High Contracting Parties in conformity with their respective constitutions, and shall become operative immediately upon the exchange of ratifications, which shall take place at Washington as soon as possible.

The present Convention shall remain in force for ten years. If neither of the High Contracting Parties states its intention of denouncing it at least one year before the end of the above-mentioned period, it will remain in force and will not terminate until a year after one or the other of the High Contracting Parties shall have denounced it.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed this Treaty and have hereunto affixed their seals.

Done in duplicate at Prague, this 16th day of July 1928.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 2208. — TRAITÉ DE NATURALISATION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE. SIGNÉ A PRAGUE, LE 16 JUILLET 1928.

LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux de conclure un accord concernant le statut des anciens ressortissants de chacun des deux pays qui ont acquis ou pourront acquérir la nationalité de l'autre pays en procédant, sur le territoire de ce dernier, aux formalités régulières de naturalisation, ont résolu de conclure un traité à ce sujet et, à cette fin, ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Kamil KROFTA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ; et

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Lewis EINSTEIN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des États-Unis en Tchécoslovaquie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants des États-Unis qui ont été naturalisés ou qui le seront ultérieurement dans les territoires tchécoslovaques, seront considérés par les États-Unis comme ayant perdu leur ancienne nationalité et comme étant devenus ressortissants tchécoslovaques.

Réciproquement, les ressortissants tchécoslovaques qui ont été naturalisés ou qui le seront ultérieurement dans les territoires des États-Unis, seront considérés par la Tchécoslovaquie comme ayant perdu leur ancienne nationalité et comme étant devenus ressortissants des États-Unis.

Les dispositions qui précèdent ne seront pas applicables aux ressortissants de l'un des deux pays qui obtiendront la naturalisation dans l'autre pays, alors que leur pays est en guerre.

Le terme « ressortissant », tel qu'il est employé dans la présente convention, s'entend d'une personne qui possède la nationalité des États-Unis ou de la Tchécoslovaquie respectivement, en vertu des lois du pays.

Le terme « naturalisé » se rapporte à la naturalisation accordée, sur sa demande, à une personne ayant plus de vingt et un ans, au cours de la période pendant laquelle elle réside de façon permanente dans le pays où elle est naturalisée, ainsi qu'à la naturalisation d'une personne ayant moins de vingt et un ans, lorsque cette naturalisation résulte de celle de l'un de ses parents, à condition que ladite personne ait acquis une résidence permanente dans le pays où elle est naturalisée.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article II.

Les ressortissants de l'un des Etats contractants qui ont été naturalisés dans les conditions prévues à l'article premier, lorsqu'ils retourneront dans le pays auquel ils ressortissaient auparavant, ne seront pas poursuivis ou punis en raison de leur expatriation ou en raison du fait qu'antérieurement à leur naturalisation, ils n'ont pas répondu aux convocations pour le service militaire qui leur avaient été signifiées au cours des cinq années ayant précédé leur naturalisation.

Article III.

Lorsqu'un ressortissant de l'un des deux pays, qui se trouve visé par l'article premier, fixera de nouveau sa résidence dans son pays d'origine sans avoir l'intention de retourner dans le pays où il a été naturalisé, il sera considéré comme ayant perdu la nationalité acquise par voie de naturalisation.

On pourra considérer que l'intention précitée existe lorsqu'une personne naturalisée dans l'un des deux pays aura résidé plus de deux ans dans l'autre.

Article IV.

La présente convention, rédigée en langues tchécoslovaque et anglaise, les deux textes faisant foi, devra être ratifiée par les Hautes Parties contractantes, conformément à leurs lois constitutionnelles respectives et deviendra applicable dès l'échange des ratifications, qui aura lieu à Washington aussitôt que possible.

La présente convention restera en vigueur pendant dix ans. Si aucune des Hautes Parties contractantes ne manifeste l'intention de la dénoncer au moins un an avant l'expiration de la période précitée, elle restera en vigueur et ne prendra fin qu'un an après sa dénonciation par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Prague, le 16 juillet 1928.

(L. S.) D^r K. KROFTA.

(L. S.) Lewis EINSTEIN.

N° 2209.

**ROUMANIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Protocole concernant la prolongation
du Traité d'alliance conclu le
23 avril 1921. Signé à Belgrade,
le 21 mai 1929.

**ROUMANIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Protocol concerning the Prolongation
of the Treaty of Alliance concluded
on April 23, 1921. Signed at
Belgrade, May 21, 1929.

N^o 2209. — PROTOCOLE¹ CONCERNANT LA PROLONGATION DU TRAITÉ D'ALLIANCE ENTRE LE ROYAUME DE ROUMANIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE. SIGNÉ A BELGRADE, LE 21 MAI 1929.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 26 novembre 1929.

Les résultats du Traité d'alliance,² conclu à Bucarest, le 23 avril 1921, ayant été reconnus comme bienfaisants pour la cause de la paix et son maintien jugé ainsi nécessaire, les plénipotentiaires sous-signés, munis des pleins pouvoirs respectifs du PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et de SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Le Traité d'alliance du 23 avril 1921 restera en vigueur cinq ans à compter de la date de l'échange des ratifications de ce protocole. S'il n'est pas dénoncé un an au moins avant l'expiration de ce terme, il demeurera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

Le présent protocole sera ratifié et les ratifications seront échangées à Bucarest le plus tôt possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Belgrade en double expédition, le vingt et un mai mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) D^r Edvard BENEŠ.

(L. S.) G. G. MIRONESCU.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 29 août 1929.

D^r Karel KAZBUNDA.

Directeur des Archives a. i.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bucarest, le 16 novembre 1929.

² Vol. VI, page 215, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2209. — PROTOCOL ² CONCERNING THE PROLONGATION OF THE TREATY OF ALLIANCE BETWEEN THE KINGDOM OF ROUMANIA AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC. SIGNED AT BELGRADE, MAY 21, 1929.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations and the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations. The registration of this Protocol took place November 26, 1929.

Whereas the effects of the Treaty of Alliance ³ concluded at Bucharest on April 23, 1921, have been found to be beneficial to the cause of peace and its maintenance therefore being considered necessary, the undersigned Plenipotentiaries, having been invested with full powers, found in good and due form, by the President of the Czechoslovak Republic and by His Majesty the King of Roumania respectively, have agreed to the following provisions :

The Treaty of Alliance of April 23, 1921, shall remain in force for a period of five years from the date of the exchange of the ratifications of the present Protocol. Unless denounced at least one year before the expiration of this period, it shall remain in force for a further period of five years, and similarly thereafter.

The present Protocol shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Bucharest as soon as possible.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Belgrade on May the twenty-first nineteen hundred and twenty-nine.

(L. S.) Dr. Edvard BENEŠ.

(L. S.) G. G. MIRONESCU.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Bucharest, November 16, 1929.

³ Vol. VI, page 215, of this Series.

N° 2210.

**ROUMANIE,
ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES,
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Acte général de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire.
Signé à Belgrade, le 21 mai 1929.

**ROUMANIA,
KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES,
AND CZECHOSLOVAKIA**

General Act of Conciliation, Arbitration and Judicial Settlement.
Signed at Belgrade, May 21, 1929.

N^o 2210. — ACTE GÉNÉRAL¹ DE CONCILIATION, D'ARBITRAGE ET DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ENTRE LES ÉTATS DE LA PETITE ENTENTE. SIGNÉ A BELGRADE, LE 21 MAI 1929.

Texte officiel français communiqué par les délégués permanents de la République tchécoslovaque et du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations, et par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet acte a eu lieu le 26 novembre 1929.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE et SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, s'inspirant des heureuses relations d'amitié qui unissent leurs nations respectives et pénétrés de l'esprit de confiance cordialité qui caractérise leurs rapports réciproques ;

Sincèrement désireux d'assurer, par des procédures pacifiques, le règlement des différends qui viendraient à surgir entre leurs pays ;

Constatant que le respect des droits établis par les traités ou résultant du droit des gens est obligatoire pour les tribunaux internationaux ;

Reconnaissant que les droits appartenant à chaque Etat ne sauraient être modifiés que de son consentement ;

Considérant que la sincère observation, sous les auspices de la Société des Nations, des procédures pacifiques permet d'arriver au règlement de tous les différends internationaux ;

Appréciant hautement la recommandation faite par l'Assemblée de la Société des Nations, dans sa résolution en date du 26 septembre 1928, à tous les Etats de conclure des conventions de règlement pacifique des différends internationaux ;

Ont décidé de réaliser dans une convention leur intention commune et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

S. Exc. M. le D^r Edouard BENEŠ, ministre des Affaires étrangères de la République tchécoslovaque ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

S. Exc. M. Georges MIRONESCU, ministre des Affaires étrangères du Royaume de Roumanie ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

S. Exc. M. Kosta KUMANUDI, docteur en droit, ministre des Affaires étrangères p. i. du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bucarest, le 16 novembre 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2210. — GENERAL ACT² OF CONCILIATION, ARBITRATION AND JUDICIAL SETTLEMENT BETWEEN THE STATES OF THE LITTLE ENTENTE. SIGNED AT BELGRADE, MAY 21, 1929.

French official text communicated by the Permanent Delegates of the Czechoslovak Republic and of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations and by the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations. The registration of this Act took place November 26, 1929.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, and HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, inspired by the friendly relations existing between their respective nations and imbued with the spirit of confident cordiality which characterises their reciprocal intercourse ;

Sincerely desirous of ensuring, by pacific means, the settlement of any disputes which may arise between their countries ;

Noting that respect for the rights established by treaties or arising out of international law is binding upon international courts ;

Recognising that the rights of each State cannot be modified without its consent ;

Considering that the faithful observance, under the auspices of the League of Nations, of methods of pacific procedure will permit of the settlement of all international disputes ;

Highly appreciating the recommendation made to all States by the Assembly of the League of Nations, in its resolution of September 26, 1928, to conclude conventions for the pacific settlement of international disputes ;

Have resolved to give effect to their common intention in a Convention, and with that object have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

His Excellency Dr. Edward BENEŠ, Minister for Foreign Affairs of the Czechoslovak Republic ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

His Excellency M. George MINORESCU, Minister for Foreign Affairs of the Kingdom of Roumania ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

His Excellency M. Kosta KUMANDI, Doctor of Laws and Acting Minister for Foreign Affairs of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Bucharest, November 16, 1929.

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

DU RÈGLEMENT PACIFIQUE EN GÉNÉRAL.

Article premier.

Les différends de toute nature qui viendraient à s'élever entre les Hautes Parties contractantes ou entre deux d'entre elles et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront soumis, dans les conditions fixées par la présente convention, à un règlement judiciaire ou arbitral, précédé, selon les cas, obligatoirement ou facultativement, d'un recours à la procédure de conciliation.

Cette disposition ne s'applique pas aux différends nés de faits qui sont antérieurs à la présente convention et qui appartiennent au passé ainsi qu'aux différends portants sur des questions que le droit international laisse à la compétence exclusive des Etats.

Article 2.

1. Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale serait prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

2. La présente convention ne porte pas atteinte aux accords en vigueur établissant pour les Hautes Parties contractantes une procédure de conciliation ou, en matière d'arbitrage et de règlement judiciaire, des engagements assurant la solution du différend. Toutefois, si ces accords ne prévoient qu'une procédure de conciliation, après que cette procédure aura échoué, les dispositions de la présente convention relatives au règlement judiciaire ou arbitral recevront application.

Article 3.

1. S'il s'agit d'un différend dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Hautes Parties contractantes, relève de la compétence des instances judiciaires, cette Partie pourra s'opposer à ce que ce différend soit soumis aux diverses procédures prévues par la présente convention.

2. S'il s'agit d'un différend qui relève de la compétence des autorités administratives, le différend ne pourra être soumis aux diverses procédures prévues par la présente convention, avant qu'une décision définitive ait été rendue dans des délais raisonnables par l'autorité compétente.

La Partie qui, dans ce cas, voudra recourir aux procédures prévues par la présente convention, devra notifier à l'autre Partie son intention dans un délai d'un an, à partir de la décision susvisée.

CHAPITRE II

DU RÈGLEMENT JUDICIAIRE.

Article 4.

Tous différends au sujet desquels les Parties se contesteraient réciproquement un droit seront soumis pour jugement à la Cour permanente de Justice internationale, à moins que les Parties ne tombent d'accord, dans les termes prévus ci-après, pour recourir à un tribunal arbitral.

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

CHAPTER I.

PACIFIC SETTLEMENT IN GENERAL.

Article 1.

Disputes of every kind which may arise between the High Contracting Parties, or between two of them, and which it has not been possible to settle by diplomacy shall be submitted, under the conditions laid down in the present Convention, for settlement by judicial means or arbitration, preceded, according to circumstances, as a compulsory or optional measure, by recourse to the procedure of conciliation.

This provision does not apply to disputes arising out of events prior to the present Convention and belonging to the past, or to disputes relating to questions which, according to international law, fall within the sole competence of the States.

Article 2.

1. Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those conventions.

2. The present Convention shall not affect any agreements in force by which conciliation procedure is established between the High Contracting Parties or by which the High Contracting Parties have assumed obligations to resort to arbitration or judicial settlement for the purpose of settling the dispute. If, however, these agreements provide only for a procedure of conciliation, the provisions of the present Convention concerning judicial settlement or arbitration shall be applied after such procedure has been followed without result.

Article 3.

1. In the case of a dispute the occasion of which, according to the municipal law of one of the High Contracting Parties, falls within the competence of the judicial authorities, the Party in question may object to the dispute being submitted for settlement by the various procedures laid down in the present Convention.

2. A dispute which falls within the competence of the administrative authorities may not be submitted for settlement by the various procedures laid down in the present Convention until a final decision has been pronounced, within a reasonable time, by the competent authority.

In such case, the Party which desires to resort to the procedures laid down in the present Convention must notify the other Party of its intention within a period of one year from the date of the aforementioned decision.

CHAPTER II.

JUDICIAL SETTLEMENT.

Article 4.

All disputes with regard to which the Parties are in conflict as to their respective rights shall be submitted for decision to the Permanent Court of International Justice, unless the Parties agree, in the manner hereinafter provided, to have resort to an arbitral tribunal.

Il est entendu que les différends ci-dessus visés comprennent notamment ceux que mentionne l'article 36 du Statut¹ de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 5.

Si les Parties sont d'accord pour soumettre les différends visés à l'article précédent à un tribunal arbitral, elles rédigeront un compromis dans lequel elles fixeront l'objet du litige, le choix des arbitres et la procédure à suivre. A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis, il sera fait application dans la mesure nécessaire des dispositions de la Convention² de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux. Dans le silence du compromis quant aux règles de fond à appliquer par les arbitres, le tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 6.

A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis visé à l'article précédent ou à défaut de désignation d'arbitres et après un préavis de trois mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le différend devant la Cour permanente de Justice internationale.

Article 7.

1. Pour les différends prévus à l'article 4, avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, ou avant toute procédure arbitrale, les Parties pourront, d'un commun accord, recourir à la procédure de conciliation prévue par la présente convention.

2. En cas de recours à la conciliation et d'échec de cette procédure, aucune des Parties ne pourra porter le différend devant la Cour permanente de Justice internationale ou demander la constitution du tribunal arbitral visé à l'article 5 avant l'expiration du délai d'un mois à compter de la clôture des travaux de la commission de conciliation.

CHAPITRE III

DE LA CONCILIATION.

Article 8.

Tous différends entre les Parties, autres que ceux prévus à l'article 4, seront soumis obligatoirement à une procédure de conciliation avant de pouvoir faire l'objet d'un règlement arbitral.

Article 9.

Les différends visés à l'article précédent seront portés devant une commission de conciliation permanente ou spéciale constituée par les Hautes Parties contractantes.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; et vol. XCII, page 362, de ce recueil.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

It is understood that the disputes referred to above include in particular those mentioned in Article 36 of the Statute¹ of the Permanent Court of International Justice.

Article 5.

If the Parties agree to submit the disputes mentioned in the preceding Article to an arbitral tribunal, they shall draw up a special agreement in which they shall specify the subject of the dispute, the arbitrators selected and the procedure to be followed. In the absence of sufficient particulars in the special agreement, the provisions of the Hague Convention² of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall apply so far as is necessary. If nothing is laid down in the special agreement as to the rules regarding the substance of the dispute to be followed by the arbitrators, the tribunal shall apply the substantive rules enumerated in Article 38 of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

Article 6.

If the Parties fail to agree concerning the special agreement referred to in the preceding Article, or fail to appoint arbitrators, either Party shall be at liberty, after giving three months' notice, to bring the dispute by an application direct before the Permanent Court of International Justice.

Article 7.

1. In the case of the disputes mentioned in Article 4, before any procedure before the Permanent Court of International Justice or any arbitral tribunal, the Parties may agree to have recourse to the conciliation procedure provided for in the present Convention.

2. In the event of recourse to and failure of conciliation, neither Party may bring the dispute before the Permanent Court of International Justice or call for the constitution of the arbitral tribunal referred to in Article 5 before the expiration of one month from the termination of the proceedings of the Conciliation Commission.

CHAPTER III.

CONCILIATION.

Article 8.

All disputes between the Parties other than the disputes mentioned in Article 4 shall be submitted obligatorily to a procedure of conciliation before they can form the subject of a settlement by arbitration.

Article 9.

The disputes referred to in the preceding Article shall be submitted to a permanent or special Conciliation Commission constituted by the High Contracting Parties.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; and Vol. XCII, page 362, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 10.

Sur la demande, adressée par une Partie contractante à l'autre Partie, il devra être constitué, dans les six mois, une commission permanente de conciliation.

Article 11.

Sauf accord contraire des Parties, la commission de conciliation sera constituée comme suit :

1^o La commission comprendra cinq membres. Les Parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les trois autres commissaires seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des Parties intéressées, ni se trouver à leur service. Parmi eux, les Hautes Parties contractantes désigneront le président de la commission.

2^o Les commissaires seront nommés pour trois ans. Ils seront rééligibles. Les commissaires nommés en commun pourront être remplacés au cours de leur mandat, de l'accord des Parties. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra toujours procéder au remplacement du commissaire nommé par elle. Nonobstant leur remplacement, les commissaires resteront en fonctions pour l'achèvement de leurs travaux en cours.

3^o Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 12.

Si, lorsqu'il s'élève un différend, il n'existe pas une commission permanente de conciliation nommée par les Parties, une commission spéciale sera constituée pour l'examen du différend dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des Parties à l'autre. Les nominations se feront conformément aux dispositions de l'article précédent, à moins que les Parties n'en décident autrement.

Article 13.

1. Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervient pas dans les délais prévus aux articles 10 et 12, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les Parties ou, si celles-ci le demandent, au Conseil de la Société des Nations.

2. Si l'accord ne s'établit pas au sujet d'aucun de ces procédés, chaque Partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi choisies.

3. Si, dans un délai de trois mois, ces deux Puissances n'ont pu tomber d'accord, chacune d'elles présentera des candidats en nombre égal à celui des membres à désigner. Le sort déterminera lesquels des candidats ainsi présentés seront admis.

Article 14.

1. La commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président, par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

Article 10.

On a request to that effect being made by one of the Contracting Parties to the other Party, a permanent Conciliation Commission shall be constituted within a period of six months.

Article 11.

Unless the Parties agree otherwise, the Conciliation Commission shall be constituted as follows :

(1) The Commission shall be composed of five members. The Parties shall each nominate one commissioner, who may be chosen from among their respective nationals. The three other commissioners shall be appointed by agreement from among the nationals of third Powers. These three commissioners must be of different nationalities and must not be habitually resident in the territory nor be in the service of the Parties concerned. The High Contracting Parties shall appoint the President of the Commission from among their number.

(2) The commissioners shall be appointed for three years. They shall be re-eligible. The commissioners appointed jointly may be replaced during the course of their mandate by agreement between the Parties. Any one of the High Contracting Parties may, however, at any time replace the commissioner whom it has appointed. Even if replaced, the commissioners shall continue to exercise their functions until the termination of the work in hand.

(3) Vacancies which may occur as a result of death, resignation or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the nominations.

Article 12.

If, when a dispute arises, no permanent Conciliation Commission appointed by the Parties is in existence, a special commission shall be constituted for the examination of the dispute within a period of three months from the date on which a request to that effect is made by one of the Parties to the other Party. The necessary appointments shall be made in the manner laid down in the preceding Article, unless the Parties decide otherwise.

Article 13.

1. If the appointment of the commissioners to be designated jointly is not made within the periods provided for in Articles 10 and 12, the making of the necessary appointments shall be entrusted to a third Power, chosen by agreement between the Parties or, on request of the Parties, to the Council of the League of Nations.

2. If no agreement is reached on either of these procedures, each Party shall designate a different Power and the appointment shall be made jointly by the Powers thus chosen.

3. If, within a period of three months, these two Powers have been unable to reach an agreement, each of them shall submit a number of candidates equal to the number of members to be appointed. It shall then be decided by lot which of the candidates thus designated shall be appointed.

Article 14.

1. Disputes shall be brought before the Conciliation Commission by means of an application addressed to the President by the two Parties acting in agreement, or, in default thereof, by one or other of the Parties.

2. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

3. Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à l'autre Partie.

Article 15.

1. Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des Parties aura porté un différend devant une commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

2. La Partie qui usera de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 16.

La commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire des Parties, au lieu désigné par son président.

Article 17.

Les travaux de la commission de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 18.

1. Sauf accord contraire des Parties, la commission de conciliation règlera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

2. Les Parties seront représentées auprès de la commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

3. La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 19.

Sauf accord contraire des Parties, les décisions de la commission de conciliation seront prises à la majorité des voix et la commission ne pourra se prononcer sur le fond du différend que si tous ses membres sont présents.

Article 20.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents

2. The application, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain the invitation to the Commission to take all necessary steps with a view to arriving at an amicable solution.

3. If the application emanates from only one of the Parties, the other Party shall without delay be notified by it.

Article 15.

1. Within fifteen days from the date on which a dispute has been brought by one of the Parties before a permanent Conciliation Commission, any Party may replace its own commissioner, for the examination of the particular dispute, by a person possessing special competence in the matter.

2. The Party making use of this right shall immediately notify the other Party ; the latter shall in such case be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which it received the notification.

Article 16.

In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the Conciliation Commission shall meet at a place selected by its President.

Article 17.

The work of the Conciliation Commission shall not be conducted in public unless a decision to that effect is taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 18.

1. In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Part III of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

2. The Parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents, whose duty shall be to act as intermediaries between them and the Commission. They may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose and may request that all persons whose evidence appears to them desirable shall be heard.

3. The Commission, for its part, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of both Parties, as well as from all persons it may think desirable to summon with the consent of their Governments.

Article 19.

In the absence of agreement to the contrary between the Parties, decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote, and the Commission may only take decisions on the substance of the dispute if all its members are present.

Article 20.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission, and in particular to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and

et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 21.

1. Pendant la durée de leurs travaux, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté du commun accord des Parties, qui en supporteront chacune une part égale.

2. Les frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la commission seront répartis de la même façon.

Article 22.

1. La commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

2. A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées. Le procès-verbal ne mentionnera pas si les décisions de la commission ont été prises à l'unanimité ou à la majorité.

3. Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent autrement être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisies du différend.

Article 23.

Le procès-verbal de la commission sera porté sans délai à la connaissance des Parties. Il appartient aux Parties d'en décider la publication.

CHAPITRE IV

DU RÈGLEMENT ARBITRAL.

Article 24.

Si, dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la commission de conciliation visée dans les articles précédents, les Parties ne se sont pas entendues, la question sera portée devant un tribunal arbitral constitué, sauf accord contraire des Parties, de la manière indiquée ci-après.

Si, toutefois, les deux Parties sont d'accord, la question, si elle est d'ordre politique, pourra être soumise au Conseil de la Société des Nations, qui statuera conformément à l'article 15 du Pacte.

information, as well as to use the means at their disposal to allow it to proceed in their territory, and in accordance with their law, to the summoning and hearing of witnesses or experts and to visit the localities in question.

Article 21.

1. During the proceedings of the Commission, each of the commissioners shall receive emoluments the amount of which shall be fixed by agreement between the Parties, each of which shall contribute an equal share.

2. The general expenses arising out of the working of the Commission shall be divided in the same manner.

Article 22.

1. The task of the Conciliation Commission shall be to elucidate the questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it, and lay down the period within which they are to make their decision.

2. At the close of its proceedings, the Commission shall draw up a procès-verbal stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement, and, if need arises, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement. No mention shall be made in the procès-verbal as to whether the Commission's decisions were taken unanimously or by a majority vote.

3. The proceedings of the Commission must, unless the Parties agree otherwise, be terminated within six months from the date on which the Commission shall have been given cognisance of the dispute.

Article 23.

The Commission's procès-verbal shall be communicated without delay to the Parties. The Parties shall decide whether it shall be published.

CHAPTER IV.

SETTLEMENT BY ARBITRATION.

Article 24.

If the Parties have not reached an agreement within a month from the termination of the proceedings of the Conciliation Commission mentioned in the previous Articles, the question shall be brought before an arbitral tribunal which, unless the Parties agree otherwise, shall be constituted in the manner indicated below.

Should, however, both Parties agree, the question may, if it is a political one, be submitted to the Council of the League of Nations, which shall decide in accordance with Article 15 of the Covenant.

Article 25.

Le Tribunal arbitral comprendra cinq membres. Les Parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les deux autres arbitres et le surarbitre seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des Parties intéressées, ni se trouver à leur service.

Article 26.

1. Si la nomination des membres du tribunal arbitral n'intervient pas dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des Parties à l'autre de constituer un tribunal arbitral, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les Parties.

2. Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi choisies.

3. Si, dans un délai de trois mois, les Puissances ainsi désignées n'ont pu tomber d'accord, les nominations nécessaires seront faites par le président de la Cour permanente de Justice internationale. Si celui-ci est empêché, ou, s'il est ressortissant de l'une des Parties, les nominations seront faites par le vice-président. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, les nominations seront faites par le membre le plus âgé de la Cour qui n'est ressortissant d'aucune des Parties.

Article 27.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission, ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 28.

Les Parties rédigeront un compromis déterminant l'objet du litige et la procédure à suivre.

Article 29.

A défaut d'indication ou de précisions suffisantes dans le compromis, relativement aux points indiqués dans l'article précédent, il sera fait application, dans la mesure nécessaire, des dispositions de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 30.

Faute de conclusion d'un compromis dans un délai de trois mois à partir de la constitution du Tribunal, celui-ci sera saisi par requête de l'une ou l'autre des Parties.

Article 31.

Dans le silence du compromis ou à défaut de compromis, le Tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. En tant qu'il n'existe pas de pareilles règles applicables au différend, le Tribunal jugera *ex aequo et bono*.

Article 25.

The arbitral tribunal shall consist of five members. The Parties shall each nominate one member, who may be chosen from among their respective nationals. The other two arbitrators and the umpire shall be chosen by agreement from among the nationals of third Powers. They must be of different nationalities, and must not be habitually resident in the territory or be in the service of the Parties concerned.

Article 26.

1. If the appointment of the members of the arbitral tribunal is not made within a period of three months from the date on which one of the Parties requested the other Party to constitute an arbitral tribunal, a third Power, chosen by agreement between the Parties, shall be requested to make the necessary appointments.

2. If no agreement is reached on this point, each Party shall designate a different Power, and the appointments shall be made jointly by the Powers thus chosen.

3. If within a period of three months the Powers so chosen have been unable to reach an agreement, the necessary appointments shall be made by the President of the Permanent Court of International Justice. If the latter is prevented from acting or if he is a national of one of the Parties, the appointments shall be made by the Vice-President. If the latter is prevented from acting or if he is a national of one of the Parties, the appointments shall be made by the oldest member of the Court who is not a national of either Party.

Article 27.

Vacancies which may occur as a result of death, resignation or other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the nominations.

Article 28.

The Parties shall draw up a special agreement determining the subject of the dispute and the details of the procedure.

Article 29.

In the absence of sufficient particulars in the special agreement regarding the matters referred to in the preceding Article, the provisions of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall apply so far as is necessary.

Article 30.

Failing the conclusion of a special agreement within a period of three months from the date on which the Tribunal is constituted, the dispute may be brought before the tribunal by an application from one or other Party.

Article 31.

If nothing is laid down in the special agreement or no special agreement has been made, the Tribunal shall apply the rules in regard to the substance of the dispute enumerated in Article 38 of the Statute of the Permanent Court of International Justice. In so far as there exists no such rules applicable to the dispute, the Tribunal shall decide *ex aequo et bono*.

CHAPITRE V

DES DIFFÉRENDS ENTRE LES TROIS PARTIES CONTRACTANTES.

Article 32.

Au cas où il s'élève un différend entre toutes les Hautes Parties contractantes, les modalités suivantes seront observées pour l'application des procédures décrites dans les dispositions qui précèdent :

Pour la procédure de conciliation, il sera toujours constitué une commission spéciale. Sa composition variera suivant que les Parties auront toutes des intérêts distincts ou que deux d'entre elles feront cause commune.

Dans le premier cas, les Parties nommeront chacune un commissaire et désigneront en commun des commissaires ressortissants de tierces Puissances, dont le nombre sera supérieur d'un à celui des commissaires nommés séparément par les Parties.

Dans le second cas, les Parties faisant cause commune se mettront d'accord pour nommer en commun leur propre commissaire et concurremment avec l'autre Partie pour la désignation des commissaires tiers.

Dans l'une et l'autre hypothèse, les Parties, à moins qu'elles n'en conviennent autrement, appliqueront les articles 12 et suivants de la présente convention dans la mesure où ils sont compatibles avec les dispositions du présent article.

Pour la procédure judiciaire, il sera fait application du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

Pour la procédure arbitrale, à défaut d'accord des Parties sur la composition du tribunal, s'il s'agit de différends visés à l'article 4, chacune d'elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le différend devant la Cour permanente de Justice internationale ; s'il s'agit de différends visés à l'article 8, il sera fait application des articles 25 et suivants, mais chacune des Parties ayant des intérêts distincts nommera un arbitre et le nombre des arbitres nommés séparément par les Parties sera toujours inférieur d'un à celui des autres arbitres.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 33.

1. Dans tous les cas où le différend fait l'objet d'une procédure arbitrale ou judiciaire, notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale, statuant conformément à l'article 41 de son Statut, ou le Tribunal arbitral, indiquera dans le plus bref délai possible les mesures provisoires qui doivent être prises. Les Parties seront tenues de s'y conformer.

2. Si la commission de conciliation se trouve saisie du différend, elle pourra recommander aux Parties les mesures provisoires qu'elle estimera utiles.

3. Les Parties s'engagent à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision judiciaire ou arbitrale ou aux arrangements proposés par la commission de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

CHAPTER V.

DISPUTES BETWEEN THE THREE CONTRACTING PARTIES.

Article 32.

Should a dispute arise between all the High Contracting Parties, the following rules shall be observed with regard to the procedures described in the foregoing provisions :

As regards conciliation procedure, a special commission shall always be set up. The composition of the commission shall vary according to whether all the Parties have separate interests, or two of them act conjointly.

In the former case, the Parties shall each appoint one commissioner, and shall jointly appoint commissioners, nationals of third Powers, who shall number one more than the commissioners appointed separately by the Parties.

In the latter case, the Parties acting conjointly shall agree to appoint their own commissioner jointly, and at the same time agree with the other Party as regards the appointment of the commissioners chosen from among the nationals of third Powers.

In either case the Parties shall, unless they agree otherwise, apply Articles 12 *et seq.* of the present Convention in so far as these are compatible with the provisions of the present Article.

As regards judicial procedure, the Statute of the Permanent Court of International Justice shall apply.

As regards arbitration, if the Parties fail to agree on the composition of the tribunal, any Party may, in the case of disputes referred to in Article 4, bring the dispute by an application direct before the Permanent Court of International Justice ; in the case of disputes referred to in Article 8, Articles 25 *et seq.* shall apply, but each of the Parties which has separate interests shall appoint one arbitrator and the arbitrators appointed separately by the Parties shall always number one less than the other arbitrators.

CHAPTER VI.

GENERAL PROVISIONS.

Article 33.

1. In all cases where a dispute forms the object of arbitration or judicial proceedings, and in particular if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of being committed, the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute, or the Arbitral Tribunal, shall lay down within the shortest possible time the provisional measures to be adopted. The Parties shall be bound to comply with such measures.

2. If the dispute is brought before a Conciliation Commission, the latter may recommend to the Parties the adoption of such provisional measures as it considers suitable.

3. The Parties undertake to abstain from all measures likely to react prejudicially on the execution of the judicial decision or arbitral award or on the arrangements proposed by the Conciliation Commission, and, in general, to abstain from any act whatsoever which might aggravate or extend the dispute.

Article 34.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des Parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de ladite Partie ne permettait pas ou ne permettrait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Parties conviennent qu'il devra être accordé par la sentence judiciaire ou arbitrale, à la Partie lésée, une satisfaction équitable.

Article 35.

1. La présente convention sera applicable entre les Hautes Parties contractantes encore qu'une tierce Puissance ait un intérêt dans le différend.

2. Dans la procédure de conciliation, les Parties pourront d'un commun accord inviter une tierce Puissance.

3. Dans la procédure judiciaire ou arbitrale, si une tierce Puissance estime que, dans un différend, un intérêt d'ordre juridique est pour elle en cause, elle peut adresser à la Cour permanente de Justice internationale ou au Tribunal arbitral une requête à fin d'intervention.

La Cour ou le Tribunal décide.

4. Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle auront participé d'autres Etats que les Parties en cause, le Greffe de la Cour permanente de Justice internationale ou le Tribunal arbitral les avertit sans délai.

Chacun d'eux aura le droit d'intervenir et, s'il exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est obligatoire à son égard.

Article 36.

Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, y compris ceux relatifs à la qualification des litiges, seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 37.

La présente convention, conforme au Pacte de la Société des Nations, ne sera pas interprétée comme restreignant la mission de celle-ci de prendre, à tout moment, les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix du monde.

Article 38.

1. La présente convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Bucarest.

Elle sera enregistrée au Secrétariat de la Société des Nations.

2. La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de la date de l'échange des ratifications.

3. Si elle n'est pas dénoncée six mois au moins avant l'expiration de ce terme, elle demeurera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

Article 34.

If in the judicial decision or arbitral award it is declared that a judgment or a measure enjoined by a court of law or any other authority of one of the Parties to the dispute is wholly or partly contrary to international law, and if the constitutional law of that Party does not allow or only imperfectly allows of the consequences of the judgment or measure in question being annulled, the Parties agree that the judicial decision or arbitral award shall grant the injured Party equitable satisfaction.

Article 35.

1. The present Convention shall be applicable as between the High Contracting Parties, even though a third Power has an interest in the dispute.
2. In conciliation procedure, the Parties may agree to invite such third Power to intervene.
3. In judicial procedure or arbitration, if a third Power should consider that it has an interest of a legal nature which may be affected by the decision in the case, it may submit to the Permanent Court of International Justice or to the Arbitral Tribunal a request to intervene as a third party. It will be for the Court or the Tribunal to decide upon this request.
4. Whenever the question is one relating to the interpretation of a Convention to which States other than those concerned in the case are Parties, the Registrar of the Permanent Court of International Justice or the Arbitral Tribunal shall notify all such States forthwith.
Every State so notified has the right to intervene in the proceedings, but if it uses this right, the interpretation given in the decision shall be binding upon it.

Article 36.

Disputes relating to the interpretation or the application of the present Convention, including those concerning the classification of disputes, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice.

Article 37.

The present Convention, which is in conformity with the Covenant of the League of Nations, shall not be interpreted as restricting the duty of the League to take at any time, whatever action may be deemed wise and effectual to safeguard the peace of the world.

Article 38.

1. The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Bucharest.
It shall be registered with the Secretariat of the League of Nations.
2. The present Convention shall remain in force for a period of five years from the date of the exchange of ratifications.
3. Unless denounced at least six months before the expiration of this period, it shall remain in force for a further period of five years, and similarly thereafter.

4. Nonobstant la dénonciation par l'une des Parties contractantes, les procédures engagées au moment de l'expiration du terme de la convention continueront jusqu'à leur achèvement normal.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention.

Fait à Belgrade le vingt et un mai mil neuf cent vingt-neuf en trois exemplaires identiques.

(L. S.) D^r Edvard BENEŠ.

(L. S.) G. G. MIRONESCU.

(L. S.) D^r K. KUMANUDI.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 29 août 1929.

D^r Karel Kazbunda

Directeur des Archives a. i.

Pour copie certifiée conforme :

Belgrade, le 23 novembre 1929.

D'ordre du Ministre,

Conseiller D^r Svet Djoritch.

Le Ministère royal
des Affaires étrangères de Roumanie
certifie la présente copie conforme
à l'original.

Le Ministre des Affaires étrangères,

G. G. Mironescu.

4. Notwithstanding denunciation by one of the Contracting Parties, all proceedings pending at the expiration of the current period of the Convention shall be duly completed.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Belgrade in triplicate on May the twenty-first, one thousand nine hundred and twenty-nine.

(L. S.) Dr. Edvard BENEŠ.

(L. S.) G. G. MIRONESCU.

(L. S.) Dr. K. KUMANUDI.

N° 2211.

HONGRIE ET LITHUANIE

Convention de commerce et de navigation, avec protocole final. Signés à Budapest, le 16 mai 1929.

HUNGARY AND LITHUANIA

Convention of Commerce and Navigation, with Final Protocol. Signed at Budapest, May 16, 1929.

N^o 2211. — CONVENTION ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE
LA HONGRIE ET LA LITHUANIE. SIGNÉE A BUDAPEST, LE
16 MAI 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lithuanie et par le ministre résident, chef de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 27 novembre 1929.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE et SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE, désireux de resserrer les liens d'amitié et de favoriser les relations économiques entre les deux pays, ont résolu de conclure une convention de commerce et de navigation et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

Son Excellence Venceslas SIDZIKAUSKAS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Lithuanie à Budapest ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

Son Excellence Louis WALKO, ministre royal hongrois des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les ressortissants des Parties contractantes auront le droit, dans les mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, sous réserve des dispositions législatives du pays en question, de se rendre librement sur le territoire de l'autre Partie contractante, de s'y établir de se livrer au commerce, à l'industrie, au travail manuel et à toute autre industrie, d'y acquérir des biens meubles et immeubles par voie d'héritage, de don, de legs, d'achat, d'échange ou par toute autre voie légale et de posséder, détenir et aliéner ces biens.

Chacune des Parties contractantes s'engage à ne pas exiger des ressortissants de l'autre Partie le paiement d'impôts, taxes ou contributions de toute nature plus élevés ou autres que ceux qui sont ou pourront être ultérieurement exigés de ses propres nationaux ou des ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 2.

Les sociétés commerciales, industrielles, financières, d'assurance et autres, les coopératives et les associations, ainsi que les agrégations économiques domiciliées dans l'un des deux pays et constituées conformément à leur législation respective, verront leur constitution légale et leur

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Kaunas, le 12 novembre 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2211. — CONVENTION² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN HUNGARY AND LITHUANIA. SIGNED AT BUDAPEST, MAY 16, 1929.

French official text communicated by the Lithuanian Minister for Foreign Affairs and by the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place November 27, 1929.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA and HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY, being desirous of strengthening the ties of friendship and of encouraging economic relations between the two countries, have resolved to conclude a Convention of Commerce and Navigation and have appointed as their Plenipotentiaries for that purpose :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA :

His Excellency Venceslas SIDZIKAUSKAS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Lithuania at Budapest ;

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

His Excellency Louis WALKO, Royal Hungarian Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

The nationals of the Contracting Parties shall have the right, on the same conditions as nationals of the most favoured nation and subject to the laws of the country in question, to enter freely the territory of the other Contracting Party, establish themselves there, engage in trade, industry, manual labour or any other industrial occupation, acquire movable or immovable property there, by inheritance, gift, bequest, purchase or exchange or by any other legal means and possess, hold and dispose of such property.

Each of the Contracting Parties undertakes not to demand from nationals of the other Party the payment of any taxes, charges or contributions higher or other than those which are or may hereafter be demanded of its own nationals or of the nationals of the most favoured nation.

Article 2.

The legal constitution and juridical existence of commercial, industrial, financial, insurance and other companies, cooperative and other associations and economic organisations domiciled in one of the two countries and constituted in conformity with the laws of their respective

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Kaunas, November 12, 1929.

existence juridique reconnues dans l'autre pays. Elles pourront, si les lois de l'autre pays ne s'y opposent pas et sous réserve de l'accomplissement de toutes les formalités prévues par ces lois, étendre leurs opérations sur le territoire de ce dernier pays, y acquérir des droits et en jouir, ainsi qu'y exercer leur industrie. Elles y jouiront d'un traitement aussi favorable que celui accordé ou qui sera accordé aux sociétés, coopératives, associations et agrégations analogues d'une tierce Puissance et elles auront le même droit que les sociétés, coopératives, associations ou agrégations de la nation la plus favorisée d'y acquérir, posséder, détenir et aliéner des biens meubles et immeubles.

Les impôts, taxes et contributions, quelles qu'en soient la dénomination ou l'espèce, ne pourront pas les frapper d'une façon plus lourde que les sociétés, coopératives, associations ou agrégations de la nation la plus favorisée.

Article 3.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes et les sociétés, coopératives, associations et agrégations qui ont leur domicile sur le territoire de l'une des Parties auront, sous les mêmes conditions que les nationaux, facile accès auprès des tribunaux et des diverses autorités de l'autre Partie. Dans l'exercice de ce droit ils ne seront pas soumis à des charges autres ou plus élevées que celles perçues sur les nationaux ou sur les sociétés, coopératives, associations et agrégations du pays.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront exempts sur le territoire de l'autre, de tout service militaire, dans quelque catégorie de la force armée que ce soit, ainsi que de toute contribution imposée en compensation du service militaire et, d'autre part, ils ne seront empêchés d'aucune façon de remplir leur devoir militaire dans leur propre pays.

Ils ne seront, de plus, astreints au temps de paix et en temps de guerre qu'aux prestations et réquisitions militaires imposées aux nationaux et toujours dans la même mesure et d'après le même principe, mais néanmoins seulement contre compensation ou indemnité.

Ils seront également exempts de toute fonction officielle obligatoire d'ordre judiciaire, administratif ou municipal, à l'exemption de l'obligation d'accepter la tutelle sur leurs co-nationaux.

Article 5.

Les négociants, les fabricants et autres commerçants ressortissants de l'une des Parties contractantes qui prouvent, sur la présentation d'un certificat de légitimation commerciale délivré par les autorités compétentes de leurs pays, qu'ils sont autorisés à y exercer leur commerce ou leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et les impôts prévus par les lois, auront le droit, en se soumettant aux règlements en vigueur dans les deux pays, de faire soit personnellement, soit par des voyageurs à leur service, des achats dans le territoire de l'autre Partie contractante chez des négociants ou producteurs, ou dans les locaux de vente publique. Ils pourront, même sur des modèles et échantillons, prendre des commandes chez les négociants ou autres personnes qui, pour leur commerce ou leur industrie, utilisent des marchandises analogues à celles offertes.

Si l'une des Parties contractantes perçoit des taxes ou patentes spéciales, l'autre pourra adopter des mesures analogues de manière à rétablir la réciprocité.

Les voyageurs de commerce hongrois et lithuaniens munis d'un certificat de légitimation conforme au modèle agréé d'un commun accord par les Parties contractantes et délivré par les autorités du pays, auront le droit réciproque d'introduire en qualité de voyageurs de commerce des échantillons ou modèles, mais non des marchandises.

Les Parties contractantes se désigneront les autorités qualifiées pour délivrer les certificats de légitimation, ainsi que les dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans leurs opérations.

countries shall be recognised in the other country. Unless the laws of the other country provide otherwise, and subject to the fulfilment of all the formalities prescribed by those laws, they may extend their operations to the territory of the latter country and acquire and enjoy rights and engage in their occupation there. They shall be treated in that country as favourably as similar companies, cooperative and other associations and organisations of any third Power are or may be treated and they shall have the same right as the companies, cooperative and other associations or organisations of the most favoured nation to acquire, possess, hold and dispose of movable or immovable property in that country.

They may not be subjected to any higher taxes, charges or contributions of any kind or description than the companies, cooperative or other associations or organisations of the most favoured nation.

Article 3.

The nationals of either Contracting Party and the companies, cooperative and other associations and organisations domiciled in the territory of either of the Parties shall have ready access to the courts and to the various authorities of the other Party under the same conditions as nationals of that Party. In the exercise of this right they shall not be subject to charges other or higher than those imposed upon nationals or companies, cooperative and other associations and organisations of the country itself.

Article 4.

The nationals of either Contracting Party shall in the territory of the other be exempt from all military service in any branch whatever of the armed forces and from any contribution imposed in lieu of military service, and they shall also not be prevented in any way from discharging their military duty in their own country.

Further, they shall, both in peace-time and in war-time, be subject only to the military contributions and requisitions which are imposed upon nationals of the country, and in all cases to the same extent and in accordance with the same principle, but only in return for compensation or indemnity.

They shall also be exempt from all compulsory official duties, whether judicial, administrative or municipal, except the duty of accepting guardianship over their co-nationals.

Article 5.

Merchants, manufacturers and other traders who are nationals of one of the Contracting Parties and who prove by the production of a trading identity card issued by the competent authorities of their country that they are entitled to exercise their trade or industry in that country and that they pay the legal charges and taxes therein, shall have the right whether personally or through travellers in their employ, subject to compliance with the regulations in force in the two countries, to purchase goods in the territory of the other Contracting Party, from merchant or producers, or in public markets. They may solicit orders, whether or not by the production of samples or patterns, from merchants or other persons who in their trade or industry employ goods similar to those offered.

If one of the Contracting Parties levies special charges or trading licence fees, the other may adopt similar measures in such manner as to reestablish reciprocity.

Hungarian and Lithuanian commercial travellers in possession of a trader's identity card in conformity with the specimen jointly agreed upon by the Contracting Parties and issued by the authorities of the country, shall reciprocally have the right, in their capacity of commercial travellers, to import samples or patterns, but not goods.

The Contracting Parties shall inform each other of the authorities empowered to issue these identity cards and of the regulations with which travellers must comply in transacting their business.

Les objets passibles d'un droit de douane ou de toute autre taxe similaire qui seront importés comme échantillons ou modèles par les voyageurs de commerce seront de part et d'autre admis en franchise de droits de douane ou d'autres taxes d'entrée et de sortie ou autres, à la condition que ces objets soient réexportés dans le délai réglementaire et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse, quel que soit du reste le bureau de douane par lequel ils passent à leur sortie, pourvu que ce bureau soit compétent d'après les lois et règlements en vigueur dans le pays.

La réexportation des échantillons ou modèles devra être garantie à leur entrée dans les deux pays, soit par le dépôt du montant des droits applicables, soit par tout autre procédé approuvé par les autorités compétentes du pays d'entrée.

Si les échantillons ou modèles sont présentés avant l'expiration du délai réglementaire à un bureau de douane compétent pour être réexportés, ce bureau devra vérifier si les articles présentés sont bien ceux pour lesquels a été délivré le permis d'entrée en franchise. S'il n'y a aucun doute à cet égard, le bureau constatera la réexportation et restituera le montant des droits déposés.

S'il est établi que les échantillons ou modèles n'ont pas été réexportés avant l'expiration du délai réglementaire, le montant des droits sera acquis au fisc.

Outre les marques qui sont apposées officiellement dans le pays d'exportation, pour identifier les échantillons ou modèles, les fonctionnaires des douanes du pays auront le droit d'exiger l'apposition de marques supplémentaires, si cela leur semble nécessaire.

Il ne sera perçu par l'État aucune taxe ou redevance pour l'apposition de ces marques.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux colporteurs ou autres marchands ambulants, non plus qu'à la prise de commandes chez des personnes n'exerçant ni commerce ni industrie.

Article 6.

Lorsque des ressortissants lithuaniens qui ne sont pas domiciliés en Hongrie, ou des sociétés, coopératives, associations ou agrégations lithuaniennes se livrent à l'exportation de Lithuanie en Hongrie, ils ne seront pas assujettis en Hongrie aux impôts sur le bénéfice de cette exportation, tant qu'ils n'y auront pas d'établissement. Le même traitement sera appliqué à l'exportation sur la Lithuanie pratiquée par des ressortissants, sociétés, coopératives, associations et agrégations hongrois.

Si des ressortissants, sociétés, coopératives, associations ou agrégations d'une des Parties contractantes ont des établissements d'exploitation sur le territoire de l'autre, ils n'y seront assujettis aux contributions ou aux impôts que dans la mesure de l'exploitation afférente à ces établissements.

Article 7.

Dans le cas où l'une des Parties contractantes établirait des prohibitions ou restrictions quant à l'importation ou l'exportation de marchandises, elle accordera à l'autre partie le même traitement qui a été accordé ou sera accordé ultérieurement aux marchandises importées de ou exportées sur un tiers pays quelconque.

Toute abrogation ou tout adoucissement d'une prohibition ou des restrictions d'importation et d'exportation qui est ou sera accordé, même à titre temporaire, par une des Parties contractantes en faveur d'une tierce Puissance s'appliquera immédiatement et sans réserve aux marchandises identiques ou similaires en provenance ou à destination du territoire de l'autre Etat.

Toutefois, ne seront pas censées déroger au principe du traitement de la nation la plus favorisée, les prohibitions ou restrictions établies ou maintenues :

- a) Pour des raisons d'ordre public ou de sûreté intérieure de l'Etat ;
- b) Pour des raisons de santé publique ou en vue d'assurer la protection des animaux ou des plantes utiles contre les maladies, les insectes nuisibles ou les parasites ou de parer à la dégénérescence et à l'extinction des plantes utiles ;
- c) Concernant les produits qui font ou pourront faire l'objet d'un monopole d'Etat.

Articles subject to Customs duty or to any similar charge, when imported by commercial travellers as samples or patterns, shall be exempted by both Parties from Customs duties or other import, export or other charges, on condition that such articles are re-exported within the prescribed period and that there is no doubt of the identity of the articles imported and re-exported, irrespective, moreover, of the Customs office through which they are exported, provided that that office is competent under the laws and regulations in force in the country.

The re-exportation of samples or patterns must be secured on their importation into either country either by the deposit of the amount of the duties to which the goods are subject or by any other procedure approved by the competent authorities of the country into which they are imported.

If the samples or patterns are submitted for re-exportation to a competent Customs office before the expiry of the prescribed time-limit, that office shall ascertain whether the articles submitted are in fact those for which the free import permit was issued. If there is no doubt as to their identity, the office shall duly note the re-exportation and shall refund the amount of the duties deposited.

If it is found that the samples or patterns have not been re-exported within the prescribed time-limit, the amount of the duties shall accrue to the Treasury.

In addition to the marks officially affixed in the exporting country in order to identify samples or patterns, the Customs officials of the importing country shall have the right to require further marks to be affixed, if they deem fit.

The State shall levy no charge or fee for the affixing of such marks.

The above provisions shall not apply to hawkers or pedlars or other itinerant traders, or to the soliciting of orders from persons not engaged in trade or industry.

Article 6.

Whenever Lithuanian nationals not domiciled in Hungary or Lithuanian companies, co-operative or other associations or organisations export goods from Lithuania to Hungary, they shall not be subject in Hungary to taxes on the profits of such export trade unless they have an establishment in Hungary. The same treatment shall apply to goods exported to Lithuania by Hungarian nationals, companies, co-operative and other associations and organisations.

If nationals, companies, co-operative or other associations or organisations belonging to one of the Contracting Parties have business establishments in the territory of the other, they shall be subject to contributions or taxes only in respect of the business of such establishments.

Article 7.

Should one of the Contracting Parties impose import or export prohibitions or restrictions upon goods, it shall grant to the other Party the same treatment as has been or may hereafter be granted to goods imported from or exported to any third country.

Any cancellation or alleviation of an import or export prohibition or restriction which is or may be granted, even temporarily, by one of the Contracting Parties in favour of a third Power, shall apply immediately and unconditionally to goods of the same or of a similar kind coming from or consigned to the territory of the other State.

Nevertheless, prohibitions or restrictions shall not be deemed exceptions to the principle of most-favoured-nation treatment if imposed or maintained :

(a) For reasons of public order or of the internal or external security of the State ;

(b) For reasons of public health or to ensure the protection of useful animals or plants against diseases or noxious insects or parasites, or to prevent the degeneration or extinction of useful plants ;

(c) In respect of products which are or may in future constitute a Government monopoly.

Article 8.

En ce qui concerne les droits et taxes à l'importation, ainsi que toutes surtaxes, coefficients ou majorations y afférents qui sont ou seront perçus à l'importation des marchandises, les deux Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement, sans réserve et automatiquement, toute faveur, réduction ou exonération qu'elles ont accordées ou accorderont à toute tierce Puissance.

De même les Parties contractantes se garantissent mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les droits, ainsi que toutes les taxes perçues à l'exportation, quels qu'en soient le nom ou l'espèce.

Le traitement de la nation la plus favorisée est également réciproquement garanti, en ce qui concerne les opérations et l'accomplissement des formalités de douane, les restitutions douanières, ainsi que le dépôt et la garde des marchandises dans les entrepôts de douane et les taxes y afférentes.

Article 9.

Pour tout ce qui concerne les taxes de consommation, de production, de transaction, de monopole et d'accises et toutes les autres taxes intérieures, les marchandises qui proviennent ou sont importées de l'un des deux pays doivent jouir dans l'autre pays d'un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux marchandises du pays le plus favorisé.

Article 10.

Les Parties contractantes se garantissent réciproquement la liberté du transit et s'engagent à appliquer dans les relations mutuelles les dispositions de la « Convention et Statut sur la liberté du transit¹ », signée à Barcelone le 20 avril 1921, et de la « Convention et Statut sur le régime international des voies ferrées² », signée à Genève, le 3 décembre 1923.

Article 11.

Les marchandises de toute origine traversant en transit l'un des deux pays, destinées à ou envoyées de l'autre pays, ne seront soumises dans le pays de transit à aucun droit ou taxe de douane d'importation ou d'exportation ou aux contributions semblables ni à aucun droit intérieur autre que les taxes exclusivement destinées à couvrir les frais du contrôle et de l'administration du transit.

Les marchandises de toute origine traversant en transit l'un des deux pays, qu'elles soient ou non emmagasinées dans des ports francs, entrepôts de douane, magasins de transit ou autres établissements douaniers, doivent, à l'importation dans l'autre pays, jouir, en ce qui concerne les droits et autres taxes, ainsi qu'à tous autres égards, d'un traitement au moins aussi favorable que celui dont elles jouiraient si elles étaient importées directement du pays d'origine.

Article 12.

Les produits naturels ou fabriqués de l'une des Parties contractantes jouiront à tous égards aux transports par chemins de fer dans les territoires de l'autre Partie — toutes conditions égales

¹ Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373 ; et vol. XCII, page 363, de ce recueil.

² Vol. XLVII, page 55 ; vol. L, page 180 ; vol. LIX, page 383 ; vol. LXIII, page 417 ; vol. LXIX, page 92 ; vol. LXXVIII, page 472 ; vol. LXXXIII, page 403 ; vol. LXXXVIII, page 336 ; et vol. XCII, page 381 de ce recueil.

Article 8.

With regard to import duties and charges and any surtaxes, coefficients or increases relating thereto which are or may hereafter be levied on the importation of goods, the two Contracting Parties undertake to grant each other, unconditionally and automatically, any favour, reduction or exemption which they have granted or may grant to any third Power.

Similarly, the Contracting Parties guarantee to grant each other most-favoured-nation treatment in regard to duties and all charges on exports, of whatever kind or description.

Most-favoured-nation treatment shall also be reciprocally guaranteed as regards Customs operations and the fulfilment of Customs formalities, Customs refunds and the deposit and safekeeping of goods in Customs warehouses and the charges relating thereto.

Article 9.

In all matters concerning charges on consumption or production or on transactions or in respect of monopolies or excise and all other internal charges, goods coming or imported from one of the two countries shall be accorded in the other country treatment as favourable as that granted to the goods of the most favoured nation.

Article 10.

The Contracting Parties guarantee to grant each other freedom of transit, and undertake to apply in their mutual relations the provisions of the Convention and Statute on Freedom of Transit¹, signed at Barcelona on April 20, 1921, and of the Convention and Statute on the International Régime of Railways², signed at Geneva on December 3, 1923.

Article 11.

Goods of whatever origin passing in transit through one of the two countries and consigned to or despatched from the other country shall not be subject in the country of transit to any Customs import or export duty or charge or to similar contributions, or to any internal duty except charges exclusively intended to cover expenses incurred in the supervision and administration of transit.

Goods of whatever origin passing in transit through one of the two countries, whether or not they are stored in free ports, Customs warehouses, transit storehouses or other Customs establishments, shall, on being imported into the other country, be accorded, as regards duties and other charges and in all other respects, treatment not less favourable than they would receive if they were imported direct from the country of origin.

Article 12.

The natural or manufactured products of one of the Contracting Parties transported by rail in the territories of the other Party shall in all respects — other conditions being equal — be accorded

¹ Vol. VII, page 11; Vol. XI, page 406; Vol. XV, page 304; Vol. XIX, page 278; Vol. XXIV, page 154; Vol. XXXI, page 244; Vol. XXXV, page 298; Vol. XXXIX, page 166; Vol. LIX, page 344; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXXIII, page 373; and Vol. XCII, page 363, of this Series.

² Vol. XLVII, page 55; Vol. L, page 180; Vol. LIX, page 383; Vol. LXIII, page 417; Vol. LXIX, page 92; Vol. LXXXVIII, page 472; Vol. LXXXIII, page 403; Vol. LXXXVIII, page 336; and Vol. XCII, page 381, of this Series.

d'ailleurs — du même traitement que les produits similaires nationaux ou ceux de la nation la plus favorisée sur la même direction et sur la même ligne.

Le même principe sera applicable aux entreprises de transport publiques en tant que les dernières sont administrées par l'Etat.

Article 13.

Pour réserver aux produits originaires de leurs pays respectifs le bénéfice des dispositions ci-dessus et pour éviter toute irrégularité par transport détourné, les Parties contractantes pourront exiger que les produits et marchandises importés sur leur territoire soient accompagnés d'un certificat d'origine.

Les Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée quant à la forme et au contenu, ainsi qu'à l'emploi de ces certificats.

Article 14.

Chacune des Parties contractantes s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir les produits naturels ou fabriqués originaires de l'autre Partie contractante contre toute concurrence déloyale dans les tractations commerciales, à réprimer et à prohiber par la saisie et par toutes autres sanctions appropriées, l'importation, l'entreposage et l'exportation, ainsi que la fabrication, la vente et la mise en vente à l'intérieur de tous produits portant sur eux-mêmes ou sur leur conditionnement immédiat ou sur leur emballage extérieur des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques comportant directement ou indirectement de fausses indications sur l'origine, l'espèce, la nature ou les qualités spécifiques de ces produits ou marchandises.

Les Parties contractantes s'engagent à entrer aussitôt que possible en négociations en vue de la conclusion d'une convention spéciale au sujet de la protection de la propriété industrielle.

Article 15.

Dans les ports et les eaux territoriales des deux pays, les navires de la Lithuanie, et ceux de la Hongrie, leurs équipages, passagers et cargaisons jouiront du traitement accordé à ceux de la nation la plus favorisée, tant en ce qui concerne les taxes générales ou spéciales qu'en ce qui concerne le classement des navires, les facilités pour leur chargement et déchargement et généralement pour toutes les formalités et dispositions auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages, passagers et cargaisons.

Article 16.

Les deux Parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer des représentants consulaires dans tous les ports, villes et places de l'autre Partie où les représentants consulaires d'un tiers pays quelconque sont admis.

Après avoir reçu l'exequatur du gouvernement du pays de leur résidence, les représentants consulaires de chacune des Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre de tous les privilèges et exemptions et de la même compétence qui sont ou pourront être accordés aux représentants consulaires d'une tierce Puissance. Cependant ces privilèges, exemptions et compétences ne seront pas accordés aux représentants consulaires d'un des deux pays dans l'autre dans une plus grande étendue que celle accordée aux représentants consulaires de l'autre pays dans le premier.

Article 17.

Aucune des Parties contractantes ne pourra invoquer les dispositions de la présente convention pour prétendre aux faveurs que l'une ou l'autre des Parties contractantes a accordées ou pourra

the same treatment as similar goods of the country itself or of the most favoured nation proceeding in the same direction and by the same route.

The same principle shall apply to public transport undertakings in so far as they are administered by the State.

Article 13.

In order to reserve the benefit of the above provisions for the products of their respective countries and to avoid any irregularity due to a diversion of route, the Contracting Parties may demand that products and goods imported into their territory shall be accompanied by certificates of origin.

The Contracting Parties guarantee to grant each other most-favoured-nation treatment as regards the form, contents and use of these certificates.

Article 14.

Each of the Contracting Parties agrees to take all necessary measures to guarantee the natural or manufactured products of the other Contracting Party against all unfair competition in commercial transactions, to punish and prevent, by seizure or any other appropriate penalties, the importation, warehousing and exportation and the manufacture, sale and offering for sale in the country of all products bearing upon themselves or upon their immediate make-up or external packing, any marks, names, inscriptions or signs constituting directly or indirectly a false indication of the origin, kind, nature or specific qualities of such products or goods.

The Contracting Parties undertake to enter into negotiations as soon as possible with a view to the conclusion of a special convention on the protection of industrial property.

Article 15.

In the ports and territorial waters of the two countries, Lithuanian and Hungarian vessels and their crews, passengers and cargoes shall be accorded most-favoured-nation treatment both as regards general or special charges and as regards the classification of vessels, the facilities for loading and unloading them and generally, as regards all the formalities and regulations with which merchant vessels, their crews, passengers and cargoes may be required to comply.

Article 16.

The two Contracting Parties grant each other the right to appoint consular representatives in all ports, towns and places of the other Party to which the consular representatives of any third country are admitted.

As soon as they have received the exequatur of the Government of their country of residence, the consular representatives of each of the Contracting Parties shall in the territory of the other Party enjoy all the privileges and exemptions and the same powers as are or may be granted to the consular representatives of a third Power. Nevertheless, the privileges, exemptions and powers granted to the consular representatives of one country in the other shall not exceed the privileges, exemptions and powers granted to the consular representatives of the latter country in the former.

Article 17.

Neither of the Contracting Parties may cite the provisions of the present Convention for the claiming of advantages which either of the Contracting Parties has granted or may grant to

accorder aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic local dans une zone qui pourra s'étendre au plus à une profondeur de quinze kilomètres des deux côtés de la frontière.

La Hongrie ne pourra non plus invoquer cette convention pour revendiquer les avantages que la Lithuanie a accordés ou pourra accorder à l'Estonie et à la Lettonie aussi longtemps que ces avantages ne seront pas étendus à un autre Etat tiers.

Toutefois, chacune des Parties contractantes accordera à l'autre Partie un traitement au moins aussi favorable que celui qui est ou pourrait ultérieurement être accordé à une tierce Puissance autre que la ou les Puissances, auxquelles les concessions spécifiées ci-dessus ont été ou pourront être ultérieurement accordées, pour les raisons indiquées ci-dessus.

Article 18.

Si l's'élevait entre les Parties contractantes un différend sur l'interprétation ou l'application des dispositions de la présente convention, le différend, si l'une des Parties contractantes en fait la demande, sera soumis à la procédure de l'arbitrage. La décision du tribunal arbitral est obligatoire.

Pour chaque différend le tribunal arbitral sera constitué de la manière suivante : chacune des Parties contractantes nommera son arbitre, parmi ses ressortissants, une personne compétente qui s'entendront sur le choix d'un surarbitre, ressortissant d'une tierce Puissance amie. Au cas où les Parties contractantes ne pourraient pas s'entendre sur le choix d'un surarbitre dans un délai de quatre semaines, après que la demande au sujet de l'arbitrage aurait été faite, celui-ci sera désigné par le président de la Cour permanente de Justice internationale à La Haye. Les Parties contractantes se réservent de désigner à l'avance et pour une période déterminée la personne qui remplira, en cas de litige, les fonctions de surarbitre.

Les Parties contractantes s'entendront, le cas échéant, sur la procédure du tribunal arbitral. A défaut d'une telle entente à réaliser dans un délai de deux mois à compter de la date de la demande faite au sujet de l'arbitrage, la procédure sera réglée par le tribunal arbitral lui-même.

Article 19.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Kaunas aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications et restera en vigueur jusqu'à l'expiration du délai de trois mois à partir du jour de sa dénonciation par une des Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Budapest, en double exemplaire, le seize mai mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S) V. SIDZIKAUSKAS.

(L. S.) L. WALKO.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de signer la présente convention de commerce et de navigation, les plénipotentiaires soussignés ont fait les réserves et déclarations suivantes, qui font partie intégrante de la convention.

Ad article premier.

Il est entendu que chacune des Parties contractantes aura le droit de frapper les ressortissants de l'autre Partie, se rendant sur son territoire, d'une taxe de séjour qui cependant ne peut être plus élevée que celle acquittée par les ressortissants de n'importe quel Etat tiers.

neighbouring States with a view to facilitating local traffic within a zone not exceeding fifteen kilometres on either side of the frontier.

Nor may Hungary cite this Convention to claim any advantages which Lithuania has granted or may grant to Estonia or Latvia, unless and until such advantages are extended to any other third Power.

Nevertheless, each of the Contracting Parties shall accord to the other Party treatment at least as favourable as that which is or may hereafter be accorded to any third Power other than the Power or Powers to which the concessions specified above have been or may hereafter be accorded for the reasons mentioned above.

Article 18.

If a dispute arises between the Contracting Parties as to the interpretation or application of the provisions of the present Convention, and if one of the Contracting Parties so requests, the dispute shall be submitted to a procedure of arbitration. The decision of the arbitral tribunal shall be binding.

For each dispute the arbitral tribunal shall be constituted as follows : each of the Contracting Parties shall appoint from among its nationals a competent person to act as arbitrator and these persons shall jointly choose an umpire, who must be a national of a friendly third Power. Should the Contracting Parties be unable to agree upon the choice of an umpire within four weeks of the date when the request for arbitration was made, the umpire shall be nominated by the President of the Permanent Court of International Justice at The Hague. The Contracting Parties reserve the right to nominate in advance and for a fixed period the person to act as umpire in the case of dispute.

The Contracting Parties shall agree, as occasion arises, on the procedure of the arbitral tribunal. If no such agreement has been reached within two months of the date when the request for arbitration was made, the procedure shall be settled by the arbitral tribunal itself.

Article 19.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Kovno as soon as possible.

It shall enter into force fifteen days after the exchange of ratifications and shall remain in force for three months after being denounced by either of the Contracting Parties.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries, duly authorised for that purpose, have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Budapest in duplicate on May the sixteenth, one thousand nine hundred and twenty-nine.

(L. S.) V. SIDZIKAUSKAS.

(L. S.) L. WALKO.

FINAL PROTOCOL.

At the time of signing the present Convention of Commerce and Navigation, the undersigned Plenipotentiaries have made the following reservations and declarations, which form an integral part of the Convention.

Ad Article 1.

It is agreed that each of the Contracting Parties shall have the right to impose upon nationals of the other Party visiting its territory a residence tax, which, however, may not exceed that paid by the nationals of any third State.

Ad Article 4.

Les Parties contractantes s'engagent à procéder le plus tôt possible à la conclusion d'une convention en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts directs et au sujet de l'évasion fiscale, ainsi que des emprunts forcés.

Ad Article 13.

Dans le cas où l'une des Parties contractantes percevrait des taxes pour la légalisation des certificats d'origine, l'autre Partie se réserve le droit d'en percevoir également à titre de réciprocité.

Ad Article 14.

Conformément aux dispositions contenues dans l'article 14 de la présente convention, la Lithuanie s'engage à prendre, dans un délai de huit mois, toutes mesures nécessaires en vue de réprimer, conformément à sa législation, l'emploi des fausses indications des produits vinicoles, pour autant qu'ils sont originaires de Hongrie et que les appellations auront été régulièrement notifiées.

La saisie des produits incriminés ou les autres sanctions auront lieu soit à la diligence de l'administration, soit à la requête du ministère public ou d'une partie intéressée, individu, association ou syndicat, conformément à la législation lithuanienne.

Le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les deux Parties contractantes sans autre ratification spéciale, par le seul fait des ratifications de la convention à laquelle il se rapporte, a été dressé en double expédition à Budapest, le seize mai mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) V. SIDZIKAUSKAS.

(L. S.) L. WALKO.

Pour copie conforme :

Kaunas, le 22 novembre 1929.

J. Savickis,

*Directeur du Département
juridique et administratif.*

Ad Article 4.

The Contracting Parties undertake to conclude as soon as possible a convention for the purpose of preventing double taxation in respect of direct taxes and with regard to tax evasion and forced loans.

Ad Article 13.

Should one of the Contracting Parties make charges for the legalisation of certificates of origin, the other Party reserves the right to make the same charges by way of reciprocity.

Ad Article 14.

In conformity with the provisions contained in Article 14 of the present Convention, Lithuania agrees to take within eight months all necessary measures to punish in accordance with its laws the use of false indications of products of the wine industry, if such products originate in Hungary and if the appellations have been regularly notified.

The offending products shall be seized or other penalties shall be imposed, either at the suit of the Administration or at the request of the Public Prosecutor or of an interested party, whether a person, association or syndicate, in conformity with Lithuanian law.

The present Protocol, which shall be regarded as approved and sanctioned by the two Contracting Parties, without special ratification, by the mere ratification by both Parties of the Convention to which it refers, has been drawn up in duplicate at Budapest on May the sixteenth one thousand nine hundred and twenty-nine.

(L. S.) V. SIDZIKAUSKAS.

(L. S.) L. WALKO.

N° 2212.

**FINLANDE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES**

Protocole relatif à certaines modifications de la Convention du 18 juin 1924, concernant l'échange postal entre les deux pays, et protocole supplémentaire. Signés à Helsinki, le 7 octobre 1929.

**FINLAND
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Protocol regarding certain Modifications of the Convention of June 18, 1924, concerning Postal Exchange between the two Countries, and Additional Protocol. Signed at Helsinki, October 7, 1929.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N^o 2212. — PÖYTÄKIRJA¹, JOKA ON LAADITTU SUOMEN TASAVALLAN JA SOSIALISTISTEN NEUVOSTOTASAVALTAIN LIITON VÄLILLÄ JA JOKA KOSKEE KESÄKUUN 18 PÄIVÄNÄ 1924 HELSINGISSÄ ALLEKIRJOTETTUUN POSTILIIKENNETTÄ KOSKEVAAN SOPIMUKSEEN TEHTÄVIÄ MUUTOKSIA.

N^o 2212. — PROTOKOLL¹ EMELLAN REPUBLIKEN FINLAND OCH SOCIALISTISKA RÅDSREPUBLICERNAS FÖRBUND, RÖRANDE ÄNDRINGAR I DEN 18 JUNI 1924 UNDERTECKNADE POSTKONVENTIONEN. UNDERTECKNAT I HELSINGFORS, DEN 7 OKTOBER 1929.

Textes officiels finnois, suédois, russe et français communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 27 novembre 1929.

PÖYTÄKIRJA.

PROTOKOLL.

Allekirjoittaneet Suomen Tasavallan ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton valtuutetut ovat tänään sopineet seuraavista, kesäkuun 18 päivänä 1924 allekirjoitettuun Suomen Tasavallan ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton välistä postiliikennettä koskevaan sopimukseen² tehtävistä muutoksista :

Undertecknade fullmäktige för Republiken Finland och Socialistiska Rådsrepublikernas Förbund hava denna dag överenskommit om vidtagande av följande ändringar i den den 18 juni 1924 undertecknade konventionen² angående poströrelse emellan Republiken Finland och Socialistiska Rådsrepublikernas Förbund :

1 artikla.

Artikel 1.

Kesäkuun 18 päivänä 1924 tehdyn sopimuksen 29-41 artiklat kumotaan.

Kuitenkin jäävät 38-41 artiklat voimaan tämän pöytäkirjan voimaantulon jälkeen siksi ajaksi, joka näissä artikloissa edellytetään niissä mainittujen toimenpiteitten suorittamiseksi.

Artiklarna 29-41 i konventionen av den 18 juni 1924 upphävas.

Artiklarna 38-41 förbliva dock gällande efter detta protokolls trädande i kraft under den tid som i dessa artiklar är förutsatt för vidtagande av i dem nämnda åtgärder.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu le 30 octobre 1929.

² Vol. XXIX, page 313, de ce recueil.

ТЕХТЕ РУССЕ. — RUSSIAN TEXT.

№ 2212. — ПРОТОКОЛ¹ МЕЖДУ ФИНЛЯНДИЕЙ И СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК, КАСАЮЩИЙСЯ НЕКОТОРЫХ ИЗМЕНЕНИЙ КОНВЕНЦИИ ОТ 18-го ИЮНЯ 1924 ГОДА О ПОЧТОВЫХ СНОШЕНИЯХ МЕЖДУ ОБЕИМИ СТРАНАМИ, ПОДПИСАННЫЙ В ГОР. ГЕЛЬСИНГФОРСЕ 7-го ОКТЯБРЯ 1929 ГОДА.

№ 2212 — PROTOCOLE¹ ENTRE LA FINLANDE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, RELATIF A CERTAINES MODIFICATIONS DE LA CONVENTION DU 18 JUIN 1924 CONCERNANT L'ÉCHANGE POSTAL ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉ A HELSINKI, LE 7 OCTOBRE 1929.

Finnish, Swedish, Russian and French official texts communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Protocol took place November 27, 1929.

ПРОТОКОЛ.

Нижеподписавшиеся Уполномоченные Союза Советских Социалистических Республик и Финляндской Республики сего числа согласились о нижеследующих изменениях Конвенции² о почтовых сношениях между Союзом Советских Социалистических Республик и Финляндской Республикой, от 18-го июня 1924 года :

Статья 1.

Статьи 29—41 подписанного 18 июня 1924 года Конвенции отменяются.

Действие статей 38—41 сохраняется однако по вступлении в силу настоящего протокола на срок, предусмотренный названными статьями для производства указанных в них операций.

PROTOCOLE

Les soussignés plénipotentiaires de la République de Finlande et de l'Union des Républiques soviétistes socialistes sont aujourd'hui convenus des modifications suivantes de la Convention² concernant l'échange postal entre la République de Finlande et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, signée le 18 juin 1924 :

Article premier.

Les articles 29-41 de la Convention signée le 18 juin 1924 sont abrogés.

Néanmoins les articles 38-41 continueront après l'entrée en vigueur du présent protocole, de porter leurs effets pendant le délai prévu auxdits articles pour l'exécution des opérations y mentionnées.

¹ The exchange of ratifications took place October 30, 1929.

² Vol. XXIX, page 313, of this Series.

2 artikla.

Sopimuksen 1, 2, 4, 5 ja 12 artikla tulevat kuulumaan seuraavasti :

« 1 artikla.

Sopimuspuolten välille järjestetään tavallisten ja kirjattujen kirjelähetysten (kirjeiden, postikorttien, painotuotteiden, asiakirjain ja tavaranäyttöiden) sekä vakuutettujen kirjeiden säännöllinen ja suoranainen vaihto.

2 artikla.

1. Kumpikin sopimuspuoli myöntää toiselle sopimuspuolelle sellaisten tavallisten ja kirjattujen kirjelähetysten sekä vakuutettujen kirjeiden vapaan kauttakuljetuksen alueensa kautta, jotka tulevat maista tai ovat osoitetut maihin, joiden kanssa se itse on postiyhteydessä.

2. Postilähetykset voidaan jättää kauttakuljettaviksi sekä kappaleittain että suljetuissa, suoraan osoitemaihin osoitetuissa pusseissa, kulloinkin voimassa olevien yleisten kansainvälisten määräysten mukaan.

4 artikla.

Tavallisten ja kirjattujen kirjelähetysten sekä vakuutettujen kirjeiden vaihtoon sopimuspuolten välillä ja kuljetukseen niiden alueiden kautta sovelletaan, mikäli se ei ole ristiriidassa tämän sopimuksen eri artiklain kanssa, kulloinkin voimassa olevien kansainvälisten sopimusten säännöksiä ; tässä kysymykseen tulevat sopimukset ovat :

a) maailmanpostisopimus ja siihen kuuluva toimitusohjesääntö sekä päätöspöytäkirja, sekä

b) vakuutettujen kirjeiden ja rasiain vaihtoa koskava sopimus jasiin kuuluva toimitusohjesääntö.

Artikel 2.

Artiklarna 1, 2, 4, 5 och 12 i konventionen skola erhålla följande lydelse :

« Artikel 1.

Emellan de fördragsslutande parterna anordnas regelbunden och direkt utväxling av vanliga och rekommenderade brevöfsändelser (brev, postkort, tryckalster, handlingar och varuprov) samt brev med angivet värde.

Artikel 2.

1. Vardera fördragsslutande parten medgiver den andra fördragsslutande parten fri transitbefordran över sitt område av sådana vanliga och rekommenderade brevöfsändelser samt brev med angivet värde, som ankomma från eller äro adresserade till länder, med vilka den själv står i postförbindelse.

2. Postöfsändelserna kunna för transitbefordran överlämnas såväl styckevis som i förseglade påsar, adresserade direkte till adresslandet, i enlighet med för tiden gällande allmänna internationella bestämmingar.

Artikel 4.

Beträffande utväxlingen av vanliga och rekommenderade brevöfsändelser samt brev med angivet värde emellan de fördragsslutande parterna ävensom transitbefordringen över deras områden tillämpas, såvitt det icke är stridande mot de skilda artiklarna i denna konvention, bestämmingarna uti för tiden gällande internationella konventioner, nämligen :

a) världspostkonventionen med därtill hörande expeditionsreglemente och slutprotokoll, samt

b) avtalet angående utväxling av brev och askar med angivet värde och därtill hörande expeditionsreglemente.

*Статья 2.**Article 2.*

Статьи 1, 2, 4, 5 и 12 Конвенции будут гласить следующим образом :

Les articles 1, 2, 4, 5, et 12 de la convention seront ainsi conçus :

*» Статья 1.**« Article premier.*

Между Договаривающимися Сторонами будет производиться правильный и непосредственный обмен простой и заказной корреспонденции (писем, почтовых карточек, печатных произведений, деловых бумаг и образчиков товаров), а также писем с об'явленной ценностью.

Il sera établi entre les deux Parties contractantes un échange régulier et direct de la correspondance ordinaire et recommandée (lettres, cartes postales, imprimés, papiers d'affaires et échantillons de marchandises), ainsi que des lettres avec valeur déclarée.

*Статья 2.**« Article 2.*

1. Каждая Договаривающаяся Сторона предоставляет другой Договаривающейся Стороне свободный транзит через свою территорию простой и заказной корреспонденции а также писем с об'явленной ценностью происходящих из стран или по назначению в страны, с которыми она сама имеет почтовый обмен.

1. Chacune des Parties contractantes garantit à l'autre Partie la liberté de transit par son territoire de la correspondance ordinaire et recommandée, ainsi que des lettres avec valeur déclarée en provenance ou à destination de tout pays avec lequel elle entretient l'échange postal.

2. Почтовые отправления могут быть передаваемы для транзитной пересылки как открыто, так и в прямых закрытых мешках, согласно действующим в данное время международным постановлениям.

2. Les envois postaux peuvent être admis au transit tant à découvert qu'en dépêches closes, adressées directement au pays de destination, conformément aux règlements internationaux en vigueur.

*Статья 4.**« Article 4.*

Обмен между Договаривающимися Сторонами и транзит через их территорию простой и заказной корреспонденции а также писем с об'явленной ценностью подчиняются, поскольку это не противоречит отдельным статьям настоящей Конвенции, постановлениям действующих в данное время международных договоров, а именно :

L'échange de la correspondance ordinaire et recommandée et des lettres avec valeur déclarée entre les Parties contractantes, ainsi que le transit par leurs territoires de ces envois postaux, est soumis, en tant qu'il n'y est pas dérogé par les différents articles de la présente convention, aux règlements des conventions internationales en vigueur, à savoir :

а) Всемирной Почтовой Конвенции и Исполнительного к ней Наказа, а также Окончательного к ней Протокола, и

a) De la Convention postale universelle, ainsi que du règlement d'exécution et du protocole final y relatifs, et

б) Условия об обмене писем и ящиков с об'явленной ценностью и Исполнительного к нему Наказа.

b) De l'Arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée et du règlement d'exécution y relatif.

5 artikla.

1. Kirjelähetysten kauttakuljetusmaksuja koskevissa keskinäisissä tilityksissä ilmoitetaan rahamäärät kultafrangeissa.

Kaikissa näissä tapauksissa lasketaan kultafrangi 0.192957 Amerikan Yhdysvaltain dollariksi eli yksi dollari 5.1825 kultafrangiksi.

2. Tililaskelman mukaan suoritettavat rahamäärät maksetaan velkovalle hallinnolle dollareissa joko sen maan pääkaupungissa olevien pankkien välityksellä, joka saa maksun, tai New Yorkissa näytettäessä maksettavalla vekselillä.

3. Maksamisesta aiheutuvat kustannukset jäävät maksavan hallinnon suoritettaviksi.

12 artikla.

Sopimuspuolten postihallinnot ovat velvolliset toisilleen ilmoittamaan :

a) kummassakin maassa sovellettavat postimaksujen vasta-arvot ;

b) maat, joihin ne voivat välittää vakuutettujen kirjeiden kuljettamista ;

c) erityiset määräykset, jotka koskevat oman maan tuontikieltoja ja -rajoituksia ;

d) kaikki myöhemmät muutokset, jotka koskevat edellisissä kohdissa sovittujen ilmoitusten sisältöä, mikäli mahdollista kuukautta ennen näiden muutosten voimaansaattamista. »

3 artikla.

Tämä pöytäkirja on vahvistettava diplomaattisilla ilmoituksilla, jotka allekirjoittavat Suomen Tasavallan puolesta ulkoasiainministeri

Artikel 5.

1. Ut i de ömsesidiga avräkningarna rörande transitavgifter för brevfrändelser angivas penningebeloppen i guldfrancs.

Ut i alla dessa fall beräknas en guldfranc till 0.192957 Amerikas Förenta Staters dollar eller en dollar till 5.1825 guldfrancs.

2. De belopp, som enligt avräkningarna skola erläggas, betalas i dollar åt den fordringsägande förvaltningen antingen genom förmedling av bankinrättning uti huvudstaden i det land, som äger fordran, eller medelst i New York vid sikt betalbar växel.

3. Kostnaderna för betalningens erläggande bestridas av den betalningsskyldiga förvaltningen.

Artikel 12.

De fördragsslutande parternas postförvaltningar äga meddela varandra :

a) de i vardera landet tillämpade ekvivalenterna till postavgifterna ;

b) de länder, till vilka de kunna förmedla befordran av brev med angivet värde ;

c) de särskilda bestämmingar, som röra importförbud och -begränsningar i eget land ;

d) alla senare förändringar, som röra innehållet uti de i de föregående momenten överenskomma meddelandena, såvitt möjligt en månad innan dessa förändringar bliva gällande. »

Artikel 3.

Detta protokoll skall bekräftas genom diplomatiska deklARATIONER, vilka undertecknas å Republiken Finlands vägnar av ministern för

Статья 5.

1. Во взаимных расчетах по платежам за транзит письменной корреспонденции соответствующие суммы выражаются в золотых франках.

Во всех этих случаях золотой франк считается равным 0.192957 доллара Соединенных Штатов Америки или 1 доллар равен 5.1825 золотого франка.

2. Причитающиеся по балансу расчетов суммы уплачиваются в долларах кредитующему Управлению либо при посредстве банков, находящихся в столице страны, получающей платеж, либо подлежащим оплате по пред'явлению в Нью-Йорке чеком.

3. Расходы, сопряженные с производством платежа, падают на платящее Управление.

Статья 12.

Почтовые Управления Договаривающихся Сторон обязаны сообщать друг другу :

a) эквиваленты почтовых такс, применяемые в каждой стране,

b) наименование стран, в отношении которых они могут служить посредниками по пересылке писем с об'явленной ценностью,

в) особые правила, касающиеся запрещений и ограничений ввоза в их страны и

г) все последующие изменения, касающиеся содержания обусловленных предыдущими пунктами сообщений, по возможности за месяц до введения в действие этих изменений.»

Статья 3.

Настоящий протокол подлежит утверждению посредством дипломатических деклараций, имеющих быть подписанными :

» Article 5.

1. Les comptes réciproques concernant la liquidation des frais de transit des objets de la poste aux lettres doivent se faire en francs-or.

Dans tous ces cas, le franc-or est considéré comme égal à 0.192957 dollar des Etats-Unis d'Amérique, ou un dollar à 5.1825 francs-or.

2. Le payment des soldes résultant des décomptes réciproques doit être effectué au profit de l'administration créditrice en dollars par l'intermédiaire des maisons de banque se trouvant dans la capitale du pays créiteur, ou par chèques à vue, payables à New-York.

3. Les frais de payment sont supportés par l'administration débitrice.

» Article 12.

Les administrations des postes des Parties contractantes doivent se communiquer réciproquement :

a) Les équivalents des taxes adoptées pour l'affranchissement des correspondances postales ;

b) La listé des pays auxquels elles peuvent servir d'intermédiaire pour l'échange des lettres avec valeur déclarée ;

c) Les règles spéciales d'interdiction ou de restriction en vigueur relatives à l'importation dans leurs pays et

d) Toute modification apportée ultérieurement au contenu des dispositions ci-dessus mentionnées, si possible, un mois avant la mise en vigueur de ces modifications. »

Article 3.

Le présent protocole sera ratifié par un échange de déclarations diplomatiques, qui seront signées, du côté de la République de

ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton puolesta ulkoasiainkansankomissari.

utrikesärendena och å Socialistiska Rådsrepublikernas Förbunds vägnar av folkkommissarien för utrikesärendena.

Diplomaattisten ilmoitusten vaihdon ja vaihtopöytäkirjan allekirjoittamisen tulee tapahtua Moskovassa viimeistään lokakuun 31 päivänä 1929.

Tämän pöytäkirjan määräykset tulevat voimaan 15 päivän kuluttua diplomaattisten ilmoitusten vaihdosta lukien.

Utväxlingen av de diplomatiska deklARATIONERNA och undertecknandet av utväxlingsprotokollet skall äga rum i Moskva senast den 31 oktober 1929.

Bestämningarna i detta protokoll träda i kraft efter 15 dagar räknat från den dag de diplomatiska deklARATIONERNA blivit utväxlade.

4 artikla.

Artikel 4.

Tämä pöytäkirja on laadittu kahtena yhtäpitävänä kappaleena suomen-, ruotsin-, venäjän- ja ranskankielellä.

Detta protokoll är upprättat i två likalydande exemplar på finska, svenska, ryska och franska språken.

HELSINGISSÄ, lokakuun 7 päivänä 1929.

HELSINGFORS, den 7 oktober 1929.

A. AHONEN.

LISÄPÖYTÄKIRJA

TILLÄGGS PROTOKOLL.

LOKAKUUN 7 PÄIVÄNÄ 1929 ALLEKIRJOITETTUUN PÖYTÄKIRJAAN SUOMEN TASAVALLAN JA SOSIALISTISTEN NEUVOSTOTASAVALTAIN LIITON VÄLISEN, KESÄKUUN 18 PÄIVÄNÄ 1924 ALLEKIRJOITETUN POSTISOPIMUKSEN MUUTTAMISESTA.

TILL DET DEN 7 OKTOBER 1929 UNDERTECKNADE PROTOKOLLET RÖRANDE ÄNDRINGAR I DEN 18 JUNI 1924 UNDERTECKNADE POSTKONVENTIONEN EMELLAN REPUBLIKEN FINLAND OCH SOCIALISTISKA RÅDSREPUBLICERNAS FÖRBUND.

Allekirjoittaneet sopimuspuolten valtuutetut ovat postisopimuksen muuttamisen johdosta sopineet seuraavasta :

Undertecknade fullmäktiga för de fördragslutande parterna hava i anledning av de vidtagna ändringarna i postkonventionen överenskommit om följande :

I artikla.

Artikel I.

Suomen Tasavallan ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton väliseen postisopimukseen liitetyn päätöspöytäkirjan III, XIII, XIV ja XV artiklat kumotaan.

Artiklarna III, XIII, XIV och XV i det postkonventionen mellan Republiken Finland och Socialistiska Rådsrepublikernas Förbund bifogade slutprotokollet upphävas.

со стороны Союза Советских Социалистических Республик Народным Комиссаром по Иностранным Дела́м и со стороны Финляндской Республики — Министром Иностранных Дел.

Обмен дипломатическими декларациями и подписание соответствующего протокола последует в Москве не позднее 31-го октября 1929 года.

Постановления настоящего протокола вводятся в действие через 15 дней после обмена дипломатическими декларациями.

Статья 4.

Настоящий протокол составлен на русском, финском, шведском и французском языках в двух одинаковых экземплярах.

В Гельсингфорсе, 7-го октября 1929 года.

Finlande, par le ministre des Affaires étrangères, et, du côté de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, par le commissaire du peuple aux Affaires étrangères.

Les déclarations diplomatiques seront échangées et le protocole final y relatif sera signé à Moscou le 31 octobre 1929, au plus tard.

Les dispositions du présent protocole seront mises en vigueur dans quinze jours à partir de la date de l'échange des déclarations diplomatiques.

Article 4.

Le présent protocole est rédigé en double expédition en finnois, en suédois, en russe et en français.

HELSINKI, le 7 octobre 1929.

И. Майский.

ДОПОЛНИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ

к подписанному 7 октября 1929 года протоколу об изменении заключенной 18-го июня 1924 года Почтовой Конвенции между Союзом Советских Социалистических Республик и Финляндской Республикой.

Нижеподписавшиеся Уполномоченные Договаривающихся Сторон согласились, вследствие изменения Почтовой Конвенции, о нижеследующем :

Статья I.

Статьи III, XIII, XIV и XV дополнительного протокола к Почтовой Конвенции отменяются.

PROTOCOLE SUPPLÉMENTAIRE

AU PROTOCOLE SIGNÉ LE 7 OCTOBRE 1929 RELATIF AUX MODIFICATIONS DE LA CONVENTION CONCERNANT L'ÉCHANGE POSTAL ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, SIGNÉE LE 18 JUIN 1924.

Les soussignés plénipotentiaires des Parties contractantes sont convenus, par suite de la modification de la convention concernant l'échange postal, des dispositions suivantes :

Article premier.

Les articles III, XIII, XIV et XV du protocole supplémentaire à la Convention concernant l'échange postal entre la République de Finlande et l'Union des Républiques soviétistes socialistes sont abrogés.

II artikla.

Päätöspöytäkirjan VI, VII, IX ja XI artiklat tulevat kuulumaan seuraavasti :

« VI artikla.

Postin luovutetaan vaihtopaikoissa (V artikla) kahtena yhtäpitävänä kappaleena laaditun yleisen reversaalin mukaan, joista toinen kappale postin vastaanottaneen henkilön kuittaamana, jää sille, joka on postin luovuttanut, ja toinen kappale annetaan postin vastaanottaneelle henkilölle.

Mainittuihin reversaaleihin merkitään irrallaan jätettävien pussien ja kirjepakettien lähtö- ja osoitepostitoimistot sekä lukumäärät.

Ellei postilähetyksiä ole luovutettavana, on annettava tyhjä reversaali asianmukaisesti leimattuna ja allekirjoitettuna.

VII artikla.

Sekä sopimuspuolten välillä vaihdettavien että kauttakuljetettavien pussien, jotka sisältävät tavallisia ja kirjattuja kirjelähetyksiä, tulee olla lujasti sidottuja ja lyijykeillä tai lakkasinettillä suljettuja, niin ettei sisältöön pääse käsiksi lyijykettä, sinettiä tai sidelankaa rikkomatta.

Milloin vaihtopaikoissa luovutettavien pussien joukossa on pussi, jonka lyijyke tai sinetti on rikki tai side höltynyt tahi joka on repeytynyt tai ratkennut, on postivirkailijalla oikeus kieltäytyä vastaanottamasta sellaista pussia.

Kun pussia on kieltäydytty vastaanottamasta, on yleisen reversaalin molempiin kappaleisiin tehtävä asianmukainen merkintä, joka on varmennettava postia luovuttavien ja vastaanottavien postivirkailijain allekirjoituksilla ja jossa kieltäytymisen syy on mainittu.

Artikel II.

Artiklarna VI, VII, IX och XI i slutprotokollet skola erhålla följande lydelse :

« Artikel VI.

Posterna överlämnas å utväxlingsplatserna (artikel V) enligt allmänt reversal i tvenne likalydande exemplar, av vilka det ena exemplaret, kvitterat av den person, som mottagit posten, kvarstannar hos den, som överlämnat posten, och det andra exemplaret lämnas till den person, som mottagit posten.

Uti förenämnda reversal antecknas för påsar och brevpaket, som överlämnas lösa, avgångs- och adresspostanstalterna samt antalet.

Finnas inga postförsändelser att överlämna, utfärdas vakat-reversal, vederbörligen stämplat och undertecknat.

Artikel VII.

Påsarna, som utväxlas emellan de fördragslutande parterna såväl som transiterande påsar, innehållande vanliga och rekommenderade brevörsändelser, skola vara stadigt tillslutna och förseglade med blyplomb eller lacksigill, så att innehållet ej kan åtkommas utan skadegörelse å plomben, sigillet eller bindgarnet.

Befinnes å någon av de påsar, vilka å utväxlingsställena överlämnas, plomben eller sigillet vara söndrigt eller bindgarnet sitta löst eller om påsen är riven eller gått upp i sömnen, äger postfunktionären rätt att vägra mottaga sådan påse.

Har mottagandet av påse vägrats, bör å bägge exemplaren av det allmänna reversalet göras behörig anteckning, bestyrkt med de postfunktionärers namnteckningar, vilka överlämna och mottaga posten, med angivande av orsaken till vägran.

Статья II.

Статьи VI, VII, IX и XI дополнительного протокола будут гласить следующим образом :

Статья VI.

Почты передаются в приемно-сдаточных пунктах (ст. V) по общим накладным, составленным в 2-х тождественных экземплярах, из коих один экземпляр с росписью на нем лица, принявшего почту, остается у сдавшего почту, другой же экземпляр передается лицу, принявшему почту.

В означенных накладных показываются места подачи и назначения, а также количество мешков и пост-пакетов, передаваемых открыто.

В случае отсутствия к передаче почтовых отправлений, должна вручаться незаполненная накладная, надлежаще проштемпелеванная и подписанная.

Статья VII.

Мешки с простой и заказной корреспонденцией как обмениваемые между Договаривающимися Сторонами, так и транзитные должны быть плотно перевязаны и запломбированы или снабжены сургучной печатью так, чтобы не было возможности доступа ко вложению без обрыва пломбы или печати или же перевязи.

В тех случаях, когда в числе мешков, передаваемых в приемно-сдаточном пункте окажется мешок с оборванной пломбой или печатью, с ослабленной перевязью, дырявый или с распоротым швом, почтовые служащие имеют право отказаться от приема такого мешка.

О непринятии мешка должна быть učinена соответствующая отметка в обоих экземплярах общей накладной, скрепленная подписями почтовых служащих, передающих и принимающих почту, с указанием причины отказа.

Article II.

Les articles VI, VII, IX et XI du protocole supplémentaire seront ainsi conçus :

« Article VI.

Dans les bureaux d'échange (article V) les courriers sont transmis, accompagnés de lettres de voiture, rédigées en double expédition. L'un des doubles reste au fonctionnaire recevant le courrier et l'autre, dûment signé par ce dernier, est à rendre au fonctionnaire remettant le courrier.

Lesdites lettres de voiture portent les noms des lieux d'origine et de destination et le nombre de sacs et de dépêches transmis à découvert.

Faute d'envois postaux à transmettre, une lettre de voiture négative dûment timbrée et signée doit être transmise.

» Article VII.

Les sacs contenant la correspondance ordinaire et recommandée, tant en échange entre les Parties contractantes qu'en transit par leurs territoires, doivent être solidement enficelés et plombés, ou munis d'un sceau en cire à cacheter, de manière qu'il n'y ait pas accès au contenu sans arracher le plomb ou le sceau et la ficelle.

Lorsque parmi les sacs en transmission au bureau d'échange, il s'en trouve un dont le plomb ou le sceau a été arraché ou le ficelage allégé, ou qui est troué ou a une couture décousue, les employés ont le droit d'en refuser la réception.

Dans le cas d'un tel refus, une note correspondante doit être faite sur les deux doubles de la lettre de voiture et signée par les employés de poste remettant et recevant le courrier, avec indication du motif du refus.

Samalla tavalla tulee postia vastaanottavan postivirkailijan menetellä, jos hän huomaa vakuutetussa kirjeessä vahingoittumisen merkkejä tai jos sen päällys antaa mahdollisuuden päästä käsiksi sisältöön.

Pussien sekä vakuutettujen kirjeiden viallisuudesta vastaanoton tapahduttua tehdyt ilmoitukset eivät siirrä vastuunalaisuutta vastaanottaneelta puolelta luovuttaneelle puolelle.

IX artikla.

Virkakirjeet, joissa lähetetään lennätin- ja radiolennätintilityksiin kuuluvia asiakirjoja on kuljetettava erityisessä pussissa, jossa ei ole muita kirjelähetyksiä.

Tämänsisältöisen pussin osoitelappuun on merkittävä sen laitoksen nimi, jolle sisältö on osoitettu.

XI artikla.

Maksut vakuutetuista kirjeistä on yleensä suoritettava postimerkeillä. Kuitenkin on kummankin sopimuspuolen postihallinnolla oikeus kantaa maksu käteisrahassa, milloin olosuhteet niin vaativat.

III artikla.

Tämä lisäpöytäkirja on laadittu kahtena, yhtäpitävänä kappaleena suomen-, ruotsin venäjän- ja ranskankielellä.

HELSINGISSÄ, lokakuun 7 päivänä 1929.

På samma sätt äger den postfunktionär förfara, som mottager posten, i händelse han observerar att brev med angivet värde bär spår av skadegörelse eller att omslaget möjliggör åtkomsten av innehållet.

Efter mottagandet gjorda anmälningar om felaktigheter beträffande påsar samt brev med angivet värde överflytta icke ansvarigheten från den mottagande parten till den överlämnande parten.

Artikel IX.

Tjänstebrev, i vilka försändas handlingar hörande till telegraf- och radiotelegrafavräkningarna, skola befordras i särskild påse, i vilken icke finnes andra försändelser.

Å adresslappen till påse med detta slags innehåll bör tecknas namnet å den inrättning, till vilken innehållet är adresserat.

Artikel XI.

Avgifterna för brev med angivet värde skola i regeln erläggas medelst frimärken. Dock äga vardera fördragsslutande partens postförvaltning rätt att uppbära avgiften i kontant, då omständigheterna sådant påkalla.

Artikel III.

Detta tilläggsprotokoll är upprättat i två likalydande exemplar på finska, svenska, ryska och franska språken.

HELSINGFORS, den 7 oktober 1929.

A. AHONEN.

Таким же образом должен поступить почтовый служащий, принимающий почту, если обнаружит письмо с объявленной ценностью, которое носит следы повреждения или заделка которого дает возможность доступа ко вложению.

Заявления о неисправности мешков и писем с объявленной ценностью, сделанные после состоявшегося приема не перелагают ответственности со стороны принимающей на сторону сдающую.

Статья IV.

Служебные письма, при которых отправляются документы к телеграфным или радиотелеграфным расчетам, должны пересылаться в отдельном от прочей корреспонденции мешке.

На ярлыке мешка с такого рода вложением следует указать наименование учреждения, которому вложение предназначено.

Статья XI.

Письма с объявленной ценностью оплачиваются в виде общего правила почтовыми марками. Однако, Почтовому Управлению каждой Договаривающейся Стороны предоставляется право устанавливать оплату их наличными деньгами, когда обстоятельства этого потребуют. »

Статья III.

Настоящий дополнительный протокол составлен на русском, финском, шведском и французском языках в двух одинаковых экземплярах.

В Гельсингфорсе, 7-го октября 1929 года.

L'employé de poste recevant le courrier doit agir de même, s'il découvre une lettre avec valeur déclarée qui porte des traces d'avarie ou dont l'empaquetage donne accès au contenu.

Dans le cas où les déclarations sur les défauts des sacs et des lettres avec valeur déclarée sont faites après la réception du courrier, la responsabilité n'est pas transférée de la partie recevante à la partie remettante.

» Article IX.

Les lettres de service accompagnant les documents relatifs aux comptes du télégraphe et du radiotélégraphe doivent être expédiées dans un sac spécial à part de toute autre correspondance.

L'étiquette de ce sac doit porter le nom du bureau auquel le contenu du sac est destiné.

» Article XI.

En général, les lettres avec valeur déclarée seront affranchies au moyen de timbres-poste. Toutefois, le droit de fixer, en cas de nécessité, l'affranchissement de ces envois en numéraire est réservé aux administrations des Postes de chacune des Parties contractantes. »

Article III.

Le présent protocole supplémentaire est rédigé en double expédition en finnois, en suédois, en russe et en français.

HELSINKI, le 7 octobre 1929.

И. Майский.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2212. — PROTOCOL BETWEEN FINLAND AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, REGARDING CERTAIN MODIFICATIONS OF THE CONVENTION OF JUNE 18, 1924, CONCERNING POSTAL EXCHANGE BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT HELSINKI, OCTOBER 7, 1929.

The undersigned Plenipotentiaries of the Republic of Finland and the Union of Soviet Socialist Republics have to-day agreed on the following modifications in the Convention concerning postal exchange between the Republic of Finland and the Union of Soviet Socialist Republics, signed on June 18, 1924.

Article 1.

Articles 29-41 of the Convention signed on June 18, 1924, shall be abrogated.

Nevertheless, Articles 38-41 shall continue to have effect after the coming into force of the present Protocol during the period provided for in the said Articles for the carrying out of the operations referred to therein.

Article 2.

Articles 1, 2, 4, 5 and 12 of the Convention shall read as follows :

“ Article 1.

There shall be established between the two Contracting Parties a regular and direct service for the conveyance of ordinary and registered correspondence (letters, postcards, printed papers, business papers and sample packets) and letters of declared value.

“ Article 2.

1. Each Contracting Party shall guarantee to the other Party freedom of transit through its territory for ordinary and registered correspondence and letters of declared value sent from or to any country with which the Party in question maintains a postal service.

2. Postal packets may be accepted for conveyance in transit both *à découvert* and in closed mails. They must be addressed direct to the country of destination in accordance with the general international regulations in force.

“ Article 4.

The exchange of ordinary and registered correspondence and of letters of declared value between the Contracting Parties, or the despatch of such mails in transit through their territories shall, except

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

where otherwise provided by the present Convention, be subject to the regulations of the international conventions in force, namely :

- (a) The Universal Postal Convention, the Detailed Regulations for its Execution, and Final Protocol ;
- (b) The Agreement for the Exchange of Insured Letters and Boxes and Detailed Regulations for its Execution.

“ *Article 5.*

1. The accounts of both Parties for payment of transit rates for articles sent by letter post shall be drawn up in gold francs.

For all these purposes, the gold franc shall be considered as equal to 0.192957 United States dollar, or 1 dollar as equal to 5.1825 gold francs.

2. The balance of the accounts of the two Parties shall be paid to the creditor administration in dollars, either through the banks in the capital of the creditor country or by drafts at sight on New York.

3. The costs of payment shall be borne by the debtor administration.

“ *Article 12.*

The Postal Administrations of the Contracting Parties shall communicate to each other the following information :

- (a) The corresponding equivalents of their postage rates ;
- (b) A list of the countries for which they may act as intermediaries in the exchange of letters of declared value ;
- (c) Any special import prohibitions or restrictions in force in their countries ; and
- (d) Any changes subsequently introduced in the above provisions. If possible, such changes shall be notified one month before their coming into force. ”

Article 3.

The present Protocol shall be ratified by an exchange of diplomatic declarations, which shall be signed for the Republic of Finland by the Minister for Foreign Affairs, and for the Union of Soviet Socialist Republics by the People's Commissary for Foreign Affairs.

The diplomatic declarations shall be exchanged and the Final Protocol relating thereto shall be signed at Moscow not later than October 31, 1929.

The provisions of the present Protocol shall be put into force within fifteen days from the date of exchange of diplomatic declarations.

Article 4.

The present Protocol is drawn up in duplicate in Finnish, Swedish, Russian and French.

HELSINKI, *October 7, 1929.*

A. AHONEN.

J. MAYSKY.

ADDITIONAL PROTOCOL

TO THE PROTOCOL SIGNED OCTOBER 7, 1929, REGARDING CERTAIN MODIFICATIONS OF THE CONVENTION CONCERNING POSTAL EXCHANGE BETWEEN THE REPUBLIC OF FINLAND AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, SIGNED JUNE 18, 1924.

As a result of the modification of the Convention concerning postal exchange, the undersigned Plenipotentiaries of the Contracting Parties have agreed on the following provisions :

Article I.

Articles III, XIII, XIV and XV of the Additional Protocol to the Convention concerning postal exchange between the Republic of Finland and the Union of Socialist Soviet Republics shall be abrogated.

Article II.

Articles VI, VII, IX and XI of the Additional Protocol shall read as follows :

“ Article VI.

At the exchange offices (see Article V) the mails shall be forwarded accompanied by duplicate way-bills, one copy of which will be retained by the official receiving the mails and the other, duly signed by him, will be handed to the official delivering the mails.

These way-bills shall contain the names of the places of origin and destination and the number of bags and mails sent *à découvert*.

Should there be no postal articles to transfer, a blank way-bill, duly stamped and signed, shall be forwarded.

“ Article VII.

The bags containing ordinary and registered correspondence exchanged between the Contracting Parties or sent in transit through their territory shall be firmly fastened and sealed with lead or wax seals in such a way that the contents cannot be touched without breaking the lead or wax seal and the fastening.

If any of the mail-bags at the exchange office are found to have had the lead or wax seal removed or the fastening loosened, or to be torn or to have become unsewn, the officials may refuse to accept them.

In cases of refusal to accept the mails, a note to that effect must be made on the two copies of the way-bill and signed by the post office officials handing over and receiving the mails, together with the reason for the refusal.

Post office officials receiving the mails must take similar action if they find a letter of declared value bearing traces of damage, or if the condition of the packing is such as to leave the contents exposed.

If defects in mail-bags or letters of declared value are notified after the mails have been received, responsibility is not thereby transferred from the receiving to the delivering party.

“ Article IX.

Official notices accompanying documents relating to telegraph and wireless telegraph accounts must be forwarded in a special bag apart from any other correspondence.

The label of this bag must bear the name of the office to which the contents are to be sent.

“ *Article XI.*

Letters of declared value shall as a rule be prepaid by means of postage stamps. Nevertheless, the Postal Administrations of both Contracting Parties reserve the right, if necessary, to decide that payments shall be made in cash. ”

Article III.

The present supplementary Protocol is drawn up in duplicate in Finnish, Swedish, Russian and French.

HELSINKI, *October 7, 1929.*

A. AHONEN.

J. MAYSKY.

N° 2213.

**EGYPTE
ET ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES**

Echange de notes comportant un
arrangement commercial provisoire.
Le Caire, les 12 et 15 mai 1927.

**EGYPT AND
KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES**

Exchange of Notes constituting a
Provisional Commercial Agree-
ment. Cairo, May 12 and 15, 1927.

N^o 2213. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES ET LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN, COMPORTANT UN ARRANGEMENT COMMERCIAL PROVISOIRE. LE CAIRE, LES 12 ET 15 MAI 1927.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 29 novembre 1929.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Direction des Affaires politiques
et commerciales.

N^o 1. 18/1 (910 P.)

LE CAIRE, le 12 mai 1927.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement égyptien, dans le désir de favoriser et de développer les relations économiques entre nos deux pays, consent, sous condition de réciprocité, à appliquer provisoirement à tous les produits serbo-croato-slovènes, importés sur le territoire égyptien et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit, le traitement de la nation la plus favorisée, sous réserve du régime accordé aux produits soudanais ou qui serait appliqué aux produits de certains pays limitrophes, en vertu de conventions régionales.

Cet arrangement provisoire entrera en vigueur dès qu'il aura été ratifié par les parlements respectifs des deux pays et pourra être dénoncé par chaque gouvernement moyennant un préavis de trois mois.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma haute considération.

Le Ministre des Affaires étrangères :
Morcos HANNA, *m. p.*

Monsieur Yovan Douthitch,
Chargé d'affaires de la Légation
du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu au Caire, le 29 janvier 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2213. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES AND THE EGYPTIAN GOVERNMENT, CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. CAIRO, MAY 12 AND 15, 1927.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place November 29, 1929.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

Department of Political and
Commercial Affairs.
No. 1.18/1 (910. P.).

CAIRO, May 12, 1927.

SIR,

I have the honour to inform you that the Egyptian Government, being anxious to promote and develop economic relations between our two countries, is willing, on condition of reciprocity, to apply provisionally to all Serb-Croat-Slovene products imported into Egyptian territory for consumption, re-export or transit, most-favoured-nation treatment, apart from the treatment granted to Sudanese products or such treatment as may be applied to the products of certain adjacent countries under local conventions.

This provisional arrangement will come into force as soon as it has been ratified by the Parliaments of both countries, and it may be denounced by either Government at three months' notice.

I have the honour, etc.,

(Signed) MORCOS HANNA,
Minister for Foreign Affairs.

Monsieur Yovan Doutchitch,
Chargé d'Affaires of the Legation
of the Kingdom of the Serbs,
Croats and Slovenes.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Cairo, January 29, 1929.

II.

LÉGATION
DU ROYAUME DES SERBES, CROATES
ET SLOVÈNES, EN ÉGYPTÉ.

N° 483.

LE CAIRE, le 15 mai 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, dans le désir de favoriser et de développer les relations économiques entre nos deux pays, consent, sous condition de réciprocité, à appliquer provisoirement à tous les produits égyptiens, importés sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit, le traitement de la nation la plus favorisée, sous réserve du régime qui serait appliqué aux produits de pays limitrophes pour faciliter le trafic frontière.

Cet arrangement provisoire entrera en vigueur dès qu'il aura été ratifié par les parlements respectifs des deux pays et pourra être dénoncé par chaque gouvernement moyennant un préavis de trois mois.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Le Chargé d'affaires :
J. DOUTCHITCH, *m. p.*

Son Excellence
Morcos Hanna Pacha,
Ministre des Affaires étrangères,
Le Caire.

Pour copie certifiée conforme :
Belgrade, le 10 novembre 1929.

D'ordre du Ministre,
Conseiller :
Svet Djoritch.

II.

LEGATION
OF THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS
AND SLOVENES.

No. 483.

CAIRO, *May 15, 1927.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform Your Excellency that the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, being anxious to promote and develop economic relations between our two countries, is willing, on condition of reciprocity, to apply provisionally to all Egyptian products imported into the territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes for consumption, re-export or transit, most-favoured-nation treatment, apart from such treatment as may be applied to the products of adjacent countries with a view to facilitating frontier traffic.

This provisional arrangement will come into force as soon as it has been ratified by the Parliaments of both countries, and it may be denounced by either Government at three months' notice.

I have the honour, etc.

(Signed) Y. DOUTCHITCH,
Chargé d'Affaires.

To His Excellency
Morcos Hanna Pasha,
Minister for Foreign Affairs,
Cairo.

N° 2214.

**AUTRICHE
ET ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES**

Traité concernant les actes de procédure, avec protocole final.
Signés à Belgrade, le 1^{er} mai 1928.

**AUSTRIA AND
KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES**

Treaty regarding Legal Proceedings,
with Final Protocol. Signed at
Belgrade, May 1, 1928.

TEXTE SERBE. — SERBIAN TEXT.

№ 2214. — УГОВОР¹ ИЗМЕЂУ КРАЉЕВИНЕ СРБА, ХРВАТА И СЛОВЕНАЦА И РЕПУБЛИКЕ АУСТРИЈЕ О УЗАЈАМНОМ ПРАВНОМ ОПШТЕЊУ ПОТП САН У БЕОГРАДУ 1. МАЈА 1928 ГОД.

Textes officiels allemand et serbe communiqués par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 29 novembre 1929.

Краљевина Срба, Хрвата и Словенаца и Република Аустрија, желећи да регулишу правосуђе и узајамне правне одношаје својих држављана, споразумеле су се, да закључе Уговор.

У ту сврху именовале су своје пуномоћнике :

Његово Величанство Краљ Срба, Хрвата и Словенаца :

Господина д-р Војислава Маринковића, Министра Иностраних Дела.

Савезни Председник Републике Аустрије:

Господина Макса Хофингера, Изванредног Посланика и Опумоћеног Министра у Београду,

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

№ 2214. — STAATSVERTRAG¹ ZWISCHEN DER REPUBLIK ÖSTERREICH UND KÖNIGREICHE DER SERBEN, KROATEN UND SLOVENEN ÜBER DEN WECHSELSEITIGEN RECHTLICHEN VERKEHR. GEZEICHNET IN BELGRAD AM 1. MAI 1928.

German and Serbian official texts communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yougoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place November 29, 1929.

DIE REPUBLIK ÖSTERREICH UND DAS KÖNIGREICH DER SERBEN, KROATEN UND SLOVENEN haben, von dem Wunsche geleitet, die Rechtspflege und den wechselseitigen rechtlichen Verkehr ihrer Staatsangehörigen zu fördern, sich geeinigt, einen Vertrag abzuschliessen, und haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

S. E. Herrn Max HOFFINGER, Ausserordentlichen Gesandten und Bevollmächtigten Minister in Belgrad,

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG DER SERBEN, KROATEN UND SLOVENEN :

S. E. Herrn Dr. Voislav MARINKOVITCH, Minister des Äussern,

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Belgrade, le 19 février 1929.

¹ The exchange of ratifications took place at Belgrade, February 19, 1929.

који су се, по измени пуномоћја, за која се утврдило да су у добром и прописном облику, сагласили у овоме :

die, nachdem sie ihre in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten einander mitgeteilt haben, die folgenden Artikel vereinbart haben :

I ДЕО

Грађанске ствари

ГЛАВА 1.

Правна заштита

Члан 1.

1) Држављани сваке Државе Уговорнице уживаће у области друге државе, у погледу законске и судске заштите своје особе и своје имовине, иста права као и доморотци.

2) У ову сврху имају слободан и не-сметан приступ судовима и могу пред ове излазити под истим условима као и доморотци.

Члан 2.

1) Од држављана једне од Држава Уговорница, који излазе пред судове друге Државе, било као тужиоци, било као интервенијенти, не сме се тражити никакво обезбеђење или полагање суду, због тога што су странци или што у дотичној земљи немају место пребивања или боравка.

2) Исто правило важи у погледу пре-дујма који би се имао да затражи од тужиоца или интервенијента ради обезбеђења судских трошкова.

Члан 3.

Извршне одлуке судова једне од Држава Уговорница, којима су осуђена на плаћање парничних трошкова лица, која су подигла тужбу или се умешала у спор,

I. TEIL.

BÜRGERLICHE ANGELEGENHEITEN.

I. ABSCHNITT.

RECHTSSCHUTZ.

Artikel 1.

1. Die Angehörigen jedes der vertragschliessenden Staaten geniessen auf dem Gebiete des anderen Staates in Ansehung des gesetzlichen und gerichtlichen Schutzes ihrer Person und ihres Vermögens die gleiche Behandlung wie die Inländer.

2. Sie haben zu diesem Zwecke freien und ungehinderten Zutritt zu den Gerichten und können vor diesen unter denselben Bedingungen wie die Inländer auftreten.

Artikel 2.

1. Treten Angehörige eines der vertragschliessenden Staaten in dem anderen Staat als Kläger oder Intervenienten vor Gericht auf, so darf ihnen wegen ihrer Eigenschaft als Ausländer oder deswegen, weil sie keinen Wohnsitz oder Aufenthalt im Inlande haben, eine Sicherheitsleistung oder Hinterlegung unter welcher Benennung es auch sei, nicht auferlegt werden.

2. Dieselbe Regel gilt hinsichtlich des vorschussweisen Erlages, der vom Kläger oder Intervenienten zur Sicherstellung der Gerichtskosten abzufordern wäre.

Artikel 3.

Rechtskräftige Entscheidungen der Gerichte eines der vertragschliessenden Staaten, wodurch der Kläger oder Intervenient, der nach Artikel 2 oder nach dem im Staate der Klageerhebung

а која се у смислу чл. 2 или према закону, који вредни у Држави где је тужба предата, ослобођавају од давања обезбеђења, полагања суду или кауција, извршиће се, на предлог интересоване стране у области друге Државе без претходног саслушања странака и без наплаћивања трошкова. То исто вреди и за судске одлуке, којима се доцније утврђује висина парничних трошкова.

Члан 4.

1) Држављанима једне од Држава Уговорница признаје се сиромашко право у области друге Државе под истим условима као и припадницима ове Државе.

2) Кад је држављанину једне од Држава Уговорница признато сиромашко право, онда му ово припада и у свима споровима и извршним радњама пред судовима друге Државе Уговорнице, ако се односе на исти правни спор. За издатке настале таквим процесним радњама вреде прописи чл. 19.

Члан 5.

1) Уверење о сиромашном стању издаће власти обичног боравка молиочевог, а ако тога нема, онда власти онога места где се он привремено налази.

2) Ако се молилац не налази у области једне од Држава Уговорница, онда је довољно уверење за њега надлежног дипломатског или консуларног представника.

Члан 6.

1) Власт, која је надлежна за издавање уверења о сиромашном стању, може тражити обавештење о имовном стању молиоца код власти друге Државе Уговорнице.

2) Власт, која одлучује по молби за признавање сиромашног права, овлашћена

geltenden Gesetze von der Sicherheitsleistung Hinterlegung oder dem Vorschusse befreit war, in die Prozesskosten verurteilt worden ist, sind auf einen von der beteiligten Partei gestellten Antrag im Gebiete des anderen Staates ohne vorherige Einvernahme der Parteien kostenlos zu vollstrecken. Dasselbe gilt für gerichtliche Entscheidungen, durch die der Betrag der Gerichtskosten später festgesetzt wird.

Artikel 4.

1. Die Angehörigen des einen vertragschliessenden Staates werden im Gebiete des anderen Staates zum Armenrecht unter denselben Bedingungen wie die Angehörigen dieses Staates zugelassen.

2. Wurde einem Angehörigen eines der vertragschliessenden Staaten das Armenrecht zuerkannt, so steht ihm dieses Recht auch in allen Prozess- und Exekutionshandlungen zu, die sich auf denselben Rechtsstreit beziehen und vor den Gerichten des anderen Staates vorgenommen werden. Für die anlässlich solcher Prozesshandlungen etwa erwachsenden Auslagen gelten die Bestimmungen des Artikels 19.

Artikel 5.

1. Das Armutszeugnis muss von den Behörden des gewöhnlichen Aufenthaltsortes des Antragstellers oder in Ermangelung eines solchen von den Behörden seines derzeitigen Aufenthaltsortes ausgestellt sein.

2. Hält sich der Antragsteller nicht im Gebiete der Vertragschliessenden Staaten auf so genügt das Armutszeugnis des für den Antragsteller zuständigen diplomatischen oder konsularischen Vertreters.

Artikel 6.

1. Die zur Ausstellung des Armutszeugnisses zuständige Behörde kann bei den Behörden des anderen vertragschliessenden Staates Auskünfte über die Vermögensverhältnisse des Antragstellers einziehen.

2. Die Behörde, die über den Antrag auf Bewilligung des Armenrechtes zu entscheiden

је, да у границама своје надлежности, испита поднесене јој сведоџбе и обавештења.

hat, behält in den Grenzen ihrer Amtsbefugnisse das Recht, die ihr vorgelegten Zeugnisse und Auskünfte einer Nachprüfung zu unterziehen.

ГЛАВА II

ПРАВНА ПОМОЋ

Општи прописи

Члан 7.

1) Државе Уговорнице обвезују се, да ће једна другој указивати по молби правну помоћ у грађанско-правним и трговачким стварима као и у неспорним делима.

Ако умољен власт није надлежна, она ће по службеној дужности послати молбено писмо надлежној власти своје државе.

Члан 8.

1) Судске власти обеју Држава Уговорница опште међу собом преко обостраних врховних судско - управних власти (т.ј. Министарство Правде у Београду и Bundesministerium für Justiz у Бечу).

2) Судске власти Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца у подручју вишних земаљских судова у Љубљани и Сплиту, Банскога Стола у Загребу и Врховног Суда у Сарајеву и судске власти Републике Аустрије, у подручју виших земаљских судова у Грацу и Бечу могу општити међусобно непосредно на својем језику без посредовања врховне судско-управне власти.

3) У случајевима особите хитности могу све судске власти Држава Уговорница општити међу собом непосредно.

2. ABSCHNITT.

RECHTSHILFE.

Allgemeine Bestimmungen.

Artikel 7.

1. Die vertragschliessenden Staaten verpflichten sich, einander auf Ersuchen in bürgerlichen Rechtssachen, Handelssachen und Angelegenheiten der freiwilligen Gerichtsbarkeit Rechtshilfe zu leisten.

2. Ist die ersuchte Behörde nicht zuständig, so übermittelt sie das Ersuchen von Amts wegen an die zuständige Behörde ihres Staates

Artikel 8.

1. Die Gerichtsbehörden der beiden vertragschliessenden Staaten verkehren miteinander durch Vermittlung der beiderseitigen obersten Justizverwaltungsbehörden (Bundesministerium für Justiz in Wien und Justizministerium in Beograd).

2. Die den Oberlandesgerichten in Ljubljana und Split, der Banaltafel in Zagreb und dem Obersten Gerichtshofe in Sarajevo unterstehenden Gerichtsbehörden des Königreiches der Serben, Kroaten und Slovenen und die den Oberlandesgerichten Graz und Wien unterstellten Gerichtsbehörden der Republik Österreich können jedoch ohne Vermittlung der Justizverwaltungsbehörden in ihrer eigenen Sprache unmittelbar miteinander verkehren.

3. In Fällen besonderer Dringlichkeit können alle Gerichtsbehörden der beiden vertragschliessenden Staaten unmittelbar miteinander verkehren.

Члан 9.

1) Молбе за достављање и за правну помоћ саставиће се на језику Државе која моли. Оверавање ових молби није потребно, али ће оне бити снабдевене службеним печатом молеће власти.

2) Молбама, које су у случају особите хитности по ставу 3 претходног члана послате непосредно, мора молећи суд приложити превод на језику умољеног суда. У случају непосредног општења између судова, наведених у ставу 2 претходног члана, није потребно да молећи суд приложи превод на језику умољеног суда.

3) Исправе и друга писмена, која се састављају при решавању молбе, писаће се на језику умољене државе.

Члан 10.

У молбеном писмену треба означити предмет молбе, и, по потреби, ствар у-кратко описати, а странке означити по имену, занимању и месту пребивања или боравка. У молби за достављање означаће се и адреса примаоца и врста писмена која треба доставити.

Члан 11.

Молбе ће се решавати у облику прописаном законима умољене Државе. Ипак, по предлогу молеће власти, моћи ће се поступити и по нарочитом облику, ако овакав облик није забрањен законодавством умољене државе.

Члан 12.

У свима случајевима, у којима умољена власт не реши молбу, биће ова дужна да о томе без одлагања извести

Artikel 9.

1. Zustellungsanträge und Rechtshilfeersuchen sind in der Sprache des ersuchenden Staates abzufassen. Sie bedürfen keiner Beglaubigung, sind jedoch mit dem Amtssiegel der ersuchenden Behörde zu versehen.

2. Den im Falle besonderer Dringlichkeit nach Absatz 3 des vorhergehenden Artikels unmittelbar übersendeten Ersuchsschreiben hat das ersuchende Gericht eine Übersetzung in die Sprache des ersuchten Gerichtes anzuschliessen. Beim unmittelbaren Verkehre zwischen den im zweiten Absatze des vorhergehenden Artikels genannten Gerichten braucht jedoch das ersuchende Gericht keine Übersetzung in die Sprache des ersuchten Gerichtes anzuschliessen.

3. Die in Erledigung des Ersuchens zu verfassenden Urkunden und sonstigen Schriftstücke sind in der Sprache des ersuchten Staates aufzunehmen.

Artikel 10.

Das Ersuchsschreiben soll enthalten: den Gegenstand des Ersuchens und, soweit erforderlich, eine kurze Darstellung des Sachverhaltes, sowie die Bezeichnung der Beteiligten nach Namen, Stand, Wohn- oder Aufenthaltsort. Die Zustellungsanträge haben insbesondere auch die Anschrift des Empfängers und die Art der zuzustellenden Schriftstücke zu bezeichnen.

Artikel 11.

Die Erledigung des Ersuchens erfolgt in der durch die Gesetze des ersuchten Staates vorgeschriebenen Form. Jedoch ist dem Antrage der ersuchenden Behörde, dass nach einer besonderen Form verfahren werde, zu entsprechen, sofern diese Form durch die Gesetzgebung des ersuchten Staates nicht verboten ist.

Artikel 12.

In allen Fällen, in denen das Ersuchen von der ersuchten Behörde nicht erledigt wird, hat diese die ersuchende Behörde hievon unverzüg-

молећу власт, и то за случај одбијања (чл. 14 и 18), навешће за то разлоге, а ако је молбу уступила другој власти (чл. 7. став 2) означиће ову.

Доставе

Члан 13.

1) Писмена, која треба доставити, са-ставиће се на језику умољене државе или снабдети преводом на овом језику, овереном од стране заклетог тумача.

2) Иначе може се умољена власт ограничити на то, да достављање изврши предајом писмена примаоцу, ако овај хоће писмено да прими.

Члан 14.

Достављање може бити одбијено, ако држава, у чијој области треба да се изврши, држи, да тиме могу бити угрожена на њена суверена права или њена безбедност.

Члан 15.

1) Достављање треба доказати, било потврдом примаоца која има да буде снабдевена датумом и оверена, било уверењем умољене власти из којег се види да је достављање извршено, као и како и када је извршено.

2) Ако је писмено, које се имало доставити, послато у два примерка, то ће се потврда о пријему или уверење власти написати на једном од ова два примерка.

Члан 16.

Свака од Држава Уговорница може у области друге државе достављати писмена и непосредно поштом, а својим држављанима и преко својих дипломат-

lich zu benachrichtigen, und zwar im Falle der Ablehnung (Artikel 14 und 18) unter Angabe der Gründe, im Falle der Abgabe an eine andere Behörde (Artikel 7, Absatz 2) unter Bezeichnung dieser.

Zustellungen.

Artikel 13.

1. Die zuzustellenden Schriftstücke sind in der Sprache des ersuchten Staates abzufassen oder mit einer durch einen beeideten Dolmetsch beglaubigten Übersetzung in diese Sprache zu versehen.

2. Andernfalls kann sich die ersuchte Behörde darauf beschränken, die Zustellung durch Übergabe des Schriftstückes an den Empfänger zu bewirken, sofern er zur Annahme bereit ist.

Artikel 14.

Die Zustellung kann abgelehnt werden, wenn der Staat auf dessen Gebiet sie vorgenommen werden soll, sie für geeignet hält, seine Hoheitsrechte oder seine Sicherheit zu gefährden.

Artikel 15.

1. Der Nachweis der Zustellung erfolgt entweder durch ein datiertes und beglaubigtes Empfangsbekanntnis des Empfängers oder durch ein Zeugnis der ersuchten Behörde, aus dem sich die Tatsache, die Form und die Zeit der Zustellung ergibt.

2. Wurde das zuzustellende Schriftstück in zweifacher Ausfertigung übermittelt, so ist das Empfangsbekanntnis oder das Zeugnis auf eine der beiden Ausfertigungen zu setzen.

Artikel 16.

Jeder der vertragschliessenden Staaten kann auf dem Gebiete des anderen Staates Schriftstücke auch unmittelbar im Wege der Post und an die eigenen Staatsangehörigen auch

ских или консуларних заступника, али при том не сме принудна средства ни примењивати ни њима претити.

durch seine diplomatischen oder konsularischen Vertreter zustellen, wobei jedoch Zwangsmassnahmen weder angedroht noch angewendet werden dürfen.

Молбе за правну помоћ

Rechtshilfeersuchen.

Члан 17.

Artikel 17.

1) Судска власт, којој је упућено молбено писмо, одазваће се тој молби и примениће при том иста принудна средства, као и при решавању молби за правну помоћ од стране власти умољене државе или предлога, који је тога ради поднела једна од интересованих странака. Ова принудна средства не морају бити примењена ако је у питању лични долазак парничара.

1. Die Gerichtsbehörde, an die ein Ersuchen geschrieben gerichtet ist, hat ihm zu entsprechen und dabei dieselben Zwangsmittel anzuwenden, wie bei Erledigung eines Rechtshilfebegehrens der Behörden des ersuchten Staates oder eines Antrages, der zu diesem Behufe von einer beteiligten Partei gestellt wird. Diese Zwangsmittel brauchen nicht angewendet zu werden, wenn es sich um das persönliche Erscheinen der Streitteile handelt.

2) Ако молећа власт то тражи, она има бити извештена о томе, кад и где ће умољена радња бити извршена, како би интересована странка била у стању да присуствује.

2. Die ersuchende Behörde ist auf ihr Verlangen von der Zeit und dem Orte der auf das Ersuchen vorzunehmenden Handlung zu benachrichtigen, damit die beteiligte Partei in der Lage ist, ihr beizuwohnen.

Члан 18.

Artikel 18.

Извршење молбе може се одбити, ако затражена мера у умољеној држави не спада у судску надлежност или ако умољена држава мисли, да би та мера могла угрозити њена суверена права или њену безбедност.

Die Erledigung des Ersuchens kann abgelehnt werden, wenn in dem ersuchten Staate die Vornahme der verlangten Handlung nicht in den Bereich der Gerichtsgewalt fällt oder wenn der ersuchte Staat die Erledigung des Ersuchens für geeignet hält, seine Hoheitsrechte oder seine Sicherheit zu gefährden.

Трошкови правне помоћи

Kosten der Rechtshilfe.

Члан 19.

Artikel 19.

1) За извршење достава и молби за правну помоћ, не сме се захтевати од молеће државе никакве пристојбине нити никнада каквих издатака, осим накнаде (дангубе) за сведоке и вештаке.

1. Für die Erledigung von Zustellungsanträgen und Rechtshilfeersuchen dürfen von dem ersuchenden Staate Gebühren und Auslagen irgendwelcher Art mit Ausnahme von Zeugen- und Sachverständigengebühren nicht erhoben werden.

2) Умољена власт не сме одбити правну помоћ с разлога, што молећа власт није

2. Die Rechtshilfe darf von der ersuchten Behörde nicht abgelehnt werden, weil die

положила примерени предујам за издатке, који се, према првом ставу овог члана, морају накнадити осим, ако се у таквом случају може и од својих држављана тражити предујам.

3) Поштарину плаћа власт која шаље.

Обавештења о правним прописима

Члан 20.

Врховно судско-управна власт сваке од Држава Уговорница даваће другој на молбу у непосредном општењу обавештења о правним прописима, који вреде у области њихове државе.

ГЛАВА III

ЗАОСТАВИТИНЕ

Члан 21.

1) Држављани сваке Државе Уговорнице могу тестаментом, кодицилом, уговором о наслеђу, поклоном на случај смрти или на други начин располагати целом имовином, коју имају у области друге Државе Уговорнице. Исто тако могу и у свакој области друге Државе Уговорнице прибавити имовинска права путем наслеђа као и сопствени држављани те Државе.

2) Као правни основ прибављања у смислу претходног члана разумеју се: законско наслеђивање, право на закони део, тестаментално наследство, уговор о наслеђу, поклон на случај смрти, легат и стицање права државе на наслеђа без наследника.

3) Горњим прописима ни у колико се не вређају одредбе које важе у Државама Уговорницама о прибављању и поседовању непокретних добара, као и наређења о извршењу аграрне реформе.

ersuchende Behörde keinen angemessenen Vorschuss für die Auslagen erlegt hat, die nach dem ersten Absatze dieses Artikels ersetzt werden müssen, es sei denn, dass im gleichen Fall auch von den eigenen Staatsangehörigen ein Vorschuss verlangt werden kann.

3. Die Postgebühren trägt die absendende Behörde.

Rechtsauskünfte.

Artikel 20.

Die oberste Justizverwaltungsbehörde jedes der vertragschliessenden Staaten erteilt der anderen im unmittelbaren Verkehr auf Ansuchen Auskünfte über das in ihrem Gebiete geltende Recht.

3. ABSCHNITT.

NACHLASSANGELEGENHEITEN.

Artikel 21.

1. Die Angehörigen jedes der vertragschliessenden Staaten können durch Testament, Kodizill, Erbvertrag, Schenkung für den Todesfall oder in anderer Weise über das gesamte Vermögen, das sie auf dem Gebiete des anderen vertragschliessenden Staates besitzen, verfügen. Ebenso können sie von Todes wegen Vermögensrechte in allen Teilen des Gebietes des anderen vertragschliessenden Staates wie dessen eigene Angehörige erwerben.

2. Als Rechtsgrund des Erwerbes im Sinne des vorstehenden Absatzes werden angesehen: die gesetzliche Erbfolge, das Pflichtteilsrecht, die testamentarische Erbfolge, der Erbvertrag, die Schenkung von Todes wegen, das Vermächtnis und der Heimfall einer erblosen Verlassenschaft an den Staat.

3. Durch die vorstehenden Bestimmungen werden die in den vertragschliessenden Staaten geltenden Vorschriften über den Erwerb und Besitz des unbeweglichen Vermögens sowie über die Durchführung der Bodenreform nicht berührt.

Члан 22.

Државе Уговорнице обвезују се, да ће једна другој предавати покретне заоставштине држављана друге државе ради расправе заоставштине и доношења одлуке о наследним споровима од стране надлежне власти државе покојникове.

Члан 23.

1) Власт Државе Уговорнице у чијој се области налази покретна заоставштина дужна је :

1. да састави записник о смрти, ако је држављанин друге Државе Уговорнице умро у њеном подручју ;

2. да предузме мере, које су неопходне за обезбеђење и целисходно управљање заоставштином у циљу да се избегне њено смањење или која друга претећа штета. Она је у овим случајевима нарочито дужна да састави попис целокупне покретне заоставштине, која се налази у тој области, и према околностима случаја, или ставити је под печат, или наредити да се остави на које сигурно место, или одредити које поуздано и поверења достојно лице за стараоца заоставштине.

2) Под 1 и 2 споменуте мере предузете надлежна власт по прописима, који важе у сопственој држави. Али се оне, по молби друге државе, могу предузети и у којој нарочитој форми, ако ова није противна законима, који вреде у држави где се налази надлежна власт.

3) На тражење наследника или легатара који су држављани Државе Уговорнице у којој се налази заоставштина, или који бораве у њеној области, надлежна је власт овлашћена— да задржи целу заоставштину или један довољан део исте, док надлежна власт државе оставиочеве није донела извршну одлуку о њиховом наследном или легатском праву.

Artikel 22.

Die vertragschliessenden Staaten verpflichten sich, einander das bewegliche Nachlassvermögen nach Angehörigen des anderen Staates zur Regelung des Nachlasses und zur Entscheidung der streitigen Erbansprüche durch die zuständige Behörde des Heimatsstaates des Erblassers auszufolgen.

Artikel 23.

1. Die Behörde des vertragschliessenden Staates, auf dessen Gebiet sich das bewegliche Nachlassvermögen befindet, ist verpflichtet :

1) die Todfallsaufnahme zu errichten, wenn der Angehörige des anderen vertragschliessenden Staates auf ihrem Gebiete gestorben ist ;

2) die zur Sicherung und zweckmässigen Verwaltung des Nachlassvermögens, zur Vermeidung seiner Verringerung oder eines anderen drohenden Nachtheiles notwendigen Verfügungen zu treffen. Insbesondere ist sie in diesen Fällen verpflichtet, ein Verzeichnis des gesamten beweglichen Nachlassvermögens zu verfassen, das sich auf diesem Gebiete befindet, und nach den Umständen des Falles entweder das Vermögen unter Siegel zu legen oder seine Hinterlegung an einem sicheren Ort anzuordnen oder eine verlässliche und vertrauenswürdige Person zum Verwalter des Nachlasses zu bestellen.

2. Die unter Zahl 1 und 2 angeführten Verfügungen werden von der Behörde nach den hiefür im eigenen Staate geltenden Vorschriften getroffen. Auf Ersuchen des anderen Staates können sie jedoch auch in einer besonderen Form durchgeführt werden, sofern diese den Gesetzen des Staates, in dem sich die zuständige Behörde befindet, nicht widerspricht.

3. Auf Antrag von Erben oder Legataren, die Angehörige des vertragschliessenden Staates sind, in dem sich das Nachlassvermögen befindet, oder die sich auf dessen Gebiet aufhalten, ist die zuständige Behörde berechtigt, das ganze Nachlassvermögen oder einen hinreichenden Teil hiervon zurückzubehalten, bis über den Erb- oder Vermächtnisanspruch von der zuständigen Behörde des Heimatstaates des Erblassers rechtskräftig entschieden ist.

4) Исте се мере могу предузети по молби поверилаца, који су држављани оне Државе Уговорнице, у чијој се области налази заоставштина, или који у тој области бораве, ако су њихова потраживања код надлежне власти била пријављена и ако је по потреби, тражено њихово признање. О тим потраживањима решаваће искључиво власти оне државе, у чијој се области налази заоставштина.

Члан 24.

У сврху стављана предлога наведених у ставу 3 и 4 претходног члана одредиће се решењем едиктални рок од најдуже пет месеци, у коме се потраживања горе поменутих лица морају пријавити власти и по потреби тражити њихово признање. Ако се потраживања у овом року не пријаве или се не тражи њихово признање продаја покретне заоставштине не може се одбити.

Члан 25.

1) О сваком смртном случају држављанина друге Државе Уговорнице надлежна ће власт одмах известити најближу консуларну власт државе умрлога и послаће јој што пре умрлицу и оверени препис записника о смрти. Исто тако послаће јој и оверени препис решења едикта, ако је ово по чл. 24 било издано.

2) Ако се у месту где је покретна заоставштина налази седиште консуларне власти државе умрлога, онда се мере, наведене у чл. 23 бр. 2, могу предузети само ако је консуларна власт о томе ради учествовања благовремено извештена.

3) У осталим случајевима треба консуларну власт без одлагања известити о свему што је наређено ради обезбеђења и управљања заоставштином. Ове се мере могу, без уштрба права трећих лица, на молбу консуларне власти изменити или укинути.

4. Die gleichen Verfügungen können auf Ansuchen von Gläubigern getroffen werden, die Angehörige des vertragschliessenden Staates sind, auf dessen Gebiete sich das Nachlassvermögen befindet, oder die sich auf dessen Gebiet aufhalten, sofern ihre Ansprüche bei der zuständigen Behörde angemeldet und nötigenfalls geltend gemacht werden. Über diese Ansprüche haben ausschliesslich die Behörden des Staates zu entscheiden, auf dessen Gebiet sich das Nachlassvermögen befindet.

Artikel 24.

Zur Stellung der in den Absätzen 3 und 4 des vorstehenden Artikels angeführten Anträge ist eine Ediktfrist von längstens fünf Monaten festzusetzen, während welcher die Ansprüche der oben erwähnten Personen bei der Behörde angemeldet und nötigenfalls geltend gemacht werden müssen. Würden sie innerhalb dieser Frist nicht angemeldet oder geltend gemacht, so kann die Ausfolgung des beweglichen Nachlassvermögens nicht verweigert werden.

Artikel 25.

1. Von jedem Todesfall eines Angehörigen des anderen vertragschliessenden Staates hat die zuständige Behörde sofort die nächste Konsularbehörde des Heimatstaates des Verstorbenen zu verständigen und ihr ehestens den Totenschein und eine beglaubigte Abschrift der Todfallsaufnahme zu übermitteln. Dergleichen ist ihr eine beglaubigte Abschrift des allenfalls nach Artikel 24 erlassenen Ediktes zu übersenden.

2. Hat in dem Orte, wo sich das bewegliche Nachlassvermögen befindet, eine Konsularbehörde des Heimatstaates des Verstorbenen ihren Sitz, so dürfen die im Artikel 23 unter Zahl 2 angeführten Verfügungen nur getroffen werden, wenn hievon die Konsularbehörde behufs Teilnahme rechtzeitig verständigt wurde.

3. In den übrigen Fällen ist die Konsularbehörde unverzüglich von allem zu verständigen, was zur Sicherung und Verwaltung des Nachlassvermögens angeordnet wurde. Diese Verfügungen können unbeschadet der Rechte dritter Personen auf Ersuchen der Konsularbehörde abgeändert oder aufgehoben werden.

Члан 26.

Ако је умрли, који је био држављанин једне Државе Уговорнице, имао пребивалиште у области друге Државе Уговорнице то могу наследници или лица, која имају право на закони део, ако станују у области исте државе, предложити у року назначеном у чл. 24, да власти ове државе спроведу поступак односно покретне имовине, која се налази у тој држави, при чему, међутим, треба да се примењују законски прописи државе којој је припадао умрли. Овом предлогу треба удовољити ако се томе, по извршеном прописном саопштењу, не противи ни један од наследника или лица која имају право на закони део или легат.

Члан 27.

1) Ако држављани једне Државе Уговорнице умру на путовању у области друге државе, а тамо нису становили нити имају обично боравиште, онда ће ствари, које се буду код њих нашле, бити предате, без даљих формалности, консуларној власти њихове државе.

2) Консуларна власт, којој су те ствари предате, поступаће са њима по прописима своје државе, пошто буде регулисала дугове, које је умрли учинио за време свога бављења у тој држави.

Члан 28.

По свима питањима о наслеђу, по којима се решава у области једне од Држава Уговорница, по закону је овлашћена консуларна власт друге државе да заступа своје држављане ако су ови одсутни а нису назначили друго опуномоћено лице.

Члан 29.

1) Шта се има сматрати као покретна имовина, одређује се по прописима државе, у којој се налази та имовина.

Artikel 26.

Wenn der Erblasser, der Angehöriger des einen vertragschliessenden Staates war, seinen Wohnsitz im Gebiete des anderen vertragschliessenden Staates gehabt hat, können Erben oder Pflichtteilsberechtigte, die im Gebiete dieses Staates wohnen, innerhalb der im Artikel 24 bezeichneten Frist die Regelung des dort befindlichen beweglichen Nachlasses durch die Behörden dieses States beantragen, wobei jedoch das Recht des Heimatstaates des Erblassers anzuwenden ist. Dem Antrag ist Folge zu geben, wenn weder ein Erbe, noch ein Pflichtteilsberechtigter oder ein Vermächtnisnehmer nach gehöriger Verständigung dagegen Einsprache erhebt.

Artikel 27.

1. Sterben Angehörige des einen vertragschliessenden Staates auf der Reise im Gebiete des anderen Staates, so sollen, wenn sie dort ihren Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt nicht gehabt haben, die von ihnen mitgeführten Gegenstände ohne weiteres der Konsularbehörde ihres Staates übergeben werden.

2. Die Konsularbehörde, der diese Gegenstände übergeben worden sind, wird damit nach den Vorschriften ihres Staates verfahren, nachdem sie die von dem Verstorbenen während des Aufenthaltes in dem Lande gemachten Schulden geregelt hat.

Artikel 28.

In allen Nachlassachen, die im Gebiet eines der vertragschliessenden Staaten durchgeführt werden, ist die Konsularbehörde des anderen Staates kraft des Gesetzes berufen, ihre Staatsangehörigen zu vertreten, sofern sie abwesend sind und keinen anderen Bevollmächtigten ernannt haben.

Artikel 29.

1. Was als bewegliches Vermögen anzusehen ist, richtet sich nach den Vorschriften des Staates, in dem sich dieses Vermögen befindet.

2) Покретна заоставштина има да се преда најближој консуларној власти ради отправљања у отаџбину умрлога.

3) Одредбама овога уговора не дира се никако у прописе о забрани извоза појединих предмета, у колико такви прописи постоје у областима Држава Уговорница.

Члан 30.

У одредбе овог уговора о предавању покретне заоставштине неће се дирати евентуалним споразумом, закљученим ради избегавања двоструког опорезивања покретних заоставштине, које се по горњим прописима предају власти државе умрлога.

Члан 31.

Док споразум по чл. 30 не буде закључен, свака Држава Уговорница задржава себи право да од покретне заоставштине, пре но што је изда властима друге Државе Уговорнице, наплати по својим законима пристојбине и друге јавне дажбине, којима подлежу заоставштине по њеним законима.

Члан 32.

Прописи који постоје у Државама Уговорницама о обезбеђењу и о наплати дажбина за случај смрти не мењају се.

Члан 33.

Расправљање о непокретној заоставштини и решење о свима тужбама и правним споровима који се на њу односе, припадају искључиво власти оне Државе Уговорнице, у чијој се области налази ова заоставштина.

2. Der bewegliche Nachlass ist zwecks Beförderung in den Heimatstaat des Erblassers der nächsten Konsularbehörde auszufolgen.

3. Durch die Bestimmungen dieses Vertrages werden die Vorschriften über das Verbot der Ausfuhr einzelner Gegenstände, die auf dem Gebiete der vertragschliessenden Staaten jeweils in Geltung stehen, nicht berührt.

Artikel 30.

Die Bestimmungen dieses Vertrages über die Ausfolgung der beweglichen Nachlässe werden durch ein allfälliges Übereinkommen zur Vermeidung der Doppelbesteuerung der beweglichen Nachlässe, die nach den vorhergehenden Vorschriften der Behörde des Heimatstaates des Verstorbenen ausgefolgt werden, nicht berührt.

Artikel 31.

Insolange das im Artikel 30 erwähnte Abkommen nicht abgeschlossen ist, behält sich jeder der vertragschliessenden Staaten vor, vor Ausfolgung eines beweglichen Nachlasses an die Behörden des anderen vertragschliessenden Staates die Gebühren und sonstigen öffentlichen Abgaben einzuheben, die den Nachlass nach seinen Gesetzen belasten.

Artikel 32.

Die in den vertragschliessenden Staaten bestehenden Vorschriften über die Sicherung und Einhebung der von Todes wegen zu entrichtenden Gebühren bleiben unberührt.

Artikel 33.

Die Abhandlung des unbeweglichen Nachlassvermögens und die Entscheidung über alle dieses Vermögen betreffende Klagen und Rechtsstreitigkeiten stehen ausschliesslich der Behörde des vertragschliessenden Staates zu, auf dessen Gebiet dieses Nachlassvermögen gelegen ist.

ГЛАВА IV

ТУТОРСТВО И СТАРАТЕЉСТВО

Члан 34.

1) Властима сваке Државе Уговорнице припадају туторство и старатељство над особом и целокупном имовином њених сопствених држављана. Изузетак овог правила дозвољен је за земљишта, којима се по закону државе, у којој се ова налазе, управља на нарочити начин.

2) Ако се укаже потреба, да се за држављанина једне од Држава Уговорница, који се налази у области друге Државе Уговорнице или који има тамо имовину, нареди туторство или старатељство, надлежна ће се месна власт ограничити само на хитно потребне туторске и старатељске наредбе и известиће о томе надлежну власт друге Државе Уговорнице. На молбу ове власти укинуће се издате наредбе.

3) Надлежна домаћа власт може, међутим, ако је то у интересу штићеника, пренети према за то важећим прописима туторство и старатељство, сасвим или само поједине туторске и старатељске мере у погледу особе или имовине, на власти друге Државе Уговорнице, ако ова пристаје на то.

4) Решења, која су издале надлежне власти у смислу става 1 до 3, признаће се у области друге Државе Уговорнице.

ГЛАВА V

ИСПРАВЕ

Члан 35.

Јавне исправе, које је области једне Државе Уговорнице саставила надлежна јавна власт или јавни бележник, а које

4. ABSCHNITT.

VORMUNDSCHAFT UND KURATEL.

Artikel 34.

1. Den Behörden jedes der vertragschliessenden Staaten stehen die Vormundschaft und Kuratel über die Person und das gesamte Vermögen der eigenen Staatsangehörigen zu. Von dieser Regel sind Ausnahmen in Ansehung solcher Grundstücke zulässig, die nach dem Gesetze der belegenden Sache einer besonderen Güterordnung unterliegen.

2. Liegt Anlass vor, für einen Angehörigen eines der vertragschliessenden Staaten, der sich im Gebiete des anderen Staates befindet oder dort Vermögen besitzt, eine Vormundschaft oder Kuratel anzuordnen, so hat die zuständige Ortsbehörde sich auf die dringend notwendigen pflegschaftsbehördlichen Verfügungen zu beschränken und von dem Sachverhalte die zuständige Heimatsbehörde in Kenntnis zu setzen. Auf Ersuchen dieser Behörde sind die getroffenen Verfügungen aufzuheben.

3. Die zuständige Heimatsbehörde kann jedoch wenn dies im Interesse des Pflegebefohlenen liegt, die ganze Vormundschaft oder Kuratel oder einzelne pflegschaftsbehördliche Massnahmen, betreffend die Person oder das Vermögen, auf die Behörde des anderen Staates mit ihrem Einverständnis gemäss den hiefür geltenden Bestimmungen übertragen.

4. Die gemäss den Absätzen 1 bis 3 von den zuständigen Behörden erlassenen Entscheidungen werden in dem Gebiete des anderen Staates anerkannt.

5. ABSCHNITT.

URKUNDEN.

Artikel 35.

Öffentlichen Urkunden, die auf dem Gebiet eines der vertragschliessenden Staaten von der zuständigen öffentlichen Behörde oder von

су снабђене службеним печатом, вредеће у области друге Државе Уговорнице као и тамо састављене јавне исправе, и није потребно дипломатско или консуларно оверавање.

Члан 36.

За приватне исправе, састављене у области једне Државе Уговорнице а оверене тамо код надлежне власти или од јавног бележника, није потребно дипломатско или консуларно оверавање.

ГЛАВА VI

Егзекуција

Члан 37.

1) У смислу овог уговора има места егзекуцији само за имовинско-правна потраживања и то само онда ако није у питању спорно право својине или друго стварно право на непокретним добрима, која леже у држави умољеној за егзекуцију.

2) Међутим пропис става првог не искључује да се непокретна добра, која леже у држави умољеној за егзекуцију, подвргну егзекуцији, али само онда ако се егзекуциона основа не односи на право својине или на друга стварна права на непокретним добрима, која леже у држави где се има извршити егзекуција.

Члан 38.

Егзекуција биће са обе стране допуштена :

1. на основи пресуде, налога за исплату и других решења грађанских или трговачких судова ;

2. на основи пресуде Избранога Суда, у колико је овај по писменом

einem öffentlichen Notar ausgestellt und mit dem Amtssiegel versehen sind, kommt auf dem Gebiete des anderen Staates dieselbe Rechtswirksamkeit zu wie den dort ausgestellten öffentlichen Urkunden, ohne dass eine diplomatische oder konsularische Beglaubigung nötig wäre.

Artikel 36.

Für Privaturkunden, die auf dem Gebiet eines der vertragschliessenden Staaten ausgestellt und dort von der zuständigen öffentlichen Behörde oder von einem öffentlichen Notar beglaubigt sind, ist eine diplomatische oder konsularische Beglaubigung nicht erforderlich.

6. ABSCHNITT.

ZWANGSVOLLSTRECKUNG.

Artikel 37.

1. Eine Zwangsvollstreckung findet auf Grund der Bestimmungen des vorliegenden Vertrages nur wegen vermögensrechtlicher Ansprüche und nur dann statt, wenn es sich nicht um streitige Eigentums- oder andere dingliche Rechte an unbeweglichen Gütern handelt, die in dem um Vollstreckung ersuchten Staate gelegen sind.

2. Die Bestimmung des Absatzes 1 schliesst aber nicht aus, dass die unbeweglichen Güter, die in dem um Vollstreckung ersuchten Staate gelegen sind, der Zwangsvollstreckung unterworfen werden, wenn nur der Exekutionstitel nicht Eigentums- oder andere dingliche Rechte an unbeweglichen Gütern zum Gegenstande hat, die in dem Staate gelegen sind, wo die Vollstreckung durchgeführt werden soll.

Artikel 38.

Die Zwangsvollstreckung wird beiderseits zugelassen :

1) auf Grund von Urteilen, Zahlungsbefehlen oder anderen Beschlüssen der Zivil- oder Handelsgерichte ;

2) auf Grund von Erkenntnissen eines Schiedsgerichtes, sofern dieses zufolge

уговору или по законском пропису био позван да суди у дотичном спору;

3. на основи поравнања, закључених пред судовима и изабраном судовима наведеним под 1 и 2 ;

4. на основи нотарских исправа које су снабдевене клаузулом извршности.

Члан 39.

Егзекуција неће се, међутим, допустити ако би се тиме признао какав правни однос или реализовао какав захтев, који, по закону места егзекуције, не може вредити нити се може тужбом задобити из разлога јавнога поретка или морала.

Члан 40.

На основи судског решења извршиће се егзекуција једино под овим условима :

1. ако се суд, који је у ствари донео одлуку, има сматрати надлежним по чл. 41 овог уговора ;

2. ако је решење постало право-моћно и извршно.

Члан 41.

Надледност суда, који је у дотичној ствари донео одлуку, основана је у смислу чл. 40, ако је по законима умољене државе ствар могла изићи пред суд друге Државе Уговорнице.

Члан 42.

На основи пресуде Изабраног Суда има места егзекуцији само онда, ако је дотична пресуда постала право-моћна и извршна.

eines schriftlichen Schiedsvertrages oder einer gesetzlichen Bestimmung zur Entscheidung der Streitsache berufen war ;

3) auf Grund von Vergleichen, die vor den in Zahl 1 und 2 genannten Gerichten und Schiedsgerichten abgeschlossen worden sind ;

4) auf Grund von Notariatsakten, die mit der Vollstreckbarkeitsklausel versehen sind.

Artikel 39.

Die Zwangsvollstreckung wird jedoch versagt, wenn dadurch ein Rechtsverhältnis zur Anerkennung oder ein Anspruch zur Verwirklichung gelangen soll, dem durch das Gesetz des Ortes der Zwangsvollstreckung aus Rücksichten der öffentlichen Ordnung oder der Sittlichkeit die Gültigkeit oder Klagbarkeit versagt ist.

Artikel 40.

Auf Grund einer gerichtlichen Entscheidung findet die Zwangsvollstreckung nur unter der Bedingung statt :

1) dass die Zuständigkeit des Gerichtes, das in der Sache erkannt hat, gemäss Artikel 41 dieses Vertrages als begründet anzusehen ist,

2) dass die Entscheidung rechtskräftig und vollstreckbar geworden ist.

Artikel 41.

Die Zuständigkeit des Gerichtes, das in der Sache erkannt hat, gilt im Sinne des Artikels 40 für begründet, wenn die Rechtssache nach den Gesetzen des ersuchten Staates bei einem Gerichte des anderen vertragschliessenden Staates anhängig gemacht werden konnte.

Artikel 42.

Auf Grund eines schiedsgerichtlichen Erkenntnisses findet die Zwangsvollstreckung nur statt wenn es rechtskräftig und vollstreckbar geworden ist.

Члан 43.

На основи судског или пред Избраним Судом закљученог поравнања, има места егзекуцији само онда ако је поравнање извршено по законима места где је закључено.

Artikel 43.

Auf Grund eines gerichtlichen oder schiedsgerichtlichen Vergleiches findet die Zwangsvollstreckung nur statt, wenn der Vergleich nach den Gesetzen des Ortes des Vergleichsabschlusses vollstreckbar ist.

Члан 44.

На основи нотарске исправе има места егзекуцији само онда, ако је исправа извршена по законима места где је састављена.

Artikel 44.

Auf Grund eines Notariatsaktes findet die Zwangsvollstreckung nur statt, wenn er nach den Gesetzen des Ortes seiner Errichtung vollstreckbar ist.

Члан 45.

1) Уз молбу за егзекуцију имају се приложити ови прилози :

1. један примерак решења о разлозима, или поравнања, или нотарске исправе ;

2. званично уверење о томе, да је решење постало правомоћно и да оно представља егзекуциону основу или да је поравнање или нотарска исправа извршена. Ово уверење издаће онај суд молеће државе, који би по њеним законима био надлежан да изда одобрење за егзекуцију.

2) Молбу за егзекуцију може суд, наведен у ставу 1, број 2, послати надлежној власти умољене државе по прописима чл. 8 и 9.

Artikel 45.

1. Dem Ersuchen um Zwangsvollstreckung sind folgende Beilagen anzuschliessen :

1. eine Ausfertigung der Entscheidung samt Gründen oder des Vergleiches oder des Notariatsaktes ;

2) eine amtliche Bestätigung, dass die Entscheidung rechtskräftig geworden ist und einen Exekutionstitel darstellt oder dass der Vergleich oder der Notariatsakt vollstreckbar ist. Diese Bestätigung hat das Gericht des ersuchenden Staates auszustellen, das nach seinen Gesetzen zur Bewilligung der Zwangsvollstreckung zuständig wäre.

2. Das Ersuchen um Zwangsvollstreckung kann von dem in Absatz 1, Zahl 2, bezeichneten Gerichte an die zuständige Behörde des ersuchten Staates nach den Bestimmungen der Artikel 8 und 9 übersendet werden.

Члан 46.

О томе, да ли се егзекуција може одобрити, решаваће власт умољене државе без саслушавања обавезенога. Егзекуција има се одобрити ако су испуњени дотични услови предвиђени члановима 37—45 овога уговора. Умољени суд не сме улазити у испитивање саме правне ствари.

Artikel 46.

Über die Zulässigkeit der Zwangsvollstreckung entscheidet die zuständige Behörde des ersuchten Staates ohne Einvernehmungen des Verpflichteten. Die Vollstreckung ist zu bewilligen, wenn die einschlägigen durch die Artikel 37 bis 45 dieses Übereinkommens festgesetzten Bedingungen erfüllt sind. In eine Prüfung der Rechtssache selbst darf sich das ersuchte Gericht nicht einlassen.

Члан 47.

Ако у молбеном писму, којим се тражи извршење егзекуције није означен пуномоћник потражиоца, то ће овоме власт, која извршује егзекуцију, по потреби, поставити заступника.

Artikel 47.

Wenn in dem Ersuchschreiben um Zwangsvollstreckung ein Bevollmächtigter der betreibenden Partei nicht namhaft gemacht ist, hat die die Vollstreckung vollziehende Behörde ihr nötigenfalls einen Vertreter zu bestellen.

Члан 48.

Ако је егзекуција одобрена, имају се одмах по званичној дужности предузети све мере, које су потребне за њено извођење све до обезбеђења потражилачке странке.

Artikel 48.

Wurde die Zwangsvollstreckung bewilligt, so sind die nötigen Massnahmen zu ihrem Vollzuge bis zur Sicherstellung der betreibenden Partei unverzüglich von Amts wegen zu treffen.

Члан 49.

1) Дужник може поред правних средстава допуштених земаљским законима, употребити против егзекуције, извршене по чл. 48, ове приговоре :

Artikel 49.

1. Die verpflichtete Partei kann unbeschadet des durch die Gesetze des Landes eingeräumten Rekurses gegen die gemäss Artikel 48 vollzogene Vollstreckung folgende Einwendungen geltend machen :

1. да не постоји који од услова предвиђених у чл. 37—45 овог уговора ;

1) dass eine der in den Artikeln 37 bis 45 dieses Vertrages festgesetzten Bedingungen nicht gegeben ist ;

2. да акт, којим је отпочета парница, није био прописно достављен туженоме, који се у поступку, по коме је било донето решење, није упустио у спор ;

2) dass die den Prozess einleitende Verfügung dem Beklagten, der sich in dem die Grundlage der Entscheidung bildenden Verfahren auf den Streit nicht eingelassen hatte, nicht ordnungsmässig zugestellt worden ist ;

3. да је услед какве друге неправилности поступка странци, против које би требало водити егзекуцију, била одузета могућност да учествује у поступку ;

3) dass infolge einer anderen Unregelmässigkeit des Verfahrens der Person, wider welche die Zwangsvollstreckung geführt werden soll, die Möglichkeit, sich an dem Verfahren zu beteiligen, entzogen war ;

4. да се по законима места, где је било донето решење или закључено поравнање или састављен нотарски акт, угасила њихова извршност ;

4) dass nach der Gesetzgebung des Ortes, wo die Entscheidung erlassen, der Vergleich geschlossen oder der Notariatsakt errichtet wurde, deren Vollstreckbarkeit erloschen ist ;

5. да се по законима места, где треба извести егзекуцију, може у погледу тражења, због којег би се имала извршити егзекуција, истаћи приговор већ пресуђене ствари.

5) dass nach der Gesetzgebung des Ortes der Zwangsvollstreckung dem Anspruche, wegen dessen die Zwangsvollstreckung stattfinden soll, die Einrede der entschiedenen Sachen im Wege steht.

2) Достава може се сматрати прописном у смислу бр. 2 само онда, ако је акт, којим је отпочета парница, био достављен у руке туженоме или његовоме за примање опуномоћеноме заменику. Ако је требало извршити доставу у областима оне Државе Уговорнице чије су власти биле позване да изврше егзекуцију, онда се имала доставити путем правне помоће.

3) Приговори против егзекуције морају се употребити — осем у случајевима чл. 39 и бр. 4 и 5 овог члана — у року од 14 дана, рачунајући од доставе решења којим је одобрена егзекуција.

4) Ако је обавезна страна по предстојећим прописима учинила приговор егзекуцији, надлежни ће суд после усмене расправе решити питање да ли се из којег од горе наведених разлога има одбити егзекуција.

5) Усмено рочиште треба одредити за што је могуће краћи рок, но ни у ком случају за рок дужи од 14 дана од дана кад је обавезна страна подигла приговор.

6) Ако је суд нашао, да су употребљени приговори неосновани, или ако такви приговори нису били употребљени у року од 14 дана онда ће се егзекуција, обављена до обезбеђења, наставити по званичној дужности све до наплате потраживања.

Члан 50.

При спровођењу егзекуције примениће се, у колико овај уговор не садржава посебних прописа, закони умољене државе.

Члан 51.

1) Ако је егзекуција била одбијена због недостатка прописаних услова, моилац имаће права да се жали.

2. Die Zustellung hat als ordnungsmässig im Sinne der Zahl 2 nur dann zu gelten, wenn die den Prozess einleitende Verfügung dem Beklagten oder seinem zur Empfangnahme berechtigten Vertreter zu eigenen Händen zugestellt wurde. Hatte die Zustellung in den Gebieten jenes vertragschliessenden Staates dessen Behörden mit der Zwangsvollstreckung befasst werden, zu geschehen, so muss sie im Rechtshilfewege bewirkt worden sein.

3. Die Gründe, die gegen die Zwangsvollstreckung geltend gemacht werden, müssen, ausser in den in Artikel 39 und in Zahl 4 und 5 dieses Artikels vorgesehenen Fällen, binnen 14 Tagen nach Zustellung des Vollstreckungsbeschlusses vorgebracht werden.

4. Wenn die verpflichtete Partei gemäss den vorstehenden Bestimmungen gegen die Zwangsvollstreckung Einsprache erhebt, hat das zuständige Gericht nach mündlicher Verhandlung über die Frage zu erkennen, ob die Vollstreckung aus einem der oben angeführten Gründe abzulehnen ist.

5. Die Tagfahrt muss auf möglichst kurze Frist und keinesfalls später als 14 Tage nach dem Tage anberaumt werden, an dem die verpflichtete Partei einen Ablehnungsgrund geltend gemacht hat.

6. Wenn die vorgebrachten Ablehnungsgründe unbegründet befunden oder wenn derartige Gründe innerhalb der 14tägigen Anmeldefrist überhaupt nicht vorgebracht wurden, ist die bis zur Sicherstellung durchgeführte Vollstreckung von Amts wegen bis zur Befriedigung der Forderung fortzusetzen.

Artikel 50.

Beim Vollzuge der Zwangsvollstreckung sind, sofern dieser Vertrag nicht besondere Bestimmungen enthält, die Gesetze des ersuchten Staates anzuwenden.

Artikel 51.

1. Wenn eine Zwangsvollstreckung wegen Mangels der geforderten Voraussetzungen abgelehnt wurde, hat der betreibende Gläubiger das Recht, Rekurs zu ergreifen.

2) Молећи суд или интересована странка могу у осталом поновити молбу за егзекуцију, ако су накнадно испуњени услови прописани у овом уговору.

Члан 52.

1) Судски трошкови, проузроковани егзекуцијом решења, поравнања и нотарских исправа, пашће на терет интересованих странака и морају бити плаћени по законима, који важе у области, у којој се обавља егзекуција; умољена ће држава те трошкове, ако је потребно, предујмити.

2) Ако се ови трошкови не могу платити од странака, онда ће их сносити молећа држава.

3) Ако приликом егзекуције треба платити таксе, ове ће бити одмерене по законима државе, у којој се има извршити егзекуција. Егзекуција се не може одложити за то што поменуте таксе нису плаћене.

Члан 53.

У областима једне од Држава Уговорница донета решења, закључена поравнања и састављене извршне нотарске исправе, имају у областима друге државе исту снагу и исто дејство као решења, поравнања и нотарске исправе сопствене државе под условом да би исти на основи овог уговора могли бити извршени у оној другој држави.

ГЛАВА VII

Стечај

Члан 54.

1) Ако је у областима једне Државе Уговорнице отворен стечај над имо-

2. Das Ersuchen um Vollstreckung kann übrigens von dem ersuchenden Gericht oder von der beteiligten Partei erneuert werden, wenn die in diesem Verträge festgesetzten Bedingungen nachträglich erfüllt wurden.

Artikel 52.

1. Die Gerichtskosten, die durch die Vollstreckung von Entscheidungen, Vergleichen und Notariatsakten verursacht werden, fallen den beteiligten Parteien zur Last und müssen entsprechend den im Vollstreckungsgebiet in Kraft stehenden Gesetzen bezahlt werden; sie werden nötigenfalls von dem ersuchten Staate vorgestreckt.

2. Kann der Ersatz dieser Kosten von den Parteien nicht erlangt werden, so sind sie vom ersuchenden Staate zu tragen.

3. Sind anlässlich der Zwangsvollstreckung Gebühren zu bezahlen, so werden sie nach den Gesetzen des Landes, wo die Vollstreckung stattfinden soll, bemessen. Aus dem Grunde, dass die erwähnten Gebühren nicht bezahlt worden sind, darf aber die Vollstreckung nicht verzögert werden.

Artikel 53.

Die in den Gebieten eines der vertragschliessenden Staaten erlassenen Entscheidungen, die dort abgeschlossenen Vergleiche und die dort errichteten vollstreckbaren Notariatsakte haben in den Gebieten des anderen Staates die nämliche Kraft und die nämliche Wirkung wie die inländischen Entscheidungen, Vergleiche und Notariatsakte, vorausgesetzt, dass sie daselbst auf Grund des gegenwärtigen Übereinkommens vollstreckbar wären.

7. ABSCHNITT.

KONKURS.

Artikel 54.

1. Wenn in den Gebieten eines der vertragschliessenden Staaten, ein Konkurs über das

вином дужника, који у области друге Државе Уговорнице има покретног имања, али тамо не пребива, онда ће се ово покретно имање на молбу стецишног суда обезбедити, пописати и предати стецишном суду.

2) Од дана, када је надлежни суд при-
мио молбу, којом се траже мере обезбе-
ђења или предаја наведеног имања, не
могу се више правно основати založna
права на имању које треба предати.
Имање се неће предати стецишном суду,
ако неко на исто, било пре или после
тога дана, полаже право својине или
права повраћаја, права задржавања или
права првенства, založna или друга
реална права, која су била основана још
пре горе поменутог дана. Исто вреди
и онда кад се тражи одвајање таквог
имања, а нарочито наследства. У таквом
случају може се предати стецишном суду
само оно имање које је преостало, пошто
су потпуно задовољена ова потражи-
вања.

3) Потраживања сматрају се покретном
имовином, чак и ако су хипотекарно
обезбеђена на непокретна добра.

Члан 55.

1) За предузимање мера у погледу
покретног имања, које се у смислу пред-
стојећег члана не предаје као и у погледу
целокупне дужникове непокретне имовине,
остају надлежни судови оне државе, у
чијој се области налази имовина.

2) Ако је та имовина била изложена
јавној продаји и ако од продајне цене,
по измирењу поверилаца, који су имали
право на ту имовину, преостане вишак,
овај ће се предати стецишном суду у
смислу претходног члана.

Члан 56.

1) У стечајевима отвореним у обла-
стима једне од Држава Уговорница, по-

Vermögen eines Gemeinschuldners eröffnet wird,
der bewegliches Vermögen in den Gebieten
des anderen Staates besitzt, ohne dort ansässig
zu sein, so ist dieses bewegliche Vermögen auf
Ersuchen des Konkursgerichtes sicherzustellen,
zu inventieren und dem Konkursgerichte zu
übergeben.

2. Von dem Tage an, da dem zuständigen
Gerichte das Ersuchen um Einleitung von
Sicherstellungsmassregeln oder um Übergabe
des erwähnten Vermögens zugekommen ist,
können an dem der Übersendung unterliegenden
Vermögen Pfandrechte rechtmässig nicht mehr
begründet werden. Die Übergabe an das
Konkursgericht findet nicht statt, wenn hin-
sichtlich des Vermögens, das zu übergeben wäre,
Eigentums- oder Rückforderungsansprüche,
Retentions- oder Vorzugsrechte, Pfand-
oder andere dingliche Rechte, die vor dem oben
angegebenen Tage bereits begründet waren,
vor oder nach diesem Tage geltend gemacht
werden. Das gleiche gilt, wenn die Absonderung
eines solchen Vermögens, namentlich einer
Erbenschaft, begehrt wird. In einem solchen
Falle kann dem Konkursgerichte nur der nach
vollständiger Befriedigung dieser Ansprüche
verbleibende Vermögensrest übergeben werden.

3. Forderungen gehören, auch wenn sie auf
unbeweglichen Gütern bürgerlich sichergestellt
sind, zum beweglichen Vermögen.

Artikel 55.

1. Die Verfügungen über das bewegliche
Vermögen, das gemäss dem vorstehenden Artikel
nicht übergeben wird, sowie über das gesamte
unbewegliche Vermögen eines Gemeinschuldners
bleiben den Gerichten des Staates vorbehalten,
auf dessen Gebiete das Vermögen sich befindet.

2. Wenn das erwähnte Vermögen zwangs-
weise versteigert wurde und von dem Erlöse nach
Befriedigung der Gläubiger, denen ein Recht
an dem Vermögen zustand, ein Rest erübrigt,
so ist dieser nach den Bestimmungen des vorher-
gehenden Artikels dem Konkursgerichte zu
übergeben.

Artikel 56.

1. In den in den Gebieten eines der vertrag-
schliessenden Staaten eröffneten Konkursen

ступаће се с повериоцима, који су држављани друге Државе Уговорнице, исто онако као са повериоцима који су држављани сопствене државе.

2) Ако се при отварању стечаја држи, да има поверилаца и у другој Држави Уговорници, онда ће се отварање стечаја објавити и у за то одређеним новинама друге државе по тамо важећим прописима.

II ДЕО

ПРАВНА ПОМОЋ У КРИВИЧНИМ СТВАРИМА

Члан 57.

1) У кривичним стварима, које нису политичке природе, указиваће Државе Уговорнице по молби узајамну правну помоћ. Нарочито ће достављати писмена која се односе на кривични поступак и вршиће истражне радње као : саслушаваће окривљених лица, сведока и вештака, судски извиђај, претраживаће и узапћиваће предмета, и предавати једна другој акта и предмете, који се односе на неки кривични поступак.

2) Међутим осудне пресуде као и позиви ради саслушања једног лица као окривљеног које издају судови једне Државе Уговорнице против држављана друге Државе Уговорнице, неће се достављати. Такође неће се моћи саслушати као окривљени држављанин једне Државе Уговорнице по молби судова друге Државе Уговорнице.

3) Прописи члана 8 и 9 примениће се и у кривичним стварима.

Члан 58.

1) Сведок или вештак, ма чији он држављанин био, који је у области једне од Држава Уговорница примио позив и по томе добровољно предстао суду друге

werden Gläubiger, die Angehörige des anderen Staates sind, gleich den inländischen Gläubigern behandelt.

2. Wenn bei der Konkursöffnung zu vermuten ist, dass sich in den Gebieten des anderen vertragschliessenden Staates Gläubiger befinden, so ist die Konkursöffnung auch in den hiezu bestimmten Zeitungen des anderen Staates nach den dort geltenden Vorschriften kundzumachen.

II. TEIL.

RECHTSHILFÈ IN STRAFSACHEN.

Artikel 57.

1. In nicht politischen Strafsachen gewähren die vertragschliessenden Staaten einander auf Ersuchen Rechtshilfe. Insbesondere lassen sie auf ein Strafverfahren bezügliche Schriftstücke zustellen und führen Untersuchungen, wie die Vernehmung von beschuldigten Personen, von Zeugen und Sachverständigen, den gerichtlichen Augenschein, die Durchsichtung und Beschlagnahme von Gegenständen durch und folgen einander Akten und Gegenstände, die auf ein Strafverfahren Bezug haben, aus.

2. Verurteilende Erkenntnisse aber sowie Vorladungen zur Einvernahme von Personen als Beschuldigten, die von den Gerichten des einen vertragschliessenden Staates gegen Angehörige des anderen vertragschliessenden Staates ergehen, werden nicht zugestellt. Auch kann ein Angehöriger des einen vertragschliessenden Staates auf Ersuchen der Gerichte des anderen vertragschliessenden Staates als Beschuldigter nicht einvernommen werden.

3. Die Bestimmungen der Artikel 8 und 9 sind auch in Strafsachen anzuwenden.

Artikel 58.

1. Kein Zeuge oder Sachverständiger, welcher Staatsangehörigkeit er auch sein mag, der in den Gebieten des einen der vertragschliessenden Staaten eine Ladung erhalten hat und darauf

Државе Уговорнице, не сме тамо бити гоњен ни ухапшен због ранијих кажњивих дела или осуда или под изговором да је саучесник у кажњивом делу, које је предмет поступка, у коме је он позван као сведок. Међутим поменућа лица губе ову привилегију ако не напусте област молеће државе за време од 48 сати, чим њихово присуство у суду није више потребно, премда су за то имали прилике.

2) У молби за достављање позива, назначиће се износ, који ће се дати као накнада за трошкове путовања и повратка. Позваном лицу даће се на његову жељу аконтација трошкова путовања и боравка.

3) Ако се позвано лице налази у приватној у области умољене државе, онда се може замолити врховна судско-правна власт ове државе да га привремено преда уз обавезу да ће што пре бити послато натраг.

Члан 59.

1) Државе Уговорнице достављаће једна другој преписе казних листова или изводе извршних осудних пресуда, у колико се односе на држављане друге Државе Уговорнице и по важећим прописима уносе у казни регистар.

2) Исто тако достављаће једна другој даље одлуке које се односе на такве пресуде и уносе у казни регистар.

3) Државе Уговорнице достављаће једна другој овакве преписе и изводе сваке четврт године.

Члан 60.

Власти Држава Уговорница којима је поверено вођење казних регистара, даваће властима друге државе, на непосредну молбу, обавештења из казног регистра о појединим случајевима.

freiwillig vor den Gerichten des anderen Staates erscheint, darf dort wegen früherer strafbarer Handlungen oder Verurteilungen oder unter dem Vorwande der Mitschuld an einer strafbaren Handlung, die den Gegenstand des Prozesses bildet, in dem er als Zeuge auftritt, verfolgt oder verhaftet werden. Die genannten Personen werden jedoch dieser Begünstigung verlustig, wenn sie das Gebiet des ersuchenden Staates nicht binnen 48 Stunden, nachdem ihre Anwesenheit bei Gericht nicht mehr notwendig ist, verlassen, obwohl sie dazu Gelegenheit hatten.

2. In dem Ersuchen um Zustellung der Vorladung ist der Betrag anzuführen, der zur Deckung der Kosten der Reise und des Aufenthaltes ausgezahlt wird. Der vorgeladenen Person wird auf ihren Wunsch ein Vorschuss zur Deckung der Kosten der Reise und des Aufenthaltes ausgefolgt.

3. Wenn sich der Vorgeladene auf dem Gebiete des ersuchten Staates in Haft befindet, kann die oberste Justizverwaltungsbehörde dieses Staates um seine zeitweise Überstellung ersucht werden und zwar gegen Übernahme der Verpflichtung, ihn ehestens zurückzusenden.

Artikel 59.

1. Die vertragschliessenden Staaten werden einander Abschriften der Strafkarten oder Auszüge aus den rechtskräftigen verurteilenden Erkenntnissen mitteilen, die sich auf Angehörige des anderen vertragschliessenden Staates beziehen und nach den geltenden Vorschriften in das Strafregister eingetragen werden.

2. Ebenso werden sie einander die weiteren Entscheidungen mitteilen, die sich auf derartige Urteile beziehen und in das Strafregister eingetragen werden.

3. Die vertragschliessenden Staaten werden einander diese Abschriften und Auszüge jeweils vierteljährlich übermitteln.

Artikel 60.

Die mit der Führung des Strafregisters betrauten Behörden eines jeden der vertragschliessenden Staaten werden den Behörden des anderen Staates auf unmittelbares Ersuchen Nachrichten aus dem Strafregister über einzelne Fälle erteilen.

Члан 61.

1) Трошкове проузроковане давањем какве правне помоћи у кривичним делим сносиће она Држава Уговорница на чијој су области они настали.

2) Међутим трошкове, који су настали услед молбе за саслушавање вештака, или за позивање лица, која се у областима замољене државе налазе у притвору, накнадиће молећа држава.

Члан 62.

1) Овај ће се уговор ратификовати. Ратификације имају се изменити што пре у Београду.

2) Уговор ће ступити на снагу месец дана по измени ратификација. Свака држава Уговорница може отказати уговор у целини или у погледу појединих глава. Отказани прописи остају, међутим, и даље на снази за време од шест месеци по отказу.

У потврду овога потписали су пуномоћници овај уговор и снабдели га својим печатима.

Рађено у Београду, 1. маја хиљаду девет стотина двадесет осме године, на српском и немачком језику у два примерка. Пошто су преговори вођени на немачком језику, у случају сумње, немачки текст важиће као аутентичан.

(*М. П.*) D-r V. MARINKOVITCH, *с. р.*

Artikel 61.

1. Die anlässlich der Gewährung von Rechtshilfe in Strafsachen verursachten Kosten werden von dem vertragschliessenden Staate getragen, auf dessen Gebiete sie entstanden sind.

2. Auslagen, die infolge eines Ersuchens um Vernehmung von Sachverständigen oder um Vorladung einer Person, die sich auf dem Gebiete des ersuchten Staates in Haft befindet, entstanden sind, werden jedoch von dem ersuchenden Staate ersetzt.

Artikel 62.

1. Der gegenwärtige Vertrag soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sind sobald wie möglich in Beograd auszutauschen.

2. Der Vertrag tritt einen Monat nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft. Der Vertrag kann zur Gänze oder hinsichtlich einzelner Abschnitte von jedem der vertragschliessenden Staaten gekündigt werden. Die gekündigten Bestimmungen bleiben jedoch nach erfolgter Kündigung noch durch sechs Monate in Kraft.

Urkund dessen haben die Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen zu Beograd, am 1. Mai eintausendneunhundertachtundzwanzig in deutscher und in serbischer Sprache in je zwei Ausfertigungen. Da die Verhandlungen in deutscher Sprache geführt wurden, gilt im Zweifelsfalle der deutsche Text als authentisch.

(*М. П.*) Max HOFFINGER, *с. р.*

ЗАВРШНИ ПРОТОКОЛ

SCHLUSSPROTOKOLL.

Потписани пуномоћници изјавили су при потписивању уговора о узајамном правном општењу, да постоји сагласност у овим тачкама :

К. чл. 3. Прописи овог члана односе се и на право државе на наплату таксе за претрес или за пресуду.

К. чл. 25. Речи «најближа консуларна власт» треба разумети тако, да се под њима подразумева она консуларна власт друге Државе Уговорнице, која је надлежна за подручје дотичне месне власти. Али надлежна консуларна или њој претпостављена власт може за вршење консуларног уредовања делегирати једну другу консуларну власт дотичне државе. О томе обавестиће се без одлагања она власт, која је упутила извештај надлежној консуларној власти.

К. чл. 37—53. Прописи ових чланова о егзекуцији односе се на егзекуционе основе, настале после петог априла 1924 године у једној од Држава Уговорница, ако се ово не односи на егзекуционе основе, који се већ по садашњим прописима могу извршити са обе стране.

К. чл. 41. Под речима «по законима умољене државе» подразумевају се закони, који важе у месту где се налазе непокретна или покретна добра, која имају да буду предметом егзекуције ; кад је предмет егзекуције потраживање, закони, који важе у месту где дужник пребива ; кад се има да изврши која друга егзекуциона радња, онда место извршења.

У Београду, 1. маја 1928.

(М. П.) D-г V. MARINKOVITCH, *c. p.*

Pour copie certifiée conforme :

Le 10 novembre 1929.

Belgrade.

D'ordre du Ministre,
Conseiller :

D-г Svet Djoritch.

No. 2214

Bei Fertigung des Vertrages über den wechselseitigen rechtlichen Verkehr haben die unterzeichneten Bevollmächtigten die Erklärung abgegeben, dass über folgende Punkte Einverständnis besteht :

Zu Artikel 3. Die Bestimmungen dieses Artikels erstrecken sich auch auf die Ansprüche des Staates auf die für die Verhandlung oder das Urteil zu entrichtenden Gebühren.

Zu Artikel 25. Die Worte « nächste Konsularbehörde » sind in dem Sinne zu verstehen, dass darunter die Konsularbehörde des anderen Vertragsstaates gemeint ist, die für den Amtsbezirk der betreffenden Lokalbehörde zuständig ist. Das zuständige Konsularamt oder dessen vorgesetzte Behörde kann jedoch eine andere Konsularbehörde des betreffenden Staates zur Vornahme der konsularischen Amtshandlung delegieren. Hievon wird die Behörde, von der die Mitteilung an das zuständige Konsularamt ausgegangen ist, von diesem unverweilt verständigt werden.

Zu den Artikeln 37 bis 53. Die Bestimmungen dieser Artikel über die Zwangsvollstreckung beziehen sich auf jene Exekutionstitel, die nach dem 5 April 1924 in einem der beiden vertragsschliessenden Staaten entstanden sind, sofern es sich nicht um Exekutionstitel handelt, die schon nach den gegenwärtigen Vorschriften gegenseitig vollstreckbar sind.

Zu Artikel 41. Unter dem Ausdrücke « nach den Gesetzen des ersuchten Staates » sind die Gesetze zu verstehen, die an dem Orte gelten, wo sich die unbewegliche oder bewegliche Sache befindet, auf die Exekution geführt werden soll, bei Forderungspfändungen wo der Schuldner den Wohnsitz hat, oder wo die sonstige Vollstreckungshandlung vorgenommen werden soll.

In Beograd, am 1. Mai 1928.

(М. П.) Max HOFFINGER, *c. p.*

¹ TRADUCTION.

N^o 2214. — TRAITÉ ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE. SIGNÉ A BELGRADE, LE 1^{er} MAI 1928.

LA RÉPUBLIQUE AUTRICHIENNE et LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, animés du désir de faciliter l'administration de la justice et l'accomplissement des actes de procédure intéressant leurs nationaux, ont résolu de conclure le traité suivant.

A cet effet, ils ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AUTRICHIENNE :

Son Excellence M. Max HOFFINGER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Belgrade ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

Son Excellence le Dr Voislav MARINKOVITCH, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

PREMIÈRE PARTIE

AFFAIRES CIVILES.

PREMIÈRE SECTION

GARANTIES LÉGALES.

Article premier.

1. Les ressortissants de chacun des Etats contractants jouiront, sur le territoire de l'autre

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2214. — TREATY BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES REGARDING LEGAL PROCEEDINGS. SIGNED AT BELGRADE, MAY 1, 1928.

THE REPUBLIC OF AUSTRIA and THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, being desirous of facilitating the administration of justice and the conduct of legal proceedings between their respective nationals, have resolved to conclude a treaty, and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

His Excellency M. Max HOFFINGER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Belgrade ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

His Excellency Dr. Voislav MARINKOVITCH, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

PART I.

CIVIL MATTERS.

SECTION I.

LEGAL PROTECTION.

Article 1.

1. The nationals of either Contracting State shall enjoy, in the territory of the other State,

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Etat, du même traitement que les nationaux en ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leur personne et de leurs biens.

2. A cet effet, ils auront libre et facile accès aux tribunaux et pourront y comparaître dans les mêmes conditions que les nationaux.

Article 2.

1. Aucun cautionnement ou dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne pourra être exigé des ressortissants de l'un des Etats contractants comparaisant devant les tribunaux de l'autre Etat comme demandeurs ou intervenants, en raison de leur qualité d'étrangers ou parce qu'ils ne possèdent ni domicile ni résidence dans le pays en question.

2. La même disposition s'applique en ce qui concerne les provisions de frais de justice réclamés aux demandeurs ou aux intervenants.

Article 3.

Si un demandeur ou un intervenant exonéré du cautionnement, du dépôt ou de la provision en vertu de l'article 2 ou d'une loi en vigueur dans le pays où l'action a été introduite, est condamné aux frais du procès par une décision passée en force de chose jugée, rendue par les tribunaux de l'un des Etats contractants, ladite décision devra être exécutée sans frais sur le territoire de l'autre Etat, à la demande de l'une des parties intéressées et sans audition préalable des parties. La même règle s'applique en ce qui concerne les décisions judiciaires fixant ultérieurement le montant des frais de justice.

Article 4.

1. Les ressortissants de l'un des Etats contractants seront admis, sur le territoire de l'autre Etat, à bénéficier de l'assistance judiciaire gratuite dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat.

2. Si un ressortissant de l'un des Etats contractants a été admis à bénéficier de l'assistance judiciaire, il jouira également de cette assistance pour tous les actes de procédure et d'exécution qui se rapportent au même litige et sont accomplis devant les tribunaux de l'autre Etat. Les

the same treatment as nationals of the country in respect of the legal and judicial protection of their persons and property.

2. To this end they shall have free and unrestricted access to the Courts and may appear before the Courts under the same conditions as nationals of the country.

Article 2.

1. The nationals of either Contracting State appearing before the Courts of the other State as plaintiffs or interveners shall not be required to give any security or to make any deposit under any name whatsoever on the ground of their being foreigners or of their not possessing a domicile or residence in the country in question.

2. The same rule shall apply as regards payments in advance required from plaintiffs or interveners as security for legal costs.

Article 3.

When a plaintiff or intervenor who was exempted from giving security or from making a deposit or a provisional payment in virtue of Article 2 or of the law of the State in which the action was brought, is ordered to pay the costs of the action under a final decision of the Courts of one of the Contracting States, the said decision shall, if one of the parties concerned so desires, be executed free of charge in the territory of the other State without the parties being previously heard. The same rule shall apply to judicial decisions by which the amount of the costs is determined subsequently.

Article 4.

1. Nationals of either Contracting State shall be granted the benefit of free legal aid in the territory of the other State under the same conditions as nationals of the latter State.

2. If free legal aid has been granted to a national of either Contracting State, he shall also be granted this right in all legal proceedings and execution proceedings that relate to the same case and are conducted before the Courts of the other State. The provisions of Article 19

dispositions de l'article 19 seront applicables aux débours auxquels pourraient donner lieu ces actes de procédure.

shall apply to any costs arising in respect of such proceedings.

Article 5.

1. Le certificat d'indigence sera délivré par les autorités du lieu où la personne qui le réclame a sa résidence ordinaire et, à défaut de résidence ordinaire, par les autorités du lieu de son séjour actuel.

2. Si la personne en question ne séjourne pas sur le territoire de l'un des Etats contractants, le certificat du représentant diplomatique ou consulaire compétent de l'Etat du demandeur sera suffisant.

Article 5.

1. The certificate of inadequate means must be issued by the authorities of the applicant's habitual place of residence or, failing such residence, by the authorities of the place in which he is residing for the time being.

2. Should the applicant not reside in the territory of either Contracting State, a certificate from the competent diplomatic or consular representative shall be sufficient.

Article 6.

1. Les autorités compétentes pour délivrer le certificat d'indigence, pourront demander aux autorités de l'autre Etat contractant des renseignements sur la situation de fortune de celui qui réclame ledit certificat.

2. L'autorité qui statue sur la demande d'assistance judiciaire, conserve le droit de procéder dans les limites de ses attributions, à une vérification des certificats et des renseignements fournis.

Article 6.

1. The authority competent to issue the certificate of inadequate means may apply to the authorities of the other Contracting State for information regarding the financial position of the applicant.

2. The authority which decides on the application for free legal aid shall, so far as its powers extend, be entitled to verify the certificates and information laid before it.

DEUXIÈME SECTION

COOPÉRATION JUDICIAIRE.

Dispositions générales.

Article 7.

1. Les Etats contractants s'engagent à se prêter l'un à l'autre assistance judiciaire, en matière de droit civil, de droit commercial et de juridiction gracieuse.

2. Si l'autorité requise n'est pas compétente, elle transmettra d'office la commission rogatoire à l'autorité compétente de son Etat.

SECTION II.

LEGAL CO-OPERATION.

General provisions.

Article 7.

1. The Contracting States undertake to give each other, if requested to do so, mutual assistance in civil and commercial matters and in matters of voluntary jurisdiction.

2. If the authority applied to is without jurisdiction, the request in question shall be forwarded without any further demand being made to the competent authority of the same State.

Article 8.

1. Les autorités judiciaires des deux Etats contractants correspondront par l'intermédiaire des administrations centrales de la justice des deux pays (Ministère fédéral de la Justice à Vienne et Ministère de la Justice à Belgrade).

2. Les autorités judiciaires du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes qui dépendent des Cours d'appel de Ljubljana et de Split, de la Cours du Banat de Zagreb et de la Cour suprême de Sarajevo, ainsi que les autorités judiciaires de la République d'Autriche, qui dépendent des Cours d'appel de Gratz et de Vienne, pourront toutefois correspondre directement entre elles, dans leur propre langue, sans passer par l'intermédiaire des administrations suprêmes de la justice.

3. En cas extrême d'urgence, toutes les autorités judiciaires des deux Etats contractants pourront correspondre directement entre elles.

Article 9.

1. Les demandes de signification et les commissions rogatoires devront être rédigées dans la langue de l'Etat requérant. Il ne sera pas nécessaire qu'elles soient légalisées, mais elles devront être revêtues du cachet de l'autorité requérante.

2. Le tribunal requérant devra annexer une traduction, rédigée dans la langue du tribunal requis, au texte des commissions rogatoires-transmises directement en cas d'extrême urgence conformément au paragraphe 3 de l'article précédent. Toutefois, lorsque les tribunaux désignés au deuxième paragraphe de l'article précédent correspondront directement entre eux, le tribunal requérant ne sera pas tenu d'annexer de traduction rédigée dans la langue du tribunal requis.

3. Les actes et autres pièces à établir pour l'exécution de la commission rogatoire seront rédigés dans la langue de l'Etat requis.

Article 10.

La commission rogatoire devra mentionner son objet, contenir, s'il est nécessaire, un exposé

Article 8.

1. The judicial authorities of both Contracting States shall communicate with one another through the intermediary of the supreme judicial administration authorities of the two States (Federal Ministry of Justice in Vienna and Ministry of Justice in Belgrade).

2. The judicial authorities of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes subordinate to the Provincial Courts of Appeal at Ljubljana (Laibach) and Split (Spalato), the Court of the Banat at Zagreb and the Supreme Court at Sarajevo, and the judicial authorities of the Austrian Republic subordinate to the Provincial Courts of Appeal at Graz and Vienna may, however, communicate direct with one another in their own language without the intermediary of the supreme judicial administrative authorities.

3. In cases of special urgency, all judicial authorities in the two Contracting States may communicate direct with one another.

Article 9.

1. Requests for the service of documents and "commissions rogatoires" shall be drawn up in the language of the State making the request. They do not require legalisation, but they must be sealed with the official seal of the authority making the request.

2. Where requests are transmitted direct in cases of special urgency in conformity with No. 3 of the previous Article, the Court making the request shall attach a translation in the language of the Court applied to. Nevertheless, when the Courts referred to in paragraph 2 of the previous Article communicate direct with one another, the Court making the application shall not require to attach a translation in the language of the Court applied to.

3. All documents required for the execution of the request shall be drawn up in the language of the State applied to.

Article 10.

The request shall indicate the object of the case and give, so far as is necessary, a summary

succinct de l'affaire, et indiquer les nom, profession, domicile ou résidence des intéressés. Les demandes de signification, en particulier, indiqueront aussi l'adresse du destinataire et la nature des pièces à signifier.

Article 11.

Les commissions rogatoires devront être effectuées dans la forme prescrite par les lois de l'Etat requis. Il conviendra toutefois de satisfaire à la demande de l'autorité requérante en vue de l'application d'une forme spéciale, si cette dernière n'est pas contraire à la législation de l'Etat requis.

Article 12.

Dans tous les cas où la commission rogatoire ne sera pas exécutée par l'autorité requise, cette dernière devra en informer immédiatement l'autorité requérante. En cas de refus (articles 14 et 18), les motifs du refus devront être indiqués. En cas de transmission à une autre autorité, (article 7 ; paragraphe 2), il sera fait mention de cette autorité.

Significations.

Article 13.

1. Les actes à signifier devront être rédigés dans la langue de l'Etat requis, ou être accompagnés d'une traduction en cette langue, certifiée conforme par un interprète assermenté.

2. Au cas contraire, l'autorité requise pourra se borner à exécuter la signification par la remise de la pièce au destinataire, si celui-ci est disposé à l'accepter.

Article 14.

L'Etat sur le territoire duquel l'exécution de la signification doit avoir lieu pourra refuser d'y procéder s'il estime que l'exécution de cette signification est de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

of the facts thereof, together with the names, occupation or status and domicile or residence of the parties. Requests for service of documents shall in particular contain the address of the recipient and the nature of the documents which are to be served.

Article 11.

"Commissions rogatoires" and requests for service shall be executed in the manner prescribed by the law of the State applied to. Nevertheless, an application by the authority making the request that some special procedure may be followed shall be acceded to, provided such procedure be not contrary to the law of the State applied to.

Article 12.

In every instance in which the request is not executed by the authority applied to, the latter shall immediately inform the authority making the application and shall state, where execution has been refused (Articles 14 and 18), the grounds of such refusal, and, where the request has been transmitted to another authority (Article 7, No. 2), the name of such authority.

Service of documents.

Article 13.

1. Documents to be served must be drawn up in the language of the State applied to or be accompanied by a translation in that language certified by a sworn translator.

2. Failing this, the authority applied to may limit its action to effecting service by delivering the document to the addressee if he is prepared to accept it.

Article 14.

The execution of a request for service may be refused if the State in whose territory it is to be effected considers it such as to compromise its sovereignty or safety.

Article 15.

1. La preuve de la signification se fera au moyen soit d'un accusé de réception du destinataire, daté et légalisé, soit d'une attestation de l'autorité requise constatant le fait, la forme, ainsi que la date et l'heure de la signification.

2. Si l'acte à signifier a été transmis en double expédition, l'accusé de réception ou l'attestation sera fait sur l'un des deux exemplaires.

Article 16.

Chacun des Etats contractants pourra aussi signifier directement des pièces par la poste sur le territoire de l'autre Etat ; si les pièces en questions sont destinées à ses propres nationaux, il pourra également les signifier par l'intermédiaire de ses représentants diplomatiques et consulaires, mais il ne pourra, dans ces cas, ni menacer d'appliquer des moyens de contrainte, ni les appliquer effectivement.

*Commissions rogatoires.**Article 17.*

1. L'autorité judiciaire à laquelle la commission rogatoire est adressée est tenue de lui donner suite. Elle devra à cet égard appliquer les mêmes moyens de contrainte que s'il s'agissait de l'exécution d'une commission rogatoire émanant des autorités de l'Etat requis ou de l'exécution d'une demande présentée à cet effet par l'une des parties intéressées. Il n'y aura pas lieu d'appliquer des moyens de contrainte lorsqu'il s'agira de la comparution personnelle de parties en litige.

2. A la demande de l'autorité requérante, un avis devra lui être adressé pour lui indiquer la date, l'heure et le lieu de l'acte d'exécution de la commission rogatoire, afin que la partie intéressée soit en mesure d'assister à cette formalité.

Article 18.

L'exécution de la commission rogatoire pourra être refusée si l'accomplissement de cette formalité ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire, ou si l'Etat requis estime que l'exécution de la commission rogatoire pourrait porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

Article 15.

1. Proof of service shall be furnished either by a dated and legalised acknowledgment from the recipient or by a certificate from the authority applied to, setting forth the fact, the manner and the date of such service.

2. If the document to be served was forwarded in duplicate, the acknowledgment or certificate shall be placed on one of the two copies.

Article 16.

Each of the Contracting States may also serve documents in the territory of the other State direct through the post, and, when its own nationals are concerned, through its diplomatic or consular agents ; in such cases, however, it may not employ, or threaten to employ, measures of compulsion.

*Commissions rogatoires.**Article 17.*

1. The judicial authority to which the " commission rogatoire " is addressed must execute it by the use of the same compulsory measures as would be applied in the case of a commission emanating from the authorities of the State applied to or of a request to that effect made by an interested party. These compulsory measures need not be employed if it is a question of the parties to the dispute appearing in person.

2. The authority making the request will, if it so desires, be informed of the date and place where the proceedings asked for will take place in order that the interested party may be able to be present.

Article 18.

The execution of a " commission rogatoire " may be refused if the measure requested does not fall within the functions of the judiciary in the State applied to, or if such State considers that it is such as to affect its sovereignty or safety.

*Frais afférents au concours réciproque
entre les tribunaux.*

Article 19.

1. Pour les significations d'actes et l'exécution des commissions rogatoires, il ne pourra être réclamé à l'Etat requérant aucune taxe ni le remboursement d'aucune dépense, de quelque nature que ce soit, à l'exception des indemnités versées aux témoins et experts.

2. L'autorité requise ne pourra refuser de prêter son assistance du fait que l'autorité requérante n'aurait pas déposé de provisions suffisantes pour les débours qui doivent être remboursés conformément au premier paragraphe du présent article, à moins que l'Etat requis ne puisse, dans les mêmes circonstances, réclamer une avance de ce genre de ses propres ressortissants.

3. Les frais de poste seront à la charge de l'autorité expéditrice.

Informations juridiques.

Article 20.

L'administration suprême de la justice de chacun des Etats contractants fournira à l'autre administration, à la demande de cette dernière, des renseignements relatifs à la législation en vigueur sur son territoire.

TROISIÈME SECTION

SUCCESSIONS.

Article 21.

1. Les ressortissants de chacun des Etats contractants peuvent disposer de tous les biens qu'ils possèdent sur le territoire de l'autre Etat, par testament, codicille, contrat d'hérédité, donation à cause de mort, ou autrement. Ils peuvent de même acquérir par voie de succession des droits de propriété dans toutes les parties du territoire de l'autre Etat contractant, comme les propres ressortissants de cet Etat.

Costs arising from legal cooperation.

Article 19.

1. With the exception of witnesses' and experts' allowances, no fees or charges of any kind shall be payable by the State making the application in respect of the execution of requests for the service of documents and "commissions rogatoires".

2. The authority applied to may not refuse assistance on the ground that the authority making the application has not paid a reasonable advance on account of the expenditure which must be refunded under paragraph 1 of this Article, except where an advance can be demanded from nationals of the country in similar circumstances.

3. Postal charges shall be borne by the despatching authority.

Judicial information.

Article 20.

The supreme judicial administrative authorities of the Contracting States shall, if requested to do so, inform one another direct of the law in force in their respective territories.

SECTION III.

SUCCESSION

Article 21.

1. Nationals of either Contracting State may dispose of all the property they possess in the territory of the other Contracting State by will, codicil, contract of inheritance, gift to take effect on the death of the donor, or in any other manner. They may similarly acquire, *mortis causa*, property rights in all parts of the territory of the other Contracting State in the same way as nationals of that State.

2. Seront considérés comme titres légitimes pour acquérir la propriété conformément au paragraphe précédent : la succession légale, le droit à la réserve, la succession testamentaire, le contrat d'hérédité, la donation à cause de mort, le legs et la dévolution à l'Etat d'une succession en déshérence.

3. Les stipulations précédentes ne dérogent ni aux prescriptions légales en vigueur dans les Etats contractants en matière d'acquisition et de possession de biens immobiliers, ni à celles relatives à l'application de la réforme agraire.

Article 22.

Les Etats contractants s'engagent à se livrer réciproquement les biens meubles appartenant à la succession de ressortissants de l'autre Etat, afin que la succession soit liquidée par l'autorité compétente de l'Etat dont le *de cuius* était originaire et afin que cette autorité statue sur toutes les questions litigieuses qui se rapportent à cette succession.

Article 23.

1. Les autorités de l'Etat contractant sur le territoire duquel se trouvent les biens meubles successoraux sont tenues de :

1^o Dresser l'acte de décès si le ressortissant de l'autre Etat contractant est décédé sur le territoire dudit Etat ;

2^o Prendre les mesures nécessaires pour conserver la succession et pour assurer sa bonne administration afin d'éviter son amoindrissement ou d'autres dommages. En particulier, les autorités sont tenues, dans ces cas, de dresser un inventaire de tous les biens meubles appartenant à la succession et situés sur ce territoire et, suivant les circonstances, d'y apposer les scellés et de faire déposer les biens en lieu sûr, ou bien de nommer, en vue de leur gestion, une personne de confiance et présentant toutes garanties d'honorabilité comme administrateur.

2. Les mesures indiquées aux alinéas 1 et 2 seront prises par l'autorité compétente, conformément aux prescriptions légales en vigueur à cet égard dans l'Etat auquel ressortit ladite autorité. Toutefois, ces mesures pourront être

2. The following shall be deemed to constitute a legitimate title for the acquisition of property in accordance with the foregoing paragraph : statutory inheritance, the right to compulsory portions, testamentary succession, contract of inheritance, *donatio mortis causa*, legacy and the devolution of a succession on the State in the absence of heirs.

3. The above provisions shall not affect the laws in force in the Contracting States concerning the acquisition and possession of immovable property and the carrying out of agrarian reform.

Article 22.

Each of the Contracting States undertakes to hand over to the other the movable estate belonging to nationals of the latter country, so as to enable the competent authority of the country of origin of the deceased to liquidate the estate and decide disputed claims relating to the inheritance.

Article 23.

1. The authorities of the Contracting State in whose territory the movable property of the deceased is situated shall be obliged :

(1) To make out the death certificate when a national of the other Contracting State dies in its territory ;

(2) To take the necessary steps for safeguarding and properly administering the estate and for preventing loss or other injury. It shall more particularly be its duty in such cases to draw up an inventory of all the movable estate situated on its territory and, in accordance with the circumstances of the case, either seal such property or arrange for it to be stored in a safe place, or appoint a reliable and trustworthy person as administrator of the estate.

2. The steps referred to in Nos 1 and 2 above shall be taken by the authority in accordance with the provisions applicable thereto in the State to which the authority belongs. On the request, however, of the other State, they may

appliquées dans une forme spéciale, à la demande de l'autre Etat, si cette forme n'est pas contraire à la législation de l'Etat où se trouve ladite autorité.

3. A la demande d'héritiers ou de légataires ressortissants de l'Etat contractant où se trouve la succession, ou résidant sur le territoire de cet Etat, l'autorité compétente aura le droit de retenir tous les biens de la succession ou une partie suffisante de ces biens jusqu'au moment où l'autorité compétente de l'Etat dont le défunt était ressortissant aura statué définitivement sur les droits desdits héritiers ou légataires.

4. Les mêmes mesures pourront être prises à la demande des créanciers qui sont ressortissants de l'Etat contractant sur le territoire duquel se trouvent les biens de la succession ou qui y résident, à la condition qu'ils aient formulé et, au besoin, fait valoir leurs droits devant l'autorité compétente. Les autorités de l'Etat sur le territoire duquel se trouvent les biens de la succession seront exclusivement compétentes pour statuer sur ces revendications.

Article 24.

Il sera fixé un délai de cinq mois au plus, dans lequel les personnes indiquées aux alinéas 3 et 4 de l'article précédent devront formuler et, au besoin, faire valoir leurs revendications. Si ces revendications n'ont pas été formulées ou n'ont pas fait l'objet d'une action en justice dans ledit délai, la remise des biens meubles de la succession ne pourra être refusée.

Article 25.

1. L'autorité compétente devra informer immédiatement du décès de tout ressortissant de l'autre Etat contractant l'autorité consulaire la plus proche, qui représente le pays dont le défunt était originaire ; elle devra également transmettre au plus tôt à cette autorité le bulletin de décès et une copie légalisée de l'acte de décès. Une copie légalisée de l'ordonnance rendue, le cas échéant, conformément à l'article 24, devra être transmise également à cette autorité consulaire.

2. Si une autorité consulaire de l'Etat dont le défunt était ressortissant réside dans la localité où se trouvent les biens de la succession

be executed according to a special procedure, provided that this is not at variance with the law of the State in which the competent authority happens to be.

3. At the request of heirs or legatees who are nationals of the Contracting State in which the deceased's property is situated or who are resident in its territory, the competent authority shall be entitled to retain the whole or a sufficient portion of the estate until the competent authorities of the country of which the deceased was a national have finally decided on the rights of the said heirs or legatees.

4. Similar steps may be taken on the application of creditors who are nationals of the Contracting State in whose territory the property is situated or who are resident in such territory, provided their claims have been lodged and, where necessary, established before the proper authority. The authorities of the State in whose territory the deceased's property is situated shall alone have the right to decide such claims.

Article 24.

For the filing of the claims mentioned in paragraphs 3 and 4 of the previous Article, a period of not more than five months shall be fixed, during which the claims of the aforesaid persons must be lodged with the authority and, where necessary, established. Should they not be lodged or established within this period, the delivery of the deceased's movable property may not be refused.

Article 25.

1. The competent authority shall immediately notify the nearest consular authority of the deceased's native country of the death of a national of the other Contracting State and transmit as soon as possible the official attestation of death and a legalised copy of the death certificate. The consular authority shall also receive a legalised copy of any order issued under Article 24.

2. Where a consular authority of the deceased's native country resides at the place where the immovable property of the deceased's estate

mobilière, les mesures indiquées à l'alinéa 2 de l'article 23 ne pourront être prises que si cette autorité consulaire en a été informée suffisamment à temps pour qu'elle puisse y participer.

3. Dans les autres cas, l'autorité consulaire devra être informée sans retard de toutes les mesures ordonnées pour la conservation et l'administration de la succession ; ces mesures pourront être modifiées ou annulées, à la demande de l'autorité consulaire, sans préjudice des droits des tiers.

Article 26.

Si le défunt, qui était ressortissant de l'un des Etats contractants, avait son domicile sur le territoire de l'autre Etat, les héritiers ou les réservataires domiciliés sur le territoire de ce dernier Etat pourront demander, dans le délai indiqué à l'article 24, que les biens meubles appartenant à la succession et situés dans cet Etat soient liquidés par les autorités dudit Etat ; en l'espèce, il conviendra toutefois d'appliquer le droit de l'Etat dont le défunt était ressortissant. On devra déférer à cette demande si aucun héritier, aucun réservataire ou légataire n'y fait opposition, après en avoir été dûment avisé.

Article 27.

1. Si des ressortissants de l'un des Etats contractants meurent en cours de voyage dans le territoire de l'autre Etat, et si le défunt n'a pas été domicilié ou n'a pas eu de résidence ordinaire dans ce dernier Etat, les biens qu'il portait avec lui seront remis sans autre formalité à l'autorité consulaire de l'Etat dont il était ressortissant.

2. L'autorité consulaire à laquelle ces objets auront été remis procédera à leur égard, conformément aux dispositions de la législation de son Etat, après avoir réglé les dettes contractées par le défunt pendant son séjour dans le pays.

Article 28.

Dans toutes les affaires successorales réglées sur le territoire de l'un des Etats contractants, l'autorité consulaire de l'autre Etat aura qualité, de par la loi, pour représenter ses nationaux, s'ils sont absents et n'ont désigné aucun autre mandataire.

is situated, the measures referred to in Article 23, No. 2, may only be taken if the said consular authority has been given adequate notice so as to enable him to take part in such measures.

3. In other cases the consular authority shall be immediately informed of all measures taken to safeguard and administer the deceased's estate. Such measures may, without prejudice to the rights of third parties, be modified or cancelled at the request of the consular authority.

Article 26.

If the deceased, being a national of one Contracting State, was domiciled in the territory of the other Contracting State, the heirs or persons entitled to compulsory portions who are resident in the territory of the latter State may, within the period prescribed in Article 24, request the authorities of this State to deal with the movable property situated therein ; in such cases, however, the law of the deceased's country shall be applied. The request shall be complied with if no heir, person entitled to a compulsory portion, or legatee makes any objection after being notified thereof.

Article 27.

1. If a national of one of the Contracting States should die while travelling in the territory of the other State, and if the deceased was not domiciled or had no habitual residence therein, the effects which he had with him shall immediately be handed over to the consular authorities of his own country.

2. The consular authorities to whom these effects have been handed over, shall deal with them in accordance with the laws of their country, after having discharged the debts contracted by the deceased during his stay in the other country.

Article 28.

In all succession matters dealt with in the territory of one of the Contracting States, the consular authorities of the other State shall be empowered by law to represent their nationals, if these are absent and have appointed no other authorised agent.

Article 29.

1. C'est à la législation du pays sur lequel se trouvent les biens meubles qu'il appartient de décider ce qu'il convient de considérer comme biens meubles.

2. Les biens meubles de la succession devront être remis à l'autorité consulaire la plus proche, pour être expédiés dans l'Etat dont le défunt était ressortissant.

3. Les stipulations du présent traité ne dérogeront pas aux règlements qui sont en vigueur ou qui pourraient être mis en vigueur concernant l'interdiction d'exporter certains objets.

Article 30.

Au cas où une convention serait conclue en vue d'éviter la double imposition des successions mobilières remises, en vertu des dispositions précédentes, à l'autorité de l'Etat dont le défunt était ressortissant, les dispositions de cette convention ne dérogeront pas aux stipulations du présent traité, qui ont trait à la remise des biens meubles d'une succession.

Article 31.

Aussi longtemps que la convention mentionnée à l'article 30 ne sera pas conclue, chacun des Etats contractants se réserve, avant de remettre les biens meubles d'une succession aux autorités de l'autre Etat contractant, le droit de percevoir les taxes et autres impôts qui, aux termes de sa législation nationale, frappent la succession.

Article 32.

Le présent traité ne déroge pas aux dispositions en vigueur dans les Etats contractants relatives aux mesures propres à garantir le paiement des droits successoraux et au recouvrement de ces droits.

Article 33.

Il appartient exclusivement à l'autorité de l'Etat contractant sur le territoire duquel se trouvent les biens immeubles de la succession, de procéder à la liquidation desdits biens et de statuer sur toutes les demandes et tous les litiges relatifs à ces biens.

Article 29.

1. The law of the State in which the property is situated shall determine whether such property is to be regarded as movable property.

2. Movable estate shall be handed over to the nearest consular authority for dispatch to the country of which the deceased was a national.

3. Nothing in the present Treaty shall affect the laws which may at any time be in force in the territory of the Contracting States prohibiting the export of specific objects.

Article 30.

The conclusion of any agreement to prevent the double taxation of movable estate handed over under the above provisions to the authority of the deceased's native country shall not affect the provisions of this Treaty regarding the handing over of the movable property of a deceased person.

Article 31.

Until the conclusion of the agreement referred to in Article 30, each of the Contracting States reserves the right, before handing over movable estate to the authorities of the other Contracting State, to collect such dues and other public taxes as are, under its laws, payable by the estate.

Article 32.

Nothing in the present Treaty shall affect the provisions in force in the Contracting States concerning security for and recovery of dues payable *mortis causa*.

Article 33.

The liquidation of the immovable estate of the deceased and the settlement of all claims and legal disputes regarding such property shall be a matter for the Contracting State on whose territory such property is situated.

QUATRIÈME SECTION

TUTELLE ET CURATELLE.

Article 34.

1. C'est aux autorités de chacune des deux Parties contractantes qu'incombent la tutelle et la curatelle de la personne et de tous les biens de leurs propres ressortissants. Il pourra être fait exception à cette règle en ce qui concerne les immeubles soumis à un régime des biens particulier en vertu de la législation du pays où est situé l'immeuble.

2. S'il y a lieu d'établir la tutelle à l'égard d'un ressortissant de l'une des Parties contractantes qui séjourne sur le territoire de l'autre Etat ou qui possède des biens, l'autorité locale compétente se bornera à prendre les mesures urgentes relatives à la protection de la personne et des biens, et à en avertir les autorités compétentes de l'autre Etat. Les mesures prises devront être rapportées si ces autorités le demandent.

3. L'autorité compétente de l'Etat duquel la personne en tutelle (curatelle) est ressortissante pourra toutefois, si l'intérêt de ladite personne l'exige, conformément aux prescriptions en vigueur et après entente, déférer aux autorités de l'autre Etat toute la tutelle (curatelle) ou quelques-unes des fonctions de tutelle (curatelle) concernant la personne ou les biens.

4. Les décisions prises par les autorités compétentes en vertu des alinéas 1 à 3 seront reconnues valables sur le territoire de l'autre Etat.

CINQUIÈME SECTION

ACTES.

Article 35.

Les actes authentiques dressés sur le territoire de l'un des Etats contractants par l'autorité publique compétente ou par un notaire, et revêtus du sceau officiel, auront, sur le territoire de l'autre Etat, la même valeur juridique

SECTION 4.

GUARDIANSHIP AND CURATORSHIP.

Article 34.

1. The guardianship and curatorship of the person and entire property of their own nationals shall devolve on the authorities of each of the Contracting States. Exceptions to this rule are allowed as regards immovable property that are subject to special property regulations under the laws of the country in which the immovable property is situated.

2. Should it be necessary to appoint a guardian or curator for a national of one of the Contracting States living in the territory of the other State or possessing property in such State, the competent local authorities shall limit their action to such steps as are urgently required for the protection of his person and his property, and shall notify the competent authorities of the other State of the facts of the case. At the request of the latter authorities, the measures taken shall be cancelled.

3. The competent authorities of the State of which the person concerned is a national may, however, if it is in his interest to do so, transfer the entire guardianship or curatorship, or individual measures of guardianship or curatorship relating to the person or the property, to the authorities of the other State with their consent, in accordance with the provisions in force on this matter.

4. Decisions given by the competent authorities under paragraphs 1 to 3 shall be recognised in the territory of the other State.

SECTION 5.

PUBLIC AND OTHER INSTRUMENTS.

Article 35.

Public instruments drawn up in the territory of one of the Contracting States by the competent public authorities or by a public notary and bearing the official seal shall have the same legal value in the territory of the other

que les actes authentiques établis sur ce territoire. Aucune législation diplomatique ou consulaire n'est nécessaire à cet effet.

State as public instruments drawn up therein. No diplomatic or consular legalisation shall be necessary for this purpose.

Article 36.

Aucune législation diplomatique ou consulaire ne sera nécessaire pour les actes sous seing privé établis sur le territoire de l'un des Etats contractants et légalisés sur ce territoire par l'autorité publique compétente ou par un notaire.

Article 36.

Instruments under private signature drawn up in the territory of either Contracting State and legalised therein by the competent public authority or by a public notary shall not require diplomatic or consular legalisation.

SIXIÈME SECTION

EXÉCUTION FORCÉE.

Article 37.

1. Il n'y aura lieu de procéder à exécution forcée en vertu des dispositions du présent traité qu'au sujet de réclamations d'intérêt matériel et pour autant qu'il ne s'agira pas de droits de propriété ou autres droits réels litigieux concernant des immeubles situés dans l'Etat requis de procéder à ces mesures d'exécution.

2. La disposition du paragraphe premier n'exclut pas la possibilité de faire procéder à l'exécution forcée sur des immeubles situés dans l'Etat requis, pourvu que le titre exécutoire n'ait pas pour objet des droits de propriété ou d'autres droits réels afférents à des immeubles situés dans l'Etat où l'on doit procéder à l'exécution.

Article 38.

Seront considérés par l'une et l'autre Partie comme titres exécutoires :

1. Les jugements, commandements et autres décisions des tribunaux civils ou des tribunaux de commerce

2. Les sentences rendues par un tribunal arbitral, à condition que celui-ci ait été appelé à statuer sur le litige en vertu d'un compromis d'arbitrage écrit ou d'une disposition légale.

SECTION 6.

COMPULSORY EXECUTION.

Article 37.

1. Under the provisions of the present Treaty compulsory execution may only take place in respect of claims concerning property, and further, only in cases which do not involve disputed rights of ownership or other real rights concerning immovable property situated in the State which has been applied to for execution.

2. The provision of paragraph 1 shall not, however, debar immovable property situated in the State which has been applied to for execution from being subjected to compulsory execution, provided the execution title does not relate to rights of ownership or other real rights concerning immovable property situated in the State where execution is to take place.

Article 38.

Compulsory execution shall be permitted in both States :

(1) On the basis of judgments, payment orders or other decisions of civil or commercial courts ;

(2) On the basis of awards given by an arbitration tribunal provided that, in accordance with a written arbitration agreement or a legal enactment, the arbitration tribunal was authorised to settle the dispute ;

3. Les transactions conclues devant les tribunaux et tribunaux d'arbitrage désignés aux alinéas 1 et 2.

4. Les actes notariés revêtus de la formule exécutoire.

Article 39.

Toutefois, l'exécution forcée sera refusée si elle a pour objet de faire reconnaître une situation de droit ou de réaliser un droit qui, pour des raisons d'ordre public ou de moralité, ne peut ni être reconnu ni faire l'objet d'une action en justice aux termes de la loi du lieu de l'exécution forcée.

Article 40.

L'exécution forcée ne pourra avoir lieu en vertu d'une décision judiciaire que :

1. Si la compétence du tribunal qui a statué sur l'affaire doit être considérée comme fondée d'après l'article 41 du présent traité.

2. Si la décision est passée en force de chose jugée et est devenue exécutoire.

Article 41.

La compétence du tribunal qui a statué sur l'affaire est considérée comme fondée au sens de l'article 40, si, d'après les lois de l'Etat requis, l'instance pouvait être liée devant un tribunal de l'autre Etat contractant.

Article 42.

L'exécution forcée ne pourra avoir lieu en vertu d'une sentence arbitrale que si cette sentence est passée en force de chose jugée et est devenue exécutoire.

Article 43.

L'exécution forcée ne pourra avoir lieu en vertu d'une transaction judiciaire ou arbitrale que si cette transaction est exécutoire d'après les lois du lieu où elle a été conclue.

(3) On the basis of arrangements entered into before the courts and arbitration tribunals referred to in Nos 1 and 2 ;

(4) On the basis of notarial instruments provided with an execution clause.

Article 39.

Compulsory execution, however, shall be refused if its effect would be to secure recognition of a legal situation or of a right which, under the law of the place of compulsory execution, cannot be recognised or form the subject of an action at law for reasons of public policy or morals.

Article 40.

Compulsory execution on the basis of a judicial decision may only take place provided :

1. That the court which gave judgment on the case is deemed to possess jurisdiction in accordance with Article 41 of the present Treaty ;

2. That the decision has become final and executory.

Article 41.

The court which has given judgment on the case shall be deemed to possess jurisdiction for the purposes of Article 40, if, under the laws of the State applied to, the case could be submitted to a court of the other Contracting State.

Article 42.

Compulsory execution may only take place in virtue of an arbitral award if the latter has become final and executory.

Article 43.

Compulsory execution may only take place in virtue of a judicial or arbitral arrangement if such arrangement is executory under the laws of the place where it was concluded.

Article 44.

L'exécution forcée ne pourra avoir lieu en vertu d'un acte notarié que si cet acte est exécutoire d'après les lois du lieu où il a été dressé.

Article 44.

Compulsory execution may only take place in virtue of a notarial instrument if the latter is executory under the laws of the place where it was drawn up.

Article 45.

1. A la demande d'exécution forcée devront être jointes les annexes suivantes :

1^o Une expédition de la décision, avec l'exposé des motifs ; ou une expédition de la transaction ou de l'acte notarié.

2^o Un certificat officiel, constatant que la décision est passée en force de chose jugée et constitue un titre exécutoire, ou que la transaction ou l'acte notarié sont exécutoires. Ledit certificat sera établi par le tribunal de l'Etat requérant qui, d'après ses lois, serait compétent pour accorder l'exécution forcée.

2. La demande d'exécution forcée pourra être transmise par le tribunal désigné au paragraphe 1, chiffre 2, du présent article, à l'autorité compétente de l'Etat requis, conformément aux dispositions des articles 8 et 9.

Article 45.

1. The following documents shall be attached to applications for compulsory execution :

(1) A copy of the decision, with a statement of the reasons on which it is based ; or a copy of the arrangement or the notarial instrument ;

(2) An official certificate showing that the decision has become final and constitutes an execution title or that the arrangement or notarial instrument is executory ; such certificate shall be drawn up by the court of the State making the application which, according to its laws, would be competent to grant compulsory execution.

2. The request for compulsory execution may be sent by the court referred to in paragraph 1, No. 2, to the competent authority of the State applied to in accordance with the provisions of Articles 8 and 9.

Article 46.

L'autorité compétente de l'Etat requis statuera sur la recevabilité de l'exécution forcée, sans entendre l'obligé. L'exécution devra être accordée lorsque seront réunies les conditions fixées à ce sujet par les articles 37 à 45 de la présente convention. Le tribunal requis n'est pas en droit d'examiner le fond de l'affaire.

Article 46.

The competent authority of the State applied to shall, without hearing the party bound, decide whether compulsory execution is admissible. Execution shall be authorised if the conditions laid down on the matter in Articles 37 to 45 of the present Treaty are complied with. The court applied to may not examine the merits of the case.

Article 47.

Si la demande d'exécution forcée ne fait pas mention d'un mandataire de la partie poursuivante, l'autorité qui procède à l'exécution devra, au besoin, lui constituer un représentant.

Article 47.

If the application for compulsory execution does not contain the name of an authorised agent for the pursuing party, the authority undertaking execution shall, if necessary, appoint a representative.

Article 48.

Lorsque l'exécution aura été accordée, il conviendra de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour lui donner effet, jusqu'à concurrence de celles qui sont destinées à sauvegarder les intérêts de la partie poursuivante.

Article 49.

1. La partie obligée pourra, sans préjudice du recours qui lui est ouvert en vertu des lois du pays, faire valoir les moyens suivants contre l'exécution forcée engagée conformément à l'article 48 :

1^o Le fait que l'une des conditions exigées par les articles 37 à 45 du présent traité n'est pas remplie ;

2^o Le fait que l'ordonnance ouvrant les poursuites n'a pas été signifiée régulièrement au défendeur, qui n'a pas répondu au procès dans l'affaire qui a servi de base à la décision ;

3^o Le fait que, par suite d'une autre irrégularité de procédure, la personne contre laquelle il doit être procédé à l'exécution forcée n'a pu prendre part à la procédure ;

4^o Le fait que, d'après la législation du lieu où la décision a été rendue, la transaction conclue ou l'acte notarié dressé, ladite décision, transaction ou acte notarié ne sont plus exécutoires ;

5^o Le fait que, d'après la législation du lieu de l'exécution forcée, l'exception de la chose jugée est opposable à la demande au sujet de laquelle cette exécution doit avoir lieu.

2. La signification ne pourra être considérée comme régulière, au sens du chiffre 2, que si l'ordonnance ouvrant les poursuites a été signifiée et remise en mains propres au défendeur ou à son représentant qualifié pour recevoir ladite pièce. Si la signification devait avoir lieu sur le territoire de l'Etat contractant dont les autorités sont chargées de procéder à l'exécution forcée, ladite signification devra avoir été effectuée par voie de commission rogatoire.

3. Les motifs que l'intéressé fera valoir contre l'exécution forcée devront être formulés dans

Article 48.

When compulsory execution is authorised, the necessary steps to give effect thereto shall forthwith be taken by the authorities of their own proper motion, until the interests of the pursuing party are safeguarded.

Article 49.

1. Without prejudice to the remedy provided by the laws of the country, the party bound may set up the following pleas against execution undertaken in accordance with Article 48 :

(1) The fact that one of the conditions laid down in Articles 37 to 45 of this Treaty has not been complied with ;

(2) That the order instituting the proceedings was not regularly served on the defendant and that he did not defend the case in the proceedings on which the decision was based ;

(3) That, owing to some other irregularity in the procedure, the person against whom compulsory execution is to be undertaken was unable to take part in the proceedings ;

(4) That, under the law of the place where the decision was given, the arrangement concluded or the notarial instrument drawn up, the said decision, arrangement or instrument is no longer executory ;

(5) That, under the law of the place of compulsory execution, the plea of *res judicata* may be set up against the claim in respect of which compulsory execution is to be effected.

2. Service shall be deemed to have been regularly effected within the meaning of No. 2 only if the order instituting the proceedings was served personally on the defendant or on his representative authorised to receive the order. Where service was to be effected in the territory of the Contracting State whose authorities were entrusted with compulsory execution, such service must be effected in accordance with a request made under the regulations governing legal co-operation.

3. Any reasons advanced against compulsory execution must be submitted within fourteen

un délai de quinze jours après la signification de l'ordonnance d'exécution, sauf dans les cas prévus à l'article 39 et aux chiffres 4 et 5 du présent article.

4. Si l'obligé fait opposition à l'exécution forcée conformément aux précédentes dispositions, le tribunal compétent devra statuer, après débat oral, sur la question de savoir s'il convient de refuser l'exécution pour l'un des motifs ci-dessus indiqués.

5. L'audience devra être fixée à une date très rapprochée et au plus tard deux semaines après le jour auquel l'obligé aura fait valoir un motif de refus.

6. Si les motifs de refus présentés sont jugés non fondés ou si aucun motif de ce genre n'a été présenté dans le délai de quinze jours, il conviendra de poursuivre d'office la procédure d'exécution arrêtée après les mesures de sauvegarde, jusqu'à satisfaction de la demande.

Article 50.

Pour autant que le présent traité ne contient pas de dispositions particulières, il sera procédé à l'exécution forcée conformément aux lois du pays requis.

Article 51.

1. Au cas où l'exécution forcée aurait été refusée en raison de l'absence des conditions requises, le créancier poursuivant aura le droit d'exercer un recours.

2. La demande d'exécution forcée pourra d'ailleurs être renouvelée par le tribunal requérant ou par la partie intéressée si les conditions requises par le présent traité se trouvent ultérieurement remplies.

Article 52.

1. Les frais de justice occasionnés par l'exécution des décisions, transactions et actes notariés seront à la charge des parties intéressées et devront être payés conformément aux lois en vigueur sur le territoire où l'exécution doit être effectuée. Au besoin, ils seront avancés par l'Etat requis.

days after service of the executory decision, except in the cases provided for in Article 39 and in Nos. 4 and 5 of the present Article.

4. Should the party bound set up a plea against compulsory execution under the foregoing provisions, the competent court shall decide after oral proceedings whether execution is to be refused on one of the above grounds.

5. The hearing shall be fixed for the earliest possible day, and in any case not later than fifteen days from the date on which the defendant entered a plea for rejection.

6. If the pleas for rejection on being submitted are dismissed, or if no such pleas at all are submitted within the notification period of fourteen days, the execution procedure which was discontinued when the required safeguards were secured shall be pursued by the authorities of their own proper motion until the claim is satisfied.

Article 50.

Unless otherwise provided for in the present Treaty, compulsory execution shall be carried out in accordance with the laws of the State applied to.

Article 51.

1. Where compulsory execution has been refused owing to non-fulfilment of the necessary conditions, the pursuing creditor shall be entitled to appeal.

2. Application for execution may, moreover, be renewed either by the Court making the application or by the party concerned, if the conditions laid down in this Treaty have subsequently been fulfilled.

Article 52.

1. Court costs resulting from the execution of decisions, arrangements and notarial instruments shall be borne by the parties concerned and must be paid in accordance with the laws in force in the territory in which execution takes place; if necessary, they shall be advanced by the State applied to.

2. S'il est impossible de les recouvrer sur les parties, ces frais devront être supportés par l'Etat requérant.

3. Si la procédure d'exécution forcée donne lieu à la perception de taxes, ces taxes seront calculées d'après les lois du pays où cette exécution doit être effectuée.

L'exécution forcée ne devra pas être retardée pour le motif que les taxes en question n'ont pas été versées.

Article 53.

Les décisions rendues dans l'un des Etats contractants, ainsi que les transactions qui y auront été conclues et les actes notariés exécutoires qui y auront été dressés auront, dans l'autre Etat, la même valeur et le même effet que les décisions, transactions et actes notariés nationaux, à condition d'être exécutoires dans cet Etat en vertu de la présente convention.

SEPTIÈME SECTION

FAILLITE.

Article 54.

Si une procédure de faillite est ouverte, sur le territoire de l'un des Etats contractants, à l'égard des biens d'un failli qui possède des biens meubles dans le territoire de l'autre Etat, sans y être domicilié, il conviendra, à la demande du tribunal saisi de la faillite, de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer de ces biens, de les inventorier et de les remettre audit tribunal.

2. A partir du jour où sera parvenue au tribunal compétent la demande tendant à la prise des mesures conservatoires ou à la remise des biens en question, aucun droit de gage ne pourra plus être constitué valablement sur les biens passibles d'envoi. La remise au tribunal saisi de la faillite n'aura pas lieu si les biens en question, avant ou après ledit jour, faisaient l'objet d'actions en revendication de propriété ou en répétition, ou d'actions fondées sur des droits de rétention ou des privilèges, ou sur des droits de gage ou d'autres droits réels, constitués avant le jour ci-dessus indiqué. La même disposition s'appliquera au cas où ces biens feraient l'objet

2. Should such costs not be recoverable from the parties, they shall be borne by the State making the application.

3. Where dues are chargeable in respect of compulsory execution they shall be calculated in accordance with the laws of the country where execution is to take place. Execution, however, may not be delayed owing to non-payment of the said dues.

Article 53.

Decisions given in the territories of either Contracting State and, arrangements concluded and executory notarial instruments drawn up therein, shall have the same binding force and the same effect in the territories of the other State as national decisions, arrangements and notarial instruments, provided that they are executory in such State in virtue of the present Treaty.

SECTION 7.

PROCEEDINGS IN BANKRUPTCY.

Article 54.

1. If bankruptcy proceedings are instituted in the territory of either Contracting State in respect of the property of a bankrupt who possesses movable property in the territory of the other State without, however, being domiciled therein, such movable property shall, at the request of the bankruptcy court, be safeguarded, inventoried and handed over to the said court.

2. As from the date on which the competent court receives an application for the institution of safeguarding measures or for the handing over of the property in question, no further liens may legally be constituted on the property to be transferred. The property shall not be handed over to the bankruptcy court if, in respect of the property to be transferred, rights of ownership or of reclamation, retention or other preferential rights, and liens or other real rights, which were constituted prior to the aforesaid date, should be submitted before or after that date. The same shall apply if a request is made for a separation of such property,

d'une demande en distraction, notamment en cas d'héritage. Dans ces cas, il ne pourra être remis au tribunal saisi de la faillite que le reliquat disponible après qu'il aura été fait entièrement droit à ces réclamations.

3. Les créances rentrent dans la catégorie des biens mobiliers, même si elles sont garanties par des inscriptions afférentes à des biens immobiliers.

Article 55.

1. Il appartiendra exclusivement aux tribunaux de l'Etat sur le territoire duquel se trouvent les biens, de prendre des décisions au sujet des biens mobiliers qui ne seront pas remis conformément à l'article précédent, ainsi qu'au sujet de l'ensemble des biens immobiliers de failli.

2. Si les biens en question ont été vendus par voie d'exécution forcée et si, après désintéressement des créanciers qui avaient des droits sur les biens, le produit de l'adjudication laisse un reliquat disponible, ce reliquat devra être remis, conformément aux dispositions du précédent article, au tribunal saisi de la faillite.

Article 56.

En cas d'ouverture de faillite dans l'un des Etats contractants, les créanciers ressortissants de l'autre Etat seront traités sur le même pied que les créanciers nationaux.

2. Si, lors de l'ouverture de la faillite, il y a lieu de supposer qu'il y ait des créanciers sur le territoire de l'autre Etat contractant, l'ouverture de la faillite devra être notifiée également dans les journaux de l'autre Etat, destinés à cet effet conformément aux lois en vigueur dans ledit Etat.

DEUXIÈME PARTIE

ASSISTANCE
RÉCIPROQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE.

Article 57.

1. Sur demande, les Etats contractants se prêteront assistance réciproque en matière

more particularly in the case of an inheritance. In such cases only the balance of the property remaining after the said claims have been fully met may be transferred to the bankruptcy court.

3. Debts, even if secured by entries relating to immovable property, shall be classified as movable property.

Article 55.

1. Decisions regarding movable property not handed over in accordance with the preceding Article, and regarding all the immovable property of a bankrupt, may only be taken by the courts of the State within whose territory such property is situated.

2. Should the said property be compulsorily sold by auction and should a balance remain after the creditors who had claims against the estate have been paid, such balance shall be handed over to the bankruptcy court in accordance with the provisions of the preceding Article.

Article 56.

1. In the case of bankruptcy proceedings instituted in the territory of either Contracting State, creditors who are nationals of the other State shall be treated on the same footing as creditors of the former State.

2. If, when bankruptcy proceedings are instituted, there is reason to believe that there are creditors in the territory of the other Contracting State, the institution of proceedings shall also be notified in the newspapers of the other State intended for that purpose, in accordance with the laws in force in that State.

PART II.

LEGAL CO-OPERATION IN CRIMINAL MATTERS.

Article 57.

1. The Contracting States shall, if requested to do so, give each other legal assistance in

criminelle non politique. En particulier, elles assureront la signification des actes de procédure pénale et procéderont à des actes d'instruction, par exemple, à l'interrogatoire des inculpés, des témoins et des experts, aux constats judiciaires, aux perquisitions et mises sous séquestre et se remettront l'un à l'autre les pièces et objets relatifs à la procédure pénale.

2. Ne seront pas signifiés, toutefois, les jugements de condamnation et les citations adressées aux fins d'interrogatoire à des personnes inculpées, si ces jugements et ces citations émanent des tribunaux de l'un des Etats contractants et visent des ressortissants de l'autre Etat. De même, un ressortissant de l'un des Etats contractants ne pourra être soumis à un interrogatoire en qualité d'inculpé, à la demande des tribunaux de l'autre Etat contractant.

3. Les dispositions des articles 8 et 9 sont également applicables en matière criminelle.

Article 58.

1. Les témoins ou experts, quelle que soit leur nationalité, qui, à la suite d'une citation reçue dans l'un des Etats contractants comparaissent de leur plein gré devant les tribunaux de l'autre Etat, ne pourront être poursuivis ni arrêtés dans cet Etat pour des faits ou condamnations criminels antérieurs ou du chef de complicité, pour avoir participé à un acte punissable formant l'objet du procès dans lequel ils comparaissent comme témoins. Ces personnes ne pourront toutefois invoquer ce privilège si, bien qu'elles en eussent eu l'occasion, elles n'ont pas quitté le territoire de l'Etat requérant dans un délai de 48 heures à partir du moment où leur présence au tribunal n'est plus nécessaire.

2. La demande de signification de la citation devra indiquer la somme à allouer à titre de frais de déplacement et de séjour. Sur sa demande, une avance destinée à couvrir ces frais sera versée à la personne citée.

3. Si la personne citée est en état d'arrestation dans l'Etat requis, son extradition temporaire pourra être demandée à l'administration suprême de la justice de cet Etat, sous l'obligation de renvoyer ladite personne dans le plus bref délai.

non-political criminal matters. They shall, in particular, effect the service of documents relating to a criminal case and shall conduct preliminary judicial enquiries, such as the hearing of accused persons, witnesses and experts, judicial inspections, and searches for and seizure of articles, and they shall forward to each other documents and articles relating to a criminal case.

2. Sentences and also summonses for the hearing of accused persons which emanate from the Courts of one Contracting State and relate to nationals of the other Contracting State shall not, however be served. Similarly, a national of one Contracting State may not, at the request of the Courts of the other Contracting State, be examined as an accused person.

3. The provisions of Article 8 and 9 shall also be applicable in criminal matters.

Article 58.

1. No witness or expert, whatever his nationality may be, who has received a summons in the territory of the one Contracting State and appeared of his own free will before the Courts of the other State, may be prosecuted or arrested in that State for previous criminal offences or convictions or on the ground of complicity in a criminal offence constituting the subject of the case in which he appears as witness. Such persons, however, shall lose this privilege if having had the opportunity to do so, they fail to leave the territory of the State making application within 48 hours from the time when their presence in Court is no longer necessary.

2. The application for the service of a summons shall indicate the amount payable for travelling and subsistence expenses. The person summoned shall, if he so desires, obtain an advance to cover his travelling and subsistence expenses.

3. If the person summoned is in custody in the territory of the State applied to, the supreme judicial administrative authority of such State may be requested to surrender him temporarily on condition that he is sent back as soon as possible.

Article 59.

1. Les Etats contractants se communiqueront réciproquement les copies des fiches judiciaires ou des extraits de jugement de condamnations passés en force de chose jugée, qui concernent les ressortissants de l'autre Partie contractante et qui doivent être inscrits dans les casiers judiciaires, aux termes des lois en vigueur.

2. De même, ils se communiqueront réciproquement les décisions qui ont trait à ces jugements et qui figurent dans les casiers judiciaires.

3. Les Etats contractants se transmettront lesdites copies et extraits tous les trimestres.

Article 60.

Les autorités de l'un des Etats contractants chargées de la tenue des casiers judiciaires fourniront aux autorités de l'autre Etat, sur demande directe de celles-ci, des renseignements extraits des casiers judiciaires au sujet de tel ou tel cas particulier.

Article 61.

Les frais occasionnés par l'octroi de l'assistance judiciaire en matière criminelle seront supportés par l'Etat contractant sur le territoire duquel ils ont été encourus.

2. Seront remboursés, toutefois, par l'Etat requérant les frais résultant d'une demande de consultation d'experts ou de la citation d'une personne qui purge une peine de détention sur le territoire de l'Etat requis.

Article 62.

1. Le présent traité sera ratifié. Les instruments de ratification seront échangés à Belgrade dans le plus bref délai possible.

2. Le traité entrera en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratification. Le traité pourra être dénoncé par l'un quelconque

Article 59.

1. The Contracting States shall communicate to each other copies of crime cards or extracts from final sentences in so far as these documents relate to nationals of the other Contracting State and are entered in the criminal register according to the regulations in force.

2. They shall similarly communicate to each other any further decisions referring to these sentences and entered in the criminal registers.

3. The Contracting States shall communicate to each other the said copies and extracts every three months.

Article 60.

The authorities of each of the Contracting States appointed to keep the criminal registers shall furnish the authorities of the other State, on a request being made direct by them, with information from such registers concerning individual cases.

Article 61.

1. The costs resulting from the granting of legal assistance in criminal matters shall be borne by the Contracting State in whose territory they have been incurred.

2. The costs resulting from a request for the hearing of experts or the summoning of a person who is in custody in the territory of the State applied to shall, however, be refunded by the State making the application.

Article 62.

1. The present Treaty shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Belgrade.

2. The Treaty shall enter into force one month after the exchange of the instruments of ratification. It may be denounced by either

des Etats contractants, en totalité, ou en ce qui concerne certaines sections. Les stipulations dénoncées resteront toutefois en vigueur pendant six mois après notification de la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Etant donné que les négociations ont eu lieu en langue allemande, le texte allemand fera foi en cas de doute.

Fait à Belgrade, le premier mai mil neuf cent vingt-huit, en langue allemande et en langue serbe, en double expédition.

(L. S.) (Signé) Max HOFFINGER (Signed).
(L. S.) (Signé) Dr. V. MARINKOVITCH (Signed).

of the Contracting States as a whole or as regards separate sections. Nevertheless, the provisions shall remain in force for six months after they have been denounced.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

The negotiations having been conducted in German, the German text shall be authentic in case of doubt.

Done at Belgrade, on May the first, one thousand nine hundred and twenty-eight in duplicate in German and Serb.

PROTOCOLE FINAL

Lors de la signature du traité relatif aux actes de procédure, les plénipotentiaires soussignés ont déclaré que l'accord règne sur les points suivants :

Ad Article 3. — Les dispositions de cet article s'appliquent également aux droits de débat ou de jugement revenant au Trésor.

Ad article 25. — Par « autorité consulaire la plus proche », il convient d'entendre l'autorité consulaire de l'autre Etat contractant qui est compétente dans le ressort de l'autorité locale dont il s'agit. Le poste consulaire compétent, ou l'autorité qui lui est supérieure hiérarchiquement, pourront toutefois charger par délégation une autre autorité consulaire dudit Etat de s'acquitter des fonctions consulaires en question. Notification immédiate de cette délégation devra être faite à l'autorité qui aura averti le poste consulaire compétent.

Ad articles 37 à 53. — Les dispositions de ces articles, relatives à l'exécution forcée, ont trait aux titres exécutoires constitués après le 5 avril 1924 dans l'un des deux Etats contractants, pour autant qu'il ne s'agit pas de titres déjà exécutoires réciproquement en vertu des lois actuelles.

FINAL PROTOCOL.

When signing the Treaty regarding legal proceedings, the undersigned Plenipotentiaries have declared their agreement on the following points :

Ad Article 3. — The provisions of this Article shall also extend to dues, payable in respect of the proceedings or the judgment, to which the State is entitled.

Ad Article 25. — The words "nearest consular authority" shall be taken to mean the consular authority of the other Contracting State who is competent in the official district of the local authority in question. The competent consular office or its superior authorities may, however, delegate another consular authority of the said State to discharge the consular functions in question. Immediate notification thereof shall be made by the competent consular office to the authority which sent the notice to that office.

Ad Articles 37 to 53. — The provisions of these Articles regarding compulsory execution refer to execution titles constituted subsequent to April 5, 1924, in one of the two Contracting States, provided they are not execution titles which are already, under the existing law, reciprocally executory.

Ad article 41. — Par « lois de l'Etat requis », il convient d'entendre les lois en vigueur au lieu où se trouve l'immeuble ou le meuble qui doit faire l'objet des mesures d'exécution ; en cas de saisie arrêt, les lois en vigueur au lieu où est domicilié le débiteur, ou bien au lieu où l'on doit procéder aux autres actes d'exécution.

Ad Article 41. — The expression " under the laws of the State applied to " shall be taken to mean the laws in force in the place where the immovable or movable property is situated on which execution is to take place, or in the case of attachment, where the debtor is domiciled, or where any other measures of execution are to be taken.

Fait à Belgrade, le 1^{er} mai 1928.

BELGRADE, May 1st, 1928.

(L. S.) (Signé) Max HOFFINGER (Signed).

(L. S.) (Signé) Dr. V. MARINKOVITCH (Signed).

N° 2215.

**ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Accord concernant l'interdiction des revendications en justice des créances et dettes en anciennes couronnes austro-hongroises, nées avant le 26 février 1919, en tant que la monnaie est contestable. Signé à Prague, le 29 septembre 1928.

**KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES
AND CZECHOSLOVAKIA**

Agreement concerning the Prohibition of Legal Proceedings in respect of Claims and Debts in former Austro-Hungarian Crowns which arose before February 26, 1919, where the Currency is contestable. Signed at Prague, September 29, 1928.

N^o 2215. — ACCORD¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, CONCERNANT L'INTERDICTION DES REVENDICATIONS EN JUSTICE DES CRÉANCES ET DETTES EN ANCIENNES COURONNES AUSTRO-HONGROISES, NÉES AVANT LE 26 FÉVRIER 1919, EN TANT QUE LA MONNAIE EST CONTESTABLE. SIGNÉ A PRAGUE, LE 29 SEPTEMBRE 1928.

Texte officiel français communiqué par les délégués permanents du Royaume de Yougoslavie et de la République tchécoslovaque près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 29 novembre 1929.

Vu les négociations présentes concernant le règlement des créances et dettes en anciennes couronnes austro-hongroises, en tant qu'elles sont nées avant le 26 février 1919, et désirant de prévenir des décisions différentes en ce qui a trait à la monnaie et au cours du change pour le règlement de ces créances et dettes, les deux gouvernements ont décidé de conclure un accord concernant l'interdiction temporelle des revendications en justice de ces créances et dettes.

Les soussignés dûment autorisés ont convenu des dispositions suivantes :

Article premier.

Il sera interdit à partir du 15 novembre 1928 au plus tard, de revendiquer en justice, sur les territoires des deux États, le règlement des créances et dettes en anciennes couronnes austro-hongroises, nées de n'importe quelle raison avant le 26 février 1919 ou basées sur les contrats ou autres actes juridiques antérieurs à cette date, entre les personnes physiques ou morales du droit privé ou public qui, à la date du 26 février 1919, avaient eu leur domicile (siège), l'une sur le territoire de la République tchécoslovaque et l'autre sur celui du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, en tant que la monnaie, dans laquelle ces créances et dettes sont à régler, est contestable.

La procédure judiciaire intentée au plus tard le 15 novembre 1928 sera suspendue d'office.

Les mesures de l'exécution forcée et les mesures temporelles (conservatoires), quant aux créances et dettes mentionnées à l'alinéa 1 du présent article, ne sont pas admissibles.

Les exécutions forcées intentées, seront ajournées d'office à partir du 15 novembre 1928 au plus tard.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Belgrade, le 11 avril 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2215. — AGREEMENT² BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES AND THE GOVERNMENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC CONCERNING THE PROHIBITION OF LEGAL PROCEEDINGS IN RESPECT OF CLAIMS AND DEBTS IN FORMER AUSTRO-HUNGARIAN CROWNS WHICH AROSE BEFORE FEBRUARY 26, 1919, WHERE THE CURRENCY IS CONTESTABLE. SIGNED AT PRAGUE, SEPTEMBER 29, 1928.

French official text communicated by the Permanent Delegates of the Kingdom of Yugoslavia and of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place November 29, 1929.

Having regard to the negotiations now in progress concerning the settlement of claims and debts in former Austro-Hungarian crowns, so far as they arose before February 26, 1919, and being anxious to prevent incompatible decisions relating to the currency and the rate of exchange to be accepted for the settlement of such claims and debts, the two Governments have decided to conclude an Agreement concerning the temporary prohibition of legal proceedings in respect of such claims and debts.

The undersigned, being duly authorised, have agreed upon the following provisions :

Article I.

As from November 15, 1928, at latest, it shall be prohibited to institute legal proceedings in the territory of either State for the settlement of claims and debts in former Austro-Hungarian crowns which arose on any grounds before February 26, 1919, or which are based on contracts or other legal instruments drawn up prior to that date between natural or juridical persons in private or public law who, on February 26, 1919, had their domicile (head office), the one in the territory of the Czechoslovak Republic and the other in that of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, so far as the currency in which such claims and debts are to be paid is contestable.

Legal proceedings instituted not later than November 15, 1928, shall be automatically suspended.

Distrain and temporary measures (measures to preserve the *status quo*) in respect of the claims and debts mentioned in the first paragraph of this Article shall not be permitted.

Where steps have already been taken to distrain, they shall be automatically postponed as from November 15, 1928, at latest.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Belgrade, April 11, 1929.

Article II.

Les dispositions de l'article précédent ne s'appliquent pas aux procès tentant à obtenir la constatation que la créance ou la dette sont nées en anciennes couronnes austro-hongroises et qu'elles existent en droit en cette monnaie et quel est leur montant.

Article III.

Le temps durant lequel les créances visées par le présent accord, ne peuvent être ni revendiquées en justice, ni effectuées par la voie de l'exécution forcée, ne sera compris dans le délai de prescription, ni dans les délais fixés pour la présentation de la requête, ni dans d'autres délais, dont l'omission pourrait, en vertu de loi, entraîner des préjudices juridiques pour les parties intéressées.

Article IV.

Pour les créances et dettes des succursales des instituts de crédit ou entreprises d'assurances, c'est leur siège qui est décisif et non celui de l'établissement principal.

Les obligations résultant des actes d'assurances (polices) ou des autres actes émanant des établissements principaux des entreprises d'assurances, ne pourront être considérées comme obligations des succursales de ces entreprises qu'en tant que cela ressort incontestablement du contenu de telles polices ou de tels actes ou des autres accords écrits, conclus entre les parties intéressées.

Toutefois, les dispositions du présent accord ne s'appliquent pas aux relations juridiques existant entre les succursales d'un côté et l'établissement principal de l'autre.

Article V.

Les deux gouvernements prendront les mesures législatives respectives, en tant qu'elles sont nécessaires à l'exécution du présent accord et se communiqueront mutuellement leurs textes.

Le présent accord sera soumis à l'approbation des deux gouvernements qui s'entendront sur la date de sa mise en vigueur.

Le présent accord cessera d'être en vigueur à la date du 30 juin 1929, à moins que la convention entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la République tchécoslovaque, concernant le règlement des créances et dettes mutuelles, nées, avant le 26 février 1919, en anciennes couronnes austro-hongroises respectivement la convention sur les créances et dettes résultant des assurances privées, visée à l'article 9, point c), de la convention susmentionnée, ne soient entrées plus tôt en vigueur.

Fait à Praha, le 29 septembre 1928, en français, en deux exemplaires originaux, dont un a été remis à chacun des deux gouvernements.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

(L. S.) D^r Ploj MIROSLAW, *m. p.*

*Délégué du Royaume des Serbes,
Croates et Slovènes.*

Pour copie certifiée conforme :
Belgrade, le 10 novembre 1929.

*D'ordre du Ministre,
le Conseiller,
Svet Djoritch.*

(L. S.) D^r Bohumil VLASÁK, *m. p.*

*Ministre plénipotentiaire de la
République tchécoslovaque.*

Copie certifiée conforme :
Praha, le 21 janvier 1930.

*D^r Jan Opočenský,
Directeur des Archives.*

Article II.

The provisions of the preceding Article shall not apply to actions to obtain a declaration that, the claim or debt was drawn in former Austro-Hungarian crowns and legally exists in that currency, and to obtain a statement of its amount.

Article III.

The time during which claims covered by the present Agreement cannot be made the subject of litigation or enforced by distraint shall not be included in the period of prescription, or in the periods within which application must be made, or in any other periods the non-observance of which might, by virtue of the law, prejudice the legal interests of the parties concerned.

Article IV.

In the case of claims and debts of branches of banks or insurance companies, the place at which the branch is established, and not the place at which the head office is situated, shall be the decisive factor.

Obligations arising out of insurance policies or other instruments issued by the head offices of insurance companies may not be regarded as obligations of branches of such companies unless they are clearly shown to be so by the text of such policies or instruments or of other agreements in writing concluded between the parties concerned.

Nevertheless, the provisions of the present Agreement shall not affect the legal relations between the branches and the head office,

Article V.

The two Governments shall pass such legislation as may be necessary for the execution of this Agreement, and shall communicate to each other the text of such legislation.

The present Agreement shall be submitted to the two Governments for their sanction, and they shall agree as to the date on which it is to be put into force.

The present Agreement shall cease to be in force on June 30 1929, unless the Convention between the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and the Czechoslovak Republic concerning the settlement of mutual claims and debts which arose before February 26, 1919, in former Austro-Hungarian crowns, or the Convention on claims and debts arising out of private insurance policies, referred to in Article 9 c) of the aforesaid Convention, shall have come into force before that date.

Done at Prague on September 29, 1928, in French, in two original copies, one of which has been transmitted to each of the two Governments.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

(L. S.) (Signed) Dr. Ploj MIROSLAV,
Delegate of the Kingdom of the Serbs,
Croats and Slovenes.

(L. S.) (Signed) Dr. Bohumil VLASÁK,
Minister Plenipotentiary of the
Czechoslovak Republic.

ERRATA

Volume XC, N° 2044.

Page 306. Texte français : French text. Article 17, paragraphe *b*), paragraph (*b*) : début du deuxième alinéa : beginning of the second sub-paragraph :

au lieu de : instead of : « auquel »,
lisez : read : « auxquelles ».

Volume XCII.

Page 370. Renvoi 1. Foot-note 1. (français) (French), début de la cinquième ligne : beginning of the fifth line :

au lieu de : instead of : « page 391 »,
lisez : read : « page 394 ».

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)